

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE L'ISERE

SAINT-MARTIN-D'URIAGE

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## 1 - RAPPORT DE PRÉSENTATION



**PBR**

Urbanisme  
Projet urbain  
Environnement

Pierre Belli-Riz et partenaires  
1 Place Saint-Bruno 38000 Grenoble  
Tel : 06 24 98 11 88 et 04 76 48 54 68  
Fax : 04 76 70 32 74 Mel : PBR.urbanisme@gmail.com





# SOMMAIRE

---

SOMMAIRE .....	3
PREAMBULE .....	5
PARTIE I : .....	7
DIAGNOSTIC.....	7
1. CONTEXTE GÉNÉRAL .....	9
2. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT .....	24
3. POPULATION, EVOLUTION DE LA DEMOGRAPHIE.....	74
4. HABITAT .....	89
5. EQUIPEMENTS, SERVICES PUBLICS, ASSOCIATIONS .....	99
6. ACTIVITE EMPLOI .....	113
7. INFRASTRUCTURES ET RESEAUX.....	155
PARTIE II : .....	180
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	180
1. LES ASPECTS RÉGLEMENTAIRES.....	181
2. LES MILIEUX NATURELS .....	183
PARTIE III :.....	230
LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE, LA DELIMITATION DES ZONES ET DE LEURS REGLES, ET LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT .....	230
1. EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D .....	232
2. MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES APPLICABLES .....	239
3. JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT .....	281
PARTIE IV : .....	288
1. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT .....	289
TABLE DES FIGURES .....	296
TABLE DES PLANCHES .....	298
TABLE DES MATIERES .....	300



# PREAMBULE

---

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint Martin d'Uriage, datant du 26 octobre 2001 a fait l'objet d'un référé suspension, procédure qui a amené le Tribunal Administratif de Grenoble à notifier l'ordonnance n° 0300007 rendue par le juge des référés en date du 18 février 2003. Depuis cette date, le Plan d'Occupation des Sols (POS) du 27 juin 1989 modifié le 29 juillet 1997 était remis en vigueur sur le territoire de la commune de Saint Martin d'Uriage.

La municipalité a constaté que ce document était contestable et obsolète puisque :

- Il ignorait les textes législatifs ou réglementaires et des jurisprudences postérieurs à sa date d'élaboration
  - Loi N° 85-630 du 9 janvier 1985 relative au Développement et à la protection de la Montagne
  - Loi du 3 janvier 1992 dite « Loi sur l'eau »
  - Loi N° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite « Solidarité et renouvellement urbains »
  - Loi N° 2003-590 du 2 juillet 2003 dite " Urbanisme et Habitat "
- Il n'était pas compatible avec les orientations du Schéma Directeur de la région grenobloise du 12 juillet 2000, notamment en ce qui concerne l'habitat, l'agriculture, l'environnement et la gestion des espaces naturels ;
- Il n'était pas conforme aux orientations de la municipalité, lisibles dans le POS révisé du 26 octobre 2001, elles mêmes en phase avec le Schéma Directeur de la région grenobloise à savoir
  - Modérer l'urbanisation (réduire en particulier les zones de future urbanisation)
  - Lier cette urbanisation à l'existence des divers réseaux et à la prise en compte des spécificités géologiques du territoire (pentes et sous-sols très peu favorables ou défavorable à l'assainissement individuel)
  - Lutter contre le mitage du paysage et conforter les zones vertes (naturelles ou agricoles)
- Il ne prenait pas en compte des facteurs contraignants dont l'acuité s'est accrue depuis l'élaboration du POS du 26 octobre 2001 tels que :
  - L'obligation de se conformer à un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR)
  - Le devoir de rechercher des ressources nouvelles en eau et d'assurer la défense incendie avec une marge de sécurité suffisante dans tous les quartiers ;
  - La nécessité d'étaler sur plus d'une décennie les investissements liés à la rénovation et au renforcement du réseau d'eau potable et au déploiement de l'assainissement collectif.

C'est dans ce contexte que le Conseil municipal a délibéré le 31 octobre 2003 favorablement pour la révision du Plan local d'Urbanisme du 27 juin 1989, modifié le 29 juillet 1997, avec pour objectifs principaux :

*« a / de modérer l'urbanisation (taux annuel moyen de croissance de la population prévu entre 2,2 et 2,5 %) en limitant son extension aux zones convenablement desservies par tous les réseaux requis (voirie, desserte en eau potable, assainissement, défense incendie) et dans le double souci :*

- *d'économiser l'espace et de préserver les zones naturelles (en confortant les zones d'habitat existantes et maintenant des coupures vertes entre les hameaux) ;*

- d'être en cohérence avec les possibilités techniques et financières de développement des réseaux divers ;

*b/ de rechercher une répartition équilibrée de l'occupation des sols :*

- entre zones vertes et zones urbanisables,
- dans les zones vertes, entre zones naturelles à valoriser et zones agricoles à conforter,
- dans les zones urbanisables, entre d'une part habitat et activité (télétravail, commerces et services), et d'autre part entre habitat individuel et habitat collectif, pour favoriser la mixité sociale ;

*c/ de fixer un plan de mise en œuvre des équipements publics ou infrastructures et de prévoir les réserves foncières nécessaires ;*

*d/ d'offrir un cadre réglementaire à l'intégration de l'habitat dans le paysage. »<sup>1</sup>*

Le présent rapport de présentation, comme l'indique l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, comprend quatre parties distinctes :

### **1. Le diagnostic**

Il est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

### **2. L'état initial de l'environnement**

L'environnement est ici pris au sens large du terme. Il se définit à la fois par son organisation structurelle à savoir le sol, l'air, l'eau, la faune, la flore et l'homme et par son organisation fonctionnelle c'est-à-dire les différentes composantes de l'écosystème. L'analyse s'effectue à la fois sur les milieux naturels et les milieux urbains et s'appuie très largement sur les résultats de l'analyse de la société ECONAT Conseil qui a réalisé un inventaire du patrimoine naturel de la commune en 2005-2006.

### **3. La justification des choix retenus**

Elle s'opère à plusieurs échelles puisque sont abordés :

- la compatibilité du document avec les dispositions de l'article L. 121-1 (équilibre, mixité et environnement)
- la compatibilité avec les orientations du Schéma Directeur de la région urbaine grenobloise ayant valeur de SCOT, du SDAGE, et des dispositions de la loi Montagne,
- les choix de délimitation des zones et des règles qui y sont applicables,
- les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable (le PADD) et les orientations d'aménagement.

### **4. Les incidences du projet sur l'environnement**

Cette partie expose la manière dont le projet prend en compte le souci de la préservation de l'environnement (naturel et urbain) et sa mise en valeur.

<sup>1</sup>

D'après extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal N°162/2003

---

## **PARTIE I : DIAGNOSTIC**

---

**Code de l'urbanisme article R. 123-2 alinéa 1, Décret n° 2004-531 du 9 juin 2004 art. 2 II  
Journal Officiel du 13 juin 2004**

*Le rapport de présentation «[...] Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 [...] »*

**Code de l'urbanisme article L. 123-1 alinéa 1, Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 art. 12,  
art. 14, art. 17 Journal Officiel du 3 juillet 2003**

*Les plans locaux d'urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.*

## 1.CONTEXTE GÉNÉRAL

### 1.1. Le cadre administratif

#### 1.1.1. Généralités

Saint Martin d'Uriage est une commune de l'est de l'Isère, située au cœur du massif de Belledonne et à une dizaine de kilomètres de l'agglomération grenobloise. La commune a une superficie de 3501 hectares dont la moitié est constituée de forêt.

Elle fait partie du canton de Domène qui regroupe 12 communes réparties sur deux secteurs : les communes de la vallée du Grésivaudan Domène, Murianette, Le Versoud et Villard-Bonnot et les communes du Balcon de Belledonne : Saint Martin d'Uriage, Revel, Saint Jean le Vieux, La Combe de Lancey, Saint Mury-Monteymond, Sainte Agnès et Laval.

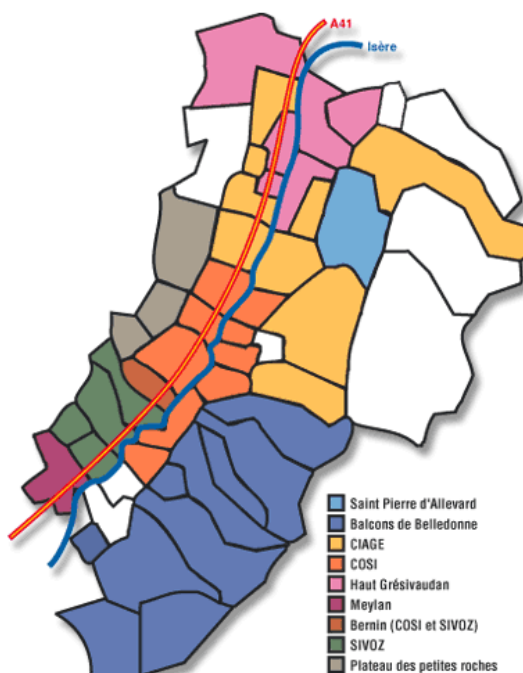
#### 1.1.2. Les regroupements territoriaux

Le territoire de la commune est compris dans l'aire du Schéma Directeur de la Région Grenobloise approuvé par délibération du 12 juillet 2000.

##### 1.1.2.1. La Communauté de communes du Balcon de Belledonne

En janvier 2002, Saint Martin d'Uriage a rejoint avec Chamrousse et Vaulnaveys-le-Haut la Communauté de Communes du Balcon de Belledonne, dite aussi C.C.B.B, Etablissement Public de Coopération Intercommunal, créé le 21 décembre 1993 et composée alors des communes de Laval, Sainte Agnès, Saint Mury-Monteymond, La Combe-de-Lancey, St-Jean-le-Vieux, Revel, Venon.

Figure 1 La Communauté de communes du Balcon de Belledonne



Source : site Internet Gresivaudan.com

Les 10 communes de la CCBB comptent aujourd'hui une population de 12 686 habitants (recensement de 1999).

Les compétences transférées sont les suivantes :

- Obligatoires : Aménagement de l'espace, Développement économique,
- Facultatifs : Mise en valeur de l'environnement.

#### 1.1.2.2. Un même périmètre pour le Pays et le Territoire du Grésivaudan

En tant que membre de la CCBB, Saint Martin d'Uriage fait partie du Pays du Grésivaudan qui regroupe 49 communes de la vallée de l'Isère et des flancs de Chartreuse et de Belledonne pour la plupart organisées en intercommunalité. Le périmètre définitif a été arrêté par le Préfet de région le 27 juillet 2004.

Ce périmètre a été retenu par le Conseil Général de l'Isère comme cadre d'un des territoires du département.

Le suivi de la Charte de pays, la mise en œuvre du Contrat de pays, les projets sont assurés par le Syndicat mixte du Pays de Grésivaudan.

Figure 2 Le Pays du Grésivaudan



Source : Conseil Général

### **Rappel de la charte de développement durable du Pays du Grésivaudan<sup>2</sup>**

#### **« Soutenir le dynamisme**

*Diversifier l'activité et l'emploi*

*Renforcer la diversité économique du territoire ...*

*Conforter l'économie agricole*

*Soutenir l'économie sylvicole*

*Renforcer l'économie touristique en jouant aussi la carte de la proximité*

*Concilier développement et besoins des habitants*

*Initier et construire une politique de l'habitat volontariste*

*Aller vers une politique globale des déplacements*

*Mieux accéder aux services et aux équipements*

<sup>2</sup> Association de préfiguration du Pays du Grésivaudan. Charte de développement durable. D é c e m b r e 2 0 0 3



*Promouvoir l'identité du territoire*

*Rythmer la vie du Grésivaudan de temps forts en termes sportifs, artistiques et culturels...*

*Promouvoir des activités actrices de l'identité du territoire*

*Inciter au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication*

### **Renforcer les équilibres**

*Gérer l'espace et les ressources de manière économe*

*Maîtriser le foncier, un préalable nécessaire, une condition du développement du Pays*

*Aller vers une gestion concertée des espaces*

*Protéger les paysages, critère de gestion de l'espace*

*Contribuer à économiser les ressources et réduire les nuisances*

*Développer les synergies et inciter à la mise en réseau*

*Mettre en réseau des acteurs de la filière tourisme*

*Coordonner et mettre en réseau les acteurs sociaux liés à la petite enfance, aux jeunes et aux personnes âgées*

*Poursuivre le maillage des structures et des actions d'accompagnement de l'accès à l'emploi*

*Développer les réseaux associatifs*

*Accompagner la mise en réseau des acteurs du monde sportif et des loisirs*

*Assurer l'équité d'accès aux services et aux équipements*

*Trouver l'équilibre territorial*

*Encourager le développement des proximités*

### **Favoriser les solidarités**

*Maintenir le lien social*

*Animer une véritable politique de culture vivante*

*Développer les pratiques sportives dans leur grande diversité*

*Renforcer et promouvoir les pôles de sport loisirs*

*Faire vivre le patrimoine et permettre aux habitants du Grésivaudan de se l'approprier*

*Encourager les solidarités*

*Avoir une réponse habitat pour chacun*

*Faciliter les déplacements pour tous*

*Accompagner l'insertion sociale et professionnelle*

*Accompagner tous les âges de la vie*

*Favoriser les démarches d'ouverture au monde »*

La commune adhère aux actions proposées par la charte. Elle s'efforce de les mettre en œuvre tant au niveau local qu'intercommunal.

## **1.1.3. Les partenariats**

### **1.1.3.1. Les syndicats**

Saint Martin d'Uriage est membre de plusieurs syndicats dont certains sont des SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple) et d'autres des SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique). Nombre d'entre eux n'assument plus ou plus entièrement la fonction pour laquelle ils ont été créés, l'intercommunalité jouant parfois ce rôle à leur place. Leur suppression ou pour le moins un « dépoussiérage » de leurs statuts s'impose.

<b>Structures</b>	<b>Fonctions</b>
Le <b>SIEC</b> (Syndicat Intercommunal des Eaux de Casserousse)	Compétences : <ul style="list-style-type: none"> <li>- établir le projet définitif d'adduction d'eau potable intéressant les diverses communes,</li> <li>- procéder à l'entretien en bon état des ouvrages exécutés et en assurer la gestion.</li> </ul>
<b>Syndicat Intercommunal pour la Gestion de la Station d'Uriage</b>	Compétences : toutes les questions intéressant l'administration de la station thermique d'Uriage située sur le territoire des deux communes concernées.
<b>Syndicat Intercommunal de Vizille</b>	Compétences : réunir les moyens financiers, techniques et matériels en vue d'aider les communes adhérentes à réaliser les travaux d'intérêts communaux et notamment l'entretien des chemins vicinaux et ruraux.
<b>Syndicat de la Maison Forestière</b>	Compétences : construction, entretien et gestion d'une maison forestière située à Vaulnaveys le Haut
<b>Le Syndicat mixte pour l'élaboration de suivi de l'élaboration du Schéma directeur de la région grenobloise</b>	Membres : 243 communes Élaboration et suivi du schéma directeur

#### 1.1.3.2. Les associations partenaires

##### **ADABEL** « Association pour le Développement de l'Agriculture en Belledonne »

L'objectif principal de l'ADABEL, qui regroupe des agriculteurs et des élus de 19 communes du Balcon de Belledonne, est de maintenir l'ensemble des acteurs du monde rural pour développer et fédérer l'agriculture du massif de Belledonne dans ses différents rôles : économique, environnemental et social.

Lieu d'information et de coordination, L'ADABEL entend représenter et faire prendre en compte l'agriculture dans les projets et la vie du massif de Belledonne par les actions suivantes :

- Veiller à la protection du foncier agricole,
- Favoriser les installations de jeunes et améliorer les conditions de succession
- Trouver des solutions pour répondre au besoin de main d'oeuvre des exploitants
- Conforter et diversifier la production locale, en garantir la qualité,
- Développer les circuits courts de vente (marchés, points de vente collectifs...),
- Soutenir les démarches de valorisation de l'espace agricole,
- Impliquer les agriculteurs dans les projets d'utilisation d'énergies renouvelables.

##### **AURG** « Agence d'urbanisme de la région grenobloise »

Elle assiste la commune dans les domaines de l'aménagement de son territoire et en matière d'urbanisme. Dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme, elle assure une mission d'aide à la maîtrise d'ouvrage portant sur les points :

- Suivi juridique et méthodologique de la procédure,
- Aide à la formulation des enjeux par l'établissement d'un pré-diagnostic

- Suivi et assistance technique au bureau d'études en charge de la maîtrise d'œuvre.

### **Espace Belledonne**

Cette association regroupe 10 communes du balcon de Belledonne entre Uriage et Allevard ainsi que des acteurs de la société civile. L'Espace Belledonne est un Groupement d'Action Locale (GAL) relatif au développement rural.

#### **1.1.4. La Contractualisation**

La commune de Saint Martin d'Uriage est concernée par deux contrats :

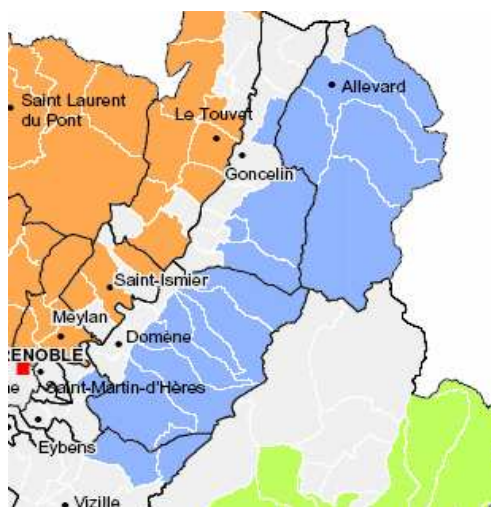
##### **1.1.4.1. Le contrat européen LEADER+**

La Structure juridique porteuse du programme est l'Association Espace Belledonne. L'orientation de ce programme, "Valorisation des ressources au service de la construction identitaire de Belledonne", se décline en plusieurs thèmes :

- La gestion et valorisation de la ressource en eau,
- La mise en réseau des acteurs du tourisme de découverte,
- Les ressources forestières et agricoles : médiation foncière et gestion de l'espace,
- La connaissance et la valorisation du patrimoine et de la culture,
- Les outils transversaux et la faisabilité d'un centre de services et de compétences territoriales.

Le programme concerne 19 communes.

Figure 3 LEADER+ Espace Belledonne



Source : site internet du conseil général de l'Isère

##### **1.1.4.2. Le contrat de Pays**

Le Syndicat Mixte du Pays du Grésivaudan est la structure porteuse d'un contrat de développement avec la Région Rhône-Alpes. Ce contrat s'inscrit dans la continuité du contrat global de développement « du Grésivaudan » du 26 juin 1997, qui concernait 50 communes et qui s'est achevé le 26 juin 2002.

C'est sur les bases d'une Charte de Pays que s'est élaboré le contrat de Pays et que s'effectue le suivi des projets.

### **1.1.5. Évolution de la réglementation du droit des sols, modifications et révisions de POS (PLU) antérieures**

Le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) est devenu dans la période récente l'outil principal de planification et de contrôle de l'urbanisation.

Le premier P.O.S. de Saint Martin d'Uriage est publié le 9 septembre 1988 et approuvé le 27 juin 1989.

#### **1.1.5.1. MODIFICATION 1990**

Une première modification est engagée rapidement, et approuvée en mars 1990, elle apporte des modifications mineures par rapport au précédent POS, qui vont dans le sens de la réduction des zones NA.

Dans le P.O.S. modifié de 1990, les zones UA correspondent clairement aux noyaux anciens d'urbanisation.

Les zones UB reflètent l'emprise des quartiers pavillonnaires, qu'il s'agisse de lotissements ou de maisons individuelles qui se sont progressivement installées le long des voies. Le règlement UB confirme la quasi-exclusivité de cette typologie.

Les zones NA couvrent des étendues considérables (leur surface est à peu près équivalente à la totalité des zones U) Mais elles sont en fait déjà en partie urbanisées, soit de manière dense et ancienne (c'est le cas de la zone qui inclut l'Établissement Thermal d'Uriage), soit de manière diffuse (secteurs de "mitage" en amont de Saint Martin et du Penet, par exemple).

Plus que des zones "destinées à l'urbanisation future", il faut y voir des secteurs déjà urbanisés mais insuffisamment équipés, pour lesquels tout développement doit être soumis à un projet d'ensemble et à un effort d'équipement qui ne soit pas à la charge de la collectivité. Le potentiel d'urbanisation qu'elles représentent reste très théorique, et peu hiérarchisé.

#### **1.1.5.2. REVISION 1994**

Une révision du P.O.S. est engagée en 1993, et le P.O.S. révisé est approuvé en mai 1994.

La réduction des zones NA en NC correspond à une tendance logique, elle rend compte de la réalité du surdimensionnement et du sous-équipement de ces zones; mais elle ne touche en fait que très peu de secteurs (la Croix de Pinet à l'est; le Bouloud en amont; quelques terrains au-dessus de Saint Martin). Plus notable est la régression de secteurs UB en NA, pour rendre compte de leur niveau réel d'équipement.

L'augmentation des surfaces minimales pour construire a des effets très douteux. En fait, loin de freiner une éventuelle spéculation, cette mesure ne fait qu'étaler plus loin encore la pression de l'urbanisation, et opère une sélection financière sur les prétendants à la construction dans la commune...

En définitive, l'effet le plus sensible de cette révision est de supprimer la plupart des zones UA (à part Saint Martin et Uriage), et de faire disparaître la spécificité des hameaux anciens par rapport à l'habitat pavillonnaire dominant.

Quant aux zones réservées au développement d'éventuelles activités artisanales, leur situation dans le Val Sonnant semble aujourd'hui contradictoire avec les problèmes de circulation et d'accès...

#### **1.1.5.3. MODIFICATION 1997**

Le P.O.S. révisé de 1994 a fait l'objet de contestations, à la suite desquelles il a été invalidé en 1996.<sup>3</sup>

Le P.O.S. modifié de 1990 est alors redevenu valable; mais il a rapidement fait l'objet d'une modification en 1997, modification légère qui a surtout permis la création d'une zone UC (zone d'activités) à l'entrée nord d'Uriage, en fonction des études et négociations pour la restructuration de ce secteur.

Par ailleurs, le P.O.S. a été mis en révision en 1997, pour entreprendre des changements plus profonds.

#### **1.1.5.4. APPLICATION ANTICIPEE DU POS 2001 en révision (DÉCEMBRE 1999)**

Cette application anticipée concerne une partie de la zone de la Richardière (zone UE recevant des équipements d'intérêt général à vocation scolaire, sportive, socioculturelle et des équipements publics). Un sous secteur UEp correspond à la servitude de protection de la source d'eau minérale des eaux d'Uriage.

La nouvelle zone UE se substitue partiellement aux anciennes zones UA et UB.

#### **1.1.5.5. RÉVISION 2001**

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 26 octobre 2001 la révision du POS du 27 juin 1989 modifié le 29 juillet 1997.

#### **1.1.5.6. RÉVISION 2008**

La présente révision du Plan Local d'Urbanisme a été lancée par délibération du conseil municipal en date du 31 octobre 2003. (voir le préambule).

---

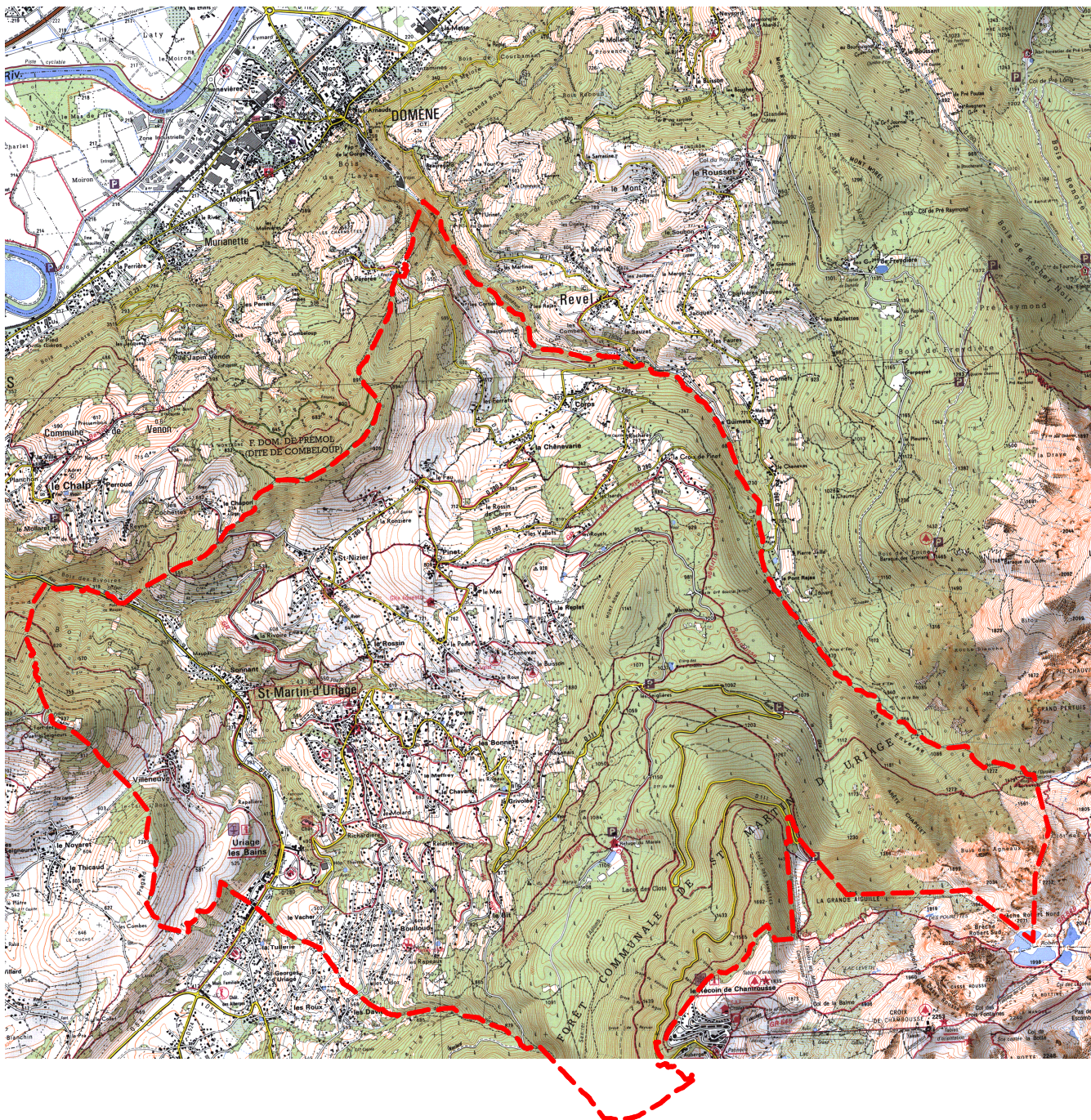
<sup>3</sup> Journal d'informations municipales des villages de St Martin d'Uriage, mars 1997.



## PLANCHE 1 : SITUATION GEOGRAPHIQUE

Fond IGN 1997

2007





## 1.2. Le cadre physique

---

### 1.2.1. Géographie

La commune de Saint Martin d'Uriage se situe à une dizaine de kilomètres à l'est de Grenoble dans la partie sud-ouest de la chaîne de Belledonne.

La commune s'étend sur plusieurs versants des piémonts du massif de Belledonne.

Au nord de la commune, entre le ruisseau du Domeynon (qui marque la limite avec la commune de Revel) et la ligne de crête composée par les hameaux du Faux, de Pinet et le Mollard Allemand, se situe le versant de l'Envers. Il comprend de nombreux hameaux (La Chenevarie, Les Ferrats, Le Rocharey, Corps, la Croix de Pinet, Les Izards pour les principaux).

Dans la partie centrale de la commune, comprise entre la crête de Pinet et le vallon du Sonnant, sur un versant orienté au sud, est implanté le village de Saint Martin d'Uriage. Avec le bourg, le hameau de St Nizier et celui de Bouloud concentrent la plus grande partie des habitations. De nombreux autres lieux dits ponctuent ce versant. Le ruisseau du Vernon marque la limite avec la commune de Vaulnaveys-Le-Haut situé au sud.

A l'ouest, entre le ruisseau du Sonnant et le fort des Quatre Seigneurs, se développe un versant composé de boisements (Bois d'Uriage) et de grands espaces agricoles (terrasse de Villeneuve). Le Hameau de Villeneuve est le seul lieu habité sur ce versant.

### 1.2.2. Géologie

« Du point de vue général, Saint Martin d'Uriage fait partie du massif de Belledonne, entité géologique appartenant aux massifs cristallins externes.

Des plus récentes aux plus anciennes, les formations rencontrées sur le territoire communal sont successivement :

#### 1.2.2.1. Les roches sédimentaires

On peut distinguer les roches anciennes (plusieurs dizaines de millions d'années) des sédiments plus récents (quelques dizaines de milliers d'années). Parmi les sédiments récents, on retrouve :

Les éboulis, que l'on retrouve dans les dépressions et les combes aux alentours des lacs Roberts ;

Les alluvions post-würmiennes le long de la RD 524 ;

Les alluvions würmiennes, présentes sur Saint Martin d'Uriage au niveau du hameau de Villeneuve ;

Les moraines post-würmiennes, qui tapissent localement les pentes des massifs cristallins ;

Les moraines würmiennes qui recouvrent une grande partie du versant entre la combe du Sonnant et les massifs cristallins. Par endroit, ces moraines peuvent atteindre une épaisseur de 70 m.

Les moraines sont hétérogènes : leur composition peut varier sur quelques dizaines de mètres. Sans étude spécifique du sol, il n'est pas possible de dire si la proportion d'argile est forte ou non à tel endroit

Viennent ensuite les sédiments plus anciens, notamment :

Les calcaires argilo-sableux noirs du Bajocien, d'épaisseur estimée à quelques centaines de mètres, présents en limite nord-est de la commune ;

Les roches de l'Aaléen, constituées de deux niveaux de schistes argilo-siliceux qui encadrent un niveau de calcaire ;

Les calcaires argileux du Toarcien, autrefois exploités dans les ardoisières ou comme pierre à ciment, visible surtout au niveau d'Uriage-Les-Bains ;

Le Houiller, formé de schistes, de grès, de conglomérats et de couches d'anthracite autrefois exploitées, que l'on retrouve en deux endroits le long de la RD 11.

Les roches du Trias (cargneules et dolomies cavernueuses) n'affleurent pas sur la commune de Saint Martin d'Uriage. Néanmoins, elles sont probablement présentes sous les moraines au nord de la Grande Aiguille.

#### 1.2.2.2. Les roches cristallophylliennes

Ces roches constituent l'ensemble du substratum du massif de Belledonne. Sur Saint Martin d'Uriage, on les trouve à l'affleurement en partie haute du territoire communal, à l'est. La famille la plus représentée sur la commune est celle des micaschistes à deux micas, que l'on retrouve notamment à l'ouest et au nord de la station de ski de Chamrousse, ainsi qu'au nord de la Grande Aiguille.

Plus à l'est, d'autres roches cristallophylliennes sont également présentes (chloritoschistes, amphibolites, gabbros...).

#### 1.2.2.3. Sensibilité des formations géologiques aux phénomènes naturels

Les moraines, en raison de leur proportion d'argile, sont plus ou moins sensibles aux glissements de terrain. De même, des glissements peuvent se développer au sein des produits d'altération des calcaires argilo-sableux du Bajocien, comme on peut le voir sur le versant en rive gauche du torrent du Sonnant.

En altitude, les roches cristallophylliennes peuvent donner lieu à des chutes de blocs de taille plu ou moins importante.

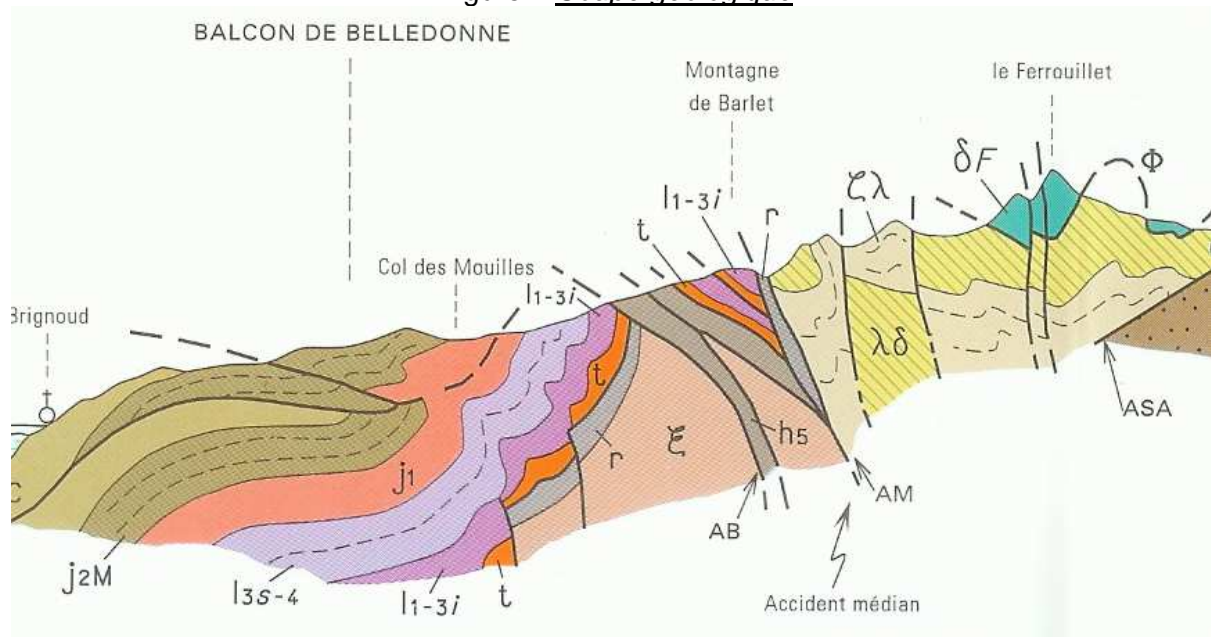
Enfin, les cargneules et dolomies cavernueuses du Trias, de part leur nature potentiellement karstique, sont sensibles aux effondrements. Cette formation s'accompagnant souvent de gypse, bien que celui-ci n'ait pas été identifié dans ce secteur, renforce cette sensibilité aux effondrements de cavités naturelles. »<sup>4</sup>

---

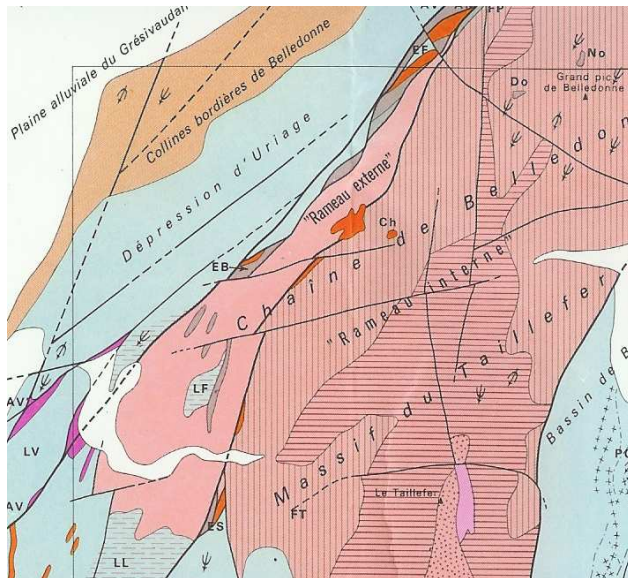
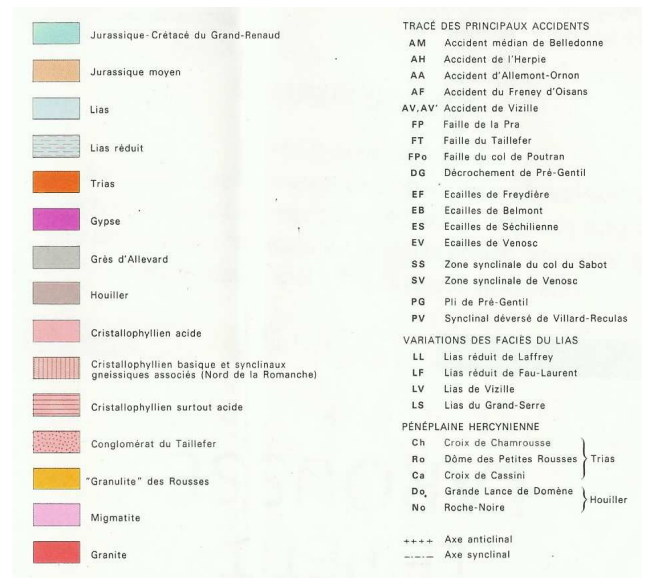
<sup>4</sup>

Extrait du rapport de présentation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Alp'Géorisques, juin 2004



Figure 4 *Coupe géologique*

- J2M marnes noires à banc calcaires (Bajocien inférieur basal)  
 J1 Argilites brunes à nodules (Aalénien)  
 T Trias, Cargneules  
 r Grès d'Allevard  
 ξλ Gneiss plagioclasiques micacés  
 δF Amphibolites du Ferrouillet

Figure 5 *Schéma structural carte Vizille*  
*BRGM 1972*

### 1.2.3. Hydrographie<sup>5</sup>

« Les valeurs de débits, de surface de bassin versant et de pente sont tirés de l'étude réalisée par Sud Aménagement. (*Etude Hydraulique du Sonnant Sud Aménagement Agronomie - 1994*)

Il y a deux principaux cours d'eau sur la commune de Saint Martin d'Uriage. Le premier est le Sonnant, qui nominativement « prend naissance » vers la cote 400, au niveau du hameau d'Uriage. Au hameau du Sonnant, le débit centennal de ce torrent est de 22 m<sup>3</sup>/s. Tout au long de son parcours, il draine la quasi-totalité des ruisseaux qui s'écoulent sur la commune.

Le second cours d'eau majeur, le Domeynon, marque la limite avec la commune de Revel ; il s'écoule dans une combe bien marquée. Contrairement au Sonnant, le Domeynon est un vrai torrent de montagne, puisqu'il prend naissance au niveau des nombreux lacs de Belledonne, à des altitudes comprises entre 2000 et 2400m. Tout au long de son parcours, il collecte certains ruisseaux qui s'écoulent sur le territoire communal. »

Le Sonnant a des affluents rive gauche et rive droite. En rive gauche, de l'amont vers l'aval, on retrouve :

- Le ruisseau des Alberts, qui semble récupérer une partie des eaux pluviales et usées du hameau de Villeneuve. Ce ruisseau a un affluent en rive droite, le ruisseau des Rochères. La confluence a lieu en amont du bâtiment abritant l'auberge Saint-michel et le restaurant de la Tour.
- Le ruisseau de Jarioz, qui prend naissance au hameau de Villeneuve ;
- Le ruisseau du Fialet, qui est busé sous le hameau de Maupas ;
- Le ruisseau de Repaltout.

En rive droite se trouvent les plus importants des affluents du Sonnant, soit :

- Le ruisseau des Rapeaux, qui dans sa partie aval, marque la limite communale avec Vaulnavay-le-Haut. Ses caractéristiques sont une pente moyenne (PM) de l'ordre de 15%, un bassin versant (BV) de 0,52 km<sup>2</sup> et un débit centennal (Q100) de 2,3 m<sup>3</sup>/s ;
- Le ruisseau de Pisse-Vielle. Ce ruisseau est en fait le résultat de la confluence des ruisseaux du Barraux (PM de 23%, BV de 1,25km<sup>2</sup>, Q100 de 4 m<sup>3</sup>/s), du Bit (PM de 28%, BV de 0,89 km<sup>2</sup>, Q100 de 3,3 m<sup>3</sup>/s) et du Bouloud (PM de 29%, BV de 0,9 km<sup>2</sup>, Q100 de 2,3 m<sup>3</sup>/s). Il est busé sur environ 300 m à l'aval de cette confluence.
- le ruisseau du Marais (PM de 22%, BV de 4,8 km<sup>2</sup>, Q100 de 9,6 m<sup>3</sup>/s), qui a un fonctionnement particulier : au sud du hameau de la Grivolée, un chemin sert de digue à ce ruisseau en rive gauche ; au-delà d'un débit de 2 m<sup>3</sup>/s, il y a surverse par-dessus cette digue vers le ruisseau des Barraux. A l'aval vers la cote 700, il récupère en rive droite le ruisseau de la Grivolée.
- Le ruisseau de la Breuire (PM de 18%, BV de 4,58km<sup>2</sup>, Q100 de 5 m<sup>3</sup>/s), qui draine un grand nombre de ruisseaux, notamment le ruisseau de la Ravinouse, le ruisseau du Rossin et le ruisseau des Ecoins. Il traverse le hameau du Sonnant avant de confluer avec le torrent du même nom. Le ruisseau de la Ravinouse récupère le trop plein des réservoirs de Casse Rousse ;
- Le ruisseau de Grand Pré (PM de 17%, BV de 0,89 km<sup>2</sup>, Q100 de 3 m<sup>3</sup>/s ;
- Le ruisseau de Saint Nizier (MPM de 13%, BV de 1,79 km<sup>2</sup>, Q100 de 5,4 m<sup>3</sup>/s), composé en partie haute ces ruisseaux du Paradis et de Champ Rutty.

Le Domeynon quant à lui a quatre affluents, à savoir, d'amont en aval :

- Le ruisseau de Pourettes ;
- Le ruisseau de Pré Richard ;
- Le ruisseau du Chety, qui lui-même est le collecteur de plusieurs autres cours d'eau (La Croix, Les Malottes, La Combe, La Cote, Le Fau, Les Ferrats et Champ Garcin) ;
- Le ruisseau de Combeloup. »

<sup>5</sup>

Extrait du rapport de présentation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Alp'Géorisques, juin 2004



## PLANCHE 2 : GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

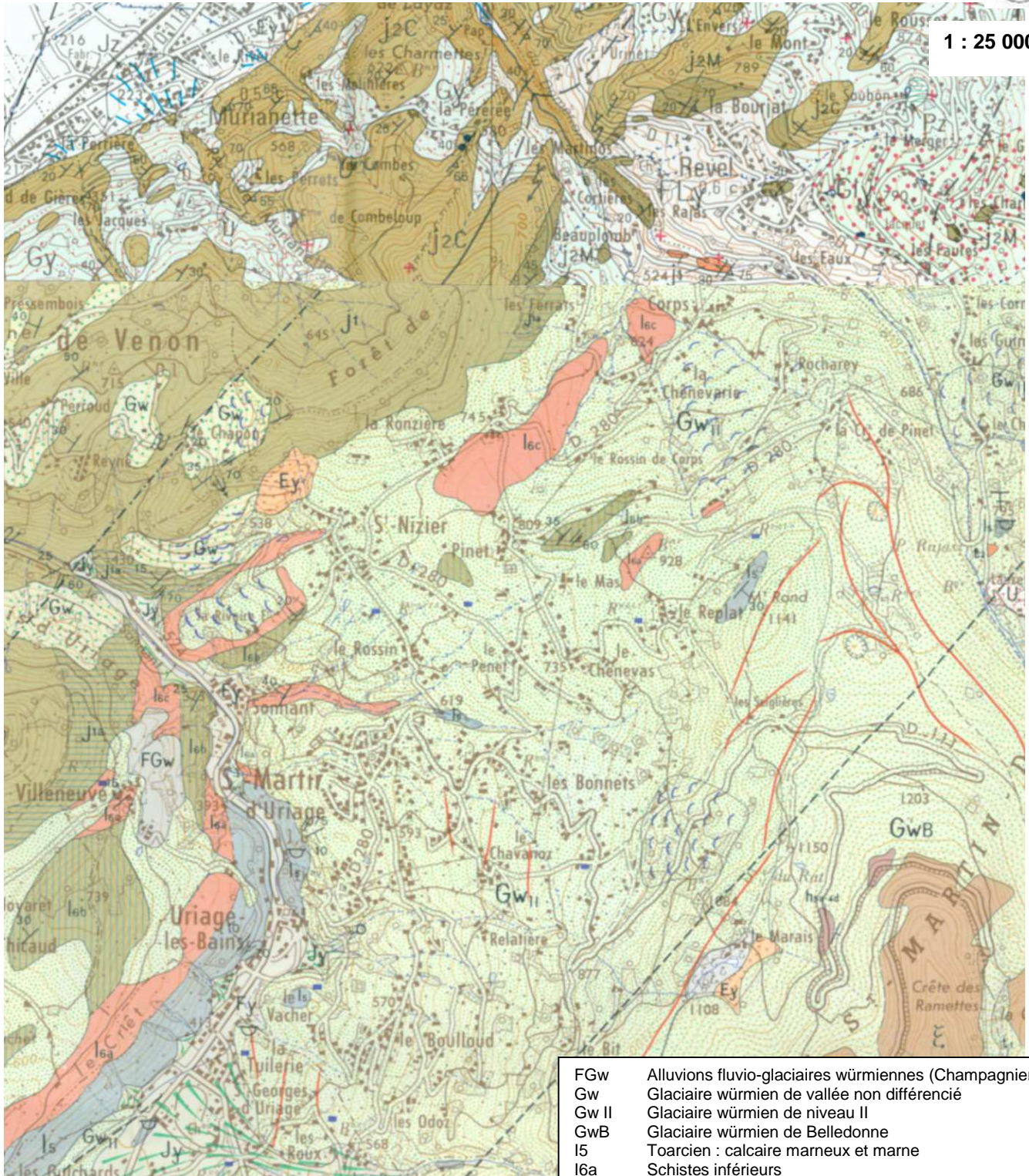
**PBR**  
Urbanisme  
Projet urbain  
Environnement

2007

*Carte géologique de la France,*  
*Domène* édition du BRGM, 2000, *Vizille*, édition du BRGM, 1967



**1 : 25 000**



- |       |   |
|-------|---|
| FGw   | Alluvions fluvio-glaciaires würmiennes (Champagner) |
| Gw    | Glaciaire würmien de vallée non différencié         |
| Gw II | Glaciaire würmien de niveau II                      |
| GwB   | Glaciaire würmien de Belledonne                     |
| I5    | Toarcien : calcaire marneux et marne                |
| I6a   | Schistes inférieurs                                 |
| ξ     | Micaschiste   |
| Ey    | Eboulis stabilisés                                  |
| J1    | Bajocien  |



### 1.2.4. Topographie

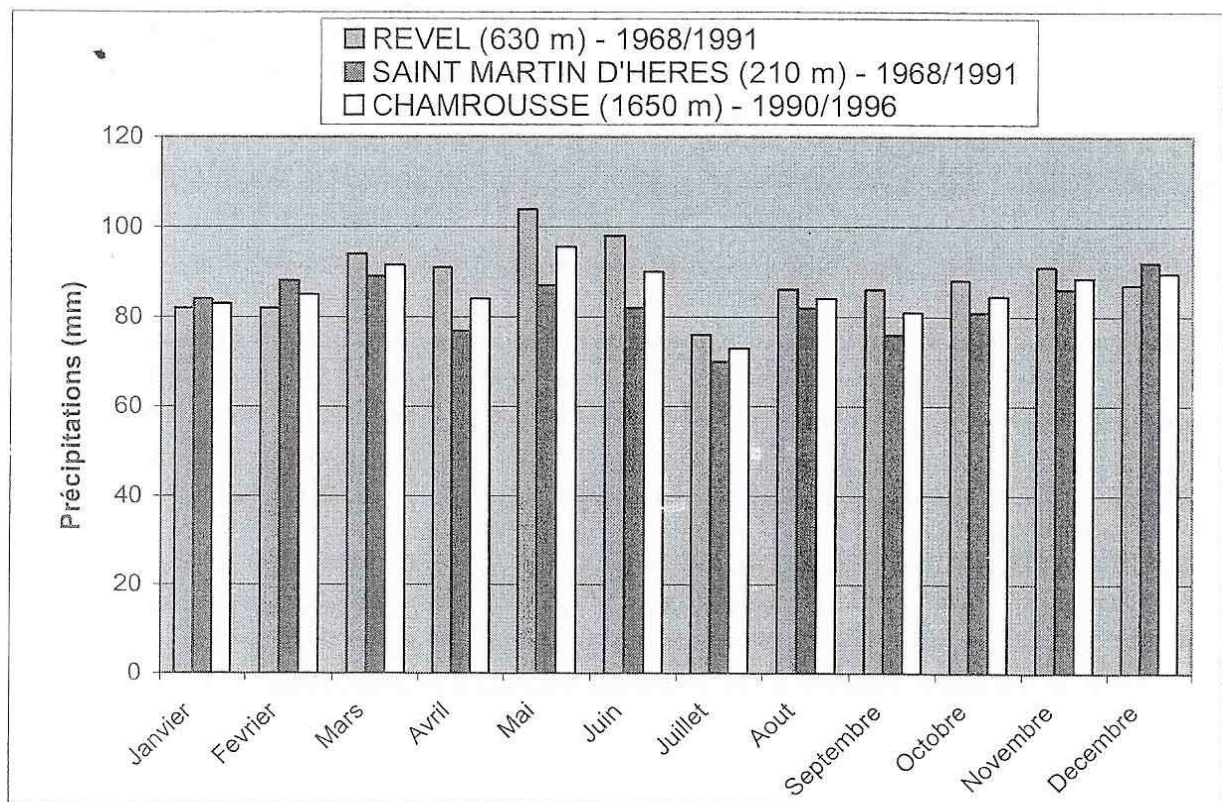
Le point le plus haut de la commune culmine à environ 2000 mètres. Le point le plus bas quant à lui se situe au nord ouest sur les bords du Sonnant, à 310 mètres d'altitude. Le bourg de Saint Martin d'Uriage (mairie et église) se trouve aux environs de 600 mètres.

### 1.2.5. Climatologie

La station météorologique la plus proche est celle de Chamrousse (1650m d'altitude), mais celle-ci est trop récente (création en novembre 1988) pour fournir des données représentatives. Deux autres stations proches sont également disponibles : Revel (630 m) et Saint martin d'Hères (210 m). Néanmoins, le site de Saint Martin d'Hères étant situé dans la plaine de l'Isère, les valeurs issues du poste de Revel semblent plus représentatives des conditions climatiques que connaît Saint martin d'Uriage.

Le graphe ci-dessous présente les précipitations enregistrées sur les postes de Saint Martin d'Hères et de Revel au cours d'une période de mesure de 30 ans (1961-1990). A titre de comparaison, sont également reportées les précipitations mesurées sur le site de Chamrousse pour la période 1990-1996.

11



Source : Association météorologique départementale & Météo France

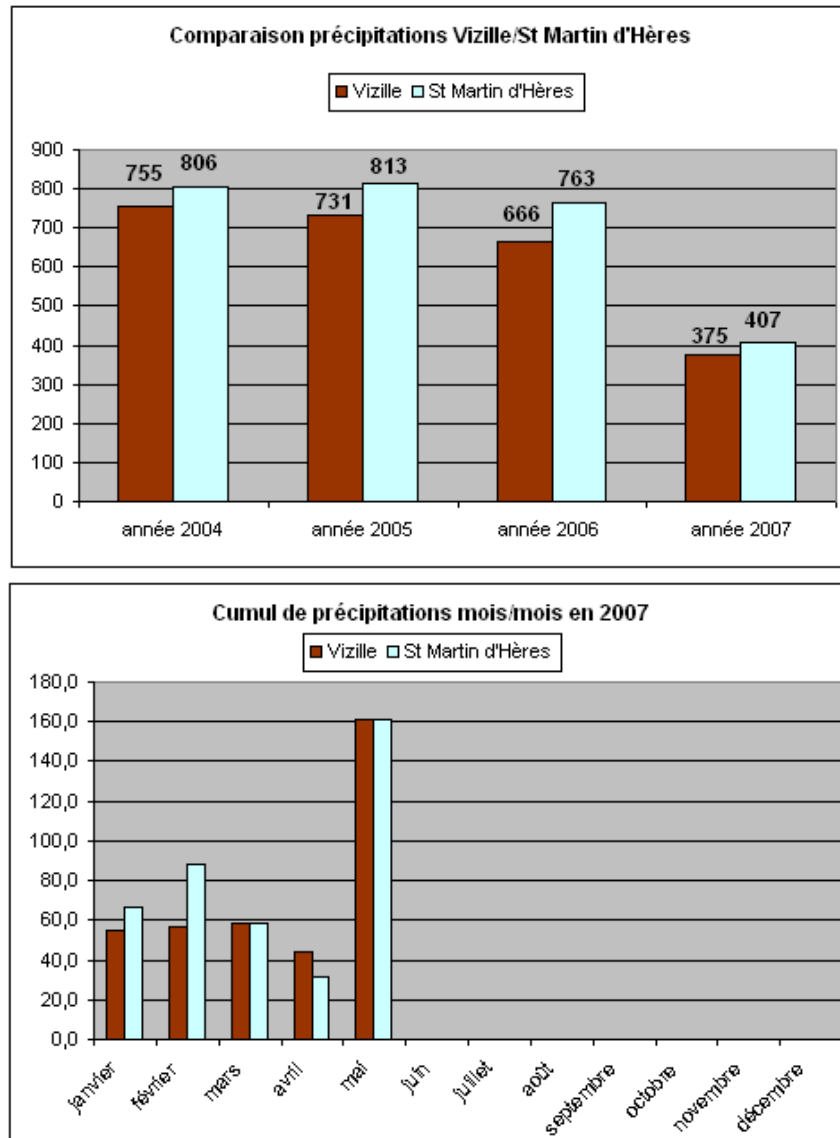
Malgré la courte période de mesures (7 ans), le site de Chamrousse a des valeurs concordantes avec celles des deux autres stations concernées.

Ce graphique montre que les variations de précipitations entre les différentes saisons sont peu marquées par rapport à d'autres stations météorologiques de l'Isère. La différence entre le mois le plus sec (juillet avec 76 mm à Revel) et le mois le plus humide (mai avec 104 mm) n'est en effet que de 28 mm. Le régime des précipitations est donc relativement continu sur Saint Martin d'Uriage. On peut néanmoins noter un printemps arrosé, particulièrement le mois de mai, suivi d'un été plus sec.

Durant les trois mois d'hiver, les précipitations sont plus importantes en plaine (Saint Martin d'Hères) qu'en montagne (Revel). De plus, la pluie décennale journalière Pj10 peut être estimée<sup>6</sup> sur Saint Martin d'Uriage à 84 mm.

La principale conséquence est un déplacement du maximum de précipitations du printemps vers l'automne.

Figure 6 *Comparaison des précipitations*



Source : <http://perso.orange.fr/meteo.vizille/stan.graph&courbes2006.htm>

<sup>6</sup>

Étude hydraulique du Sonnant Sud Aménagement Agronomie -1994

## 2. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT

### 2.1. Toponymie

Saint Martin d'Uriage tient son nom d'un saint parmi les plus populaires et les mieux représentés dans la toponymie des régions de France puisque 240 communes portent ce nom.

Martin est né en 316 à Sabaria (Hongrie actuelle).

Il fut tour à tour soldat (comme son père), ermite, chef de monastère, évangéliste et devint Évêque de Tours en 371.

Ses missions d'évangélisation, tournées vers les campagnes, permirent de fonder des communautés de nouveaux convertis qui deviendront ensuite des paroisses puis des villages. Saint Martin est surtout connu pour ses actions de générosité et son nom est attaché au partage de son manteau avec un nécessiteux.

### 2.2. Chronologie historique du développement

#### 2.2.1. 1780: une montagne habitée

C'est l'image d'une montagne habitée que nous montre la carte de Cassini (voir planche n°3), à la fin de l'Ancien Régime: une montagne très vivante, parsemée de nombreuses fermes et hameaux. L'habitat et l'activité agricole sont dispersés et morcelés; cela restera une caractéristique de ce territoire au pied des montagnes de Belledonne.

L'exactitude de la représentation cartographique est toute relative; mais on trouve tous les noms des hameaux et lieux-dits encore existants, ainsi que d'autres qui ont pratiquement disparu depuis (notamment sur le versant de Villeneuve). On trouve aussi l'indication *des Eaux Minérales Sulphureuses*, déjà connues sous l'Antiquité, mais qui ne seront à nouveau exploitées qu'un siècle plus tard.

Les sources d'Uriage étaient connues dès l'Antiquité, les soldats venaient s'y faire soigner, l'eau aidant à une cicatrisation plus rapide des blessures. Des vestiges<sup>7</sup> indiquent une occupation entre les I<sup>er</sup> et IV<sup>e</sup> siècles. Par la suite, les sources, bien qu'abandonnées, semblent avoir été fréquentées durant le Moyen Age<sup>8</sup>.

Dès le XI<sup>e</sup> siècle, le premier château permet le développement d'un modeste bourg castral (environ 80 personnes). Une Charte de Franchises est signée au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

En 1367 après un mouvement de dépopulation dû à la peste, on compte seulement 6 chefs de familles soit 36 personnes alors que la population totale de la châtellenie et son mandement est estimée à 176 feux soit environ 456 personnes. Ainsi le bourg castral installé dans l'enceinte des remparts n'est pas le lieu le plus peuplé, c'est le hameau de Pinet groupé autour de la Bâtie d'Argenson qui comprend le plus grand nombre d'habitants<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Hypocauste circulaire, restes d'habitations, fourneau d'une piscine,

<sup>8</sup> Il semblerait que le seigneur d'Uriage vraisemblablement importuné par les visites des malades aux eaux d'Uriage aurait fait détruire au cours du XVI<sup>e</sup> siècle ce qui restait des établissements thermaux antiques. Un éboulement se chargea de faire presque complètement disparaître les sources (p.63).

<sup>9</sup> Une description de 1339 en fait mention.

Les eaux d'Uriage sont à nouveau exploitées dans le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle par Joseph Brun, fermier du domaine des Alberges qui ayant connaissance que les eaux du vallon des Salés permettaient de soigner les animaux décide d'installer dans sa ferme, dès 1750, 8 lits pour loger les malades grenoblois venus boire l'eau d'Uriage. Par la suite il construit quelques cabanes près de la source.

En 1781, l'eau des sources d'Uriage est déclarée curative. La marquise de Gautheron, héritière des Langon, derniers seigneurs d'Uriage, crée à proximité des sources une ébauche de station de cure. En 1877, son neveu, le comte Louis-Xavier Sibeud de Saint-Ferriol, fonde la Société Anonyme de l'Établissement Thermal d'Uriage. Commence alors le grand essor de la station thermale.

Parallèlement à l'essor du thermalisme, la commune se développe et se modernise. Ainsi on note l'arrivée du gaz, puis de l'électricité, mais aussi le tramway dès 1894 (qui s'arrêtera peu après la seconde guerre mondiale). Les marais sont assainis pour laisser place au parc d'Uriage et une nouvelle église voit le jour au village à la fin des années 1870.

Peu de routes dignes de ce nom traversent la contrée. La route royale de la rive gauche de l'Isère passe à Gières. La route de Vizille (future "route Napoléon") passe sur le plateau de Brié; c'est à partir de Brié précisément que s'engage une route d'accès au couvent de la Chartreuse de Dames de Prémol.

La montagne est parcourue de chemins qui relient tous les villages, fermes et hameaux entre eux, au pas des ânes et des mulets.

### **2.2.2. 1925: une structure encore rurale**

La route des balcons de Belledonne ainsi que la route de Chamrousse n'existent pas encore à l'aube des années 1930, années noires pour le thermalisme, compte tenu du contexte économique de l'époque.

La carte IGN de 1925 (voir planche n°4) montre la route départementale qui relie Gières à Vizille par Uriage et le Val Sonnant.

On y repère le tracé de la voie ferrée réalisée par les VFD (Voies Ferrées du Dauphiné). Le tramway de Grenoble à Vizille fut mis en service en 1894, au moment du développement de la station thermale d'Uriage; mais il servait également à l'exploitation de la carrière et de la cimenterie. L'exploitation du tramway est abandonnée en 1946 pour les voyageurs, en 1948 pour les marchandises.

À noter, il n'y a pas de continuité routière entre le Pinet ou Faux et Revel, l'actuel CD 280 (route des Balcons de Belledonne) n'existe pas encore. Le versant de l'Envers (Corps d'Uriage, la Croix de Pinet, les *Chenevays* (aujourd'hui la Chenevarie), les *Courtières* (les Cortières) appartient administrativement à la commune de Saint Martin d'Uriage, mais il est tourné vers Revel.

La route de Chamrousse n'existe pas encore elle non plus, bien sûr; ce n'est que dans les années 1930 que le ski commencera à faire des adeptes dans ce secteur, et la station de Chamrousse commence à être aménagée après la deuxième guerre mondiale. En 1925, la route s'arrête juste au-dessus du bourg de Saint Martin, au Peyret.

Une multitude de chemins parcourt la montagne dans tous les sens; la plupart perdent peu à peu de l'importance, leur profil n'étant pas adapté à la circulation automobile (le chemin de Sonnant à Saint Martin a déjà perdu le rôle essentiel qu'il avait par le passé).

### **2.2.3. 1966: bientôt les grands travaux des Jeux Olympiques**

Après la seconde guerre mondiale, les routes s'élargissent et se prolongent. L'avènement des sports d'hiver et la préparation des Jeux olympiques de 1968 contribuent à donner au réseau viaire l'essentiel de son visage actuel. A la fin des années 1960, la population ne connaît encore qu'un début de croissance. En dehors des noyaux traditionnels d'urbanisation et de la station thermale d'Uriage, les seules constructions nouvelles qui apparaissent sont alors en aval du bourg : il s'agit du lotissement « Fleurs et neige » qui commence à se construire et de l'urbanisation progressive le long de la route du Bouloud à partir de la piscine. Le site de la Richardière est encore occupé par l'Armée avec le « Camp léger d'Uriage ».

### **2.2.4. 1981: l'accélération de la croissance**

A partir des années 1980, la commune connaît un « décollage » très fort de la croissance urbaine qui s'opère de manière diffuse (il n'y a pas de lotissements de grande taille), dans presque tous les secteurs de la commune : Saint-Martin, Saint-Nizier, Penet, Chenevas, Le Bouloud).

L'état de la commune ne semble pas profondément différent de celui de 1966; pourtant, on entre dans la période de très forte croissance urbaine. Mais les cartes sont toujours légèrement en retard sur l'évolution.

La structure urbaine est alors en place; le remplissage commence.

### **2.2.5. 1998: la mesure du changement**

Dans les années 1990, la structure urbaine, dont notamment la structure viaire, est restée inchangée. Le remplissage continue ; il prend la forme d'un mitage diffus, qui s'étend toujours plus largement, et rend le contour des anciens noyaux d'urbanisation de plus en plus flous. L'urbanisation remonte encore davantage vers Pinet, le Chenevas, le Roux, les Bonnets, la Grivolée...

Les années 2000 sont marquées par des aménagements importants de l'entrée de ville (vallon d'Uriage) avec la création d'un bassin paysager, et la création d'une contre allée permettant de renforcer l'offre en stationnements le long de l'avenue des thermes (RD 524). Avec l'arrivée du Laboratoire Dermatologique d'Uriage et la réhabilitation du Casino, l'image de l'entrée de ville change considérablement.

Plutôt que de sacrifier des espaces agricoles au profit d'espaces urbains, la municipalité souhaite désormais densifier les secteurs déjà urbanisés.

La carte IGN de 1966 (voir planche n°3 chapitre 5) présente le réseau routier dans l'état qui est encore celui d'aujourd'hui: elle reporte par anticipation des tracés de routes qui ne sont encore qu'à l'état de projet, mais qui seront réalisées pour les Jeux Olympiques de 1968.

Les rectifications du CD 280 dans la combe de Gières, ainsi que les nouveaux aménagements des deux routes menant à la station de Chamrousse, apparaissent sur la carte.

L'essentiel de l'infrastructure aujourd'hui existante est donc déjà en place; mais la population ne connaît encore qu'un début de croissance qui va s'amplifier par la suite.

Le réseau des petits chemins est-il encore adapté au besoin des services urbains correspondant à cette croissance ? Ce réseau est en tous cas très faiblement maillé, il multiplie antennes et culs-de-sac. Il illustre le caractère opportuniste des opérations immobilières, qui profitent des infrastructures en place mais ne se préoccupent guère de participer à un équilibre général de fonctionnement de la commune.



# **PLANCHE 3 : ST-MARTIN-D'URIEGE AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE**



Extrait de la carte de Cassini, dressée pour l'ensemble du territoire français par le géomètre Cassini de Thury entre 1744 et 1784





## PLANCHE 4 : ST-MARTIN-D'URIAGE EN 1925



D'après carte IGN document réduit 1/50000 environ

2007





**PLANCHE 5 : ST-MARTIN-D'URIAGE EN 1966**

D'après carte IGN document réduit 1/50000 environ

**2007**

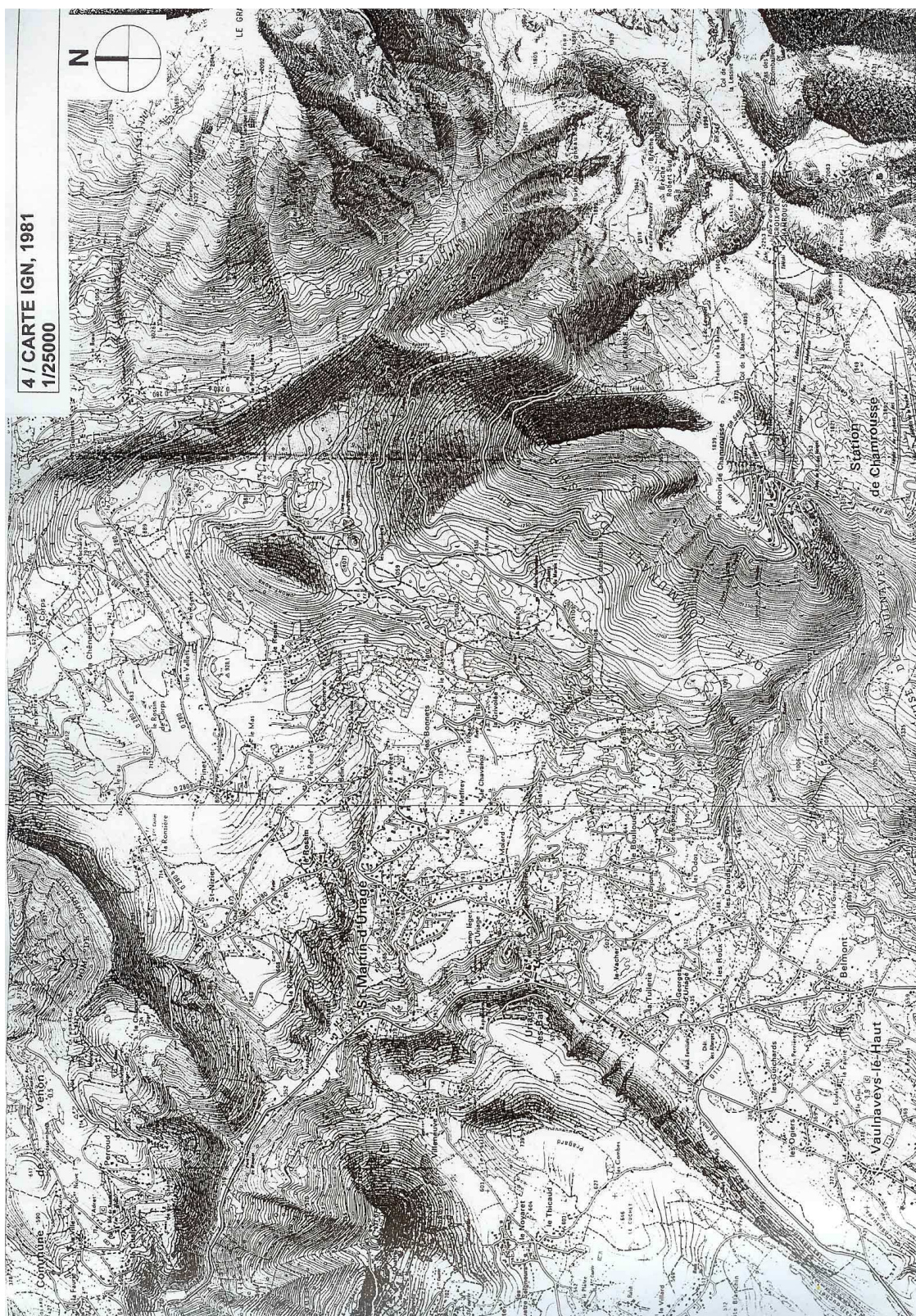


## PLANCHE 6 : ST-MARTIN-D'URIAGE EN 1981

**PBR**  
Urbanisme  
Projet urbain  
Environnement

D'après carte IGN document réduit 1/50000 environ

**2007**



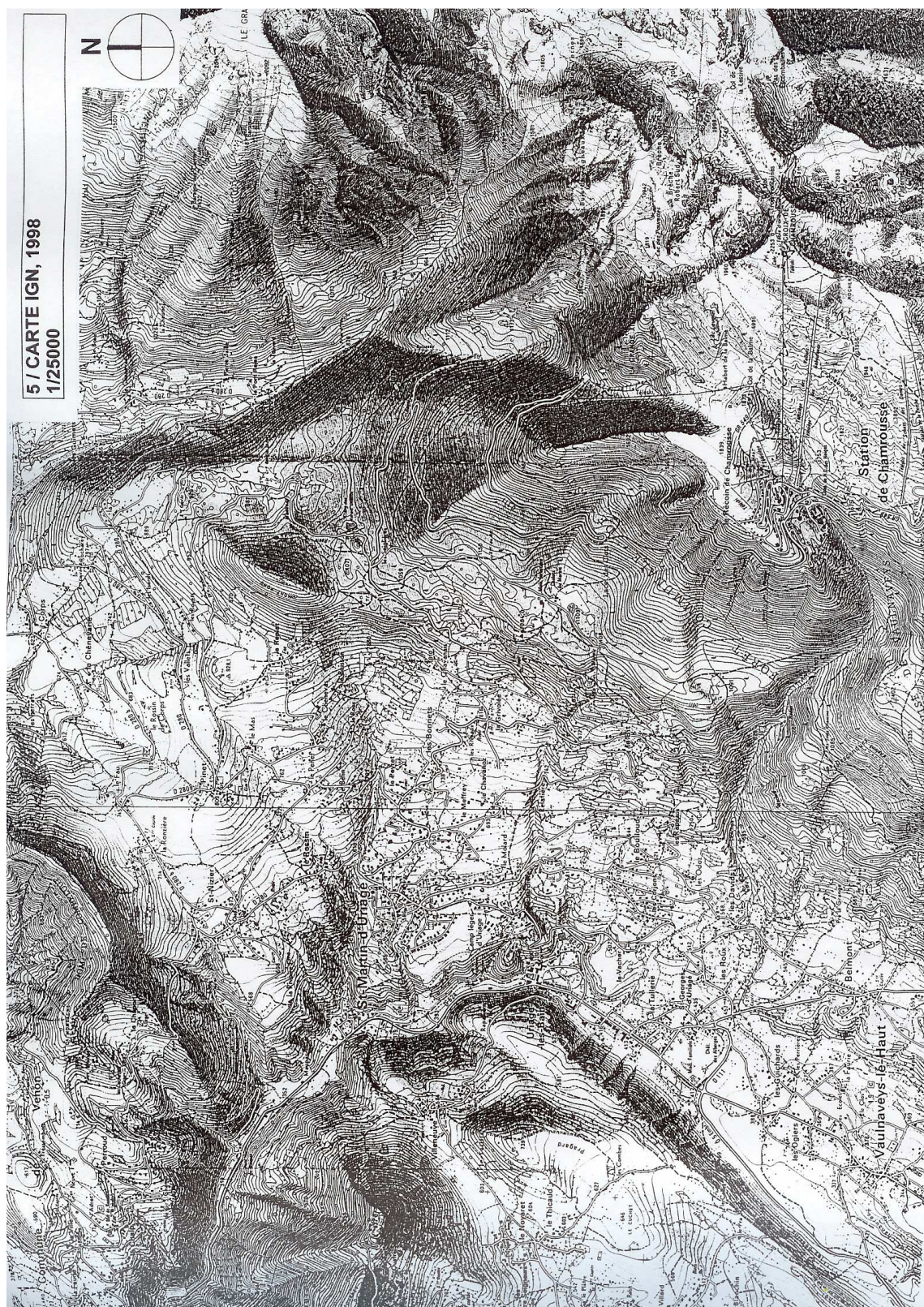


## PLANCHE 7 : ST-MARTIN-D'URIAGE EN 1998

**PBR**  
Urbanisme  
Projet urbain  
Environnement

D'après carte IGN document réduit 1/50000 environ

**2007**





## 2.3. Paysage et Patrimoine

---

### 2.3.1. Paysage

Le cadre paysager de la commune peut être abordé sous différents angles :

- le grand paysage, c'est-à-dire le cadre général dans lequel s'inscrit la commune ;
- le contexte local, qui précise les grandes unités paysagères du territoire;

#### 2.3.1.1. Le grand paysage<sup>10</sup>

Les éléments de ce paragraphe sont extraits très largement de l'étude réalisée par DRYADES pour le compte de la commune.

##### *Le fort des Quatre Seigneurs*



Le bois d'Uriage est le massif forestier dominant le hameau de Villeneuve, d'une part, et la combe de Gières d'autre part.

Il est situé à l'extrémité ouest de la commune, sur la colline dominée par le fort des Quatre Seigneurs ; il présente deux versants sur la commune de Saint-Martin d'Uriage : un versant orienté vers le nord et un versant orienté vers l'est.

On aperçoit en premier plan le château d'Uriage et le vallon du Sonnant.

Le Bois d'Uriage vu depuis Chamrousse

---

<sup>10</sup> Florian Câtél, juillet 2006. Dryades.  
Association pour la découverte et la protection des forêts et du patrimoine boisé.  
MNEI, 5 place Bir Hakeim, 38000 Grenoble  
dryadesprotection@yahoo.fr

### *Le Taillis bois*

Ce bois est situé au sud de Villeneuve, à la limite de la commune avec Herbeys, sur une petite colline qui prolonge celle des Quatre Seigneurs. Elle est visible depuis une grande partie de la commune.



Villeneuve vu depuis Chamrousse

### *Le vallon du Sonnant rive gauche*



Ce secteur comprend le versant dominant le vallon du Sonnant sur sa rive gauche (exceptée la partie située dans le bois d'Uriage, voir précédemment), et son prolongement jusqu'à la commune de Vaulnaveys-le-Haut.

Le caractère boisé est la caractéristique principale des versants du vallon du Sonnant. Cette bande boisée délimite ce vallon par rapport à la terrasse de Villeneuve. Elle est marquée par deux ravines.



### *Le vallon du Sonnant rive droite*

Ce secteur comprend le versant dominant le vallon du Sonnant sur sa rive droite, son prolongement jusqu'au château d'Uriage, les vallons boisés dominant les affluents du Sonnant.

Le caractère boisé est la caractéristique principale des versants du vallon du Sonnant et de ses affluents. Cette bande boisée délimite ce vallon par rapport à la terrasse d'Uriage.



Les ravines portant les affluents du Sonnant marquent le paysage.

Celle portant le ruisseau de la Broduire se prolonge jusqu'au versant montant vers Chamrousse : cette coulée verte met en relation le Bois d'Uriage et Combeloup avec les forêts de la partie haute de la commune.

Vue générale: au centre, le vallon de la Borduire qui se prolonge jusqu'à la partie haute de la commune.

### *Les versants Est et Sud de Combeloup*

Ce secteur est situé sur le versant Est et Sud de la colline dite de Combeloup, à l'Ouest de la Commune.



Ce versant est boisé seulement sur sa partie sommitale et visible depuis presque toute la commune.

En raison de la forte pente, toute coupe rase est visible (par exemple, celle du printemps 2006 sur le nord du versant).

Toutefois, la réinstallation rapide de la végétation masque rapidement, d'un point de vue extérieur, les traces d'une telle coupe rase.

Versant Est de Combéloup depuis Corps



### *Le versant Nord de Combeloup*

Ce secteur est situé au Nord de Combeloup et comprend les vallons du ruisseau de Champ Garcin et du ruisseau de Combeloup au Domeynon.



Versant Nord de Combeloup

Ce versant de Combeloup se distingue de celui orienté vers l'Est en étant boisé jusqu'à sa base.

La présence importante de conifères est une autre marque de distinction.

Par son orientation, il est observable surtout depuis une petite partie de la commune de Revel.

### *Bois de Pinet à Corps*

Ce secteur comprend l'ensemble des bois et forêts des alentours de Pinet, La Ronzière, les Ferrats, la Chênevarie, Corps. Il est situé entre la colline de Combeloup et le Mont Rond d'une part, et entre les vallons du Domeynon et du ruisseau de la Brodure d'autre part.



Ces boisements morcelés associés aux différentes haies bocagères permettent le cloisonnement du paysage en un bocage assez boisé.

Les plantations d'épicéas marquent fortement le paysage, surtout celle située au sud du Rossin de Corps avec son aspect de « timbre poste ».

L'ensemble de ces boisements participe au paysage de bocage.

Vue de la partie nord de la commune de Saint-Martin d'Uriage depuis Revel.

### *Le Bourg de Saint-Martin d'Uriage*

Ce secteur comprend les bois et forêt des alentours du bourg de Saint-Martin d'Uriage, des Bonnets, de la Grivolée et de Chavanais.



Le bourg de Saint-Martin d'Uriage vu depuis Villeneuve

Certains boisements de secteurs, associés à d'autres boisements décrits dans les secteurs « vallon du Sonnant rive droite » et « Vacher – Bouloud », permettent le cloisonnement de la zone d'urbanisation la plus dense de la commune (excepté Uriage).

L'ensemble de ces boisements participe au paysage de bocage urbain.

### *Le Vacher – Bouloud*

Ce secteur comprend les bois et forêts des alentours du Vacher, Bouloud, de la Relatière, jusqu'à la limite inférieure des forêts de conifères.



Vu depuis Villeneuve

Le bois situé à l'ouest du Vacher marque la délimitation de ce secteur avec Uriage.

Les boisements situés au Nord de Bouloud délimitent les zones urbanisées de Bouloud et de Saint-Martin d'Uriage.

Les boisements de ce secteur forment un ensemble morcelé alternant avec prairies, cultures et habitations.



### *Le Vallon du Domeynon*

Ce secteur comprend le versant dominant le Domeynon depuis sa partie aval dans la commune et jusqu'à la limite inférieure de la propriété de l'Oursière.



Le versant dominant le Domeynon est boisé sur la quasi-totalité de sa longueur.

L'encaissement, surtout dans sa partie la plus aval de la commune où il se transforme en gorge, est sa caractéristique principale.

Le versant dominant le Domeynon, au niveau des Cortières, vu depuis Revel

### *Mont Rond*

Ce secteur comprend le Mont Rond, proprement dit, et le versant peuplé de futaies mixtes en amont du Buisson et de Chavanais.

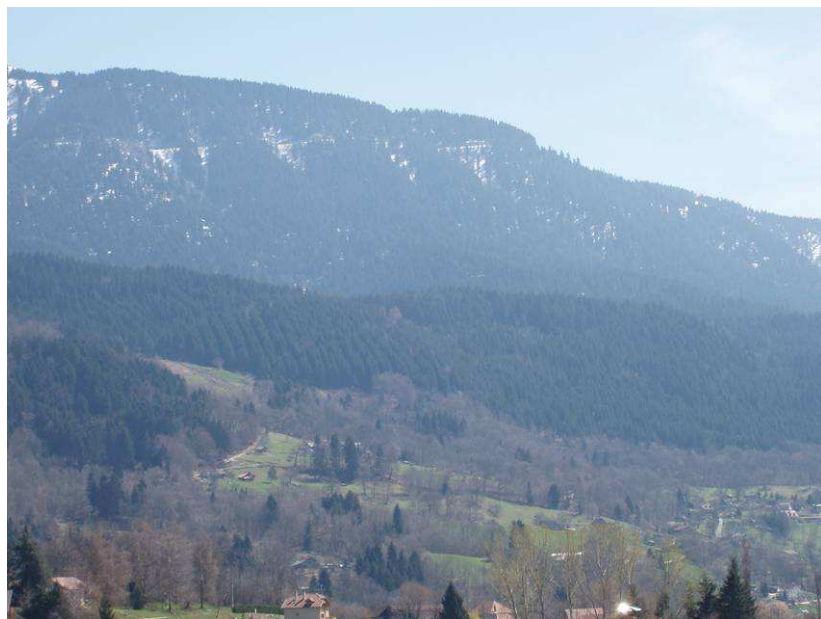


Ce secteur présente une transition progressive de la forêt de feuillus vers la forêt de conifères. Il contraste, en cela, avec le reste de la forêt montagnarde dominant le bourg de Saint-Martin d'Uriage où la limite entre les forêts de feuillus et les forêts de conifères est nettement dessinée.

Le Mont Rond vu depuis Combeloup

### *La forêt haute*

Elle comprend la majeure partie de la forêt des étages montagnard et subalpin de Saint-Martin d'Uriage. Plusieurs secteurs peuvent être distingués dans la forêt haute.



Ce secteur correspond au versant situé en aval du replat des Seiglières, entre le vallon du Vernon et le Chavanais.

La partie Sud du secteur qui domine Saint-Martin d'Uriage est caractérisée par les alignements d'épicéas, les stries étant plus ou moins visibles selon l'orientation des alignements et la situation de l'observateur.

Les plantations d'épicéas dominant le bourg de Saint-Martin d'Uriage vues depuis Pinet

### *Des Seiglières aux Marais Chauds*

Ce secteur est situé sur le replat entre les vallons du Vernon et du Domeynon.



Ce secteur est relativement plat. Il n'est donc pas observable depuis la partie urbanisée de la commune.

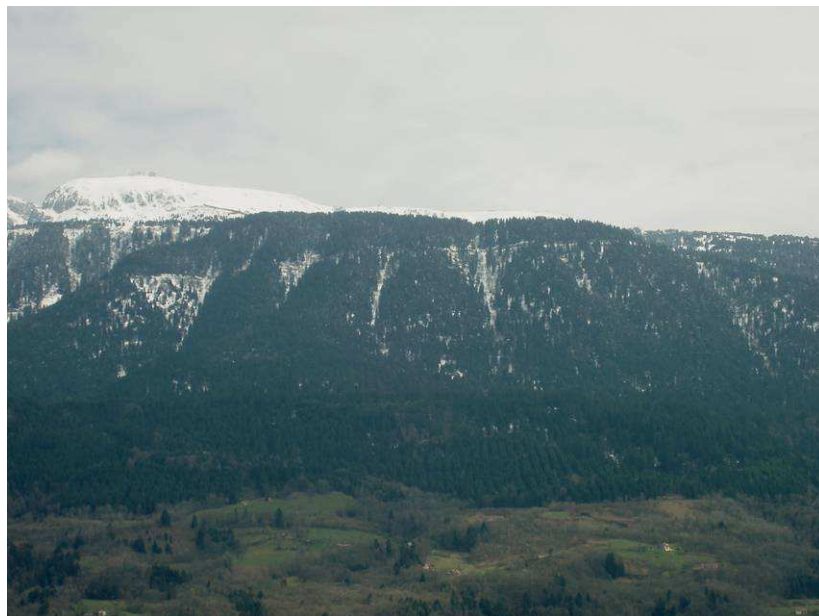
En revanche, il recèle de milieux esthétiques : marais des Seiglières, étangs des Marais Chauds, prairies.

Le replat au Nord de l'étang des Marais Chauds vu depuis l'Oursière



### *Du Vernon à l'Oursière*

Ce secteur comprend les forêts les plus hautes de la commune depuis la zone plate des Seiglières et des Marais Chauds jusqu'à la limite supérieure de la forêt.



Une partie de ce secteur est exposé vers l'Ouest et visible depuis très loin.

Dans ce versant majoritairement peuplé de résineux se distinguent des zones de feuillus, le long de la route départementale montant vers Chamrousse par exemple, ou dans les drayes (couloirs d'avalanches).

L'autre partie du secteur est exposée vers le Nord. Là aussi se distinguent des zones de feuillus correspondants aux zones d'éboulis, aux couloirs d'avalanche. Avec l'altitude, le relief est de plus en plus découpé et les zones boisées alternent avec éboulis et falaises.

### *Le grand Desseuillet*

Ce secteur est situé au dessus de la limite supérieure de la forêt. C'est plus le relief accidenté que l'altitude qui est à l'origine de la fin de la forêt. L'épicéa et le pin à crochet continuent en effet à s'installer jusqu'aux sommets.



### 2.3.1.2 Le contexte local

Délimitée par un ensemble de barrières physiques aisément identifiables (gorges, collines bordières, Massif de Chamrousse...), le territoire communal se compose de 3 unités paysagères bien contrastées et aux enjeux divers.

- Secteur Villeneuve / Plateau de Chantieux

Cette entité, bien délimitée par la colline des Quatre Seigneurs et la gorge du Sonnant se caractérise par des reliefs boisés, un bâti relativement regroupé autour de Villeneuve et un espace ouvert à forte vocation agricole.

Son empreinte visuelle est forte sur le territoire communal depuis le secteur du Pinet et du Bouloud tant sa lisibilité paysagère (délimitation des espaces agricoles, forestiers et urbanisés) est encore claire. Cependant un certain brouillage apparaît au travers des espaces agricoles en déprise (sur les reliefs) et du développement de l'urbanisme (même s'il est relativement contenu autour de Villeneuve.

- Secteur de Saint Martin d'Uriage / Le Bouloud

Cette unité calée entre la RD 524 à l'ouest et les versants boisés de Chamrousse, s'impose à la vue par la forte présence du domaine bâti qui ne laisse aux espaces encore ouverts qu'une place interstitielle et résiduelle.

La sensibilité de cette unité est en corrélation avec la densification urbaine et avec le type d'urbanisme. L'évolution de l'espace boisé et non urbanisé (sans réelle vocation agricole) est rattachée à l'évolution urbaine future.

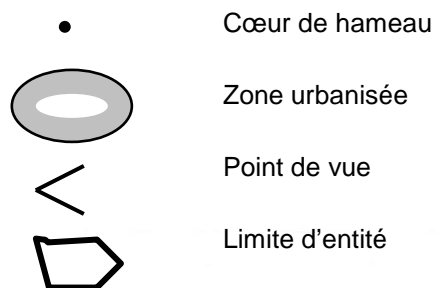
- Secteur le Rossin / Saint-Nizier / Le Pinet / La Croix de Pinet

Territorialement le plus vaste, il est délimité par les versants boisés de Chamrousse à l'ouest de Combloup à l'est et la gorge du Sonnant au sud ainsi que par le torrent du Doménon au nord. Sa structure est marquée par la présence de gorges boisées. L'espace agricole est très présent. Le domaine bâti, fixé sur les hameaux existants prend un caractère plus diffus.

Ces 3 unités distinctes à la fois par leur géomorphologie et leur structure, s'imposent aux perspectives internes et externes à la commune par le biais de nombreuses vues offertes à partir de points aussi divers que Villeneuve, le Bouloud le secteur de Pinet ainsi que depuis les routes départementales 111, 250 ou 280 qui sillonnent le territoire communal. Compte tenu de cette structure paysagère d'ensemble, les 3 unités paysagères se caractérisent par une forte « intervisibilité » (L'Envers excepté). De ce fait toute évolution paysagère (construction, déprise) s'impose à la vue des résidents et des visiteurs.

Les unités paysagères peuvent se définir par différenciation spatiale du relief, de la présence et de la densité du domaine bâti ainsi que des structures routières et hydrographiques.

La gorge et la vallée étroite où sillonne la RD 524 et se développe Uriage-les-Bains, constituent la charnière entre les 3 unités. Son caractère est uniquement urbain.





### 2.3.2. Le paysage construit de Saint Martin d'Uriage

Il se décompose en deux principales entités :

- le bourg et les lotissements répartis dans les différents hameaux,
- le vallon d'Uriage.

#### 2.3.2.1. Le bourg et les lotissements : noyau villageois et bocage urbain

Si la figure du noyau villageois est assez commune (église commerces et équipements publics, petites ruelles, placette, maisons de villages construites à l'alignement de l'espace public ou sur limites séparatives) la notion de bocage urbain est assez propre à Saint Martin d'Uriage.

A travers le processus d'urbanisation de la commune, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'étalement urbain a produit une fragmentation du territoire mais également un paysage de bocage au sens où la perception du paysage est de type fermé, la construction au milieu de la parcelle étant masquée par un premier plan souvent végétal (clôture, haies, arbres...). Ce masque végétal rend bien souvent invisible l'architecture des bâtiments depuis l'espace public.

Ce système de bocage urbain produit une ambiance feutrée, discrète ; les voies d'accès étroites renforcent l'aspect confidentiel des lieux et l'ensemble confère un standing indéniable au cadre général (on retrouve cette forme d'habiter dans certains quartiers résidentiels genevois).

Le système en lui-même tient tant que les parcelles sont grandes et rendent possible le foisonnement de végétation. Il devient fragile si les maisons sont plus serrées. Toutefois, le réflexe des pétitionnaires étant plutôt de « sur-planter » (notamment pour se cacher de la rue, des voisins...), le risque reste minime.

Le Bourg



*Le paysage de bocage urbain à Saint Martin d'Uriage*



Source : Les deux clichés 14 mai 2006 Philippe Belleudy

### 2.3.2.2. Uriage : plan, ligne et points

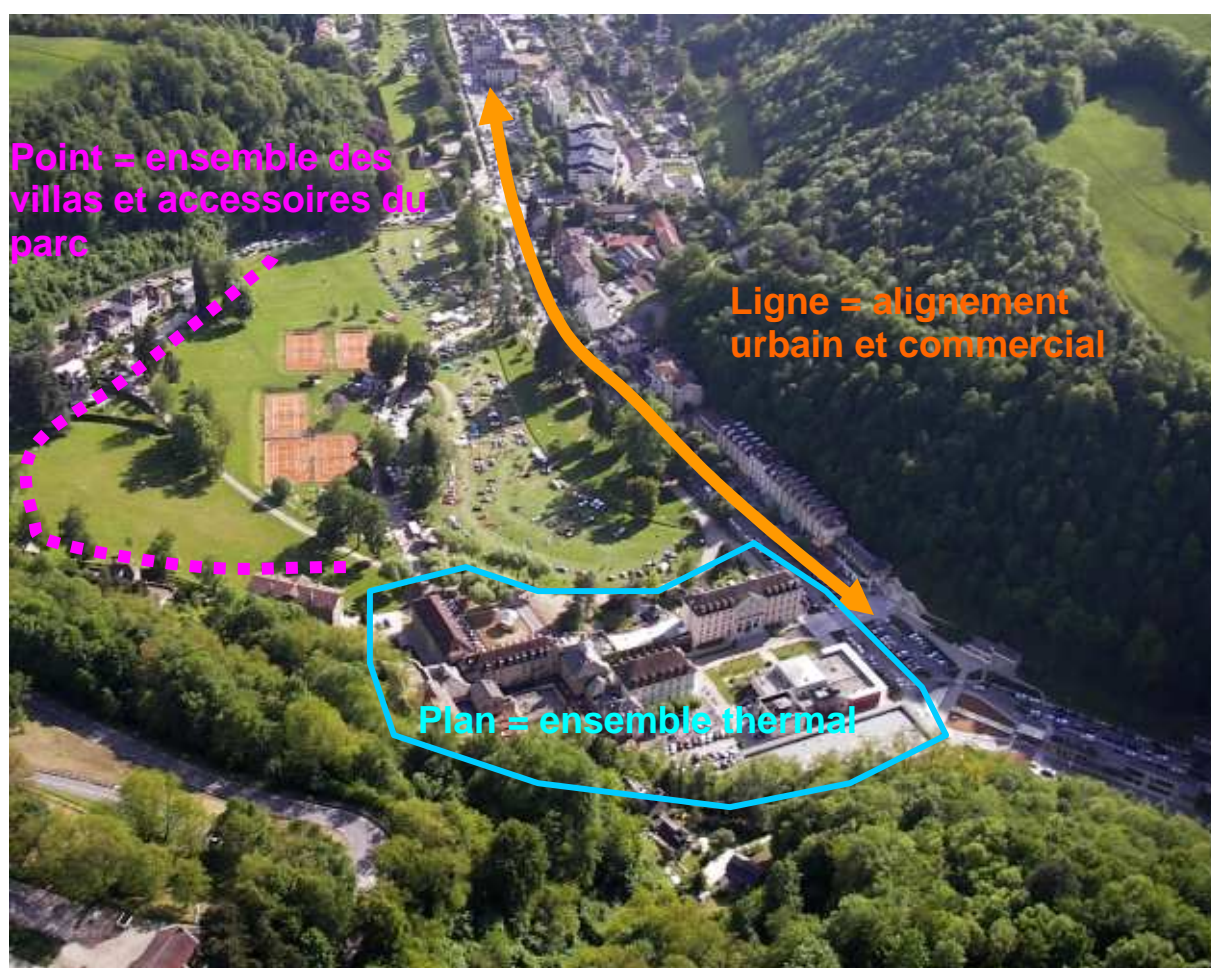
D'un point de vue historique, ce vallon était autrefois un marais (pour sa plus grande partie), la construction du premier embryon thermal se fit en 1823 et les autres bâtiments furent érigés dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, puis ce fut au tour de l'avenue des Thermes et de ses commerces avant que le parc ne soit asséché par un drainage (le ruisseau actuel) et que des villas y soient construites.

Ainsi, le bas de la commune, et plus précisément la partie urbanisée, présente des composantes très différentes :

- le plan : cet effet est créé par l'ensemble thermal dont les bâtiments ne se rattachent ni à l'architecture ni aux fonctions domestiques ;
- la ligne : constituée par l'alignement urbain le long de la RD ;
- les points : cette figure se rattache aux villas du parc et aux accessoires de ce dernier.

Toutes ces composantes s'harmonisent autour du parc qui reste l'élément fédérateur de l'ensemble urbain d'Uriage même s'il n'est pas l'élément premier (ancien marais asséché après la construction des thermes).

#### Synthèse des composantes urbaines d'Uriage



Source : Philippe Belleudy 14 mai 2006



### 2.3.2.2.1. Le plan

L'ensemble thermal (avec notamment le Grand Hôtel, Les Terrasses, l'Hôtel des Bains...) peut être étendu au Casino et au bâtiment des Laboratoires Dermatologiques d'Uriage. L'effet de plan ou de masse est procuré par cet ensemble compact et dense avec parfois de grandes hauteurs. Que les façades soient modernes ou non, l'architecture reste une architecture de l'équipement, avec des proportions et des gabarits qui n'ont rien à voir avec l'architecture domestique. Pour le bâti ancien, l'aspect monumental est renforcé par les belles entrées, les frontons ou encore les effets de répétition des ouvertures (exemple : les jacobines). D'une manière générale cet aspect est souligné par les nombreuses perspectives de l'ensemble qui peuvent être perçues depuis l'entrée nord de la commune, le parc ou encore depuis le rond point de la route départementale ou même depuis la fontaine de la déesse Hygie.

Il est à noter que l'hôpital thermal se détache de la « machine thermique » par sa localisation en retrait. Son architecture cubique empruntée du courant de la Tourette de Le Corbusier, reste discrète car sa teinte sobre (grise) se noie dans un écrin de végétation.

#### Éléments architecturaux



Source : Clichés PBR, juillet 2006 et janvier 2007

L'effet « plan » produit par l'ensemble



Source : Philippe Belleudy 14 mai 2006

Les perspectives



Source : Clichés PBR, juillet 2006 et janvier 2007



### 2.3.2.2.2. La ligne

L'alignement urbain, le long de la RD 524, constitue un paysage de ville linéaire traditionnelle avec des rez-de-chaussée commerciaux. D'un point de vue architectural, on retrouve des éléments ordinaires de « faubourg 1900 ». La linéarité est renforcée par le stationnement et le système de contre allée. On accède au second plan par des rues ou des impasses.

#### Fausses notes :

Certains bâtiments par leur implantation en retrait entraînent une interruption de la linéarité. Il s'agit de copropriétés résidentielles situées au sud, qui n'incluent pas de commerce en rez-de chaussée. L'espace interstitiel entre l'espace public et la façade varie suivant la fonction des espaces : écran végétal, stationnement et végétation d'agrément... Le traitement même des bâtiments diffère : absence de soubassement, couleur claire des façades ou encore absence d'une toiture pour un immeuble.

Afin de réduire les impacts ou de permettre une évolution des bâtiments, le règlement du PLU devrait permettre par exemple au dernier bâtiment de pouvoir se surélever et de créer de la SHON supplémentaire afin de se doter d'un toit d'au moins 2 pans.



Source : Philippe Belleudy 14 mai 2006



### 2.3.2.2.3. Les points

La figure du point est constituée par l'ensemble des « accessoires » du parc et par les villas.

#### *Les équipements du parc*

Ils contribuent à former l'image de ce dernier depuis plus d'un siècle pour certains :

- image sportive : les tennis en terre battue, les jeux de boules ;
- de repos et de loisirs : le petit pont japonais traversant le ruisseau de drainage du parc, le manège centenaire; le pavillon d'Armenonville et son toit en carène renversé,
- culturelle : le kiosque à musique ;
- touristique : amorce du parc depuis l'ancienne gare de tramway devenue office du tourisme et gare routière.

#### Quelques « accessoires » du parc



Sources : Clichés F. Charron et E. Delvoye, juillet 2006 et janvier 2007

#### *Les villas*

Elles forment une série de petits bijoux accrochés les uns aux autres, constituant un premier plan sur le parc. Il n'y a pas d'unité architecturale à proprement parler puisque chacune des constructions possède ses particularités notamment en termes de couleurs, d'ornement. L'unité se fait dans l'implantation et dans le style. Elles sont toutes issues de la Belle époque et plus précisément du courant architectural de « l'éclectisme ». Ce courant architectural se manifesta entre les années 1860 et la fin des années 1920. (cf caractéristiques générales de l'architecture).

Quels sont les principes d'implantation ? Les constructions marquent une volonté d'appartenir au parc et donc de le voir et d'être vu depuis celui-ci. Contrairement au paysage de bocage urbain qui confère une discrétion, il y a une forte visibilité, un effet d'émergence,

de silhouette. La végétation qui compose la clôture des villas protège juste le jardin de la « covisibilité » avec le parc ; elle souligne le bâti plus qu'elle ne le cache.

Le Grand Chalet assure la transition entre les villas et l'ensemble thermal. Il apparaît comme détaché des villas du fait de sa taille imposante et de son absence de clôture végétale, seuls quelques platanes viennent l'agrémenter. Seul bâtiment d'habitation qui s'expose de la « tête aux pieds », son volume associé à son grand dégagement lui permet une bonne intégration au parc.

La villa située au dessus de l'ensemble thermal se détache des autres villas par sa localisation et son esthétique particulière. Elle assure le lien visuel entre la station thermale et le château dont on pourrait croire qu'elle constitue une dépendance. A l'origine, cette construction de style mi-mauresque mi-villégiature était la sous-station de la centrale électrique de Pont-Rajat sur le Doménon (centrale datant de 1895 construite sous l'impulsion de Gabriel de Saint-Ferriol). Cette villa d'exception se compose d'éléments qui lui sont propres (couleur des façades alternant horizontalement le rouge brique et le blanc) et des éléments architecturaux pris des thermes comme les tourelles. Cet élément unique doit le rester car il est le seul élément construit sur la colline du château.

*La villa au dessus des thermes*



Sources : Cliché E. Delvoye, janvier 2007

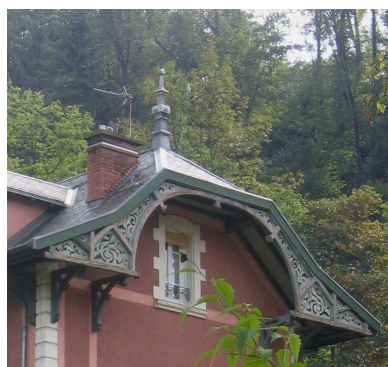


### *Caractéristiques générales de l'architecture*

Ce courant se situe à la confluence de l'historicisme propre au XIX<sup>e</sup> siècle et un certain rationalisme, il consiste à mêler des éléments empruntés à différents styles ou époques de l'histoire de l'art et de l'architecture. On distingue ce courant du néoclassicisme, qui consiste à concevoir des bâtiments homogènes d'inspiration unique (antiquité égyptienne, gréco-romaine, gothique...).

Il n'y a pas à Uriage d'élément néo classique ou néo gothique mais des exemples d'architecture historiciste qui empruntent à des styles régionalistes comme par exemple le faux colombage (du Grand Chalet) ou les sauts de moineaux d'inspiration flamande (la villa Rosa). Dans cette veine on trouve des vraies menuiseries, des balcons ouvragés, des dépassés de toiture ouvragés, des balcons, des perrons et des façades qui ne sont pas lisses.

### Quelques éléments d'architecture



*Sources : Clichés PBR, M.J. Chaléat et Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique de Saint Martin d'Uriage*

En termes de gabarit, à l'exception du Grand Chalet et de la maison de maître dominant l'ensemble thermal, les villas tiennent plus du pavillon, du chalet que d'une grosse villa. Les points communs entre elles, sont : l'implantation au cœur d'un grand jardin entourée d'une haie souvent champêtre, les fonds de façade simples, unis et ternes en termes de tonalité mais un relief donné par les encadrements la couleur des menuiseries qui peuvent être vives (et peuvent déterminer le nom des maisons), les débords de toiture et le grand usage du bois. Pour les ouvertures les mots d'ordre sont simplicité, répétition, ordre symétrique.

Le travail décoratif se porte sur les encadrements et appuis de fenêtre, les jacobines, les frises ou l'ensemble des menuiseries ouvragées.

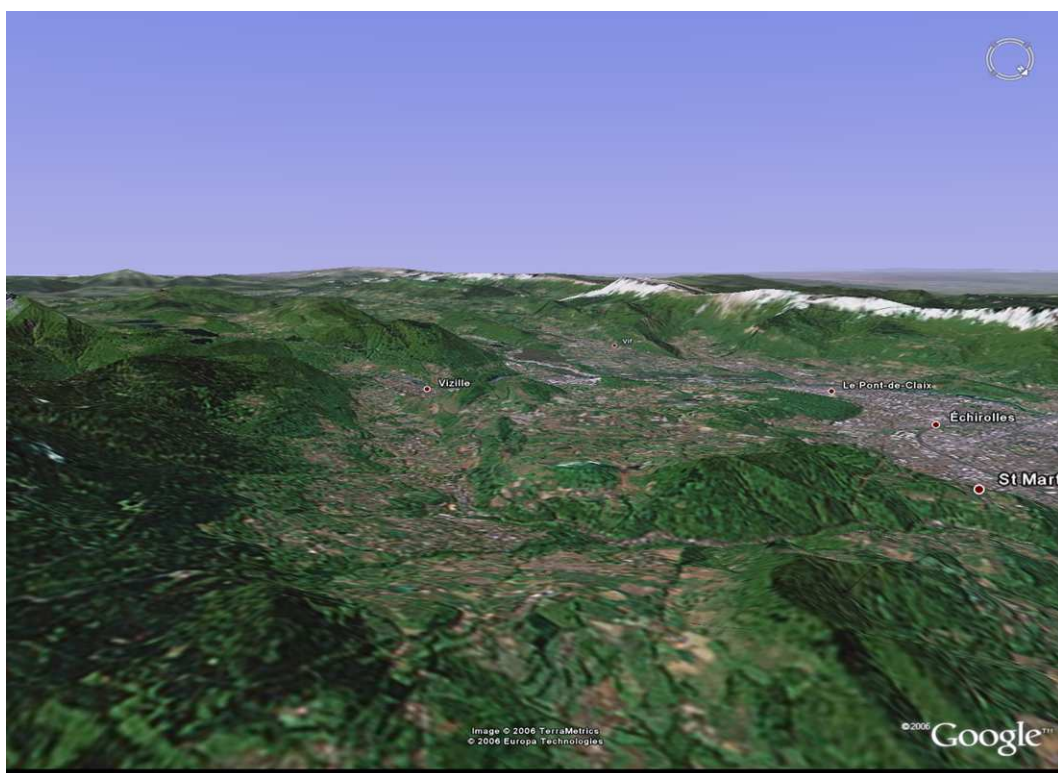
Enfin on trouve des points communs quant à l'organisation des façades qui respecte une composition tripartite : soubassement + étage + couronnement

Les décorations (encadrement ; frise, planche de rive en bois découpé, corniche....) font souvent office d'artifices soulignant et renforçant symboliquement des éléments constructifs importants.

## PLANCHE 8 : LE GRAND PAYSAGE

D'après Google Earth

2007





## 2.3.1. Patrimoine

### 2.3.3.1. Le château d'Uriage

#### 2.3.3.1.1. *Aspect du bâtiment<sup>11</sup>*

Le château se décompose en deux ensembles distincts : le château en tant que tel et le pavillon d'entrée avec annexe.

Les véhicules stationnent à l'extérieur de l'enceinte sur une surface en stabilisé ou sur des espaces enherbés sujets à d'importants ruissellements lors d'épisodes pluvieux.

#### *Vue d'ensemble depuis le parking*



L'accès aux logements s'opère à travers différents sas. Le premier est constitué par une porte en bois pouvant s'ouvrir la journée mais nécessitant un code en soirée.

#### *Pavillon d'entrée accueillant le premier sas et des logements*



<sup>11</sup>

Les clichés ont été réalisés en juillet 2006 par le bureau d'études



On accède alors à un jardin légèrement en pente qui mène à la fois au deuxième sas du château mais aussi à des espaces collectifs en herbe faisant le tour de l'édifice et accédant à l'ancienne orangerie transformée en logements munis de terrasses.

*Le jardin intérieur menant aux anciennes écuries et le second sas*



Le second sas du château donne quant à lui accès à une vaste terrasse desservant des logements et bénéficiant d'une vue imprenable tout le long du vallon d'Uriage.

*Détails du château : une tour et la terrasse en belvédère*



*Vue du vallon d'Uriage depuis la terrasse du château*



#### 2.3.3.1.2. Évolution du château au fil des propriétaires<sup>12</sup>

##### **De la motte castrale au château féodal : la famille Allemand<sup>13</sup>**

Les premières traces écrites de l'existence de ce château remontent au XI<sup>e</sup> siècle ; c'est alors une motte castrale, tour en bois entourée d'une palissade, installée sur ce piton rocheux, cerné de profonds ravins sur trois côtés.

Site naturel de défense, il surveille à la fois la gorge étroite du Sonnant et la large vallée de Vaulnaveys. C'est là que réside une des branches de la famille Allemand qui contrôle une grande partie du Dauphiné<sup>14</sup>.

A cette époque, un bourg castral se développe dans la deuxième enceinte du château aménagée à l'ouest. Cela marquait probablement une volonté de rivaliser avec les bourgs de Vizille ou Domène. Ce bourg comprenait l'église Saint-Sauveur et quelques maisons. Il était entouré d'une muraille (seule vestige encore en élévation), percée de 2 portes : la porte des moulins du côté du ruisseau et la porte de l'étang ou porte du bourg du côté d'Uriage, dont une partie est encore visible<sup>15</sup>.

A la fin du Moyen-âge<sup>16</sup>, la châtelainie comprend le château et son mandement. Ce dernier comprend le bourg, les fermes isolées et les foyers regroupés autour des églises paroissiales de Pinet, Saint-Nizier, Saint-Martin, Villeneuve (dont le Pinet et Saint-Martin sont les plus gros hameaux avec respectivement 40% et 31% de la population).

Le territoire montagnard est essentiellement agricole et comprend des terres à céréales (froment, seigle et avoine) des prés et des arbres fruitiers (pommiers, poirier, pruniers, noyers) ainsi que des vignes et du chanvre. L'élevage tient une place toute particulière (bovins, chevaux, porcs, moutons et volaille). Bon nombre de bêtes bénéficient des pâtures alpines durant la saison estivale (vallon de l'Oursière, le Recoin...).

L'eau de la montagne est parfois détournée et canalisée afin de bénéficier aux petites activités industrielles et artisanales (moulin, scierie, battoir ou gauchoir à chanvre, pressoirs et tournoir...).

Dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, la famille Allemand entreprend d'importants travaux pour agrandir et améliorer le confort de son château.

En 1469, Geoffroy Allemand est appelé seigneur du Châteauneuf d'Uriage ce qui signifie que le château a été modifié.

« C'est à cette époque qu'est construit un deuxième corps de bâtiment à l'Est, le château neuf, attesté en 1469 possédant les caractères typiques de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, une porte d'entrée large avec un cintre brisé, des contours moulurés retombant sur des bases buticulaires. Ce bâtiment est flanqué de deux tours circulaires percées de minuscules meurtrières dans les parties hautes qui sont des blocs de tufs ajourés d'embrasure en forme de serrures pour des armes à feu portatives. La tour sud possède une sculpture très érodée, un buste surmonté d'une tête d'animal qui est une gargouille munie d'une ouverture rectangulaire. Sur la face ouest, une tour plus haute que les autres, improprement appelée donjon, est construite pour y installer un escalier en vis donnant accès aux étages par des portes moulurées surmontées d'accolades. En même temps, le château vieux est remanié : ouverture des fenêtres à meneaux et de baies aux contours chanfreinés, ajout des tours rondes aux angles identiques à celles du château neuf. Entre les deux corps de bâtiments il y a une cour avec peut être un passage couvert pour les relier. <sup>17</sup> »

<sup>12</sup> Ce chapitre a été en partie rédigé grâce à l'ouvrage de l'association pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique de Saint Martin d'Uriage, *Le Château d'Uriage 1000 ans d'histoire*, Chapô public Éditions, 2006, p. 130

<sup>13</sup> On retrouve aussi ce nom de famille sous la forme « Alleman »

<sup>14</sup> Proche du pouvoir delphinal, cette famille donna nombre de personnages importants : des membres importants du clergé, des guerriers présents aux croisades ou aux guerres d'Italie. Parmi les descendants de la branche d'Uriage on trouve notamment le chevalier Bayard ou encore le baron des Adrets.

<sup>15</sup> Le château d'Uriage 1000 ans d'histoire, pp18 à 20

<sup>16</sup> Le Château d'Uriage 1000 ans d'histoire, p. 21

<sup>17</sup> Idem pp. 29 et 30



Au XVI<sup>e</sup> siècle, Gaspard Allemand, baron d'Uriage, entreprend de nouveaux travaux et construit un bâtiment pour relier les deux châteaux : une galerie connue par la suite sous le nom de galerie François I<sup>er</sup>.

En 1630, la seigneurie d'Uriage est vendue à Thomas Boffin, conseiller d'Etat, issu d'une famille de gens de robe, Du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, le domaine comprend 280 hectares avec notamment :

- le château entouré d'un domaine de 3 hectares (jardin, verger, vigne, bois, colombier) avec des édifices banaux (trois moulins le long désirant posséder une résidence campagnarde de caractère non loin de Grenoble.
- du ruisseau, une scie, un battoir à chanvre et un pressoir à huile)
- la maison forte d'Argenson de Pinet
- la grange de Richardière
- les prés du marais
- le patrimoine forestier de la montagne de Recoïn
- la maison du Molard à Meylan

Les seigneurs d'Uriage possédaient un haut fourneau, situé au lieu-dit « le Sonnant d'Uriage », qu'ils albergeaient à des négociants disposant de fonds suffisamment importants pour pallier les aléas techniques et commerciaux de la production de la fonte. Celui-ci était alimenté avec du minerai de fer extrait des fosses ou mines de Vaulnaveys-le-bas, enrichi par grillage à proximité. Le charbon de bois nécessaire à l'alimentation du haut fourneau était fabriqué à partir de forêts environnantes, ce qui entraînait une déforestation considérable. Ceci explique le faible rythme de production : 15 ans de production suivi de 15 ans d'arrêt pour laisser aux forêts le temps de se reconstituer. L'autre handicap était l'insuffisance du débit du Sonnant durant l'été. L'archaïsme des méthodes explique la faiblesse du rendement et la production annuelle : environ 20 tonnes de fonte seulement, écoulée par voie d'eau depuis le port de Gières jusqu'à Rives où elle était transformée en acier. Le haut fourneau du Sonnant s'est arrêté au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La dernière pièce connue serait une plaque de cheminée marquée au nom de Nicolas-François de Langon de 1809.

Le château qui ne devait plus être en très bon état a exigé de nombreux travaux de réparation, mais aucun travail d'embellissement ne semble avoir été réalisé.

Les inventaires après décès font apparaître un intérieur sobre de qualité moyenne. La famille occupait une quinzaine de pièces réparties dans les deux corps de logis : 2 salles d'apparat, la galerie, 2 cabinets (un pour les archives et l'autre comme bibliothèque), une chapelle, une cuisine et 7 chambres à coucher.

En 1659 par le mariage de Thérèse Boffin et François de Langon, la baronnie d'Uriage entre dans la famille de Langon.

### **Du XIX<sup>e</sup> siècle à la Belle époque : le développement du thermalisme<sup>18</sup>**

*(cf illustrations page suivante)*

L'ainée des filles de Nicolas-François de Langon, marquise de Gauthéron, hérite du château d'Uriage en 1816. Dès 1821 elle se consacre au renouveau de l'établissement thermal d'Uriage exploité par la famille Brun de manière très artisanale.

A sa mort en 1828, ses neveux, Louis puis Gabriel de Saint-Ferriol (petits neveux de la marquise), continuent son œuvre, tant à Uriage que dans la commune.

---

<sup>18</sup> Idem, pp. 72, 76, 77 et 83

Le comte, après de nombreux voyages (notamment en Égypte), se consacre dès 1842 à l'embellissement du château et à la poursuite de l'œuvre de sa tante à l'établissement thermal. Le château qui gardait encore un aspect très médiéval (ameublement sommaire, quelques tapisseries et tableaux) devient plus confortable et meublé somptueusement (notamment avec les meubles des ébénistes grenoblois Hache). Une grande collection de tableaux vient enrichir la décoration.

En 1849 et 1850, le comte fait réaliser une orangerie couverte au sud par cinq arcades de claveaux polychromes en tuf de la Balme de Recoin. Son toit en forme de terrasse ornée d'un bassin de pierre avec en son centre un jet d'eau, permettait de relier les trois corps de bâtiments.

A cette époque, la cour d'honneur du château est certainement modifiée, le pavillon d'entrée (dont on ignore la date de construction) est aménagé pour y installer le logement du concierge, l'écurie, une resserre à bois, suivi d'un autre bâtiment avec un bassin à l'extérieur et un colombier. Le centre de la cour était orné d'un beau massif de rosiers que les calèches contournaient pour aller déposer les visiteurs devant la porte d'entrée. Sur un socle sculpté en ronde-bosse avec, aux angles, les quatre saisons (arrachées en 1978) était posé un petit canon solaire en bronze (volé avant 1940). Chaque matin un serviteur chargeait le canon de poudre, une lentille orientée en fonction du soleil, permettait au coup de canon de partir à midi.

Le château au temps du Comte de Saint-Ferriol  
(éventail - 1849)



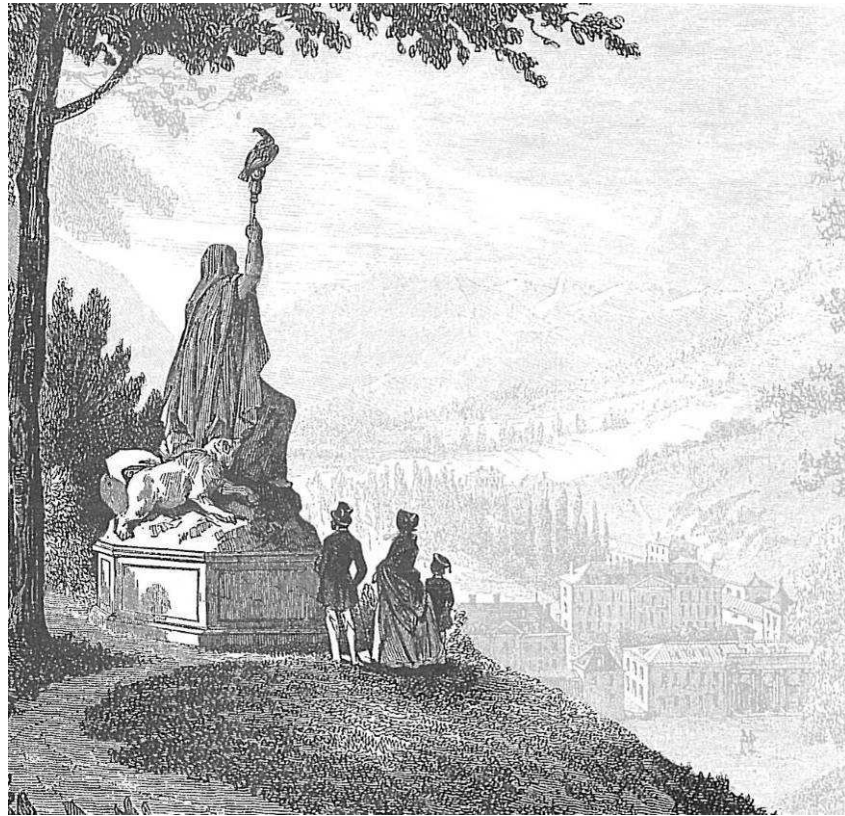
Entrée galerie de la source ferrugineuse



En 1849, le comte décide de faire éditer « l'album d'Uriage », il est illustré de vues de l'établissement thermal et de ses environs. Tous ces dessins ont été réalisés d'après nature et lithographiés par Alexandre Debelle. Puis en 1850, un guide pittoresque et descriptif intitulé « Uriage et ses Environs » est confié à Debelle et Champin.



Uriage depuis le Géant des Alpes, illustration d'Alexandre Debelle



L'établissement thermal prend son essor et le château apparaît même à ses côtés dans des publicités illustrées, présentant une vision romantique et idéalisée de la montagne.

Publicités pour la station thermale début du XX<sup>e</sup> siècle



Sans descendance, le comte transmet son domaine à sa petite nièce Ghislaine Pélissier de Féligonde. Elle épouse en 1934, le comte Aimé de Fleuriau.

En 1936 "Monsieur et Madame de Fleuriau, après avoir vidé le château de ses meubles et de ses trésors, le louent avec promesse de vente à Monsieur Thon, un grenoblois, qui l'exploite comme relais gastronomique, mi-musée, mi-hôtel. Le bassin de la terrasse est démonté pour pouvoir y installer des tables. Les deux parties arrondies en pierre sont placées de part et d'autre de la porte d'entrée du château (où elles sont restées jusqu'en 1999).

En 1940, le château est réquisitionné par l'armée d'armistice. C'est seulement en 1942 que l'Etat obtiendra une cession à titre d'utilité publique de Mme Ghislaine de Féligonde".<sup>19</sup>

### L'école des cadres d'Uriage (1939-1945)

Le château fut choisi en 1940 par les autorités de Vichy pour être le lieu de formation des cadres de l'armée. L'école, dirigée par Dunoyer de Segonzac, a joui d'une certaine liberté intellectuelle pendant quelques mois. Les formateurs ont été choisis parmi des intellectuels indépendants, comme Hubert Beuve-Méry, (futur fondateur du journal Le Monde), Joffre Dumazedier, Begnino Cacérés...

L'écrivain Roger Stéphane qui vint se cacher au château en 1942 écrit « il réunit le charme des forteresses médiévales [...] et des manoirs italiens.

Le porche franchi, il reste une ravissante cour à traverser avant d'arriver au bâtiment principal. Au rez-de-chaussée de ce bâtiment se trouvent les cuisines, la salle à manger des chefs et une salle de réunion. A ma connaissance, cette pièce est la seule à être moderne... Les autres pièces sont meublées en joli XVII<sup>e</sup> ... »<sup>20</sup>

Le château abrite aussi une chapelle l'infirmerie, une salle de sport.



Uriage, Ecole des cadres de la Milice.  
Fonds Gimel, coll. Arch. dép. Isère

L'École est devenue, en 1942, un vivier intellectuel de la Résistance. Elle est dissoute brusquement en décembre 1942, mais une nouvelle école lui succède dès le début de l'année 1943 : celle des cadres de la Milice. En 1943 et 1944, plusieurs centaines de miliciens passent par Uriage, dont une partie importante de "l'élite" milicienne, tels Jean de Vaugelas, futur chef de la SS française, Paul Touvier ou l'Isérois Julien Berthon.

Le 6 juillet 1944, face aux attaques de la Résistance, l'école de la Milice est évacuée.

### De l'après guerre à aujourd'hui<sup>21</sup>

L'armée conserve le château après la guerre, ce dernier est dans un état déplorable, les peintures de Debelle racontant l'histoire du château sur les poutres ont disparu, passées à la chaux, les cheminées sont cassées ou emportées, les plaques de cheminées dispersées. L'armée cherche à se débarrasser du château et l'offre en 1947 pour le franc symbolique à la commune qui le refuse. Dans les années 1950 les toitures sont refaites. En 1983, le château est à nouveau mis en vente, la municipalité refuse de l'acquérir et il est acheté par Mme Templeton qui le divise en appartements groupés en copropriété.

<sup>19</sup> Idem, pp.91-92

<sup>20</sup> Idem, p.120

<sup>21</sup> Idem, p. 123



2.3.3.1.2. *Le château et son inscription en tant que monument historique*

Figure 7 Arrêté de protection du MH et notice patrimoniale

<b>titre</b>	Château d' Uriage
<b>localisation</b>	Rhône-Alpes ; 38 ; Saint Martin d'Uriage
<b>dénomination</b>	château
<b>éléments protégés MH</b>	orangerie ; galerie ; élévation ; toiture
<b>époque de construction</b>	XV <sup>e</sup> siècle ; XVI <sup>e</sup> siècle
<b>date protection MH</b>	Propriété d'une personne privée 14 septembre 1988 : inscrit MH partiellement ; 6 février 1990 : classé MH Château, sauf parties classées (cad. AB 115, 116, 117) : inscription par arrêté du 14 septembre 1988 ; Façades et toitures du château ; à l'intérieur : grande pièce à rez-de-jardin, dite l'Orangerie (cad. AB 115, 116, 117) : classement par arrêté du 6 février 1990
<b>observations</b>	Site inscrit 14 janvier 1944 (arrêté) ; Instance de classement : 10 mai 1988
<b>type d'étude</b>	Recensement immeubles MH
<b>N° notice</b>	PA00117261 © Monuments historiques, 1992
<b>crédits photo</b>	Enlart, Camille - Archives Photographiques (Médiathèque du Patrimoine) ©
<b>toutes les images</b>	CMN

### 2.3.3.2. Les principaux bâtiments remarquables reconnus comme patrimoniaux

#### 2.3.3.2.1. *Les bâtiments religieux*

##### **L'église Saint-Sauveur<sup>22</sup> (disparue)**

Située en contrebas du château dont elle fut probablement la chapelle castrale, sa dédicace témoigne de son ancienneté, car peu d'églises du diocèse de Grenoble sont dédiées à Saint-Sauveur. Elle est mentionnée en 1100 dans le pouillé de Saint Hugues puis en 1179 quand le pape Alexandre III confirme par une bulle son appartenance au monastère de Saint-Chaffre et sa dépendance à l'égard du prieuré de Saint-Nizier.

En 1340, lors de sa visite pastorale, l'évêque Jean II de Chissé la mentionne avec son annexe la chapelle de Villeneuve. L'église est désignée comme paroisse en 1469 mais au XVII<sup>e</sup> siècle elle a disparu. Elle était entourée de son cimetière attesté par les nombreux ossements trouvés dans le jardin du château.

Lors de sa visite du 10 octobre 1672, Mgr Le Camus écrit « il y avait autrefois près du château la chapelle ou église paroissiale de Saint-Saveur mais tout a été démoli ». Seul vestige probable de cette église, le bénitier de la chapelle Saint Luc d'Uriage, un spécimen très rare du XV<sup>e</sup> siècle, orné de belles sculptures en forme de cœurs et de trèfles.

##### **L'église Saint-Martin**

La première pierre de l'église actuelle de Saint-Martin d'Uriage fut posée en mai 1875. La construction fut quant à elle achevée en 1878.



##### **L'église de Pinet**

Église du XI<sup>e</sup> siècle. La légende prétend qu'une châtelaine, attendant un enfant, vint jusqu'à Pinet à dos d'âne, celui-ci fit un écart ; inquiète de sa chute, la châtelaine promit à Dieu de faire édifier une église à cet endroit si l'enfant vivait. Cette église a subi d'importantes transformations en 1844 avant l'installation de deux énormes cloches (563 kg et 207 kg) en 1849.



##### **La chapelle de Villeneuve**

Très souvent présenté comme exemple de l'architecture romane, l'édifice actuel n'est pas aussi ancien qu'on pourrait le croire, les spécialistes le situent plutôt au XVI<sup>e</sup> siècle, voire XVII<sup>e</sup> siècle. La cloche datant de 1618 est classée Monument Historique. Le mobilier est également digne d'intérêt. Le maître-autel du XVIII<sup>e</sup> siècle est en stuc peint façon marbre. Une chaise de célébrant en bois proviendrait de la Chartreuse de Prémol.



<sup>22</sup>

Le Château d'Uriage 1000 ans d'histoire, p.22



### La chapelle de Saint-Nizier

Construite en 1675, elle siège au milieu d'un petit enclos qui sert de cimetière. On y trouve une peinture représentant Saint Nizier et Saint Denis, datant de 1757, ou encore une chaire en bois de noyer surmontée d'un dais.

### La chapelle Saint-Luc<sup>23</sup>

En 1860, le Comte de Saint-Ferriol fait construire et à ses frais une chapelle. Le bâtiment au plan simple a un décor extérieur très sobre : quelques médaillons de stuc et plusieurs fausses arcades. Mais à l'intérieur, les fidèles « devaient être éblouis par la grande beauté des tableaux qui l'ornaient et provenaient des collections du château. »



#### 2.3.3.2.2. Les bâtiments publics

### La mairie

Ce bâtiment de plan rectangulaire (R+1+C) est de composition symétrique.



### L'ancienne gare de tramway

En 1893, le tramway à vapeur a remplacé les voitures à cheval qui amenaient les curistes depuis Grenoble. Quelques années après l'arrivée de l'électricité à Uriage (1898), la ligne a été électrifiée. La gare a été construite en 1893 dans l'esprit du style villégiature avec pour matériaux la brique et le bois. Longtemps désaffectée, l'ancienne gare d'Uriage a été complètement restaurée et abrite actuellement l'Office Thermal et Touristique d'Uriage.



### Le Belvédère

Ce bâtiment racheté par la commune accueille une salle de spectacle, des salles pour les associations et une bibliothèque



<sup>23</sup>

Le Château d'Uriage 1000 ans d'histoire, p.79

#### 2.3.3.2.3. *Les thermes*

Les thermes d'Uriage constituent un ensemble complexe de bâtiments tournés vers le sud (sur le parc) ou bâtis perpendiculairement (fermant ainsi le secteur situé à proximité des sources). Aux thermes à proprement parler s'ajoutent des hôtels et un casino (casino-théâtre à l'origine).



#### 2.3.3.2.4. *Le bâtiment des anciennes écuries du relais de poste d'Uriage*

Bâtiment de plan rectangulaire (R+1), il présente une structure régulière, avec des murs et des arcs en maçonnerie au rez-de-chaussée, surmontée d'une structure en bois avec un remplissage à claire-voie (anciens fenils).

Présence d'un front sculpté (tête de cheval) par Sappey.



#### 2.3.3.2.5. *Les maisons 1900 à Uriage*

##### **Le Grand chalet**

Ce bâtiment se compose d'un rez-de-chaussée surmonté d'une « mezzanine », de deux niveaux et de combles. Le toit est à deux pans et son revêtement est dans les teintes rouge vieilli.

Ses façades se composent d'un soubassement (RDC+ mezzanine) en ciment avec faux joint, avec chaînage d'angle façon briques en trompe l'œil (puisque le ciment est peint), les étages supérieurs toujours grâce à ce procédé de peinture sur ciment, reprend un graphisme imitant les colombages.

Chaque ouverture est encadrée soit en rouge brique dans les étages inférieurs soit en teinte plus claire pour les étages supérieurs. Une frise peinte souligne la toiture dont la dépassée reste importante et est soutenue par de multiples menuiseries.





Le bâtiment rectangulaire, sur son long côté, laisse apparaître pour le dernier niveau et les combles un élément en saillie, sorte de fronton central avec une loggia et un bow window (fenêtre en saillie, appelée aussi oriel).

### La villa rose

Cette construction se compose d'un toit à deux pans, couvert d'ardoises et surmonté de deux jacobines. L'avancée de charpente ouvragée, en forme d'arcade, sur les pignons, confère au bâtiment une forme de monumentalisation.

Un premier niveau de plein pied constitue le soubassement, il est surmonté d'une terrasse peu profonde, faisant le tour de la villa et de deux niveaux ainsi que des combles. Les chaînages d'angle et les encadrements sont peints en blanc ainsi que la terrasse en bois sur pilier. Ce sont les seuls éléments de couleur claire de la construction. Les façades sont dans les tons terre cuite avec quelques dessins en rose ; les balcons donnant sur le parc sont peints en vert gris.

L'organisation des façades indique des ouvertures en longueur pour le soubassement, des ouvertures fonctionnant par deux sur le côté parc pour les trois autres niveaux et sur le côté jardin, deux au niveau 1, aucune au niveau 2 et une sous les combles. Il n'y a pas de volets.

La terrasse ainsi que les deux balcons renforcent les vis-à-vis voulus entre la villa et le parc.



### La villa verte

Cette villa possède un toit à quatre pans recouvert d'ardoises et muni d'une jacobine. Elle possède 3 niveaux : un rez-de-chaussée, un étage et des combles.

Sur la façade côté parc, on note une coursive pour les deux principaux niveaux, de couleur très claire et donnant sur les 3 ouvertures de chacun des niveaux. Cette coursive en bois est dotée de quatre piliers parcourant la façade sur sa hauteur et donnant à la construction un faux air de construction coloniale. Les boiseries des fenêtres sont de la même couleur que la coursive et le mobilier de jardin (vert turquoise).

La façade est grise avec des bandeaux blancs marquant les encadrements des fenêtres, le chaînage d'angle ainsi que le bas de chacun des niveaux. Ce dernier est d'autant plus marqué que des moulures l'accompagnent.

Depuis le parc on perçoit la construction par les boiseries très claires mais le jardin reste pratiquement invisible du fait de la présence d'une haie champêtre.



### La villa jaune

Cette villa jouxte le terrain de la villa verte. La conception est assez similaire bien que les ouvertures soient moins nombreuses (deux par niveau). Le toit est à quatre pans, recouvert d'ardoise et la villa comprend trois niveaux dont un de combles. Une coursive en bois, peinte en grenat marque le premier niveau et distribue les deux ouvertures. La teinte grenat se retrouve également sur les menuiseries.

La façade est jaune foncée à l'exception du premier niveau où l'on note une imitation ciment avec joint dans les tons gris. Les chaînages ne sont pas marqués de blanc comme les encadrements des ouvertures. Il n'y a pas de volets. Une haie champêtre complète l'ensemble.



### La villa grise

Cette villa se compose d'un toit à quatre pans, muni d'une jacobine sur chacune de ses faces et couvert d'ardoises. Elle se compose de 4 niveaux en comptant les combles. On ne note pas de balcon, coursive ou terrasse apparente depuis le parc.

Les dépassées de toiture sont importantes. Les ouvertures donnant sur le parc sont munies de volets. La façade est grise, rehaussée de blanc pour les encadrements, chaînage d'angle et moulures. On note qu'elle est plus travaillée côté parc avec le chaînage marqué et décorée ; une double moulure entre les niveaux 2 et 3 notamment au niveau des appuis de fenêtre.

Un petit portail aménagé dans la haie permet aux habitants de se rendre directement dans le parc.



### La villa rouge

Cette villa emprunte au style chalet par ses couleurs et ses boiseries. Le toit à deux pans, recouvert de tuiles, est exposé pignon face au parc. Des coursives sur les niveaux 2 et 3 et un balcon pour les combles offre une vue imprenable sur le parc. Les ouvertures ne sont pas munies de volet et sont en forme d'arcade (combles exceptés). La façade est grise avec des encadrements et décors blanc. La partie des combles est délimitée par un bardage horizontal en bois de la même couleur que les boiseries des balcons et coursives (tons brique).

Le travail du bois est d'ailleurs assez marqué puisque l'on retrouve sur le bord de la toiture une planche de rive en bois découpé surmonté d'un petit « médaillon ».

Les ouvertures sont au nombre de 2 pour le niveau 2, 3 pour le niveau 3 et une pour les combles. La troisième ouverture du niveau 3 est de taille restreinte et assure le lien entre la fenêtre des combles et de décors en forme de cercle (presque un trompe l'œil) du niveau 2 permettant d'assurer un équilibre dans l'organisation de la façade.





### La villa rosa

Cette construction non habitée emprunte au style gothique flamand du XVII<sup>e</sup> siècle avec le pignon en saut de moineaux. D'un point de vue régional on pourrait presque rapprocher ce pignon en escalier des constructions traditionnelles du Vercors.

Les ouvertures que l'on aperçoit sur cette façade sont encadrées par des moulures crénelées blanches du même type que celles marquant le chaînage d'angle. Les ouvertures sont diverses, double en arcade pour le niveau 1, rectangulaire pour le niveau 2 et en arcade simple pour le dernier niveau. Le toit est à deux pans. Une corniche vient séparer le premier niveau des autres.



#### 2.3.3.2.6. Les fermes<sup>24</sup>

##### La ferme des moulins et des Bernards (disparue)

Elle fait partie de la liste des biens de Nicolas de Langon déclarés au moment de la Révolution. Implantée au dessus du château, elle comprenait une maison, trois moulins (le moulin blanc, le moulin du milieu et le moulin du pied) et des terres à chanvres.

##### La ferme de la Saulce ou Sausse (disparue)

Tenant sans doute son nom de la zone marécageuse qui se situait au pied du château (avant d'être drainée), cette ferme (10ha) est mentionnée dans la liste des biens de Nicolas de Langon qui l'avait acquise en 1699 du sieur Beyle. Elle disparaît lors des travaux d'agrandissement de l'établissement thermal car à cet endroit, la Maison des Bains figure sur le cadastre de 1828. Toutefois, en 1876, dans l'inventaire de la constitution de la Société de l'Établissement Thermal, sont encore signalés une ferme et un hôtel attenant tenus par Joseph Basset.

##### La ferme de la Richardière

A proximité du château, cette ferme est mentionnée dans la transaction de 1630 entre Jean-Claude Allemans et Thomas Boffin, sous l'appellation de grange. Plus tard, elle est aussi appelée ferme du Grand Champ puis ferme Brun en 1828 quand Joseph Brun en devient le fermier ; Ensuite la famille Guilloud l'exploite pendant plus de 50 ans suivi de Joseph Mollard en 1924. La famille Joseph Robin l'achètera en 1937 et la transformera en centre équestre.



*Ferme de la Richardière aujourd'hui, cliché M-J. Chaléat  
1795 la ferme des moulins (a) la ferme de la Saulce (b)  
et la ferme de la Richardière (c)*

<sup>24</sup> Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique de Saint Martin d'Uriage, *Le Château d'Uriage 1000 ans d'histoire*, Chapô public Editions, 2006, pp.115 à 118

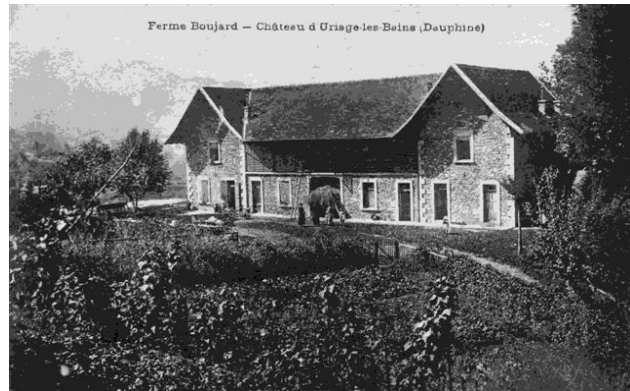
### La ferme des Chourers ou de la Vacherie au Marais

En 1630, on signale seulement des bois. A partir de 1746, la ferme prend le nom de la Vacherie ou Vachère. A la Révolution, Nicolas de Langon déclare posséder une maison, une grange, un pré et un marais dont le bail est cédé à Joseph Brun, puis en 1804 à Félicien Murienne. En 1877, dans l'inventaire pour la succession de Louis de Saint-Ferriol, la ferme dite des Chourers. Ensuite on parle de la ferme du Marais qui sert de « résidence d'été » à la famille de Saint-Ferriol.



### La ferme du château dite « expérimentale ou modèle »

Située à côté du château, aujourd'hui Maisons des Associations, elle a été créée par Gabriel de Saint-Ferriol après 1877. En 1940, elle est réquisitionnée par l'État. Les curistes y venaient se promener et se reposer sur sa terrasse ombragée.



### La ferme du Lucquet à Saint Martin d'Uriage

Déjà signalée en 1600, elle est acquise en 1801 par Nicolas de Langon à Antoine Vial. Ce domaine comporte maison avec une tour d'escaliers, grange, enclos, terre, pré, verger, jardins et bâtiment, un étang et un vivier, arbres fruitiers. Elle est en 1816 affermée à Pierre Prince, bail à ferme renouvelé en 1840 pour 8 ans. A cette occasion le comte se réserve la jouissance d'un appartement de deux pièces dans la maison. Puis exploitée par Joseph Robin, elle est maintenant une propriété privée.

### La ferme des Vachers (près du hameau du Boulloud)

Tenue par la famille Basset.

### La ferme de l'Ortal ou ferme de l'Outas à Pinet

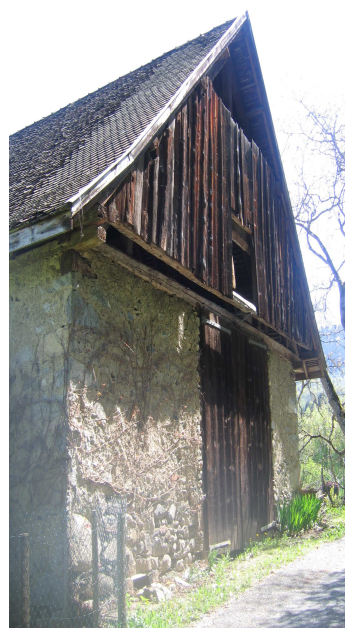
Elle existe toujours et est aujourd'hui propriété de la commune

### Les fermes de Sonnant

Le Sonnant était un hameau important qui regroupait plusieurs fermes dont quatre dépendaient du château d'Uriage.



### 2.3.3.3. Le Patrimoine bâti rural



Les bâtiments peuvent être en bois pour le stockage, avec un soubassement en maçonnerie et abriter des animaux. L'ornementation est réservée pour l'habitat.



Les granges sont implantées dans la pente et bénéficient d'accès aux différents niveaux. Les bâtiments de grange peuvent avoir des galeries avec ou sans balustrade





Les maisons sont à :  
blocs juxtaposés sans retour

Bâtiments organisés autour d'une cour en U



A blocs juxtaposés avec retour





Fermes à blocs dissociés



Maisons unitaires, mitoyennes, à toitures décalées



Maison de maître carrée, rectangulaire, en longueur ou avec tour d'escalier



Grange-étable



Atelier



Chambron ou boîte à commis





### Maison du commis



#### Les toitures sont

- Simples à 2 pans (granges) ou 4 pans (logis),
- A croupe ou demi croupe (technique pour diminuer la prise au vent),
- À égout retroussé qui forme une avancée de toiture protectrice posée sur des consoles ou panne flottante,
- Complexes : imbriquées et/ou couvrant plusieurs bâtiments.





## Les matériaux de couverture

Tuiles canal



Tuiles écaïlle



Les charpentes des granges sont composées par des fermes à poinçons





## Les petits éléments du patrimoine

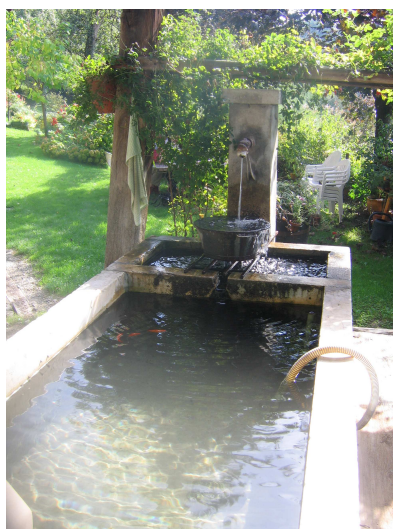
Il se compose de :  
Fours à pain



Puits



Bassins



Travail



Cochonniers



Girouettes



Cadran solaire



Pigeonniers





#### 2.3.3.4. Bâti agricole pouvant changer de destination

Cette étude a été réalisée par Marie-Jo Chaléat adjointe à l'environnement au printemps 2006. Seule est présentée la fiche de la grange située aux Mallottes pour laquelle la conclusion de l'étude est favorable. Ce bâtiment fera l'objet d'une identification sur le plan de zonage.

#### Grille de synthèse

Adresse, situation, parcelle	Rejet du changement de situation	Typologie d'implantation			typologie architecturale		Caractéristiques générales (implantation, architecture) cf typologie	Valeur patrimoniale		Impact sur l'activité agricole	Conclusion
		type courant	type particulier	Environnement, risques naturels	type courant	type particulier		Au titre de l'article L.123.1 7° Secteurs à préserver	Au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'Urbanisme		
Les Mallottes Section D Parcelle 494		plein champ	bâtiment unique		grange	murs en pierres fenil sous toiture pignons ouverts	Volumétrie, inscription dans la pente		X	Le bâtiment n'est pas utilisé pour l'agriculture. Non concerné par la réciprocité	Changement de destination autorisé

Situation	Adresse	N° parcelle
Les Mallottes (bas)	Route de Corps	Section D Parcelle 494

#### Inscription dans le paysage

Grange isolée implantée nord-sud, construite dans la pente

#### Typologie

<b>Bâtiment</b> Bâtiment unitaire		
<b>Abords</b> Plein champ Accès par un chemin privé en terre		

#### Grange étable

<b>Matériaux</b> Murs de pierres tout-venant assemblés au mortier Chaînages d'angle en grosses pierres taillées Tuiles mécaniques
<b>Structure</b> Toiture deux pans Charpente posée sur des jambages Fenil sous toiture

**Façade nord :** Pignon fermé par un bardage faussement aléatoire. Une grande ouverture vraisemblablement agrandie pour monter le foin. Linteau bois.

**Façade ouest :**

- Un montoir au centre accède à 1 porte rectangulaire, haute et large.
- 2 portes plus basses, larges, de part et d'autre. Linteaux bois reposant sur des chaînages en pierres.



**Façade sud :**

Pignon sud fermé par bardage faussement aléatoire.

2 petites fenêtres à encadrement bois

Poutres maîtresses du plancher ancrées dans le mur

**Façade est :** Deux petites ouvertures au RdC. Sous la toiture, 5 toutes petites ouvertures rectangulaires pour aérer le foin.



## Conclusion

Eléments caractéristiques à préserver	Volumétrie. Intégration dans la pente
Eléments décoratifs particuliers	Aucun
Impact sur l'activité agricole	Bêtes en pâture à l'année dans le champ alentour.
Impacts financier et social pour la commune	Accès par chemin d'exploitation privé depuis la route départementale D280. A proximité des réseaux et du ramassage scolaire. Défense incendie assurée
Conclusion	Grange non utilisée pour l'activité agricole

Crédit photographique Geneviève Dumolard-Murienne



## 3 POPULATION, EVOLUTION DE LA DEMOGRAPHIE

### 3.1 Population

#### 3.1.1. Évolution de la population

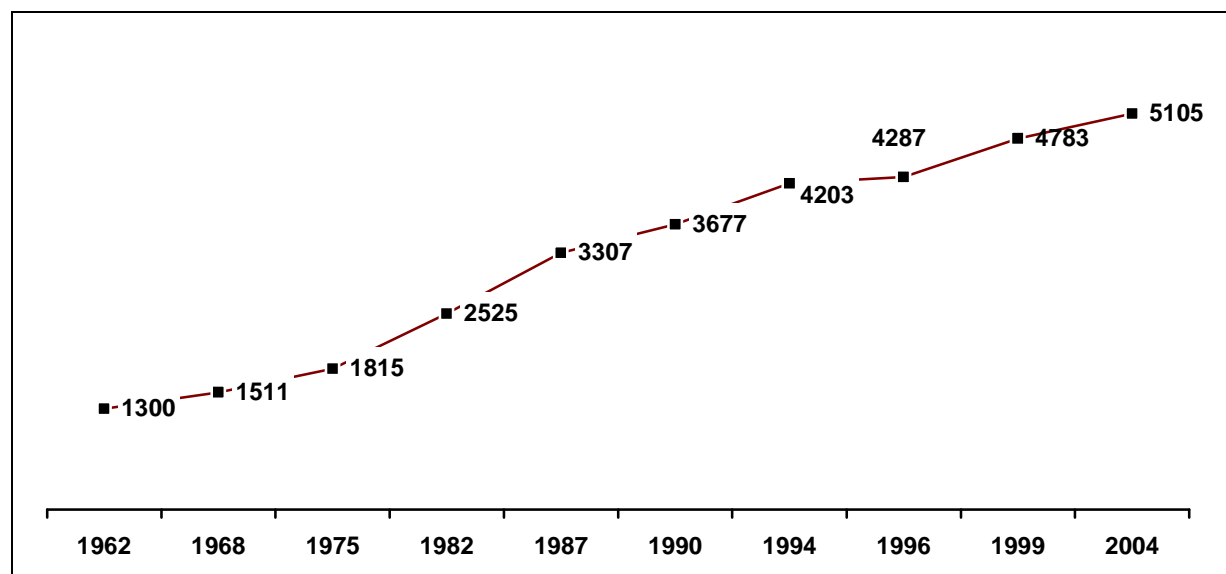
1560 habitants en 1784<sup>25</sup>, à la fin de l'Ancien Régime; 1605 vers 1968, au moment des Jeux Olympiques d'hiver.

Cette apparente stabilité historique cache des phénomènes en réalité complexes. Traditionnellement, la commune de Saint Martin d'Uriage est représentative d'une montagne habitée et cultivée, fortement peuplée d'agriculteurs qui pratiquaient la polyculture.

Peut-être la commune est-elle frappée moins que d'autres par le déclin et l'exode qui marque le monde rural français de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années 1950.

Les années 1960 marquent en tous cas ici à la fois l'aboutissement de ce déclin, et le début d'une croissance nouvelle qui s'appuie sur une vocation essentiellement résidentielle, liée à la proximité de la ville de Grenoble.

Figure 8 *Population de St Martin d'Uriage évolution 2<sup>ème</sup> moitié du XX<sup>e</sup> siècle*



*Sources : Chiffres Population Légale, d'après source INSEE*

De 1960 à 1975, la croissance est encore lente (38 habitants par an en moyenne). Elle s'accélère ensuite fortement jusqu'en 1995, même en tenant compte du détachement de la commune nouvelle de Chamrousse, le 20 décembre 1988. L'augmentation atteint la moyenne de 110 habitants par an sur 30 ans, ce qui représente presque le triplement de la population depuis 1968. Entre 1987 et 1999 l'augmentation a été en moyenne de 123 habitants par an. Sur la dernière période 1999-2004, la population a augmenté de 312 habitants ce qui représente une progression de 6,5% et une augmentation moyenne de 62 habitants par an. Est-ce l'amorce d'un ralentissement démographique ?

<sup>25</sup>

D'après Histoire des communes de l'Isère – Grenoble et son arrondissement éditions Horvath, Le Coteau, 1988

Figure 9 *Taux d'évolution global*

Taux d'évolution global (moyennes annuelles)					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	1,85 %	2,66 %	4,82 %	4,80 %	2,98 %
<b>Canton de Domène</b>	0,43 %	0,49 %	1,37 %	2,14 %	1,83 %
<b>Isère</b>	2,11 %	1,65 %	1,22 %	1,02 %	0,82 %
<b>France Métropolitaine</b>	1,15 %	0,81 %	0,46 %	0,51 %	0,37 %

Le **taux de variation global** (%) mesure l'évolution de la population. Il a deux composantes, l'une due au solde naturel et l'autre due au solde migratoire. On l'obtient en faisant la somme des deux.

C'est sur la période 1975-1990 que l'augmentation du taux d'évolution global est la plus forte. A partir de 1990 elle diminue mais reste élevée par rapport à la moyenne des communes du canton de Domène.

### 3.1.2. Taux de natalité et mortalité

#### 3.1.2.1 Évolution entre 1962 et 1999

Population				
	1982	1990	1999	2004
PSDC <sup>26</sup>	2 527	3 678	4 794	5105

Évolution démographique					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Naissances</b>	167	171	246	394	567
<b>Décès</b>	113	114	128	178	206
<b>Solde naturel</b>	54	57	118	216	361
<b>Solde migratoire</b>	103	247	594	935	755
<b>Variation absolue</b>	157	304	712	1 151	1 116
<b>Taux de natalité ‰</b>			16,64	16,43	15,16
<b>Taux de mortalité ‰</b>			8,66	7,42	5,51

Les évolutions des taux entre 1962-1999 indiquent les tendances suivantes :

- un nombre de plus en plus important de naissances passant de 113 à 206 sur la période 1990-1999,
- un taux de natalité qui diminue sensiblement,
- un nombre de décès plus important mais un taux de mortalité qui a diminué,
- une variation absolue de population plus modérée sur la période 1990-1999.

La dernière décennie marque donc une croissance modérée de la population communale comparée à la période 1975-1982.

<sup>26</sup>

Population Sans Double Compte.



### 3.1.2.2. Comparaisons

Figure 10 *Comparaison du taux de natalité (en ‰)*

Taux de natalité pour 1000 (moyennes annuelles)					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	19,70	15,00	16,60	16,40	15,20
<b>Canton de Domène</b>	18,31	14,50	13,62	13,91	14,55
<b>Isère</b>	18,70	17,40	14,70	14,30	13,20
<b>France Métropolitaine</b>	17,91	16,61	14,24	13,86	12,76

La comparaison du taux de natalité de la commune de Saint-Martin d'Uriage montre le dynamisme démographique de la commune par rapport aux différents points de comparaison. Sur chaque période statistique, son taux de natalité est supérieur. Il décroît régulièrement mais moins rapidement qu'en Isère ou en France métropolitaine.

Figure 11 *Comparaison du taux de mortalité (en ‰)*

Taux de mortalité pour 1000 (moyennes annuelles)					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	13,30	10,00	8,70	7,40	5,50
<b>Canton de Domène</b>	9,71	9,07	8,79	7,70	6,85
<b>Isère</b>	10,50	9,60	8,70	8,00	7,50
<b>France Métropolitaine</b>	11,23	10,83	10,28	9,74	9,16

A l'inverse, le taux de mortalité décroît régulièrement sur la période 1968-1999. Cette décroissance est plus forte que pour les autres références statistiques avec 5 points d'écart. Le taux de mortalité de la commune de Saint-Martin d'Uriage est 60% inférieur à celui de la France métropolitaine.

### 3.1.3. Mouvements naturel et migratoire

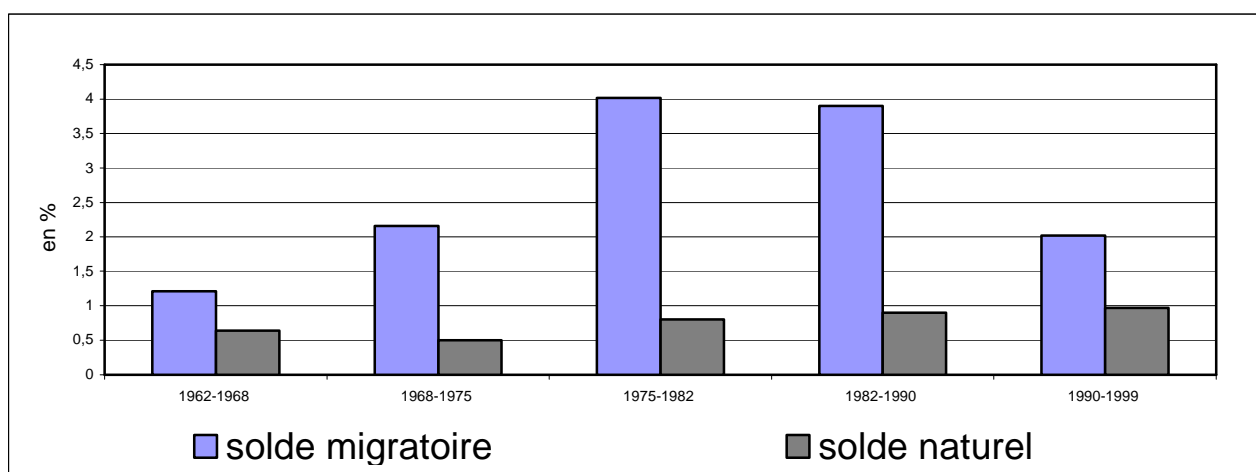
Figure 12 *Les mouvements naturel et migratoire depuis 1975*

Taux démographiques (moyennes annuelles) dû au solde naturel					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	0,64 %	0,50 %	0,80 %	0,90 %	0,97 %
<b>Canton de Domène</b>	0,86 %	0,54 %	0,48 %	0,62 %	0,77 %
<b>Isère</b>	0,83 %	0,77 %	0,60 %	0,63 %	0,57 %
<b>France Métropolitaine</b>	0,67 %	0,58 %	0,40 %	0,41 %	0,36 %

**Solde naturel** : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès dans la zone géographique au cours d'une période.

Taux démographiques (moyennes annuelles) dû au solde migratoire					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	1,21 %	2,16 %	4,02 %	3,90 %	2,02 %
<b>Canton de Domène</b>	-0,43 %	-0,05 %	0,88 %	1,52 %	1,06 %
<b>Isère</b>	1,29 %	0,87 %	0,62 %	0,39 %	0,26 %
<b>France Métropolitaine</b>	0,48 %	0,23 %	0,07 %	0,10 %	0,01 %

**Solde migratoire** : différence entre la variation de population et le solde naturel dans la zone géographique au cours d'une période



On observe que l'évolution du taux démographique dû au solde migratoire est passé par un maximum pendant la période 1975-1982 et qu'il décroît depuis. Le taux dû au solde naturel croît après être passé par un minimum sur la période 1968-1975.

### 3.1.4. Population étrangère et migrante

#### 3.1.4.1. Évolution de la population étrangère depuis 1982

	1982	1990	1999	Variation absolue entre 1982 et 1999	Évolution 1982-1999
Hommes	45	52	85	40	88%
Femmes	21	34	84	63	300%
<b>Total</b>	66	86	169	103	156%

En 25 ans, la population étrangère a fortement augmenté. Elle a augmenté plus fortement dans la période 1990-1999. Les femmes sont la catégorie qui a le plus augmenté pour atteindre la parité avec les hommes en 1999.



Comparaison de la population étrangère en 1999

	<b>St Martin d'Uriage</b>	<b>Canton de Domène</b>	<b>Isère</b>	<b>France métropolitaine</b>
Hommes	85	648	36 333	1 732 288
Femmes	84	596	31 400	1 530 898
<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>1244</b>	<b>67 733</b>	<b>3 263 186</b>
<b>Population totale</b>	<b>4 794</b>	<b>26073</b>	<b>1093786</b>	<b>58520688</b>
<b>Part de la population étrangère</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,8%</b>	<b>6,2%</b>	<b>5,6%</b>

On observe que la part de la population étrangère sur la commune est nettement plus faible que dans les autres exemples. Elle est de 75% inférieure à celle de l'Isère et de 60% inférieure à celle de la France métropolitaine. Cet indicateur différencie nettement la commune de Saint Martin d'Uriage.

3.1.4.2. Migrants

Figure 13 Évolution des migrants entre 1982 et 1999

	<b>1982</b>	<b>1990</b>	<b>Évolution 1982-1990</b>	<b>1999</b>	<b>Évolution 1990-1999</b>	<b>Évolution 1982-1999</b>	<b>Part des migrants dans la population totale en 1999</b>
<b>St Martin d'Uriage</b>	1 199	1 899	700	2 210	311	1011	46%
<b>Canton de Domène</b>	5742	8049	2307	10545	2496	4803	40,4%
<b>Isère</b>	325 801	365 049	39248	409 609	44560	83808	37,5%
<b>France métropolitaine</b>	17 000 305	18 587 638	1587333	19 657 175	1069537	2656870	33,6%

La part des migrants est inversement proportionnelle à l'étendue du territoire. La commune de Saint-Martin d'Uriage accueille de nombreux nouveaux habitants. Sa proximité avec Grenoble et son environnement la rendent très attractive.

### 3.1.5. Répartition des âges

#### 3.1.5.1. Répartition des âges en 1999

Figure 14 *Population totale par sexe et âge*

		1999	1990	1982
<b>Hommes</b>	0 à 19 ans	722	563	388
	20 à 39 ans	593	569	423
	40 à 59 ans	747	486	285
	60 à 74 ans	226	186	160
	75 ans ou plus	104	79	44
	<b>Total</b>	<b>2 392</b>	<b>1 883</b>	<b>1 300</b>
<b>Femmes</b>	0 à 19 ans	693	512	348
	20 à 39 ans	622	541	382
	40 à 59 ans	705	439	267
	60 à 74 ans	236	199	161
	75 ans ou plus	145	103	71
	<b>Total</b>	<b>2 401</b>	<b>1 794</b>	<b>1 229</b>

La population de la commune de Saint-Martin d'Uriage est jeune. 86% des femmes et 84% des hommes ont moins de 60 ans. L'allongement de la durée de la vie se perçoit également. En effet la part des plus de 60 ans augmente au fil des ans. Les plus de 75 ans sont 4,3% chez les hommes et 6% chez les femmes en 1999. Ils n'étaient que 3,4% en 1982 pour les hommes.

#### 3.1.5.2. Les moins de vingt ans

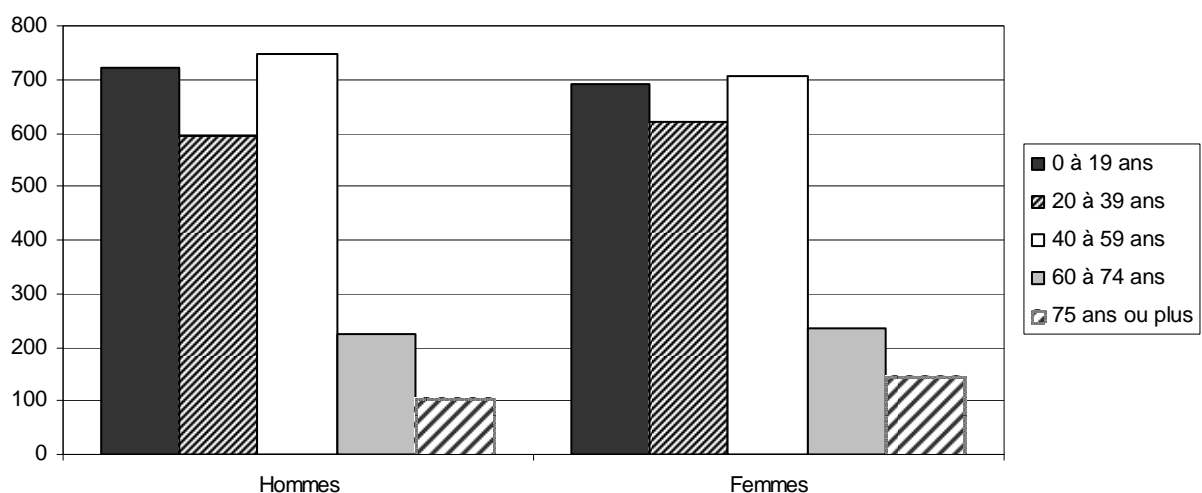




Figure 15 Évolution des moins de 20 ans depuis 1982

	1982		1990		1999	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
0-4 ans	159	21,6%	245	22,8%	281	19,8%
5-9 ans	184	25%	315	29,3%	408	28,8%
10-14 ans	214	29%	271	25,2%	395	27,9%
15-19 ans	179	24,3%	244	22,7%	331	23,4%
<b>Total</b>	736	100,0%	1075	100,0%	1415	100,0%

En valeur absolue, les moins de 20 ans ont vu leur nombre augmenter de 192% en 20 ans. Ils ont pratiquement doublé. Cependant toutes les tranches d'âge ne sont pas concernées de la même façon par le phénomène. C'est la tranche d'âge 5-9 ans qui a le plus fortement augmenté.

Figure 16 Comparaison de la répartition des moins de 20 ans en 1999

	St Martin d'Uriage		Canton de Domène		Isère		France métropolitaine	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
0-4 ans	281	19,8%	1554	21,2%	59 095	20,9%	2 986 925	20,7%
5-9 ans	408	28,8%	1935	27,2%	71 904	25,4%	3 629 294	25,2%
10-14 ans	395	27,9%	1940	27,2%	75 305	26,6%	3 833 120	26,6%
15-19 ans	331	23,4%	1690	23,7%	76 255	27%	3 932 101	27,3%
<b>Total</b>	1415	100,0%	7119	100,0%	282 559	100,0%	14 381 440	100,0%

On ne constate pas de différences notables dans la répartition des moins de 20 ans entre Saint-Martin d'Uriage et les autres références. Si les résultats sont comparables avec ceux du canton de Domène, la tranche d'âge 5-14 ans est plus fortement représentée que dans le département et en France métropolitaine. Cela confirme la jeunesse démographique du secteur et plus particulièrement de la commune.

### 3.1.6. Taille des ménages

#### 3.1.6.1. Évolution de la taille des ménages entre 1982 et 1999

La taille moyenne des ménages de la commune de Saint-Martin d'Uriage diminue régulièrement à l'image des autres références. Toutefois elle reste supérieure à la moyenne, compte tenu du nombre important de ménages de 2 à 4 personnes.

Figure 17 Comparaison de la taille moyenne des ménages

	SMU	Domène	Isère	France Métropolitaine
<b>1982</b>	2,9		2,82	2,7
<b>1990</b>	2,8		2,67	2,6
<b>1999</b>	2,75	2,6	2,49	2,4
<b>2004</b>	2,7			

Figure 18 *Composition des ménages*

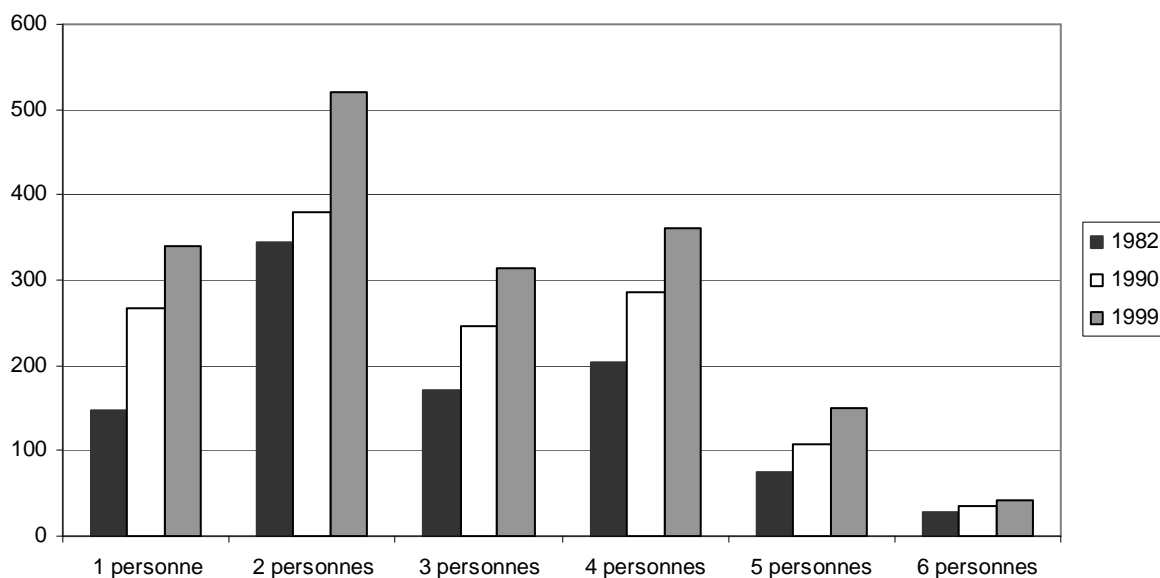


Figure 19 *Évolution de la composition des ménages depuis 1982*

	1982		1990		1999	
1 personne	147	16,9%	268	20,2%	339	19,6%
2 personnes	345	39,6%	380	28,7%	521	30,1%
3 personnes	172	19,8%	247	18,6%	315	18,2%
4 personnes	203	23,3%	286	21,6%	362	20,9%
5 personnes	75	8,6%	107	8%	150	8,6%
6 personnes	28	3,2%	35	2,6%	42	2,4%
<b>Total</b>	870	100%	1323	100%	1729	100%

Sur la période 1982-1999 l'évolution de la taille des ménages suit des courbes similaires. Toutefois le nombre des ménages de 2 personnes, en 1999, est élevé en valeur absolue. Le nombre de ménages de 5 et 6 personnes est faible en valeur absolue. En 1999, la commune dispose d'une majorité de ménages composés de quatre personnes ou moins (89%), ce qui, ajouté à la forte représentation des moins de 60 ans, conduit à appuyer l'hypothèse d'une commune dynamique sur le plan démographique dont le vieillissement est largement compensé par l'apport des jeunes ménages.



## 3.2. Emploi et population active

### 3.2.1. Formation

Figure 20 *Derniers diplômes obtenus (pour les habitants âgés de 15 ans et plus)*

	Saint Martin d'Uriage		Canton de Domène	
	Nombre	En %	Nombre	En %
Aucun diplôme	294	9,0 %	3 393	18,4%
CEP	323	9,9 %	2 520	13,7%
BEPC	217	6,7 %	1 172	6,4%
CAP BEP	526	16,2 %	4 425	24,1%
Bac brevet professionnel	458	14,1 %	2 310	12,6%
BAC+2	502	15,5 %	2 106	11,4%
Diplômes supérieurs	929	28,6 %	2 471	13,4%

De manière générale, les habitants de Saint-Martin d'Uriage ont un niveau d'étude supérieur à celui des habitants des échantillons comparés. Ainsi :

- seulement 9% des habitants n'ont aucun diplôme ;
- 16,2% possèdent un CAP ou BEP ce qui donne une forte proportion de techniciens qualifiés ;
- 58,2% possèdent le baccalauréat, un brevet professionnel ou un diplôme supérieur dont 28,6% ont un diplôme supérieur à BAC+2 ce qui est considérable. A l'échelle de la France métropolitaine ils sont seulement 9,1%.

Figure 21 *Scolarisation de la population*

	SMU		Canton de Domène		Isère	
	Nombre	%des scolarisés dans la population	Nombre	%des scolarisés dans la population %	Nombre	%des scolarisés dans la population
3-6 ans	244	5%	1155	4,4%	43557	4%
7-15 ans	713	15%	3419	13%	132865	12,1%
16-18 ans	201	4,2%	977	3,7%	43887	4%
19-24 ans	191	4%	1014	3,9%	59433	5,4%
25 ans et +	63	1,3%	302	1,15%	17273	1,6%
<b>Total</b>	<b>1412</b>	<b>29,45%</b>	<b>6867</b>	<b>26,3</b>	<b>297015</b>	<b>27,15%</b>

Ce tableau permet de constater :

- pratiquement 30% de la population est scolarisé
- la tranche 7-15 ans est la plus forte en valeur absolue et en pourcentage par rapport aux autres échantillons.

### 3.2.2. Population active et taux d'activité

Figure 22 Évolution de la population active et du taux d'activité des 20-59 ans entre 1990 et 1999

	Population active	Population active ayant un emploi		Taux d'activité 20-59 ans
		Population active ayant un emploi	Travaillant sur la commune	
<b>1982</b>	1143	1074	341	77,3
<b>1990</b>	1716	1619	345	81,6
<b>1999</b>	2354	2184	331	85,7
<b>2004</b>	2546			

	Taux d'activité chez les hommes	Taux d'activité chez les femmes	Taux d'activité (En %)
<b>St Martin d'Uriage</b>	91,1%	80,3%	85,7%
<b>Canton de Domène</b>	91,1%	79%	85,1%

Le taux d'activité des 20-59 ans augmente régulièrement. Le pourcentage d'actifs augmente sensiblement. Il passe de 49,10% en 1999 à 49,87% en 2004.



### 3.2.3. Les catégories socioprofessionnelles

Figure 23 *Répartition de la population selon les catégories socioprofessionnelles*

Population de 15 ans par catégorie socioprofessionnelle								
	Saint-Martin d'Uriage		Canton de Domène		Isère		France	
Catégorie socioprofessionnelle	1999	Évolution 90-99	1999	Évolution 90-99	1999	Évolution 90-99	1999	Évolution 90-99
Agriculteurs exploitants	13	///	60	-46,4 %	6 761	-36,6 %	642 167	-36,6 %
Artisans, commerçants, Chefs d'entreprises	191	-24,2 %	759	-14,5 %	33 346	-10,3 %	1 659 052	-9,0 %
Cadres et professions intellectuelles sup.	764	80,2 %	2 045	94,4 %	65 892	27,2 %	3 165 335	17,5 %
Professions intermédiaires	675	54,8 %	3 116	44,8 %	120 604	23,8 %	5 762 885	22,3 %
Employés	490	36,1 %	3 591	39,8 %	135 895	19,3 %	7 809 091	13,0 %
Ouvriers	234	-8,6 %	2 725	-13,0 %	135 596	-4,2 %	7 061 742	-7,4 %
Retraités	623	36,6 %	3 822	15,4 %	173 601	22,6 %	10 634 443	15,3 %
Autres sans activité professionnelle	793	15,9 %	4 303	-1,4 %	216 497	-0,6 %	11 333 662	-4,6 %
<b>Ensemble</b>	<b>3 783</b>	<b>31,9 %</b>	<b>20 421</b>	<b>16,2 %</b>	<b>888 192</b>	<b>9,4 %</b>	<b>48 068 377</b>	<b>4,8 %</b>

Ce tableau permet d'observer une évolution marquée des catégories socioprofessionnelles depuis vingt ans, ainsi on note :

- une baisse des agriculteurs qui représentent une part de moins en moins importante au sein des catégories socioprofessionnelles ;
- une baisse importante des artisans commerçants (-24,2%)
- une augmentation de plus de 80% de la part des cadres dans la population ;
- une augmentation de plus de 55% de la part des professions intermédiaires ;
- une augmentation de 36% des employés ;
- une diminution de 9% de la part des ouvriers ;
- une augmentation de plus de 37% des retraités.

Ces données recoupent les informations recueillies précédemment et attestent du niveau social élevé des résidents de la commune. Ils exercent majoritairement des professions intellectuelles intermédiaires. Cette évolution se fait au détriment des activités de production.

### 3.2.4. Forme des emplois salariés

Figure 24 *Forme des emplois salariés en 1999*

condition d'emploi	Hommes			Femmes		
	Temps complet	Temps partiel	Total	Temps complet	Temps partiel	Total
Apprenti sous contrat	1	0	1	0	0	0
Placé agence intérim	2	0	2	0	0	0
Emploi aidé	4	5	9	4	3	7
Stagiaire rémunéré	8	0	8	4	8	12
CDD	16	8	24	35	50	85
Titulaire fonction publique	46	4	50	69	22	91
Contrat durée indéterminé	144	8	152	113	99	212
Indépendant	45	1	46	26	20	46
Employeur	48	0	48	26	0	26
Aide familial	0	0	0	1	0	1
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>26</b>	<b>340</b>	<b>278</b>	<b>202</b>	<b>480</b>

Ce tableau permet de constater :

- une disparité hommes/femmes pour les contrats à durée indéterminée; pour ces contrats les temps partiels représentent 5,2% pour les hommes et 45,7% pour les femmes.
- une proportion modérée de titulaires de la fonction publique avec 14,7% de la population active occupée pour les hommes et 18,9% pour les femmes.
- relativement peu d'emplois précaires (CDD, intérim, emploi aidé) : 44 concernent des hommes et 104 des femmes soit respectivement 12,9% et 21,6% des emplois salariés.
- une absence des apprentis.

De façon générale il y a une grande disparité hommes / femmes.

### 3.2.5. Migration journalière

Figure 25 *Évolution de la migration journalière des habitants de Saint-Martin d'Uriage entre 1990 et 1999*

	1999		Évolution 1990 - 1999
	En nombre	En %	
<b>Population active ayant un emploi</b>	2184	100%	+34,9%
<b>Travaillant sur la commune</b>	331	15,1%	-4,2%
<b>Travaillant à l'extérieur</b>	1853	84,8%	+ 45,5%

Figure 26 *Répartition de la migration journalière des travailleurs en 1999*

	Actifs occupés	Travaillant sur la commune	Travaillant dans la même unité urbaine	Travaillant en Isère	Travaillant dans la même région
<b>Nombre de personnes</b>	2184	331	35	1 776	1 819

La part de la population active a augmenté d'environ 35% entre 1990 et 1999. Les actifs travaillant sur la commune ont diminué de 4,2% et ceux qui travaillent à l'extérieur ont progressés de 45% environ.

Les actifs qui travaillent sur la commune ne sont que 15,1%, ce qui se vérifie par l'importance du trafic automobile dans la combe du Sonnant.

81,3% des actifs travaillent en Isère dont 79,5% dans la même zone d'emploi.

### 3.2.6. Chômage

Figure 27 *Évolution du chômage entre 1990 et 1999*

	1999	Évolution 1990 - 1999	2004
<b>Population active</b>	2359	11,9%	2546
<b>Population active à la recherche d'un emploi</b>	170	16,5%	166
<b>Taux de chômage</b>	7,2%	4,3%	6,6%

Le taux de chômage a baissé sur la période 1999-2004 ; il n'est plus que de 6,6%, ce qui est en dessous des valeurs nationales. Le taux d'activité est passé de 73,8% à 74,1% sur la même période.

Figure 28 *Répartition des actifs et des chômeurs par catégorie d'âge en 1999*

	Ensemble des actifs	Part des actifs en%	Part des chômeurs en %
<b>Ensemble</b>	2184	100	
15-24 ans	76	3,5	10%
25-49 ans	1597	73,1	68,8%
50 ans et +	511	23,4	21,1%
<b>Hommes</b>	1192	54,6	42,9%
<b>Femmes</b>	992	45,4	57%

Les femmes représentent presque 60% des chômeurs. Les 25-49 ans composent plus de 70% des actifs mais également pratiquement 70 des chômeurs. Les personnes à la recherche d'un emploi depuis moins d'un an représentent 52,3% des chômeurs. Ils sont 42% à être chômeurs de puis plus d'un an.



### 3.2.7. Les retraités

Figure 29 *Évolution et comparaison du nombre de retraités*

	Saint Martin d'Uriage		
	1982	1990	1999
<b>Nombre</b>	220	456	623
<b>En %</b>	8,7%	12,4%	13%

Sur la période 1982-1999 la commune a connu une augmentation importante des retraités, de plus 403 personnes. En pourcentage cette augmentation est de 4,3%. Cette progression va se poursuivre compte tenu de l'augmentation de l'espérance de vie.

## 3.3. Profil démographique

---

De manière générale, le profil démographique de Saint-Martin d'Uriage comporte les caractéristiques suivantes :

On observe que l'évolution du taux démographique dû au solde migratoire est passé par un maximum pendant la période 1975-1982 et qu'il décroît depuis.

Le taux dû au solde naturel croît après être passé par un minimum sur la période 1968-1975. La variation du taux de natalité de la commune de Saint-Martin d'Uriage montre le dynamisme démographique de la commune.

Le taux de mortalité décroît régulièrement sur la période 1968-1999. Cette décroissance est plus forte que pour les autres références statistiques avec 5 points d'écart. Il est 60% inférieur à celui de la France métropolitaine.

La dernière décennie marque donc croissance modérée de la population communale comparée à la période 1975-1982.

La population étrangère a fortement augmenté particulièrement dans la période 1990-1999. Elle reste de 75% inférieure à celle de l'Isère et de 60% inférieure à celle de la France métropolitaine.

Les femmes sont la catégorie qui a le plus augmenté pour atteindre la parité avec les hommes en 1999.

La population de la commune de Saint Martin d'Uriage est jeune. 86% des femmes et 84% des hommes ont moins de 60 ans.

En valeur absolue, les moins de 20 ans ont vu leur nombre augmenter de 192% en 20 ans. Ils ont pratiquement doublé.

La taille moyenne des ménages de la commune de Saint-Martin d'Uriage diminue régulièrement.

Les habitants de Saint-Martin d'Uriage sont 30% à avoir un niveau d'étude Bac+2 ou supérieur.

Le taux d'activité des 20-59 ans augmente régulièrement. Le pourcentage d'actifs augmente sensiblement. Il passe de 49,10% en 1999 à 49,87% en 2004.

La part de la population active a augmenté d'environ 35% entre 1990 et 1999. Les actifs travaillant sur la commune ont diminué de 4,2% et ceux qui travaillent à l'extérieur ont progressés de 45% environ.

Les actifs exercent majoritairement des professions intellectuelles intermédiaires.

Le taux de chômage a baissé sur la période 1999-2004 il n'est plus que de 6,6% ce qui est en dessous des valeurs nationales. Le taux d'activité est passé de 73,8% à 74,1% sur la même période.

Sur la période 1982-1999 la commune a connu une augmentation importante des retraités, plus 403 personnes. En pourcentage cette augmentation est de 4,3%.

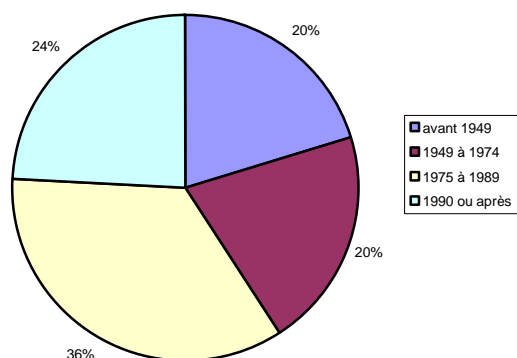
## 4 HABITAT

### 4.1 Le parc de logements

#### 4.1.1. Age du parc de logements

Figure 30 *Age des résidences principales à Saint Martin d'Uriage*

	SMU			Canton de Domène			Isère		
Époque d'achèvement	1999	%	Évolution de 1990 à 1999	1999	%	Évolution de 1990 à 1999	1999	%	Évolution de 1990 à 1999
<b>Total</b>	1 729	100,0 %	30,7 %	9 807	100,0 %	23,3 %	429 047	100,0 %	15,6 %
avant 1949	353	20,4 %	0,9 %	2 458	25,1 %	1,0 %	112 594	26,2 %	2,1 %
1949 à 1974	352	20,4 %	5,1 %	2 598	26,5 %	5,2 %	148 932	34,7 %	2,7%
1975 à 1989	603	34,9 %	-5,5 %	2 969	30,3 %	-2,6 %	115 185	26,8 %	-0,5 %
1990 ou après	421	24,3 %	///	1 782	18,2 %	///	52 336	12,2 %	///



De manière générale, 59,2% du parc de logements de la commune a été construit après 1975. La décennie 1975-1989 compte parmi les plus productives en matières de logements car elle a fourni 35% des logements en 1999. La reprise de la construction s'est particulièrement opérée dans les années 1970. Le dynamisme de la commune s'observe tout particulièrement depuis 1990, lorsqu'on le compare aux autres communes.



En 2004 l'ancienneté d'emménagement dans la résidence principale depuis moins de 5 ans est de 30,9 %. En 2004 l'ancienneté d'emménagement dans la résidence principale depuis moins de 10 ans est de 48%. L'ancienneté moyenne d'emménagement est de 13 ans. Le dynamisme du marché immobilier est là.

#### 4.1.2. Les types d'occupation

*Comparaison et type d'occupation des logements en 1999*  
Figure 31 *Évolution suivant la catégorie des logements*

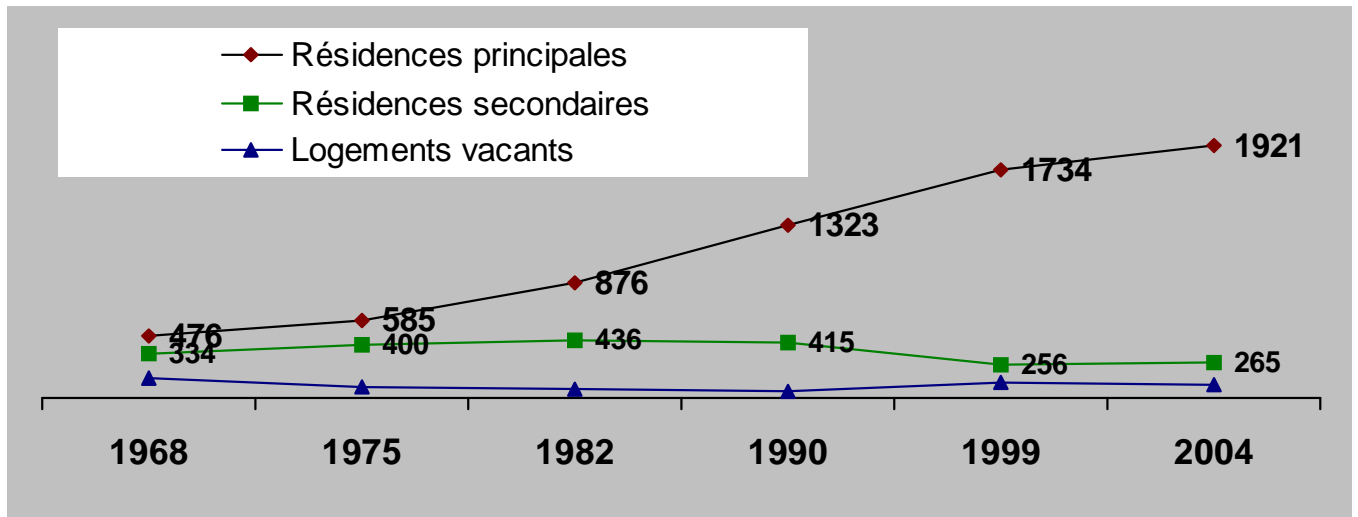


Figure 32 *Le parc de logements sur la CCBB*

COMMUNES	RP	RS	Vacants	Occasionnels
Combe de Lancey	187	17	8	2
Chamrousse	225	1643	20	69
Laval	279	66	26	2
Revel	393	92	13	4
Ste Agnès	168	49	10	3
St Jean	76	10	3	0
St Martin	1729	228	110	23
St Mury	113	30	6	0
Vaulnaveys	1257	69	93	19
Venon	240	12	6	0
<b>Total CCBB</b>	<b>4667</b>	<b>2216</b>	<b>295</b>	<b>122</b>

d'après INSEE

<b>Évolution du nombre de résidences principales</b>					
	1968	1975	1982	1990	1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	<b>476</b>	<b>590</b>	<b>875</b>	<b>1 325</b>	<b>1 734</b>
Canton de Domène	5 018	5 416	6 404	7 957	9 803
Isère	236 447	281 160	323 669	371 185	429 143
France Métropolitaine	15 831 247	17 783 161	19 665 286	21 540 479	23 814 331

Saint Martin d'Uriage dispose majoritairement sur son territoire, 82,7% de résidences principales. Néanmoins, le pourcentage se révèle être inférieur à la moyenne nationale, ainsi qu'aux autres références. Pour le canton de Domène le pourcentage de résidences principales est de 90%. Le corollaire se traduit par un chiffre plus important de résidences secondaires, occasionnelles et de logements vacants.

<b>Évolution du nombre de résidences secondaires</b>					
	1968	1975	1982	1990	1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	<b>334</b>	<b>405</b>	<b>436</b>	<b>415</b>	<b>256</b>
Canton de Domène	678	831	970	853	593
Isère	24 389	33 852	45 921	55 086	52 064
France Métropolitaine	1 232 879	1 686 204	2 267 399	2 818 809	2 909 166

La commune de Saint-Martin d'Uriage compte 10,9 % de résidences secondaires. Pour le canton de Domène ce pourcentage est seulement de 4,8%. La commune conserve encore une part de son attrait pour la villégiature.

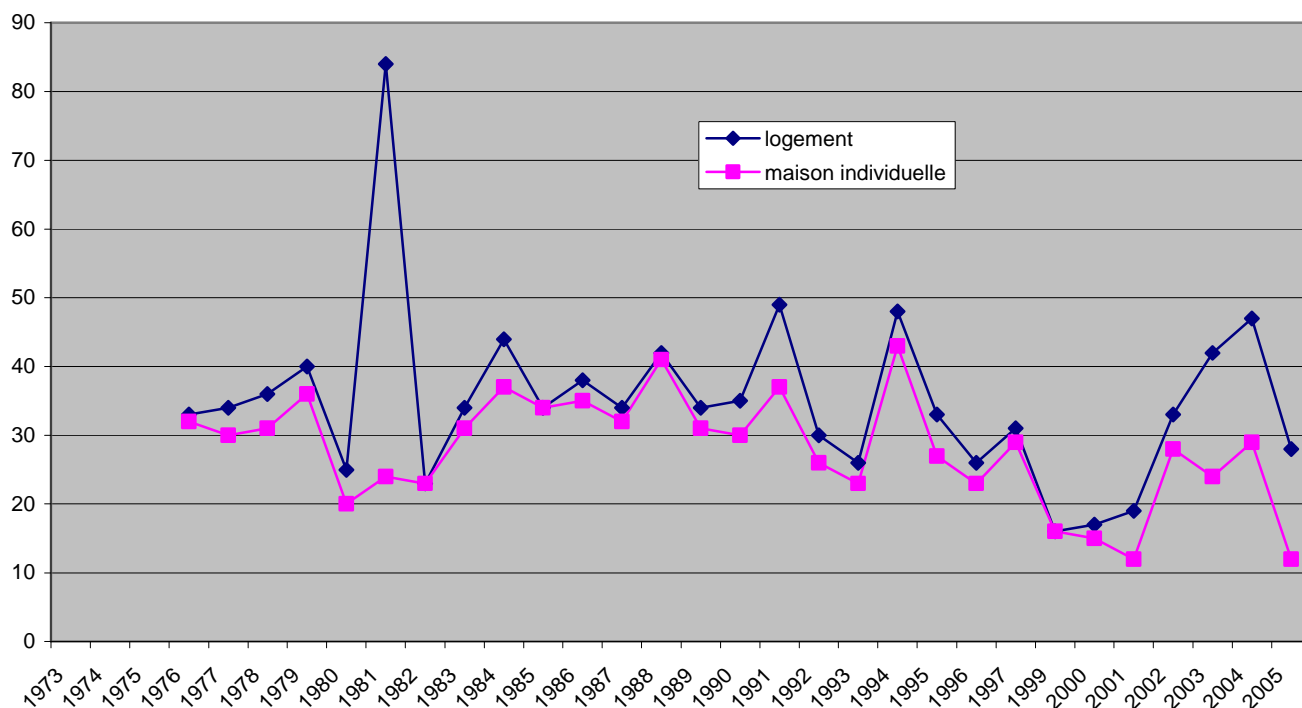
<b>Évolution du nombre des logements vacants</b>					
	1968	1975	1982	1990	1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	<b>155</b>	<b>81</b>	<b>60</b>	<b>57</b>	<b>101</b>
Canton de Domène	574	652	430	450	496
Isère	24 690	24 987	26 925	29 713	27 312
France Métropolitaine	1 197 219	1 608 958	1 784 424	1 879 952	1 968 738

La commune de Saint-Martin d'Uriage compte 5,3 % de logements vacants. Pour le canton de Domène ce pourcentage est seulement de 4,5%. Malgré la pression foncière qui augmente sur l'agglomération le pourcentage de logements vacants est supérieur à celui observé pour le canton de Domène.

<b>Évolution du nombre moyen d'occupants des résidences principales</b>					
	1968	1975	1982	1990	1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>
Canton de Domène	3,2	3,1	2,9	2,8	2,6
Isère	3,2	3,0	2,8	2,7	2,5
France Métropolitaine	3,1	2,9	2,7	2,6	2,4

Le nombre d'occupants des résidences principales diminue régulièrement. Il diminue cependant moins rapidement que dans tous les autres échantillons.

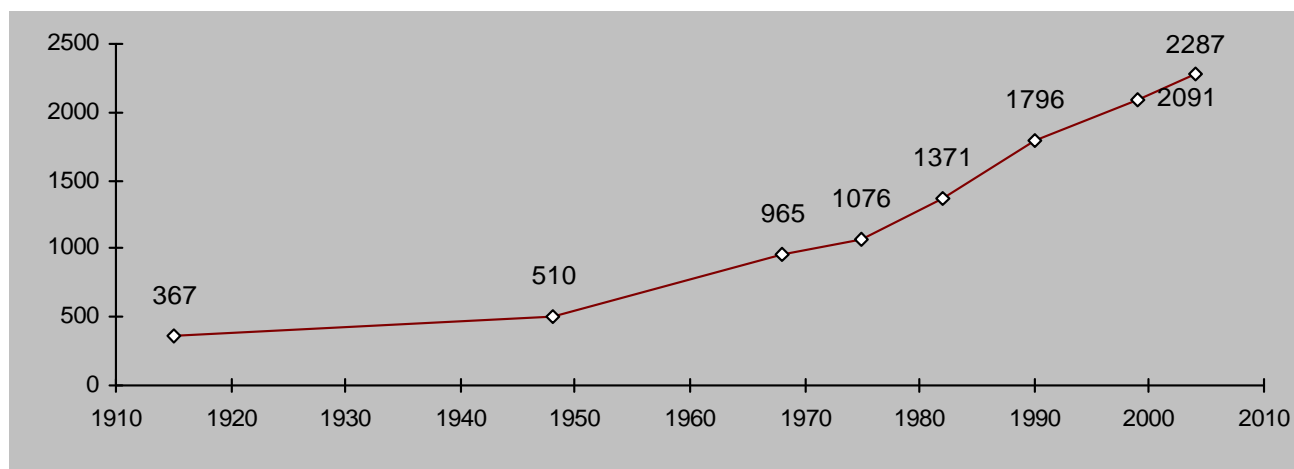
Figure 33 Évolution suivant la nature des logements



D'après données municipales

Évolution du nombre de logements					
	1968	1975	1982	1990	1999
<b>Saint-Martin d'Uriage</b>	<b>965</b>	<b>1 076</b>	<b>1 371</b>	<b>1 796</b>	<b>2 091</b>
Canton de Domène	6 270	6 899	7 804	9 260	10 892
Isère	285 526	339 999	396 515	455 984	508 519
France Métropolitaine	18 261 345	21 078 323	23 717 109	26 239 240	28 692 235

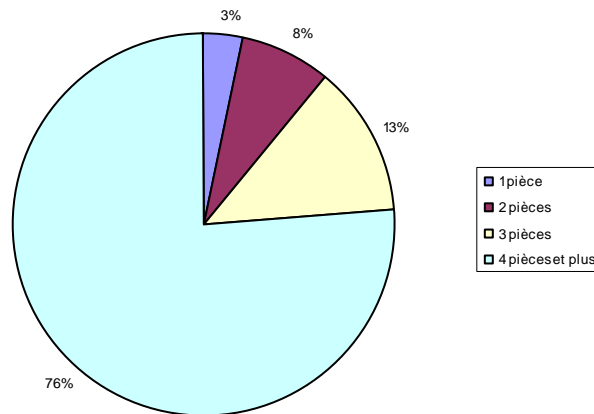
Figure 34 Évolution du nombre de logements





#### 4.1.3. Taille des logements

##### Résidences principales selon le nombre de pièces en 1999



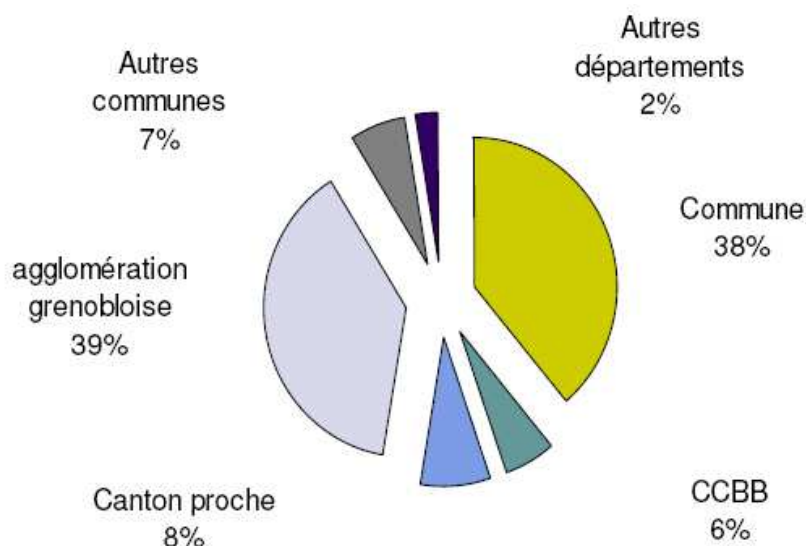
Pour la commune de Saint-Martin d'Uriage les logements des résidences principales de 4 pièces et plus représentent 76% de l'ensemble. Il n'est que 67 % sur le canton, de Domène et de 63% en Isère. A contrario les petits logements sont moins nombreux dans le parc de logements.

Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 4,8. Il était de 4,7 en 1999.

Le nombre moyen de pièces par maison est 5,5. Il est en augmentation de 5.5% sur la période 1999-2004. Le nombre moyen de pièces par appartement reste constant à 2,9.

#### 4.1.4. Origine des demandeurs de permis de construire sur la CCBB

Figure 35 Origine des demandeurs de permis de construire sur la CCBB



Source : H&D conseil

#### 4.1.5. Le statut d'occupation

Figure 36 *Statut d'occupation sur la CCBB*

COMMUNES	Résidences principales	Propriétaires	Locataires HLM + Privé	Logés gratuits	Chambres meublées
Combe de Lancey	187	136 72.7%	34 18.2%	15 8%	2 1%
Chamrousse	225	52 23.1%	118 52.4%	44 19.5%	11 5%
Laval	279	213 76.4%	48 17.2%	11 4%	7 2.5%
Revel	393	334 85%	36 9.2%	18 4.6%	5 1.2%
Ste Agnès	168	130 77.4%	30 17.9%	8 4.8%	0
St Jean	76	64 84.2%	10 13.2%	2 2.6%	0
St Martin	1729	1349 78%	279 16.1%	69 4%	32 1.9%
St Mury	113	74 65.5%	31 27.4%	8 7%	0
Vaulnaveys	1257	847 67.4%	314 25%	66 5.3%	30 2.4%
Venon	240	209 87%	26 10.8%	3 1.25%	2 0.85%
Total CCBB	4667	3408 – 73%	926 – 20.7%	244 – 5.3%	89 – 2%

*Source H&D Conseil INSEE*

Figure 37 *L'offre en locatif*

COMMUNES INSEE 1999	Parc total	Parc HLM Financement public	Parc privé Financement privé
Combe de Lancey	34	2	32
Chamrousse	118	66	52
Laval	48	7	41
Revel	36	5	31
Ste Agnès	30	0	30
St Jean le vieux	10	0	10
St Martin	279	21	258
St Mury	31	2	29
Vaulnaveys	314	3	311
Venon	26	0	26
Total CCBB	926	106	820

*Source : H&D Conseil INSEE*

## 4.2. Les procédures en cours

---

### 4.2.1. Le programme local de l'habitat (PLH)<sup>27</sup>

Sur la base du diagnostic de la situation de l'habitat du secteur, et sur la base des axes retenus dans le cadre du Contrat de Développement Pays Rhône Alpes Grésivaudan, la CCBB (Communauté des communes du Balcon de Belledonne) a retenu les objectifs et les actions qui suivent pour son PLH :

#### 4.2.1.1. Les objectifs

- Développer une offre abordable respectueuse de l'architecture et du paysage
- Le traitement social de l'existant
- Le tourisme.

#### 4.2.1.2. Les orientations

- Produire du foncier à prix abordable
- Produire du logement abordable (locatif, accession)
- Améliorer l'habitat existant, d'occupation modeste ou précaire
- Accompagner les occupants fragilisés confrontés aux difficultés de maintien ou d'accès au logement
- Produire une offre d'hébergement touristique diversifiée et adaptée.

#### 4.2.1.3. Les actions

ACTION 1. Négocier avec les lotisseurs ou constructeurs privés à l'occasion des ouvertures de zones Na ou Au (par exemple cession de foncier, PVR ...).

ACTION 2. Faire participer les acquéreurs privés au financement de la surcharge foncière liée aux opérations de logement.

ACTION 3. Constituer des réserves foncières: Prévoir des emplacements réservés dans les documents d'urbanisme pour réaliser des logements sociaux.

ACTION 4. Saisir les opportunités foncières ou immobilières : Démarcher les vendeurs en diffus. Intervenir sur les DIA dans le cadre du droit de préemption.

ACTION 5. Créer un fonds communautaire pour aider les communes à financer leurs opérations de logement social, et concevoir des formes urbaines préservant le capital architectural et paysager.

ACTION 6. Favoriser, au cas par cas, dans la mesure du possible, des formes urbaines plus denses (individuel groupé, petit collectif, urbanisme en ligne) dans les parties agglomérées, adapter les documents d'urbanisme pour réduire les surfaces minimales de construction dans les parties agglomérées.

ACTION 7. Informer, inciter les propriétaires à réhabiliter le parc vacant ou les friches immobilières par mobilisation des dispositifs financiers et fiscaux existants (PIG loyer intermédiaire, ORAH jeunes, ANAH handicap, label Grand Axe, PIG loyer conventionné, PST)

---

<sup>27</sup>

Étude PLH – CCBB Avril 2006

2° Partie – Les Objectifs Orientation et Actions retenus pour le PLH et les besoins en Logements.



ACTION 8. Loger les travailleurs saisonniers en relation avec l'économie thermique et touristique

ACTION 9. Informer, négocier avec les investisseurs ou maîtres d'ouvrages privés sur les opérations de construction (action en cohérence avec la préemption ou le PC),

ACTION 10. Informer les candidats à la construction pour la mobilisation du PTZ

ACTION 11. Atténuer les représentations liées au logement social, auprès des équipes municipales (intervention en conseils municipaux, visite d'expérience de construction ou de réhabilitation de logements sociaux) et auprès de la population (plaquette de communication : PLH objectifs et actions, journées de sensibilisation).

ACTION 12. Aider au montage d'opérations locatives ou mixtes (accession sociale, locatif social, location-accession).

ACTION 13. Caler l'intervention des collecteurs du 1% logement.

ACTION 14. Gestion adaptée des logements communaux : bailleur public ou SIRES (Service Immobilier Rural et Social).

ACTION 15. Sensibiliser les candidats à la construction aux matériaux et aux énergies renouvelables (bois/ solaire) dans l'habitat (cf. normes HQE et charte architecturale)

ACTION 16. Aider les propriétaires et les communes à améliorer les logements existants précaires, insalubres, indécents, ou qui ne sont pas aux normes minimales d'habitabilité : locatifs privés, logements occupés par leur propriétaire, logements communaux Informer, mettre en œuvre les dispositifs existants (subventions, prêts, avantages fiscaux); Etudier l'intérêt et la possibilité de compléter les aides classiques pour les rendre plus incitatives et ciblées.

ACTION 17. Informer les propriétaires bailleurs et les locataires sur leurs droits et obligations.

ACTION 18. Connaître la demande sociale et identifier la demande très sociale.

ACTION 19. Répondre aux demandes spécifiques à caractère social: assurer l'accueil de familles (taille) en logement d'urgence (quelques nuits), ou temporaire ou transitoire (quelques mois).

ACTION 20. Informer les propriétaires qui souhaitent créer ou améliorer des gîtes ou des meublés (Faisabilité gîtes de France ou Clévacances).

ACTION 21. Améliorer le confort du parc thermal ou touristique existant.

## 4.2.2. Les besoins en logements

L'étude qui a conduit à l'établissement du PLH de la CCBB fait apparaître un besoin en logements, notamment en matière de production locative.

### 4.2.2.1. Les résidences principales :

Comparatif hypothèse d'évolution et hypothèse Schéma Directeur en résidences principales

- Nombre de logements projetés sur 99 – 2012 (hypothèse probable) : 887 RP soit 68.23 par an.
- Nombre de logements projetés sur 99 – 2020 (Schéma Directeur sur les balcons de Belledonne) : 1200 RP soit 60 par an.

L'hypothèse probable se place donc au dessus de celle retenue par le schéma directeur pour la première période décennale. Toutefois, il est cohérent de penser que le ralentissement observé depuis 1999 qui se confirme sur la période 1999-2004 va continuer et faire encore baisser les rythmes de construction. Coller au final à l'hypothèse Schéma Directeur donnerait un rythme moyen de 46,7 logements par an pour la deuxième période décennale, ce qui reste plausible eut égard aux contraintes liées à l'urbanisation.

### 4.2.2.2. Les logements locatifs :

Figure 38 Objectifs locatifs selon l'hypothèse retenue d'évolution 2012

Production locative	1990		1999		Objectif 2012 sur hypothèse retenue
Parc Locatif Total et proportion de locatif par rapport aux Résidences Principales	826	22.13%	1015	21.75%	1327 (+312)
Dont locatif Privé	657	17.6%	820 (+163)	17.57%	1026 (+206)
Dont Locatif Public	55	1.47%	106 (+21)	2.27%	246 (+140)
Dont meublés hôtels	114		89		55 (-34)

L'objectif retenu se situe entre 22 et 25% des résidences principales afin de prendre en compte les besoins importants en logements locatifs qui restent à satisfaire, et le fait que le locatif public est actuellement très nettement sous représenté, ce qui fait de sa production une action prioritaire.

22% de locatifs est un objectif minimum de maintien de ce type de logements.

25% de locatifs est un objectif de redressement par un développement volontariste du locatif public.

L'objectif de l'habitat locatif social retenu pour 2012 se situe à 23,9 % des résidences principales et propose la configuration suivante sur les 6 prochaines années :

- Le parc privé se placerait à 18.4 % des RP (1026 logements), en légère progression,
- Le parc public à 4,43% des RP (246 logements), soit un doublement,
- Les résidents en meublés et hôtels à 1 % des RP (55 logements), soit en régression.

Figure 39 *Répartition détaillée de réalisation par commune*

PROGRAMME LOCATIF PUBLIC TERRITORIALISE CORRESPONDANT								
	Evalua n Pop 2012	Evalua n Résidenc es Principale s 2012	Evalua n du nombre d'occu- pation par logement en 2012	Parc locatif privé 1999	Parc locatif public 1999	Parc locatif public à produire entre 1999 et 2012 selon hypothèse probable	Parc locatif public réalisé entre 1999 et 2006	Reste à produire sur 2006-2012
Combe de lancey	720	260	2.77	32 (17%)	2	5	0	5
Laval	932	332	2.82	41 (14.7%)	13	12	0	12
Revel	1380	480	2.89	31 (7.9%)	7	12	0	12
Ste Agnès	520	197	2.65	30 (17.9%)	0	5	0	5
St Jean le vieux	236	87	2.71	10 (13.2%)	0	2	0	2
St Martin d'Uriage	5610	2083	2.70	258 (14.9%)	6	47	6	41
St Mury	410	152	2.71	29 (25.6%)	2	5	0	5
Vaulnaveys le haut	3640	1451	2.52	311 (24.7%)	0	35	0	35
Venon	745	272	2.75	26 (10.8%)	0	7	0	7
Chamrousse	580	238	2.45	52 (11.5%)	76	10	6	4
<b>CCBB</b>	<b>14775</b>	<b>5554</b>	<b>2.66</b>	<b>820</b>	<b>106</b>	<b>140</b>	<b>12</b>	<b>128</b>
				Sur 4667 = 17.6%	4,43%			

#### 4.2.2.3. Programme d'habitat locatif privé à loyers maîtrisés

L'hypothèse probable prévoit une progression du locatif privé relativement marquée de 189 à 206 unités d'ici à 2012 ; le niveau du marché locatif actuel permet d'envisager que les propriétaires ou investisseurs seront tentés de pratiquer des niveaux de loyers élevés ; seule une intervention de la CCBB permettra qu'une part de cette production se fasse en loyers maîtrisés abordables pour des ménages locaux ou des salariés venant actuellement de l'extérieur souhaitant se loger sur place.

C'est la procédure habitat choisie (PIG Cohésion Sociale, OPAH..) qui établira, pour l'ensemble des communes, les objectifs en logements locatifs privés à mettre en marché et la programmation des aides sur travaux (ANAH) dédiées aux propriétaires.

Cet objectif de 47 logements locatifs publics est considéré par la commune comme un minimum. Il est inscrit dans le PLU de différentes manières :

- Traduction dans le PADD
- Traduction dans les orientations d'aménagement
- Traduction dans le règlement écrit.
- Traduction dans le règlement graphique
- Mise en place de dispositifs spécifiques par
- L'application du droit de préemption urbain (D.P.U.)
- L'application de l'article L. 127-1 et L.127-2 du Code de l'urbanisme.



## 5. EQUIPEMENTS, SERVICES PUBLICS, ASSOCIATIONS

### 5.1. Les services municipaux

---

#### 5.1.1. Les services administratifs et techniques

Le développement des services municipaux a accompagné celui de la commune et le bâtiment de la mairie, qui se situe en plein cœur du village, n'abrite qu'une partie des services municipaux qui sont répartis sur plusieurs sites.

- **Dans le bâtiment de la mairie se trouvent :**

- la salle du conseil et des mariages, le bureau du maire
- la direction des services
- les services administratifs
  - Accueil, information, état civil, relations avec les écoles
  - Communication, secrétariat du maire
  - Ressources humaines
  - Comptabilité, marchés publics, achats
- la direction du CCAS
- la police municipale
- la partie administrative des services techniques
  - Direction du service (directeur et assistante)
  - Urbanisme et environnement
  - Eau et assainissement
  - Sécurité et gestion des risques

- **La partie opérationnelle des services techniques est composée de :**

- un service Espaces verts dont la particularité est d'avoir mis en place une gestion raisonnée de l'environnement
- un service de voirie qui assure la maintenance, la viabilité hivernale, la propreté urbaine et quelques travaux d'aménagements ainsi que la participation aux manifestations en extérieur
- un service de collecte des déchets ménagers et une déchèterie
- un service bâtiments qui assure la maintenance préventive et curative des bâtiments, l'organisation des manifestations en salle et de petites réalisations.

Ces services, répartis en plusieurs sites, gagneraient en économie de temps et de moyens mais aussi en cohésion à être regroupés en un centre technique commun pour lequel un emplacement réservé figure dans le présent PLU.

### 5.2. Les équipements scolaires

---

#### 5.2.1. Les écoles maternelles et primaires

##### 5.2.1.1. Les écoles publiques

La croissance des effectifs des écoles publiques est à l'image de la croissance générale de la commune.

L'effectif cumulé des écoles maternelles et primaires est passé de 305 en 1986-87 (4 classes de maternelle, 7 classes de primaire) à 542 en 1996 (7 classes de maternelle, 13 classes de primaire), soit un taux d'augmentation de 75% environ en 10 ans.

L'important groupe scolaire de la Richardière (l'un des plus gros du département) a été complété par le nouveau groupe du Pinet (ouverture en 1998), pour mieux répartir les élèves dans le territoire de la commune.

L'effectif cumulé, en 1998, atteint 592 élèves. Depuis cette date, les effectifs sont relativement stables. A la rentrée 2006, les effectifs cumulés sont de 597 enfants.

Les effectifs augmentent d'environ 3% par an, sur les dernières rentrées 2005 et 2006.

Effectifs scolaires des écoles publiques

**ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE DE PINET**

Sections	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
PS	16	18	15	18	17	12	28	16
MS	11	16	17	13	20	16	17	27
GS	27	12	19	15	12	18	17	18
CP	17	29	14	17	17	17	19	17
CE1	30	17	28	13	15	16	17	23
CE2	15	28	14	31	13	15	15	17
CM1	18	17	25	13	27	16	13	17
CM2	14	20	11	25	16	23	16	11
Total / année scolaire	148	157	143	145	137	133	142	146

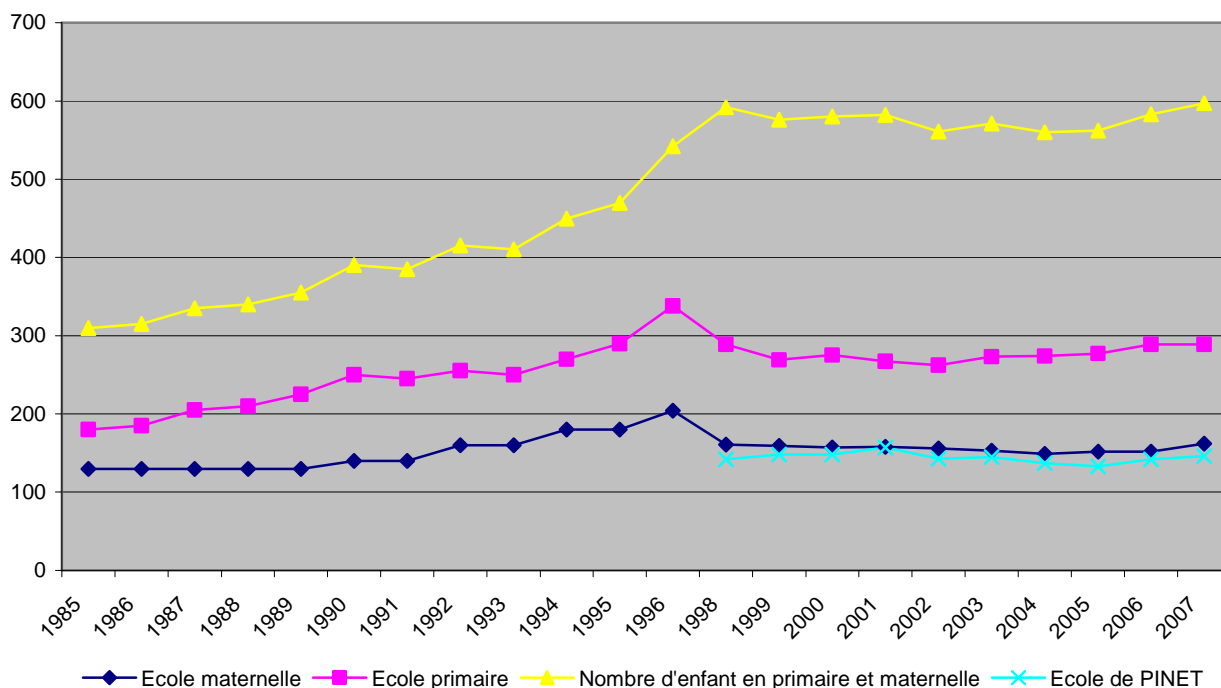
**ECOLE PRIMAIRE DES PETITES MAISONS**

Sections	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
CE2	56	42	65	43	59	55	62	60
CM1	61	54	41	68	42	64	55	63
CM2	62	58	53	43	65	43	63	63
Total / année scolaire	179	154	159	154	166	162	180	186

**ECOLE MATERNELLE DES PETITES MAISONS**

Sections	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
GS	48	60	55	49	58	49	49	57
Total / année scolaire	48	60	55	49	58	49	49	57

Figure 40 Évolution des effectifs scolaires des écoles publiques



#### 5.2.1.2. L'école privée

L'école privée Notre Dame accueille pour sa part en 1996 120 élèves en maternelle et primaire (contre 100 en 1986-87, dont 68 originaires de la commune). En 1998, elle compte 130 élèves. En 1999 ces effectifs restent inchangés. A la rentrée 2006 les effectifs sont de 123 élèves.

### ECOLE NOTRE-DAME

#### ENFANTS DE ST MARTIN D'URIAGE

Sections	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
TPS	7	7	7	2	1	3	3	0
PS	7	13	7	10	6	10	7	15
MS	10	7	11	8	12	7	11	8
GS	9	8	8	5	8	13	8	18
CP	15	13	10	14	9	8	10	18
CE1	10	14	6	8	12	8	10	15
CE2	10	9	14	11	11	10	9	15
CM1	9	11	10	7	8	10	11	17
CM2	8	5	11	16	16	8	9	17
<b>TOTAL</b>	<b>85</b>	<b>87</b>	<b>84</b>	<b>81</b>	<b>83</b>	<b>77</b>	<b>78</b>	<b>123</b>



La proportion des élèves originaires de communes extérieures à Saint Martin d'Uriage est d'environ 35%.

**\*\*ENFANTS ORIGINAIRES DE COMMUNES EXTERIEURES A ST MARTIN D'URIAGE**

Sections	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
TPS	5	2	5	2	1	1	1	Répartition non communiquée à ce jour
PS	4	9	2	5	7	4	2	
MS	6	5	6	2	4	6	5	
GS	6	6	2	5	2	3	7	
CP	6	7	7	3	7	3	4	
CE1	0	5	9	7	5	6	3	
CE2	10	1	4	7	7	4	8	
CM1	5	7	1	4	7	4	8	
CM2	4	3	6	1	4	5	5	
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>45</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>44</b>	<b>36</b>	<b>43</b>	<b>0</b>

<b>Total année scolaire</b>	<b>131</b>	<b>132</b>	<b>126</b>	<b>117</b>	<b>127</b>	<b>113</b>	<b>121</b>	<b>123</b>
-----------------------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

*D'après source municipale*

### 5.2.2. Le collège et le lycée de rattachement

Dans la carte scolaire, le collège de rattachement est celui de Gières, le collège Chamandier. Pour le lycée, Saint Martin d'Uriage est rattaché à l'établissement Pablo Neruda.

En 1998, 30 élèves sont rentrés au collège Chamandier à Gières, 15 élèves sont rentrés au collège Édouard Vaillant à St Martin d'Hères, et certains poursuivent leur scolarité dans le collège privé Don Bosco à Gières. En 1999 le nombre total de collégiens est de 324.

### 5.2.3. La restauration scolaire

Un service de restauration scolaire assure près de 400 repas par jour qui sont servis sur place dans les deux restaurants des Petites Maisons et de maternelle, ou livrés à l'école de Pinet.

## 5.3. Les services sociaux : le CCAS

Le CCAS est un établissement public indépendant avec un conseil d'administration composé à parité d'élus et de non-élus et présidé par le maire. Il dispose d'un budget spécifique alimenté en grande partie par le budget communal mais aussi par diverses subventions. Pour des raisons d'économie d'échelle la gestion des agents du CCAS est assurée par le service des ressources humaines.

Le personnel du CCAS est placé sous la responsabilité d'une directrice qui a le double rôle d'accueillir et de soutenir les personnes en difficultés (aide aux familles, emploi) et celui de

coordonner dans un souci de cohérence générale l'action menée par les différents secteurs du CCAS.

### **5.3.1. Secteur petite enfance<sup>28</sup>**

#### **5.1.3.1. Les structures d'accueil**

Ce sont les multi accueils d'Uriage et de Pinet, le jardin d'enfants éducatif, une crèche familiale, et un réseau d'assistantes maternelles ainsi que l'accueil périscolaire maternel.

Tout le secteur de la petite enfance est à l'origine associatif et a progressé de la manière suivante :

- Novembre 1997 : signature du 1<sup>er</sup> contrat d'objectifs et de cofinancement, entre la Caisse d'allocations familiales de Grenoble et la commune de Saint Martin d'Uriage.
- Septembre 1998 : mise en place d'un second lieu d'accueil périscolaire avec l'ouverture de l'école de Pinet.
- Novembre 1998 création d'une ludothèque associative « la Ludosphère » ; création du centre de loisirs maternel (30 places) et primaire (50 places) situé dans les locaux de l'école de Pinet.
- Janvier 1999 : ouverture d'une halte garderie de 12 places au Pinet d'Uriage.
- Novembre 2000 : ouverture d'une salle destinée à l'accueil périscolaire au sein de la maternelle du bourg « les petites maisons ».
- Février 2001 : augmentation du nombre de places d'accueil proposées au centre de loisirs maternel pour les 3/6 ans (passage de 30 à 40).
- Septembre 2003 : ouverture du jardin d'enfants éducatif (15 places), structure d'accueil passerelle destinée aux enfants de 2 à 3 ans.
- Juillet 2004 : aménagement du multi-accueil dans les locaux de la maison de l'enfance à Uriage.
- Septembre 2004 : augmentation de la capacité d'accueil à Uriage, passage de 30 à 40 places.
- Décembre 2004 : signature d'un nouveau contrat enfance entre la Caisse d'allocations familiales de Grenoble et la commune de Saint Martin d'Uriage.
- 2005 : création d'un relais d'assistantes maternelles au sein de la maison de l'enfance en association avec la commune de Vaulnaveys-le-Haut.

#### **5.1.3.2. La Ludothèque**

Cet équipement est géré par l'association « La Ludosphère » qui organise des animations tous les mercredis à 15h30 en période scolaire et propose à ses adhérents des jeux sur place ou à emprunter lors des permanences. Elle propose également une activité informatique (à partir de 6 ans) le samedi de 14h00 à 16h00.

### **5.3.2. Secteur jeunesse**

Dans le cadre d'un contrat temps libre signé avec la caisse d'allocations familiales le CCAS développe des actions pour lesquelles il fait appel à des prestataires extérieurs (ACLG, UFCA) pour la mise à disposition de personnel.

---

<sup>28</sup>

Journal d'information communal des villages de Saint Martin D'Uriage n° 72 hiver 2005.

#### 5.3.2.1. Le Centre de Loisirs de Pinet d'Uriage

La Mairie de Saint Martin d'Uriage, en collaboration avec l'ACL (Association des Centres de Loisirs) organise le Centre de Loisirs de Pinet d'Uriage (dans les locaux de l'école de Pinet). Ce centre permet, en 2007, l'accueil d'enfants de 3 à 14 ans pendant les vacances scolaires (sauf Noël)

à la journée de 8h00 à 18h00,

à la ½ journée sans repas de 8h00 à 12h00 ou de 13h30 à 18h00,

à la ½ journée avec repas de 8h00 à 13h30 ou de 11h30 à 18h00,

Un transport en autocar avec prise en charge sur différents lieux d'accueil est mis en place à certaines dates le matin et le soir (se renseigner auprès de la directrice).

Des activités variées et thématiques permettent aux enfants de choisir et vivre pleinement leur journée (des jeux de plein air, des activités de création manuelle, des temps de repos - contes, sieste pour les plus petits, sorties/visites extérieures).

Les enfants ont le choix d'une option lors de l'inscription. Ce sont des stages sportifs ou artistiques dont les places sont limitées.

#### 5.3.2.2. Le PIAJ

Le PIAJ (Point Information Accueil Jeunesse) : est un lieu d'écoute et d'échange entre jeunes. Ce local, situé dans le domaine de Richardière, est un espace pour élaborer et concrétiser des projets individuels ou collectifs. Tous les sujets de préoccupation peuvent y être abordés (santé, scolarité, loisirs...).

#### 5.3.3. **Secteur personnes âgées** <sup>29</sup>

Un équipement de 25 logements aux personnes seules ou couples, situé en plein centre du village permet d'accueillir des personnes valides et autonomes auxquelles sont proposées, si elles le souhaitent, des activités d'animation.

Ce Foyer Logement pour Personnes Âgées est également le siège de l'accueil social des personnes âgées (dossiers APA) en liaison avec la direction du CCAS.

Des associations collaborent aux actions en faveur des personnes âgées : le centre de loisirs et l'ADMR.

Pour les personnes dépendantes, la commune par le biais de l'intercommunalité dispose de quelques places dans un établissement médicalisé.

### 5.4. **Les équipements culturels : le Belvédère**



Le centre socioculturel du Belvédère est situé dans le Bourg au rond point de la piscine.

Il propose tout au long de l'année une programmation culturelle pour tous les publics. Il dispose d'une salle de spectacles de 92 places (salle de l'Oursière), de plusieurs salles d'expositions et de deux salles de réunions.

Cinéma, théâtre, spectacle jeune public, contes, jazz, musique de chambre... et expositions nourries de visites guidées,

<sup>29</sup>

Journal d'information communal des villages de Saint Martin D'Uriage n° 90 printemps 2007



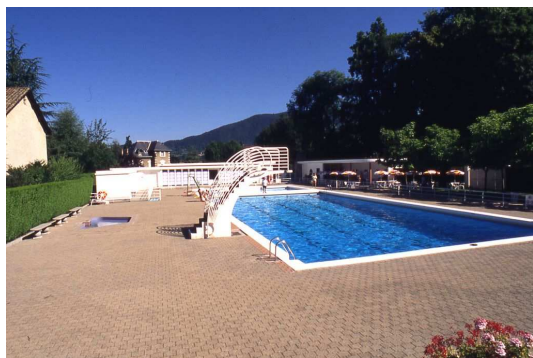
conférences et accueils scolaires sont organisées avec une fréquence et une fréquentation qui augmentent régulièrement.

Le Belvédère abrite également **la bibliothèque** de Saint Martin d'Uriage.

L'ancienne école de filles du Bourg abrite **l'école de musique intercommunale d'Uriage** (EMIU).

## 5.5. Les équipements sportifs et de loisirs

Les équipements communaux correspondent aux besoins recensés sur la commune. Ils ont fait dans les années précédentes l'objet d'une mise à niveau par la réfection de certains et la réalisation de nouveaux.



La commune est dotée d'une **piscine** depuis 1950. Elle ouvre en période estivale. Des investissements lourds sont nécessaires pour la maintenir aux normes. Des cycles sont réservés pour les scolaires.



**La salle polyvalente de Richardière** (sportive et festive) a fait l'objet d'une rénovation et d'une extension en 2000.

**Le boulodrome** a été mis aux normes de sécurité il est situé à côté de la salle de la Richardière.

Dans l'ancienne ferme du Château d'Uriage plusieurs petites salles permettent d'exercer d'autres activités.

Il est à noter également **que la salle d'évolution de l'Ecole de Pinet** est utilisée en dehors des heures d'école par des activités associatives.



**Un gymnase** et **une aire de sport** en gazon synthétique sont venus compléter ces équipements.

Pour **le tennis**, des terrains sont disponibles dans le Bourg.

Dans le parc d'Uriage les terrains en terre battue participent à l'image de marque de la station d'Uriage.

## 5.6. Les cimetières

---

La commune dispose de 4 cimetières répartis sur son territoire.

Saint Martin le bourg, Saint Nizier, Pinet et Villeneuve.

Pour répondre aux futures demandes, la commune a inscrit plusieurs emplacements réservés pour agrandissement et aménagement des abords de ces équipements.

## 5.7. Les services administratifs publics décentralisés

---

### 5.7.1. Sécurité

#### 5.7.1.1. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours

Depuis la loi du 3 mai 1996 la protection et la lutte contre les incendies est une compétence départementale assurée par un établissement public, le SDIS, dont dépendent les sapeurs pompiers, qu'ils soient professionnels ou volontaires.

Ce service, géré par un conseil d'administration composé d'élus du département et des communes, est dirigé par un officier supérieur. Dans l'Isère quatre groupements territoriaux assurent le lien entre l'état-major et les différents centres de secours.

Les missions de ce service s'étendent à :

- la prévention et l'évaluation des risques qu'ils soient naturels ou technologiques,
- la protection des personnes et de l'environnement,
- les secours d'urgence aux victimes d'accident (domestique, de la route.) de sinistre...

Localement, la mise en commun des moyens matériels et humains qui s'est engagée par le regroupement des centres de Vaulnaveys-le-Haut et Vaulnaveys-le-Bas s'est poursuivie par le rattachement des sapeurs pompiers de Saint-Martin d'Uriage au centre de secours « Les Vaulnaveys » qui compte désormais une soixantaine de sapeurs pompiers volontaires.

Ce centre de secours dont les effectifs et l'activité ont beaucoup augmenté sera doté d'une nouvelle caserne dont l'emplacement reste à définir.

#### 5.7.1.2. Gendarmes et Police municipale<sup>30</sup>

La commune est placée en zone « gendarmerie » et dépend de la communauté de brigades de Gendarmerie de Domène / Villard-Bonnot. Les gendarmes assurent la sécurité publique et routière et ont le pouvoir de conduire des enquêtes.

Du fait de l'étendue du territoire que les gendarmes ont à surveiller et donc des délais nécessaires pour intervenir, la commune a mis en place, depuis 1982, une police municipale. Formée d'un seul agent en 1987 elle en compte aujourd'hui cinq. La police municipale travaille toute l'année en étroite partenariat avec la communauté de brigades dans le cadre d'une convention de coordination. C'est dire qu'à côté du service de proximité qu'elle assure auprès des habitants elle est appelée à venir en appui des gendarmes lors de différentes missions concernant le territoire communal.

---

<sup>30</sup> Journal d'information communal des villages de Saint Martin D'Uriage n° 90 Printemps 2007

## 5.8. Les services de santé

---

### 5.8.1. La Gériatrie

Des évaluations de besoins au niveau intercommunal réalisées par questionnaires, par rencontres avec les partenaires, les médecins et les infirmières ont permis de mettre en évidence trois thèmes majeurs : une demande de portage de repas à domicile, la présence d'un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et un besoin de places en établissements médicalisés.

Ces 3 points ont été traités de la manière suivante :

- **Le portage de repas** a été mis en place avec un prestataire établi sur Saint-Martin d'Uriage qui assurait la production et le transport. Le peu de repas sur la partie comprise entre Laval et Revel et surtout le temps et le coût d'un portage venant de Saint Martin d'Uriage (il faut une heure et demi de temps de transport) a fait arrêter l'expérience, mais le besoin existe encore.
- **Le SSIAD**: un dossier CROSMS présenté par l'ADMR en 2004 a échoué au motif que le SSIAD de l'ADPA installé à Gières, couvre le secteur. Or, ce dernier, avec ses 27 places pour couvrir la rive gauche, la rive droite du Grésivaudan (dont La Tronche, Meylan jusqu'à Crolles) et le Sappey, ne peut pas assurer techniquement parlant, une telle couverture. Les extensions de capacités, les redécoupages envisagés sur la Vallée du Grésivaudan sont des points importants mais la logique géographique citée précédemment risque à nouveau de laisser les personnes âgées du Balcon de Belledonne, dans un déséquilibre de prise en charge par rapport aux personnes habitant dans les vallées.
- **Le besoin en hébergement** : la Communauté de Communes a 2 places réservées à l'EHPAD de Froges et des priorités d'entrée dans l'USLD de Saint Martin d'Hères ainsi que pour le futur EHPAD d'Eybens par adhésion au SYMAGE (Syndicat mixte d'actions gériatriques). Certaines personnes sont également acceptées dans le LFPA de Domène, sans condition. Pour autant, le problème d'hébergement n'est pas réglé et les délais d'attente sont trop longs, obligeant les personnes à partir loin, ou à vivre à domicile dans des conditions de précarité. Par ailleurs, on observe une forte demande de rapprochements familiaux souvent ignorés et sous estimés dans l'appréciation des besoins. Devant ces constats, la Communauté a souhaité approfondir l'appréciation des besoins.

L'étude engagée va permettre :

- d'effectuer un état des lieux ;
- d'évaluer les besoins et les attentes des personnes âgées sur le territoire de la Communauté de Communes en termes qualitatifs et quantitatifs ;
- de définir un plan d'actions et d'en préciser le mode opératoire méthodologique : fonctionnement, gestion, coordination dans un souci de cohérence de territoire et d'implication des acteurs ;
- d'accompagner la mise en place des actions en assurant un suivi et une évaluation.

### 5.8.2. Les acteurs locaux

#### L'Hôpital rhumatologique

1750, route d'Uriage

e-mail:hopitalrhumatologique@wanadoo.fr



### **Les médecins**

Dr Mme BOURGEOIS CLAVIER

Dermatologie, Maladies de la peau et du cuir chevelu

*276, allée du Jeune Bayard*

Dr CLAVIER

Voies respiratoires, O.R.L.

*276, allée du Jeune Bayard*

Dr Mme JUVANON

Voies respiratoires, O.R.L.

*48, sentier du Tourniquet*

Dr Mme PHEULPIN

Médecine thermique

*136, avenue des Thermes*

Dr REBUFFET

Rhumatologie

*220, place Déesse Hygie*

Dr RIBAUD

Voies respiratoires, O.R.L.,

Médecine du sport et thermique

*75, place Déesse Hygie*

Dr ROSE-PICOT Christine

Médecine générale

*Résidence Sainte Anne*

Dr SCHWEITZER

Médecine générale et thermique

*27, impasse des Feuillantines*

Médecine thermique, vertébrothérapie

*272, allée du Jeune Bayard*

## **5.9. Le Tourisme**

---

### **5.9.1. L'OTTU Office Thermal et Touristique d'Uriage**

Pendant des décennies, les actions en faveur du tourisme sont restées le fait de bénévoles. Le syndicat d'initiative d'Uriage-les-Bains est fondé par des bénévoles en 1911. Pour mener ses missions, il s'est affilié au Club alpin français et au Touring-Club de France. Le syndicat d'initiative d'Uriage-les-Bains et le comité d'initiative de Saint Martin d'Uriage sont à l'origine de la création de la route d'accès à Chamrousse. La compétence « tourisme » a été attribuée assez récemment aux collectivités locales (loi du 23 décembre 1992). Le 15 janvier 1990, le syndicat d'initiative d'Uriage-les-Bains s'est prononcé pour la modification de ses statuts et pour le changement de dénomination. L'OTTU est passée en gestion associative loi 1901. Elle est installée dans le Palais de la Source.

Les missions de l'OTTU sont l'accueil et l'information, la promotion et l'animation de la station d'Uriage.

#### **5.9.1.1. Accueil et information**

C'est la mission essentielle de l'office. Ce travail prend une importance primordiale dans la mesure où la clientèle curiste réside vingt et un jours dans la station et qu'il est impératif de lui fournir de nombreuses informations, qu'elles soient d'ordre pratique, touristique, qu'elles concernent la localité les sites ou les événements environnants. Une importante documentation est mise à la disposition du public. La première demande concerne l'hébergement. L'OTTU édite en 5000 exemplaires chaque année le guide qui recense toute l'offre d'hébergement : soixante-dix meublés, sept hôtels, une résidence de tourisme, trois

campings... et gère les disponibilités. Ces meublés font l'objet d'un classement par les services préfectoraux.

#### 5.9.1.2. La promotion

La station d'Uriage avec ses trois indications (rhumatologie, dermatologie, ORL) conforte ses chiffres de fréquentation avec une forte progression des curistes qui suivent des traitements adaptés à une double pathologie.

Si l'on précise que sur le total des curistes qui fréquentent la station, 60% viennent de l'agglomération grenobloise et ne résident donc pas dans à Uriage, on mesure tout l'enjeu de la promotion à faire à côté du produit thermal.

La randonnée, la destination de la moyenne montagne à proximité d'une grande ville, sont avec le golf, le casino, le tennis, les fermes ouvertes, les atouts à valoriser et l'office de tourisme s'efforce de promouvoir Uriage par des salons touristiques grand public à Paris, Lille, Colmar, Nantes et Lyon, par ses publications : plaquettes, cartes de randonnée ou encore par ses animations qui, par la communication qu'elles engendrent sont des vecteurs de promotion et d'image au niveau régional.

#### 5.9.1.3. L'animation

Avec environ deux heures de soins par jour, la population curiste est demandeuse de distraction, comme le sont les grenoblois, qui investissent la station et son parc le temps d'un après-midi ensoleillé ou d'un week-end. L'OTTU peut être concepteur et créateur ou bien coorganisateur de manifestations.

## 5.10. La vie associative

---

### 5.10.1. Les associations scolaires

#### **APE Notre Dame**

#### **OGE (Organisme de Gestion de l'École Catholique)**

#### **Association des Parents d'Élèves des écoles maternelles et primaires des Petites Maisons**

Activités : Association ayant pour but de contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire des enfants des écoles publiques des Petites Maisons.

L'association contribue à l'amélioration de l'environnement scolaire des enfants des écoles des Petites Maisons par une collaboration avec l'Éducation Nationale, Jeunesse et Sport, la municipalité, le conseil départemental et régional et toutes les associations, organismes ou personnes étant concernés par l'amélioration des conditions de vie scolaire des enfants

#### **Association des Parents d'Élèves de l'École Publique de Pinet d'Uriage**

Activités : Représenter les parents d'élèves de l'école auprès des élus locaux et nationaux, organiser des événements autour de l'école (Fêtes, information, etc.)

L'association a pour but d'offrir aux enfants de l'école maternelle et primaire de Pinet d'Uriage les meilleures conditions d'environnement scolaire. Elle collabore avec toutes les instances concernées par l'amélioration des conditions de vie scolaire des enfants de l'école et participe au financement des activités non obligatoires des classes.

#### **Comité des Fêtes**

Activités : Animation de la vie extra-scolaire des écoles maternelle et primaire "les petites maisons"

Il est composé de parents bénévoles et d'instituteurs et organise un certain nombre de manifestations (soirées Conte et crêpe, bal masqué; soirée dansante, jeux olympiques, soirée irlandaise, fête de l'école, sortie raquette,...) afin de financer des activités scolaires, de créer des liens entre les parents et d'organiser des divertissements pour les enfants

#### **Sports' Anim**

Association sportive pour le collège Chamandier.

### **5.10.2. Associations sportives**

#### **ACCA (Association Communale de Chasse Agréée)**

##### **Ainsi Danse**

#### **Amicale boules de Saint Martin d'Uriage**

Activités : Pratique du sport Boule lyonnaise

L'activité se situe l'hiver au boulodrome de la Richardière. Cette association compte 60 sociétaires dont 40 licenciés à la fédération française de sport boules.

#### **ASEL : Association sports et Loisirs**

Activités : Aéromodélisme, Aïkido, aquarelle, arts graphiques, basket, bridge, danses adultes, danses enfants, dentelles du Puy, dessin enfants, gymnastique ludique, gymnastique sportive, gymnastique volontaire, judo, karaté, vannerie poterie enfants et adultes, reliure, self-défense, sophrologie, tennis de table, théâtre, tir à l'arc, Yoga, yoga maternité...

Fondée en 1976, l'ASEL s'inscrit pleinement dans la vie associative de la commune. Elle propose ainsi un large éventail d'activités sportives, culturelles et de loisirs, qui s'adresse aussi bien aux enfants qu'aux adultes de la commune et de ses alentours.

#### **Association des Pêcheurs**

#### **Association Sert Volant**

Activités : Pratique du badminton en loisir, en compétition et en interclub.

#### **Belledonne Grimpe**

#### **Club Amitié Loisirs**

Résidence foyer du Belvédère

Activités : Après-midi récréatives proposées aux retraités. Le club se réunit tous les 15 jours le mercredi afin de proposer, aux retraités de tous âges, des après midi récréatives (jeux de sociétés divers, goûters, voyages, sorties culturelles, etc.).

#### **Club Boulistes d'Uriage**

Activités : Sport de boules Lyonnaises

#### **Fit Form Mania**

#### **Football Club de Saint-Martin d'Uriage (FCSMU)**

Activités : Apprentissage du football de 6 à 18 ans. Compétitions du district de l'Isère de football.

Une quinzaine d'entraîneurs diplômés et de parents initient les joueurs à la pratique du football et aux compétitions officielles.

#### **Karaté SMU**



**Pétanque Club d'Uriage**

Activités : Participation aux championnats officiels et école de jeunes.

**Pinet Loisirs**

**Self-Défense AFADTS**

**SAINT MARTIN D'URIAGE VOLLEY (SMUV)**

Activités : Volley-ball

**Tai-Chi-Chuan**

**Tennis Club d'Uriage**

Activités : Stage, compétition, loisir.

Dans le parc d'Uriage : 5 courts en terre battue, un club house. Dans le Bourg : 5 courts en green set.

**Yoga Santé**

**Yoga Saint-Martin**

**Yoga "Du Vent dans les Bois"**

**5.10.3. Les associations culturelles**

**Association des Amis de l'Orgue et de la Musique (A.A.O.M)**

Activités : Favoriser le développement culturel de la commune, en particulier dans le domaine musical. L'association organise des concerts estivaux d'orgues avec des formations instrumentales ou chorales.

**Association pour la sauvegarde et la mise en valeur historique de St Martin d'Uriage**

Activités : Protection et mise en valeur du patrimoine ainsi que la sensibilisation des habitants à cette richesse.

**Ensemble instrumental jazz "Echo d'Uriage"**

Activités : Société de musique d'ensemble style Big Band pour musiciens amateurs.

Big Band d'un assez bon niveau, d'une vingtaine de musiciens. peut se produire lors de diverses manifestations grâce à son répertoire varié allant du Jazz classique à la variété.

**École de musique intercommunale d'Uriage (EMIU)**

Activités : Cours d'instrument dans de nombreuses disciplines (à partir de 7 ans environ), nombreuses activités collectives, chorales, orchestre, atelier jazz, percussions, variété, éveil musical.

L'EMIU accueille toute personne désireuse de s'initier à la musique. Au centre de son projet, le développement des pratiques amateurs pour enfants, adolescents, adultes. Collaboration régulière avec les écoles primaires et d'autres associations de la commune.

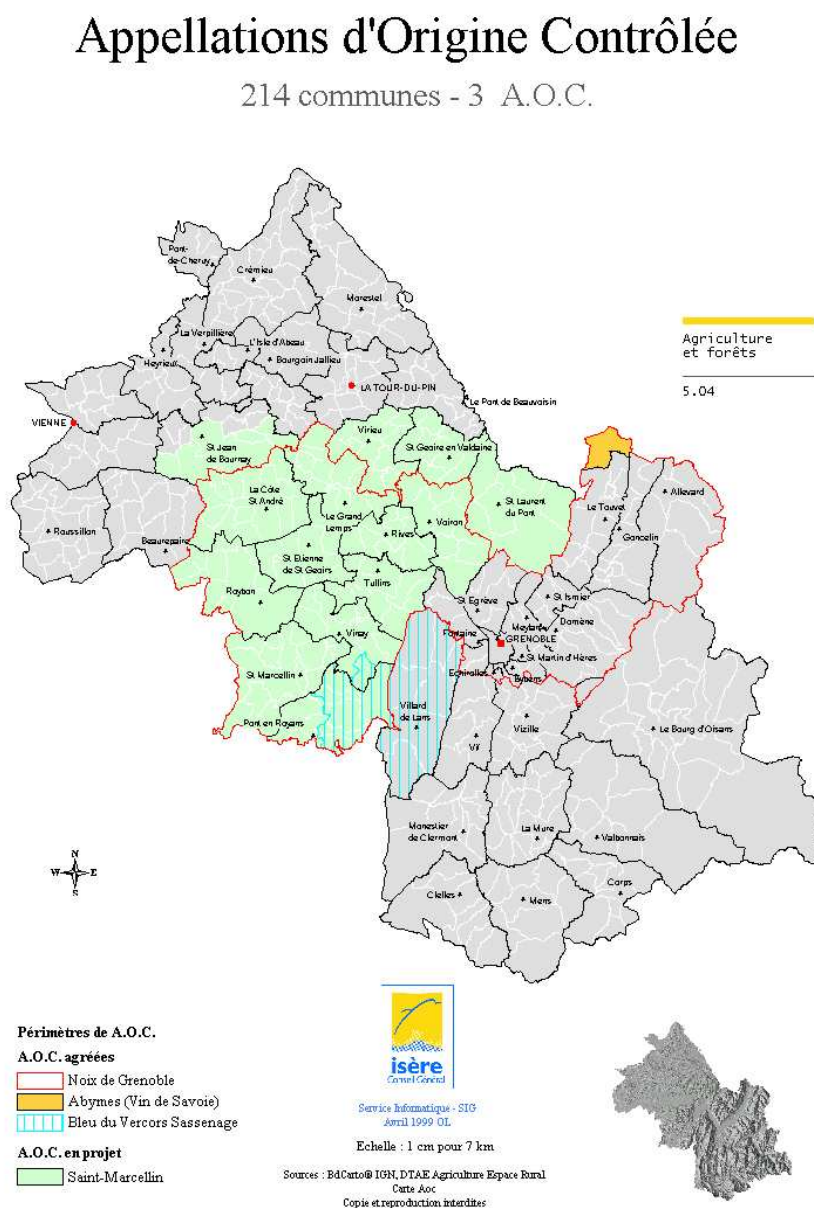
## 6 ACTIVITE EMPLOI

### 6.1. Le secteur primaire

#### 6.1.1. Agriculture

##### 6.1.1.1. Données générales

La commune de Saint-Martin-d'Uriage appartient à l'aire d'appellation contrôlée de « la noix de Grenoble ».



#### 6.1.1.1.1. La commune et sa population

La commune de Saint Martin d'Uriage, intégrée au bassin de vie grenoblois, est située au cœur du massif de Belledonne. Les principaux axes de développement semblent converger vers le développement touristique ainsi que le développement résidentiel, parfois au détriment de la partie agricole du territoire<sup>31</sup>. Cela dit, la planification stratégique des orientations d'aménagement via le POS a conduit à valoriser les terrains agricoles par l'intermédiaire du zonage. L'évolution de la population de Saint-Martin d'Uriage a connu une forte augmentation depuis une trentaine d'années. Cela s'est traduit par une pression foncière accrue qui s'est répercutée sur l'occupation de parcelles agricoles. Ces dernières années marquent un ralentissement de la croissance démographique. La politique volontariste de planification participe à la préservation des espaces agricoles stratégiques. De plus, le cadre environnemental et naturel constitue une forte préoccupation pour les élus. Ils ont la possibilité d'harmoniser les exigences environnementalistes avec le développement économique et plus particulièrement le maintien de l'activité agricole. Ces deux composantes ne sont pas forcément contradictoires, et il est plausible d'envisager un développement et une structuration de l'agriculture en phase avec le cadre environnemental.

#### 6.1.1.1.2. Occupation de l'espace agricole

L'agriculture s'inscrit dans un territoire communal vaste de 3501 hectares, qui comprend une géographie et des activités agricoles diversifiées.

Les espaces agricoles de la commune se répartissent principalement entre zones de polyculture et zones de prairies extensives. L'agriculture de la commune est une agriculture de montagne qui doit faire face à d'importantes contraintes d'ordre climatique. Diversifiés au niveau culturel, les espaces agricoles possèdent donc un rôle complexe étant donné qu'ils sont liés au contexte micro-local dans lequel ils s'insèrent. Entre prairies de fauche, bois et pâtures, les cultures agricoles s'avèrent polyvalentes. L'évolution dans le temps de ce type d'espaces témoigne d'une certaine déprise agricole, ainsi que d'un embuissonnement et d'une recolonisation de la forêt. Constituées en tant que « milieu ouvert steppique »<sup>32</sup>, les espèces originales vont dépendre de la situation des ressources naturelles qui se trouvent aux alentours des espaces de cultures.

Toutefois, les cultures de céréales relèvent, en plus d'une diversité végétale remarquable, quelques espèces messicoles<sup>33</sup> rares ou méconnues sur le département de l'Isère. Les pâtures mésophiles sont également recensées en tant que milieu ouvert intéressant. Les diverses coupures de l'espace agricole, telles que le verger, le bocage, les allées d'arbres ou encore les haies vives, constituent des obstacles qui permettent au réseau forestier de se spécialiser.

Entre prairies de fauche et pâturages, l'espace agricole de la commune est diversifié.

<sup>31</sup> Voir notamment le diagnostic territorial de Saint Martin d'Uriage réalisé par la chambre d'agriculture de l'Isère.

<sup>32</sup> D'après le rapport de synthèse pour la commune de Saint-Martin d'Uriage, *Réseaux écologiques et patrimoine naturel 2006*, ECONAT, novembre 2006.

<sup>33</sup> Ces espèces selon Gentiana, sont constituées de : *Lathyrus hirsutus* L., *Anthemis cotula* L., *Arrhenatherum elatius* (L.) P. Beauv. ex J. & C. Presl subsp. *bulbosum* (Willd.) Schübler & Martens.





Source : <http://montrond.free.fr/blebis/blebis.html> janvier 2007, et PBR novembre 2004.

Les pressions exercées par l'extension des zones bâties et urbanisées témoignent d'un appauvrissement de la faune des espaces ouverts ainsi que pour les espèces des milieux agricoles. Notons par exemple que la terrasse de Saint Martin d'Uriage s'avère trop développée et urbanisée pour pouvoir offrir quelconque intérêt pour les espèces des milieux agricoles ouverts. En revanche, la terrasse de Villeneuve, avec son extension au sud sur la commune de Vaulnaveys-le-Haut, offre un potentiel intéressant pour ce dernier type de végétation.



Prairie extensive destinée aux pâturages, (près de St Nizier).

#### 6.1.1.1.3. Les exploitations

Le tableau ci-dessous est tiré du diagnostic territorial de la Chambre d'agriculture de l'Isère. Il nous indique l'évolution du nombre d'exploitations agricoles, avec celles dont le siège se trouve sur la commune et celles qui ont des propriétaires extérieurs.

La Surface Agricole Utile est un indicateur statistique qui permet d'évaluer le niveau d'activité agricole sur un territoire ; il recense les terres arables, les surfaces en herbe ainsi que les cultures pérennes.

La S.A.U. moyenne est en baisse de 9 hectares environ pour les agriculteurs travaillant sur la commune de Saint Martin d'Uriage. Cette baisse est relative puisque en valeur absolue, le nombre d' « utilisateurs » de l'espace agricole a baissé, en passant de 49 à 40 en onze ans. La S.A.U. par les agriculteurs Saint-Martinois a progressé de près de 18% entre 1997 et 2006. Cette augmentation est la conséquence du reclassement de surfaces de future urbanisation en surfaces agricoles lors de la révision du précédent POS.

La chambre d'Agriculture de l'Isère attribue cette diminution de la SAU moyenne aux activités agricoles qui sont centrées autour de la transformation et des services sur des structures de petites tailles.

Figure 41 Comparatifs diagnostic territorial agricole 1997 2006

	diagnostic territorial 1997	diagnostic territorial 2006
Nombre total d'"exploitations" travaillant des terres à Saint-Martin-d'Uriage	<b>49 utilisateurs</b> de l'espace agricole dont <b>8 agriculteurs</b> de la commune	<b>40 utilisateurs</b> de l'espace agricole dont <b>13 agriculteurs</b> de la commune
S.A.U. des "exploitations" agricoles de la commune	8 agriculteurs pour 268 ha	13 agriculteurs pour 316 ha
S.A.U. moyenne des exploitations	33,5 ha	24,3 ha
Superficie d'espaces ouverts référencée	/	731 ha

#### 6.1.1.2. Les structures agricoles

Si l'on se penche sur les seuls utilisateurs de la commune, 70% des surfaces sont mises en valeur pour l'exploitation du marché local. On constate ainsi que le marché local concerne en grande majorité les agriculteurs de la commune. De plus, lorsque l'on se penche sur l'ensemble des agriculteurs exploitants, ces derniers s'avèrent moins tournés vers le marché local.

Figure 42 *Comparatifs 1997 2006 tranche d'âge*

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Enquêtes 1997</i>		<i>Enquêtes 2006</i>	
	Tous utilisateurs	Exploitations de la commune	Tous utilisateurs	Exploitations de la commune
Moins de 35 ans	12,2 %	25 %	5 %	9 %
35 à 49 ans	22,4 %	62,5 %	37,5 %	45,5 %
50 à 59 ans	18,3 %	12,5 %	27,5 %	45,5 %
Plus de 60 ans	12,2 %	/	7,5 %	/
Non renseigné	34,7 %	/	22,5 %	/

Le renouvellement des exploitations se poursuit avec des exploitants de moins de 35 ans qui représentent 9% et surtout avec la tranche 35-49 ans qui représentent 45,5% des exploitations de la commune.

#### 6.1.1.2.1. La taille des exploitations

Les exploitations de la commune sont de taille inférieure à 20 hectares pour près des deux tiers. La différenciation de la provenance des exploitants (de la commune ou de l'extérieur) nous montre que plus de la moitié des exploitants Saint-Martinois possèdent une surface agricole utile dont la taille est comprise entre 5 et 20 hectares, alors que cela ne concerne que le tiers des exploitations au total.

Figure 43 *Taille des exploitations selon la provenance des utilisateurs en 1997 et 2006*

<i>Catégorie de SAU</i>	<i>Enquêtes 1997</i>		<i>Enquêtes 2006</i>	
	Tous utilisateurs	Exploitations de la commune	Tous utilisateurs	Exploitations de la commune
Moins de 5 ha	34,7 %	/	7,5 %	/
entre 5 et 20 ha	30,6 %	50 %	37,5 %	61,5 %
entre 20 et 50 ha	16,3 %	37,5 %	12,5 %	23 %
Plus de 50 ha	14,3 %	12,5 %	17,5 %	15,5 %

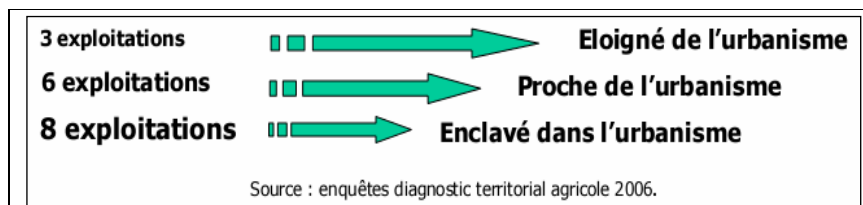
*Source : Diagnostic territorial de l'agriculture pour la commune de Saint Martin d'Uriage, Chambre d'agriculture de l'Isère, Actualisation 2006 du diagnostic de 1997.*



#### 6.1.1.2.2. Les sièges d'exploitation et les bâtiments

Les sièges d'exploitation qui sont localisés sur la commune ont des situations diversifiées, et la plupart d'entre eux sont situés le long des axes routiers. La situation des exploitations, étant donné l'omniprésence de l'élevage, est un élément essentiel, notamment au niveau du rapport de proximité avec l'urbanisation.

Parmi les diverses exploitations, certains jugent l'emprise de l'urbanisation plus ou moins grande par rapport au siège de l'exploitation. La Chambre d'agriculture nous donne une idée de la « manière dont les agriculteurs considèrent la situation de leur siège d'exploitation vis-à-vis de l'urbanisme »<sup>34</sup>.



Source : Diagnostic territorial, chambre d'agriculture, 2006, p. 12.

Ainsi, nous pouvons constater que 8 exploitations sur 17 se disent « enclavées dans l'urbanisme », alors que 6 s'en sentent « proches ». On constate donc que l'influence de l'urbanisation suscite un sentiment d'encerclement et de pression de l'urbanisation sur les exploitations agricoles.

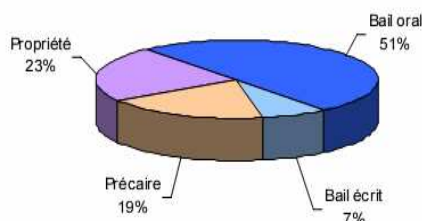
#### 6.1.1.2.3. Les exploitations et leur parcellaire

Le parcellaire des exploitations s'organise de façon générale par un regroupement moyen, étant donné que le développement des sièges d'exploitation s'est effectué par hameaux.

Le faire-valoir de la commune se répartit principalement (51%) à partir de baux et d'accords oraux, alors que 7% ont élaboré un bail écrit, et 23% sont propriétaires de leur terrain. A cela s'ajoutent 19% des exploitations qui ont un statut « précaire » c'est-à-dire que l'exploitant n'est pas censé payer de location du terrain. Il s'avère qu'en dix années environ, la situation des modes de faire-valoir n'a pas beaucoup changé, elle révèle que les agriculteurs sont toujours tributaires des décisions des propriétaires.

La proportion des surfaces en propriété a diminué et atteint 23%, alors qu'elle était de 28% en 1998.

Répartition des modes de Faire-Valoir



<sup>34</sup> D'après le *Diagnostic territorial de l'agriculture pour la commune de Saint Martin d'Uriage*, Chambre d'agriculture de l'Isère, Actualisation 2006 du diagnostic de 1997.

#### 6.1.1.2.4. La structure du parcellaire

Les espaces agricoles sont segmentés à l'échelle de la commune. Entrecoupés de zones urbanisées, certains secteurs restent cependant relativement homogènes ; Villeneuve, St-Nizier, Pinet et Corps. Le mitage est ailleurs relativement important, mais l'entretien des terrains dans un but non professionnel permet un maintien de ces secteurs. Des améliorations seraient nécessaires pour améliorer le fonctionnement des exploitations..

#### 6.1.1.2.5. Les stratégies d'activité

La carte portant sur les stratégies d'activité (cf. planche 11 activités stratégiques) est une carte qui vise à répertorier les exploitations d'après des indicateurs multiples. Cette notion synthétique de « stratégie d'activité » est détaillée dans le tableau ci-après.

Les stratégies mises en œuvre sur la commune traduisent souvent la taille modeste des structures d'exploitation. Cependant, plusieurs voies semblent avoir été choisies, et la diversification et la vente directe permettent de trouver davantage de valeur ajoutée. De plus, la double activité et/ou une gestion patrimoniale peuvent également constituer des éléments clés.

Figure 44 Tableau concernant la typologie des stratégies d'activités

Intitulé	Détail
<b>Activité Patrimoniale</b>	Activité agricole à but d'entretien de patrimoine. Productions réduites et irrégulières. Très faibles moyens de production, en capital comme en travail (moins d'un UTH, retraités ou activité professionnelle principale non agricole).
<b>Exploitations en double activité</b>	Chef double actif (activité professionnelle principale non agricole), activité agricole secondaire. Petites structures permettant de dégager un revenu complémentaire.
<b>Stratégie de filière</b>	Chef à activité agricole principale (il peut parfois y avoir maintien de double activité ou de pluri-activité). Activité de production spécialisée ou diversifiée sur plusieurs produits. Pas ou peu d'investissement en travail et capital sur l'aval des productions (livraisons à entreprise, coopérative, négociants...) Pas de transformation ni de vente directe développée.
<b>Systèmes Diversifiés</b>	Exploitations avec à la fois une activité de production développée (type « stratégie de filière ») ET une activité complémentaire sur l'exploitation (activité de transformation et /ou vente directe, accueil, tourisme...).
<b>Transformation et /ou vente directe principale</b>	Exploitations avec au moins 50% de leur activité valorisée par transformation et /ou vente directe. Investissements notables en travail (le temps passé à la transformation ou à la commercialisation est significatif) et/ou en capital (local de découpe, fromagerie, point de vente...)
<b>Activités de services</b>	Peut concerner des systèmes très divers. La notion de services s'entend en prolongement de l'activité de productions : accueil à la ferme, goûters, auberge, activités pédagogiques... Les services parallèles à la production ne sont pas à prendre en considération pour cette catégorie (entreprise de travaux agricoles, déneigement...)

Source : diagnostic territorial, Chambre d'agriculture de l'Isère, 2006, p. 17

#### 6.1.1.3. La répartition de la production

La commune de Saint Martin d'Uriage trouve une partie de son dynamisme agricole suivant la pratique de la polyculture. Cependant, cette polyculture est basée essentiellement sur l'élevage (notamment ovin) qui permet de mettre en valeur les paysages ouverts sur la commune, à partir d'un système fourrager à base d'herbe. Dans l'ensemble, 80% des surfaces sont mises en valeur dans un objectif économique, et 20% le sont dans une optique d'entretien du patrimoine paysager.

La Chambre d'Agriculture relève deux particularités dans l'activité liée à l'agriculture ainsi qu'à l'entretien des paysages :

- D'une part, l'activité liée au cheval est très dynamique.
- D'autre part, le système de « vente de foin » est un autre secteur dynamique alors que, paradoxalement, certaines exploitations n'arrivent pas à obtenir une autonomie fourragère.





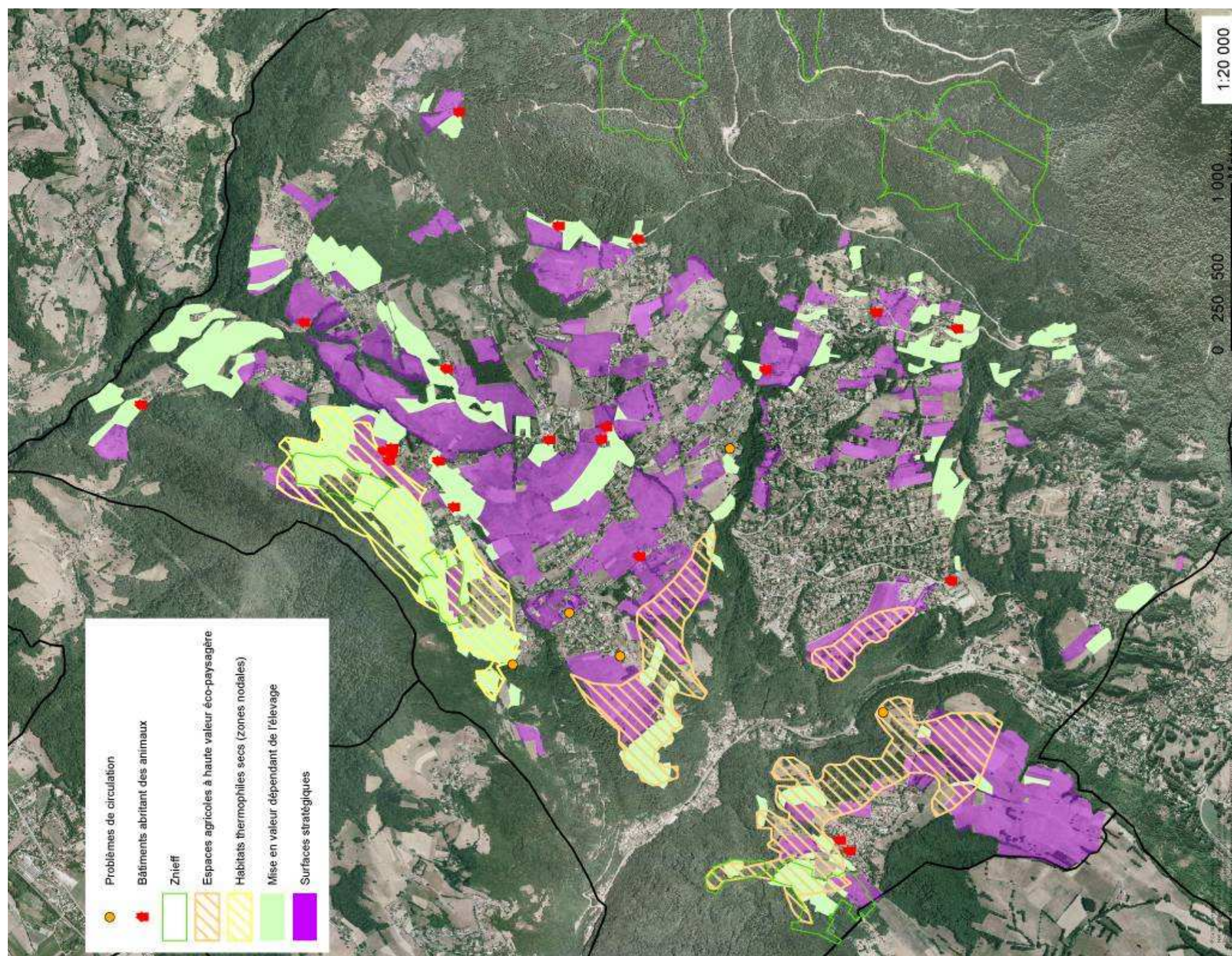


# PLANCHE 9 : CARTE DE SYNTHESE



D'après la chambre d'agriculture de l'Isère,  
2006.

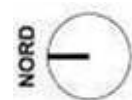
2006





## PLANCHE 10 : LES SURFACES STRATEGIQUES

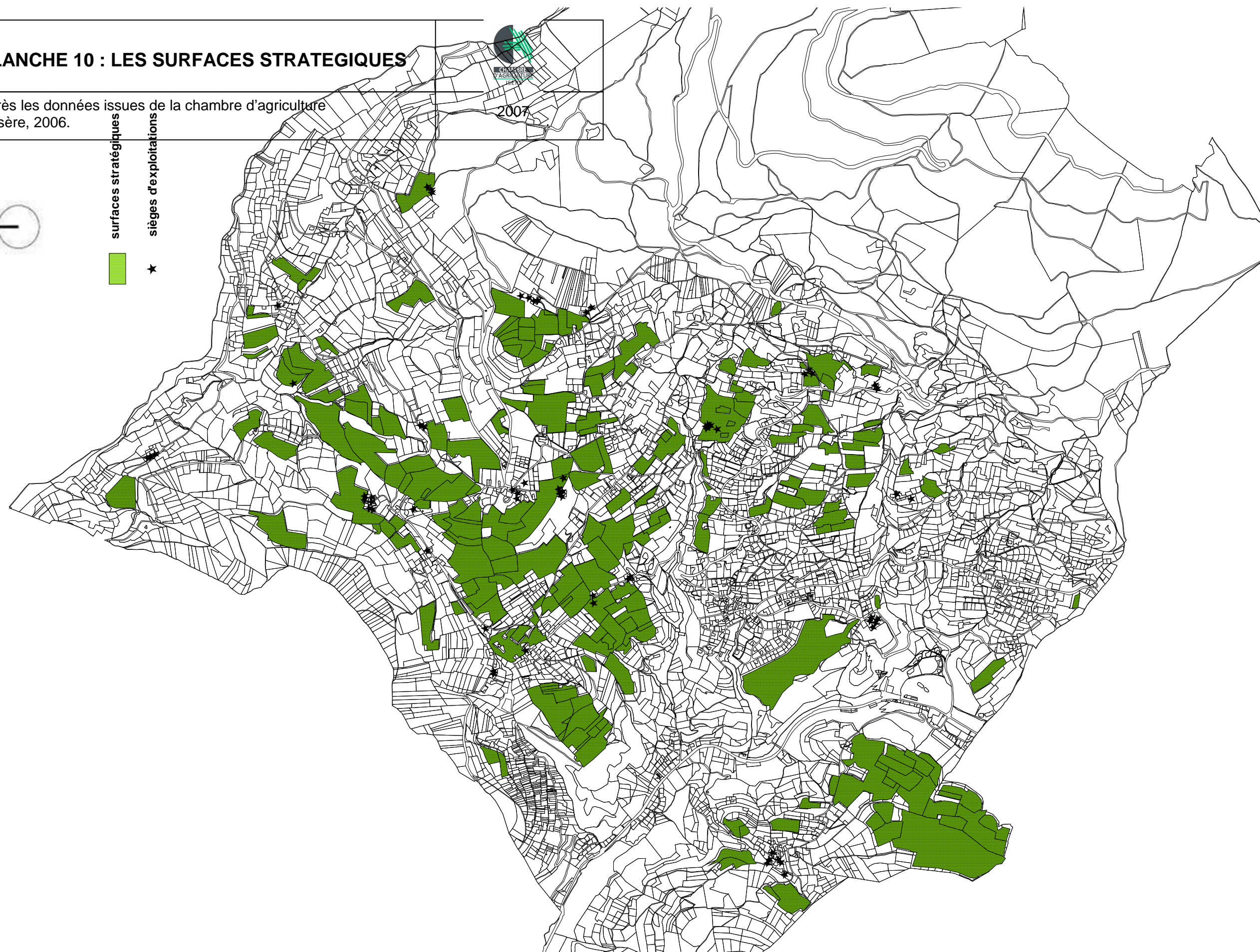
D'après les données issues de la chambre d'agriculture de l'Isère, 2006.



surfaces stratégiques



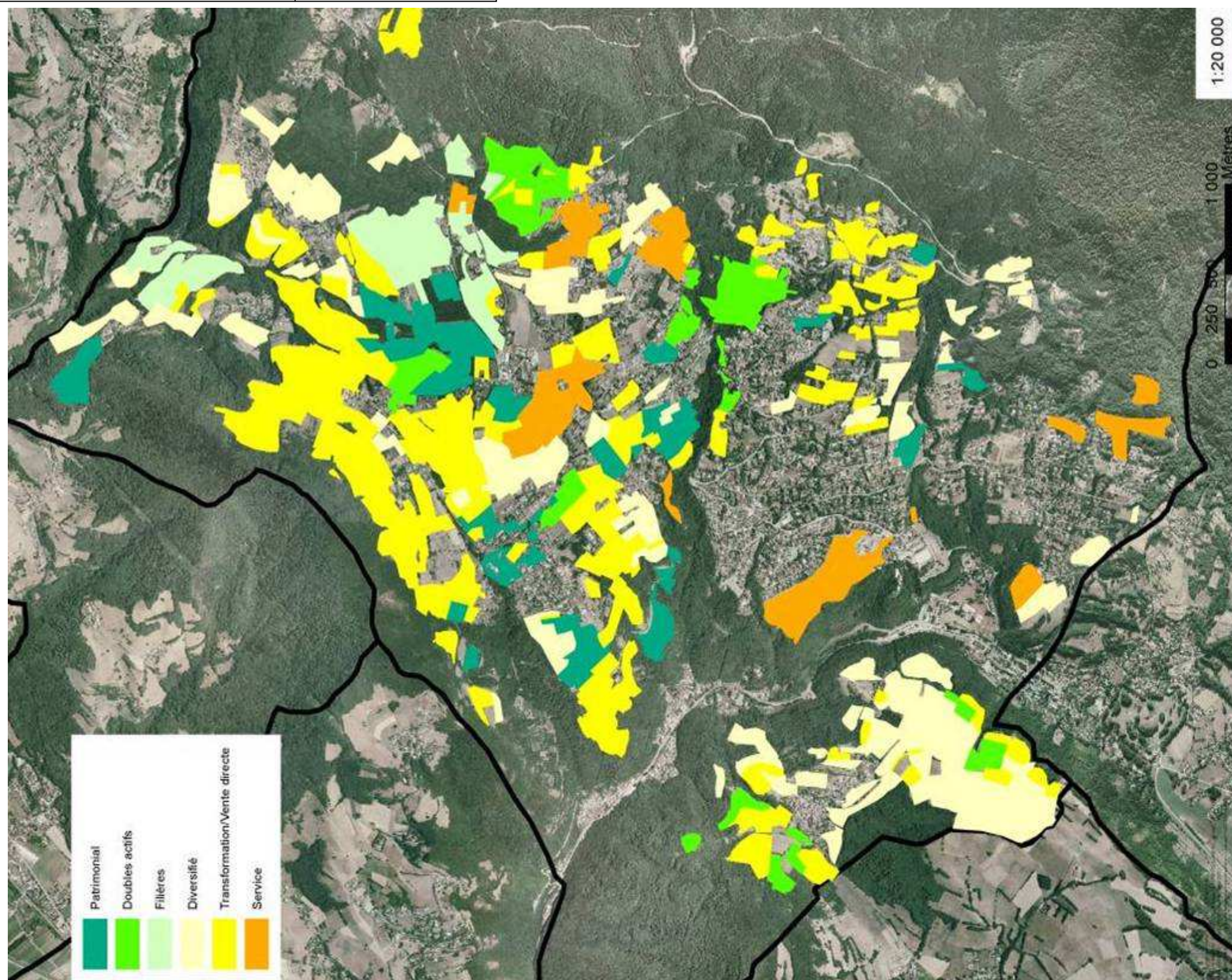
sièges d'exploitations





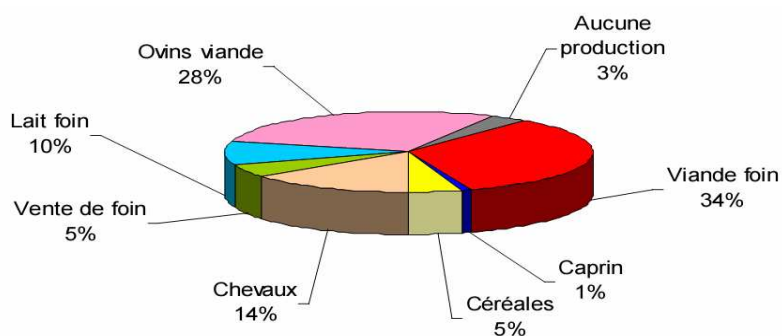
## PLANCHE 11 : Les stratégies d'activités

D'après la chambre d'agriculture de l'Isère, 2006.









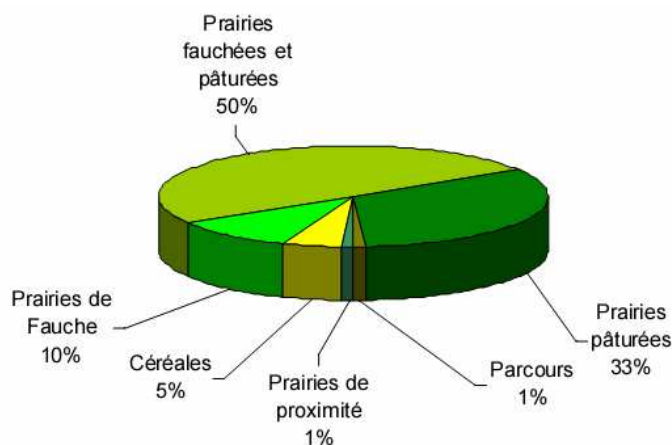
Source : enquêtes diagnostic territorial agricole 2006, surfaces calculée par SIG

*Source : Chambre d'agriculture de l'Isère,  
Actualisation du diagnostic territorial agricole de 1997, 2006.*

Les surfaces agricoles sont utilisées d'après plusieurs modes de valorisation. Ainsi, les enquêtes effectuées auprès des exploitants par la chambre d'agriculture en 2005 ont permis d'identifier plusieurs volets de la mise en valeur agricole des terrains (voir le graphique ci-après).

Il s'avère que la quasi-totalité de l'espace agricole est composé de prairies. Cela dit, les quelques hectares céréaliers (5% du total des parcelles agricoles) sont stratégiques. Ils constituent à la fois le support d'une activité céréalière, ainsi qu'une source de complément pour alimenter l'élevage. Ces parcelles, mécanisables, possèdent un potentiel agronomique performant étant donné le contexte des conditions climatiques locales ainsi que l'apport de fumier aidant.

Les surfaces uniquement pâturées constituent des surfaces de moindre intérêt, étant donné le potentiel limité qu'elles possèdent.



Source : diagnostic territorial agricole 2005, surfaces calculées par SIG

#### 6.1.1.4. Les principaux enjeux liés aux espaces agricoles



#### 6.1.1.4.1. *L'aménagement des accès / voiries*

Certaines parcelles agricoles deviennent enclavées et isolées par l'embuissonnement et le boisement alentour. Un des enjeux devient donc l'accès aux parcelles isolées, ceci étant un facteur déterminant dans la poursuite de la mise en valeur des espaces agricoles. Les secteurs isolés les plus concernés sont Combloup et Villeneuve.

Ainsi, les enjeux résident principalement dans la définition des usages pastoraux, c'est-à-dire en tenant compte du fait que les élevages disposent d'autres surfaces mécanisables.

Le cloisonnement des parcelles par les boisements constitue un enjeu agricole problématique pour leur accessibilité.



Source : Photo PBR, juillet 2006.

#### 6.1.1.4.2. *L'établissement de corridors biologiques*

Les espaces agricoles font partie du réseau écologique. Les liens entre les parcelles exploitées peuvent constituer des corridors écologiques où la faune et la flore se développent.

#### 6.1.1.4.3. *Agriculture, paysages et environnement*

Une part très importante des surfaces agricoles fait l'objet de contrats, afin de maintenir l'entretien des parcelles ainsi que de favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement via l'amélioration des pratiques agricoles. L'agriculture contribue également largement à l'entretien des paysages, notamment par l'intermédiaire de plans de gestion de l'E.N.S. avec les agriculteurs. Elle contribue également à la reconquête des espaces forestiers ou en friche, ainsi qu'à l'entretien de l'espace d'une manière générale.

Il existe une communauté d'intérêt entre l'activité agricole et la dimension environnementale. La Chambre d'Agriculture de l'Isère cite comme exemple les habitats thermophiles secs dont la richesse biologique repose sur les pratiques agricoles qui maintiennent ces espaces ouverts comme pour le coteau de la Ronzière.

Le projet politique de la commune et l'engagement des élus visent à valoriser cette synergie.

#### 6.1.1.4.4. Enjeux généraux

Les enjeux agricoles qui sont d'ordre plus général se divisent, selon la chambre d'agriculture de l'Isère, à partir d'un ensemble de points forts et de points faibles qui débouchent sur des propositions d'actions pour le projet communal. Ainsi le tableau suivant résume les propos qui concernent les grands enjeux agricoles à court et moyen terme pour Saint-Martin d'Uriage :

Tableau synthétique des enjeux concernant les espaces agricoles de Saint Martin d'Uriage

<b>ATOUTS</b>	Une agriculture dynamique	Des espaces agricoles restreints mais encore cohérents	Une volonté politique de conserver une agriculture pérenne. Les rôles de l'agriculture sont reconnus (gestion de l'espace, économie, environnement)	Un potentiel de consommation locale
<b>INCONVENIENTS</b>	Un contexte de pression foncière peu favorable à une gestion à moyen et long terme	Un potentiel d'espaces agricoles mécanisables qui s'est amenuisé depuis 2000	Une problématique sur la fonctionnalité des espaces agricoles	Des stratégies d'activité disparates qui brouillent le fonctionnement global
<b>SYNTHESE DES ENJEUX Pistes d'action pour le PLU</b>	Surfaces stratégiques et bâtiments d'élevages indispensables et essentiels à la poursuite de l'activité agricole. Un PLU « volontariste » permettrait de favoriser cela	L'enclavement des sièges d'exploitation est une donnée importante pour la conservation des espaces ouverts notamment	La fonctionnalité des espaces agricoles (taille, accès, bâtiments...) est un point qui nécessite un plan d'entretien des dessertes agricoles	Accompagner la gestion foncière et les orientations d'aménagement, pour que soient pris en compte la contrainte du parcellaire ainsi que la gestion des arrêts d'activité

Source : diagnostic territorial, Chambre d'agriculture de l'Isère, 2006, P. 20



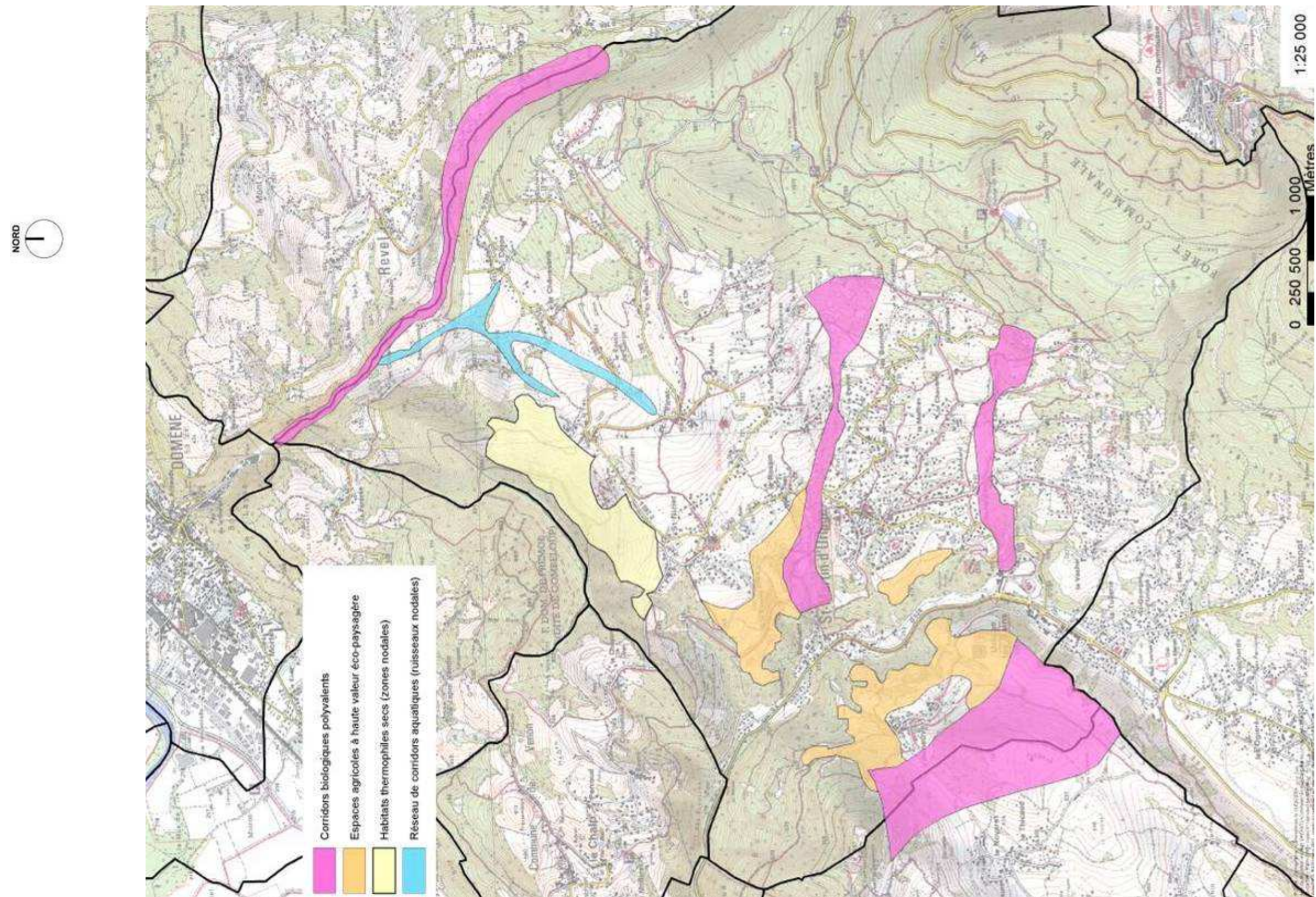


## PLANCHE 12 : LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX



D'après la chambre d'agriculture de l'Isère, 2006.

2006



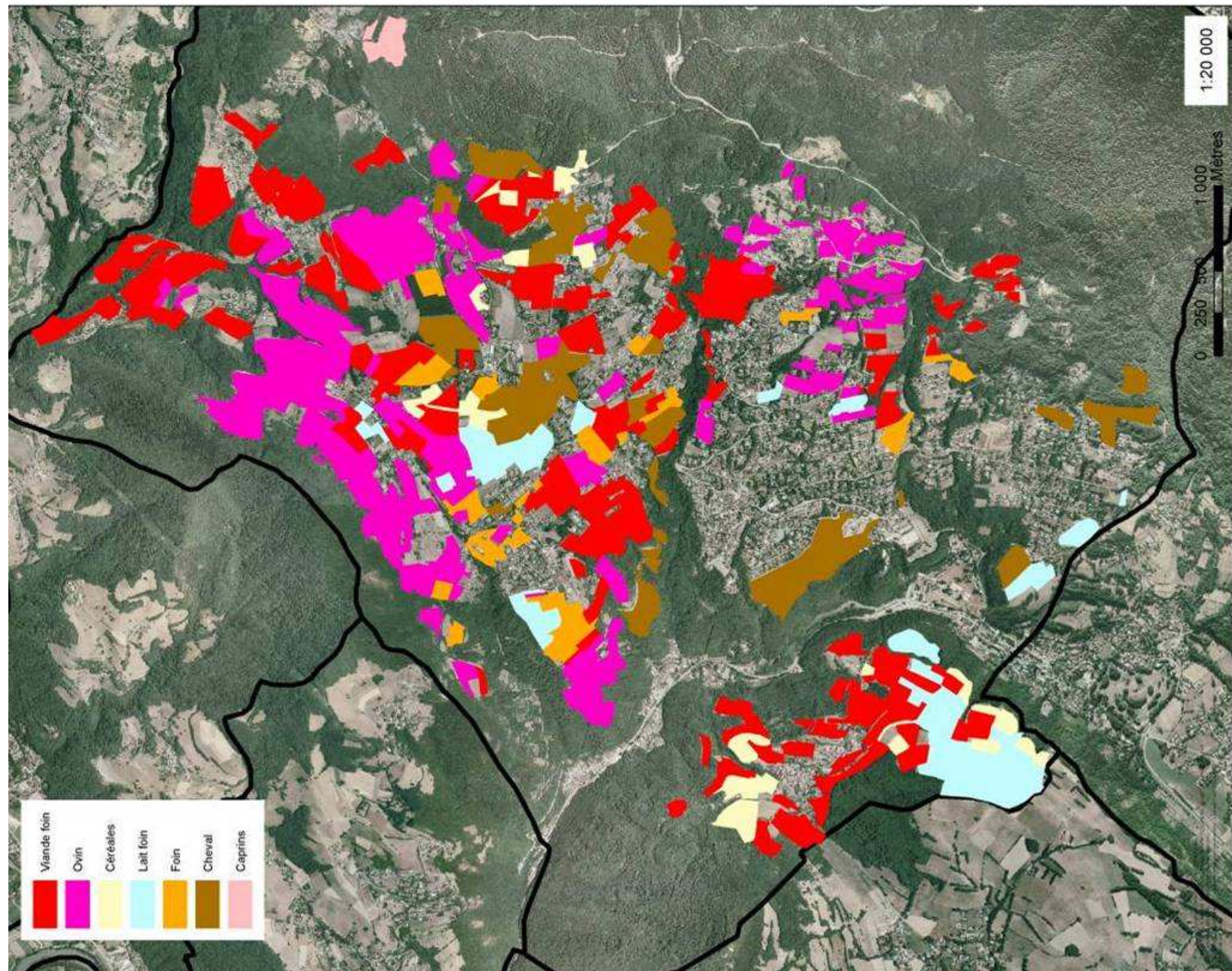


## PLANCHE 13 : STRCTURE DE LA PRODUCTION



D'après la chambre d'agriculture de l'Isère, 2006.

2006



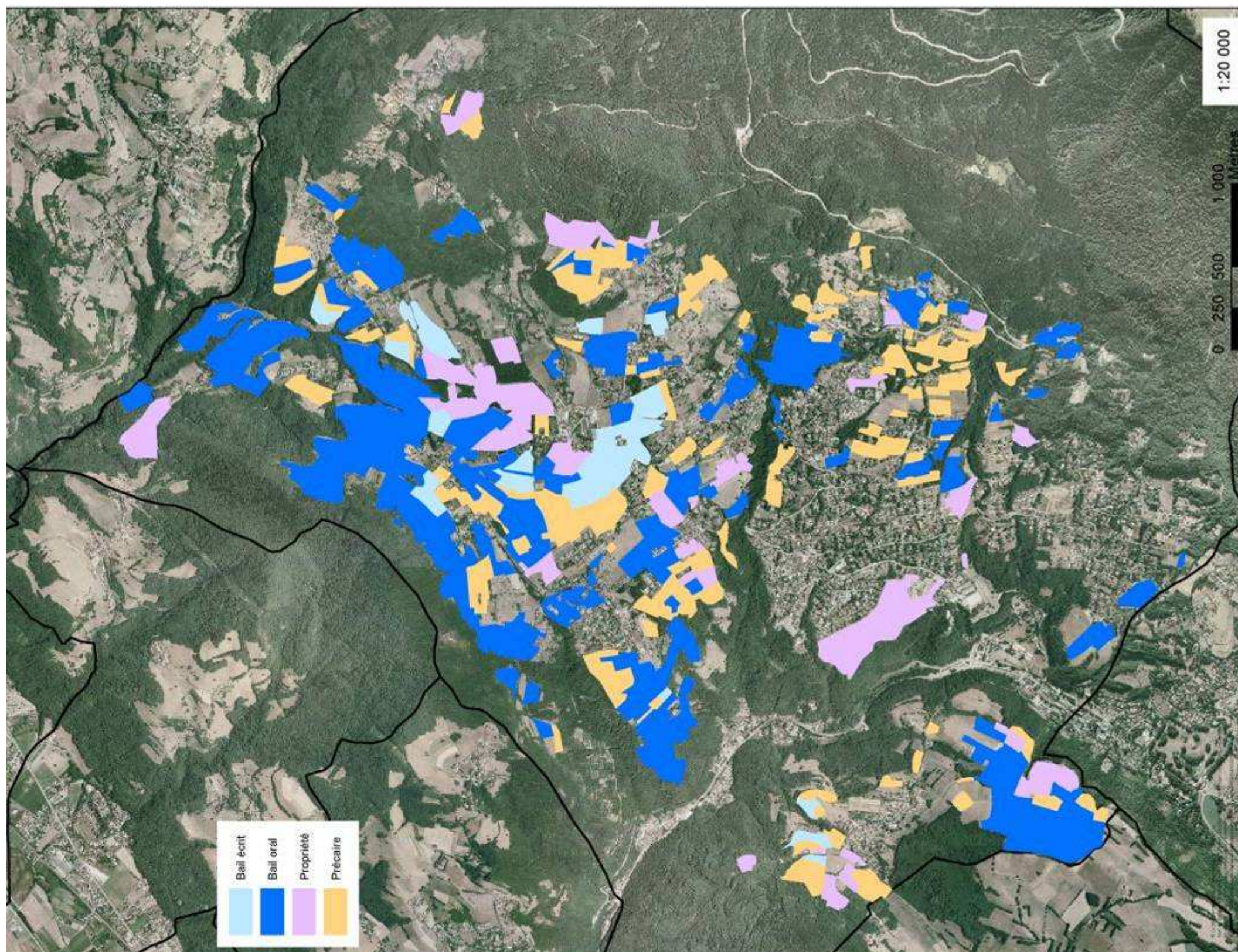
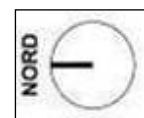


## PLANCHE 14 LES MODES DE FAIRE-VALOIR



D'après la chambre d'agriculture de l'Isère, 2006.

2006







## 6.1.2. Les Forêts

### 6.1.2.1. Données générales

Un paysage forestier étagé de moyenne montagne.



Sources : Association DRYADES, Rapport de présentation sur l'étude du patrimoine boisé de Saint Martin d'Uriage, livret 1, Florian Catel, juillet 2006.

L'association DRYADES a effectué une étude en juillet 2006 à propos du patrimoine boisé de la commune, à partir de données issues de relevés de terrain, de questionnaires ainsi que d'un recensement et d'une synthèse issus d'études spécialisées. Les espaces forestiers de la commune de Saint-Martin d'Uriage recouvrent environ 50% de la surface communale.

La commune présente ainsi une végétation arbustive qui s'étale de l'étage collinéen à l'étage subalpin, alors que les altitudes de la surface communale sont comprises entre 350m et 2000m d'altitude. Notons que deux ensembles de massifs montagneux illustrent la région et forgent l'identité communale, il s'agit du Grésivaudan et ses piémonts, ainsi que du massif de Belledonne.

Il est possible de constituer des limites de répartition de la végétation arborée à partir des « étages de végétation » que l'on observe selon des critères d'occupation des espaces de végétation. Les limites des étages restent cependant difficiles à définir tant elles dépendent de beaucoup de paramètres tels que l'exposition des versants, la topographie, etc.

Il est à noter que l'exploitation sylvicole permet de favoriser le développement de certaines espèces (le plus souvent ce sont des résineux), ce qui contribue à la modification des milieux forestiers. Ainsi, dans les mêmes conditions, des peuplements forestiers peuvent être très différents.

L'étage collinéen est donc dominé par une population de feuillus, avec le chêne, le châtaigner, le frêne, le tilleul, merisier, tremble, bouleau, saule, charme...

L'étage montagnard est marqué par une conquête progressive de l'espace arboré par les conifères tels que l'épicéa, le sapin, hêtre, l'érable sycomore, ou encore le frêne.

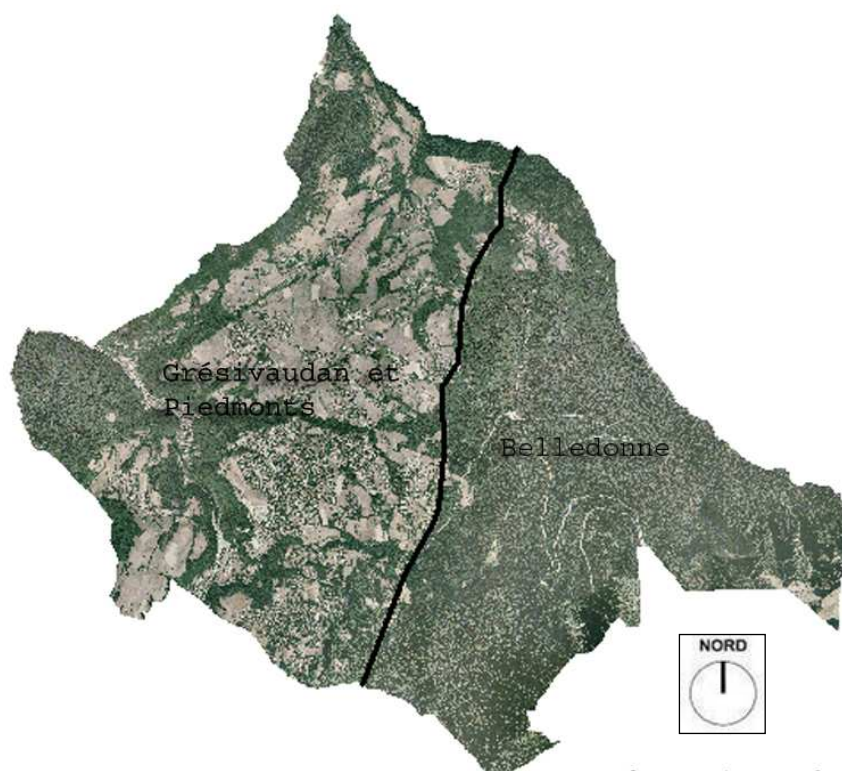
Enfin, l'étage subalpin montre la totale domination des conifères sur les feuillus qui sont moins résistants aux conditions d'exposition ainsi que d'altitude. On recense donc dans cet étage des épicéas, pin cembro, pin à crochets, etc., les quelques feuillus qui persistent sont le frêne, l'érable sycomore, le sorbier des oiseleurs, ou encore l'alisiers.

## PLANCHE 15 : REGION FORESTIERE ET LOCALISATION DES TERRAINS BOISES



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007



BD CARTO® © IGN-Paris-2003 Reproduction interdite

0 1 2  
kilomètres

 limites des bois et forêts





#### 6.1.2.2. Les espaces boisés classés (E.B.C.)

Les espaces boisés classés garantissent le maintien de l'état boisé d'un terrain sans en empêcher forcément l'exploitation agricole. Ce statut réglementaire des bois et forêts implique l'interdiction de tout changement d'affectation et d'utilisation du sol afin de ne pas compromettre la conservation, la protection et la création de boisements. C'est ainsi que le Conseil général de l'Isère conseille aux communes de classer en E.B.C. les haies et arbres remarquables, les vergers de haute tige de variété ancienne, les boisements remarquables, les corridors biologiques, les espaces forestiers sensibles (forêts alluviales, où forêt ayant un rôle utilitaire reconnu vis-à-vis des risques naturels), les châtaigneraies anciennes, les cembraies, les forêts anciennes ou non exploitées depuis longtemps, les forêts de protection contre les éboulements et l'érosion, les forêts à haute valeur biologique.

En EBC, Les coupes sont donc soumises à autorisation préalable, sauf dans certains cas précis ;

- pour les forêts communales privées qui possèdent un Plan Simple de Gestion agréé.
- dans le cas d'enlèvement de chablis, de bois mort ou d'arbres dangereux.
- en cas d'arrêté préfectoral n°2000-7415

**L'arrêté préfectoral n°2000-7415** (source : étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, DRYADES, juillet 2006, p. 6) :

Cet arrêté dispense d'autorisation préalable certaines catégories de coupes dans les E.B.C.. Seules sont citées les catégories de coupes pour lesquelles la commune de Saint-Martin d'Uriage est concernée par son appartenance aux régions forestières « Grésivaudan et Piedmonts » et « Belledonne » (selon la nomenclature de l'Inventaire Forestier National). Se rapporter à la carte en annexe 2.

Ainsi, à Saint-Martin d'Uriage, selon l'article 3 de l'arrêté préfectoral 2000-7415 de la Préfecture de l'Isère, sont dispensées d'autorisation préalable dans les E.B.C. les coupes suivantes :

- les coupes rases de peupliers, pour la partie de la commune appartenant à la région forestière « Grésivaudan et Piedmonts », quelle qu'en soit la surface sous réserve d'une reconstitution à l'identique ou d'une substitution avec des essences feuillues nobles dans les trois ans qui suivent la coupe ;
- les coupes rases de plantations résineuses arrivées à maturité quelle qu'en soit la surface sous réserve d'une reconstitution à l'identique ou d'une substitution avec d'autres essences forestières adaptées à la station dans un délai maximum de trois ans ;
- les coupes de jardinage à condition qu'elles laissent au moins deux tiers du volume original tout en respectant un équilibre dans les différentes classes de diamètre ;
- les coupes d'amélioration dans les futaies régulières feuillues et résineuses ;
- les coupes de régénération (ensemencement et définitive) des peuplements réguliers de feuillus et de résineux sous réserve d'une reconstitution par semis naturels ou par plantations dans un délai de deux ans à compter de la coupe définitive ;
- les coupes effectuées sur les berges et dans le lit majeur des torrents, dans le cadre de l'entretien courant incombant aux riverains et réglementé par l'article n° 114 du Code Rural.

Selon l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2000-7415 de la Préfecture de l'Isère, les dispenses citées ci-dessus sont accordées sous réserve que les parcelles à exploiter ne soient pas situées dans :

- une zone urbaine ou d'urbanisation future délimitée par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé,
- une zone d'habitat délimitée par un plan d'urbanisme ou un projet d'aménagement approuvé,
- une zone d'aménagement concerté faisant l'objet d'un plan d'aménagement de zone approuvé (P.A.Z),
- les espaces naturels sensibles soumis à une protection particulière par arrêté du Préfet en application de l'article L. 142-11 du Code de l'Urbanisme,
- les périmètres rapprochés de captage,
- les périmètres de protection des monuments historiques ou des bâtiments classés,
- les périmètres de protection des sites classés ou inscrits,
- les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP),
- les zones protégées par un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB),
- les zones à risques inventoriées dans les Plans de Prévention des Risques (PPR).

De plus, le Code forestier régleme les coupes

Source : (étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, DRYADES, juillet 2006, p. 7) :

### **Défrichements**

L'article L. 311-1 du Code forestier précise que « Nul ne peut user du droit de défricher ses bois sans avoir préalablement obtenu une autorisation ».

Selon l'article L. 311-2, sont exemptés des dispositions de l'article L. 311-1 :

- 1- Les bois de superficie inférieure à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat dans le département, sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la superficie, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse le seuil fixé selon les modalités précitées ;
- 2- Les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 hectares. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre Ier du livre III du Code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'État dans le département.

L'arrêté 2004-06286 de la Préfecture de l'Isère fixe le seuil mentionné ci-dessus à 4 ha (ramené à 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves).

### **Coupes forestières**

L'article L. 10 du Code forestier impose une autorisation pour les coupes d'un seul tenant d'une superficie supérieure à un seuil fixé par département et enlevant plus de la moitié des arbres de futaie. Aucun arrêté fixant le seuil de superficie en Isère n'a pu être communiqué par la Préfecture.

L'article L. 9 du code forestier impose la reconstitution des peuplements forestiers, par régénération naturelle ou plantation, dans un délai de cinq ans, après toute coupe rase d'une surface supérieure à 2 hectares (en Isère), dans les massifs forestiers de 4 hectares et plus (seuils de superficie fixés par l'arrêté préfectoral 2004-06287).

Des modalités de défrichement permettent donc de cartographier les parcelles pouvant être défrichées avec ou sans autorisation préfectorale.

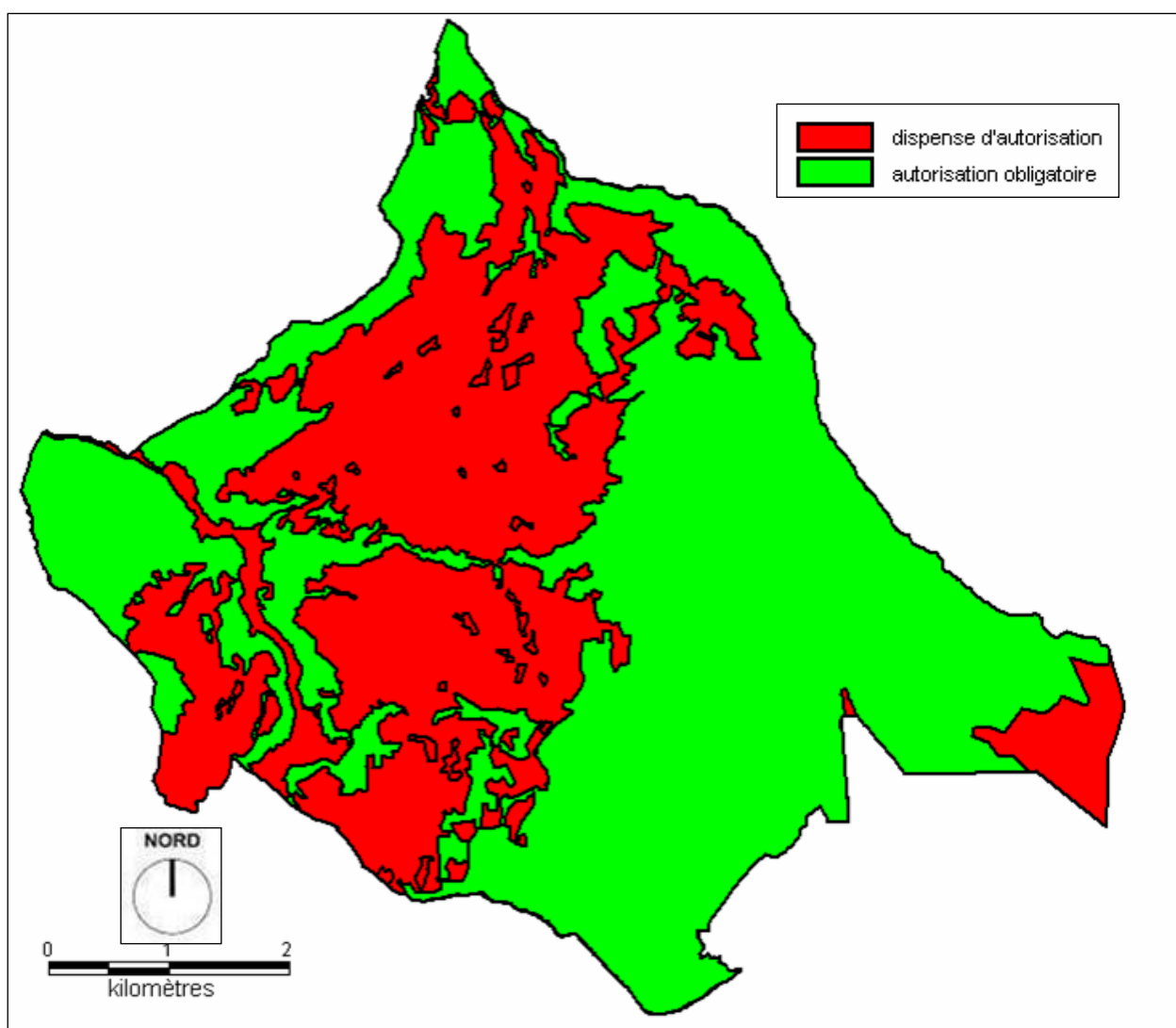


## PLANCHE 16 : MODALITES D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT SELON LE CODE FORESTIER



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007

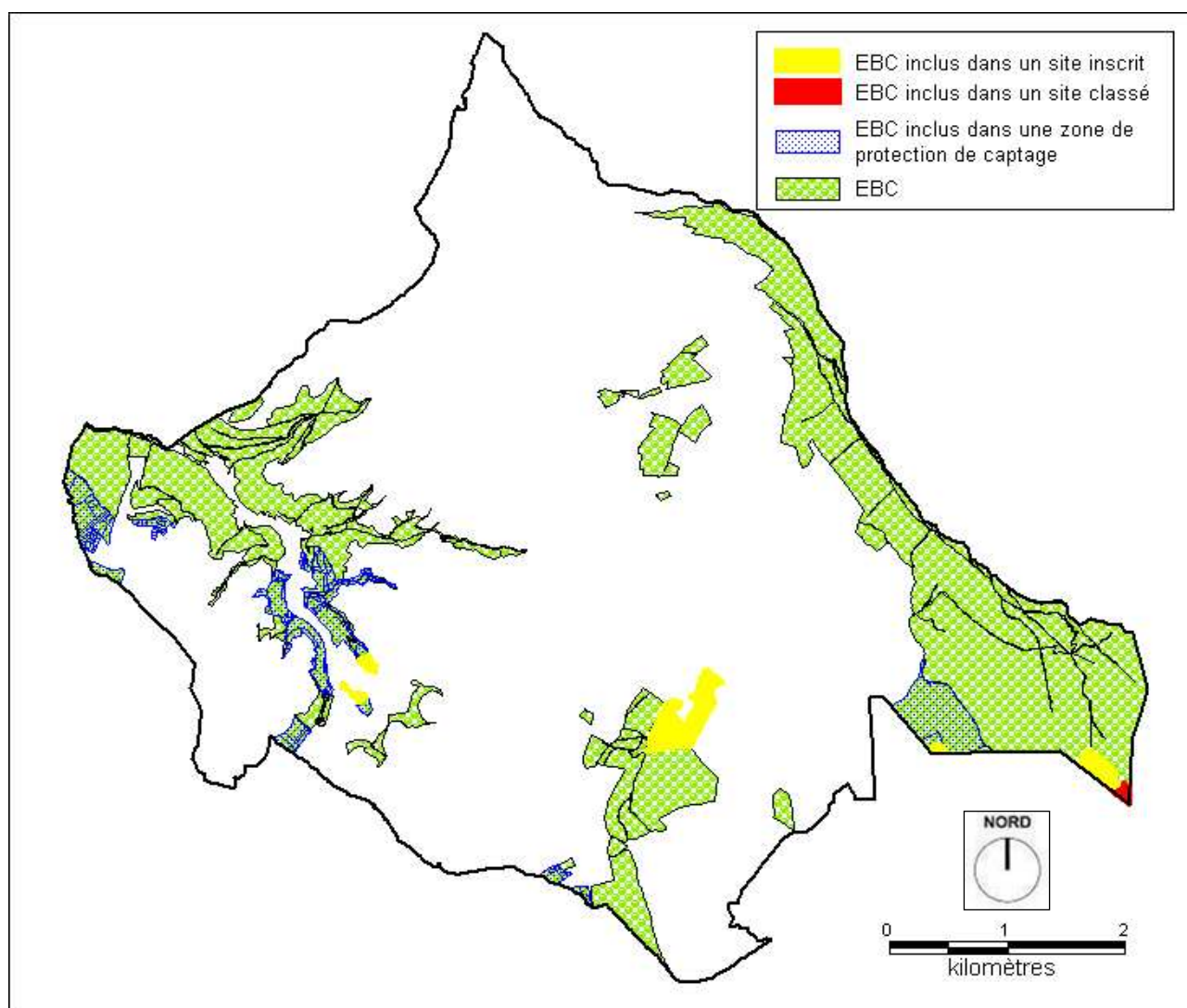


## PLANCHE 17 : LES ESPACES BOISES CLASSES ET LES PERIMETRES SPECIFIQUES



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007

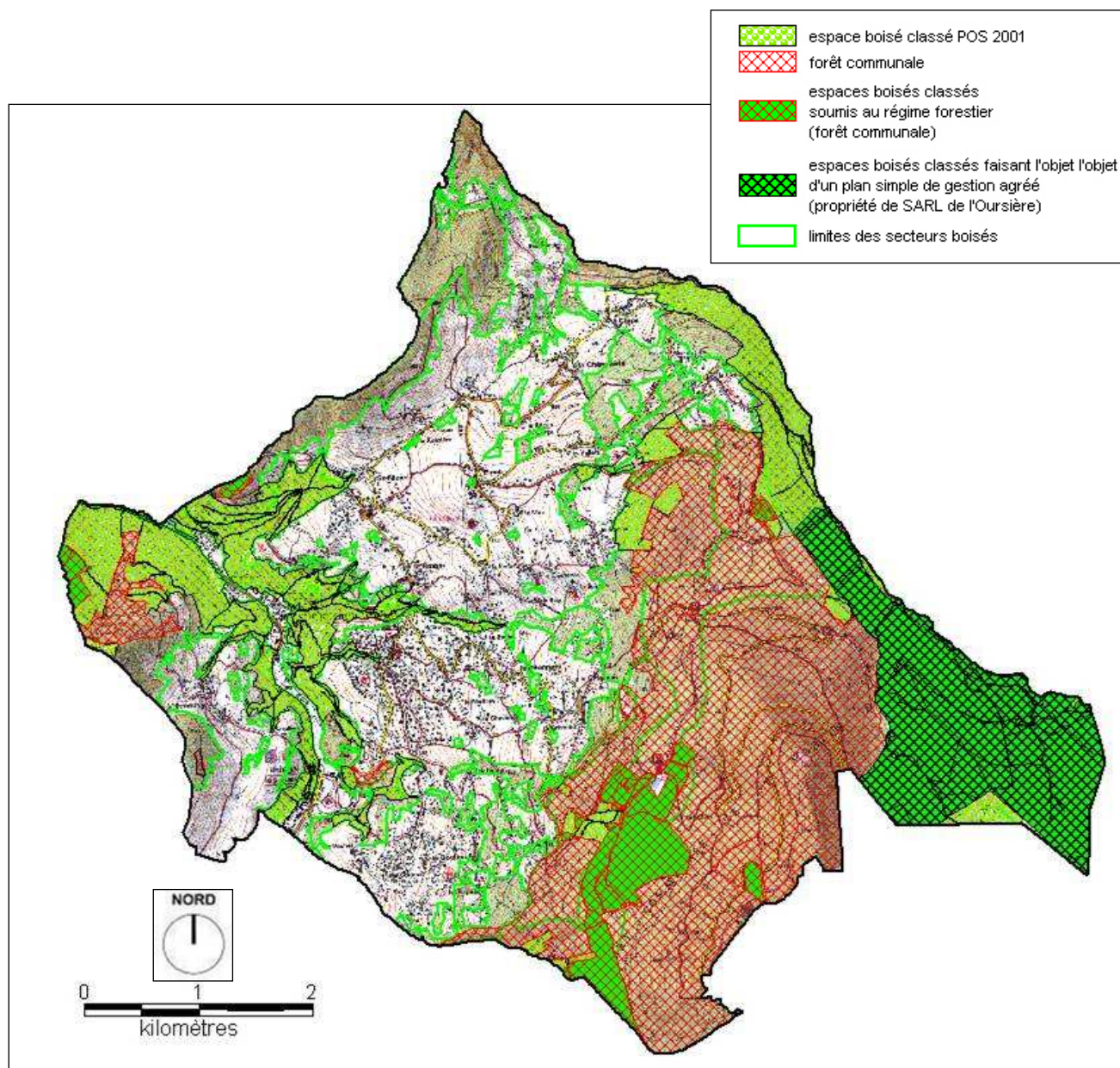


## PLANCHE \_18 : LES E.B.C. DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE 2001



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin  
d'Uriage, juillet 2006.

2007



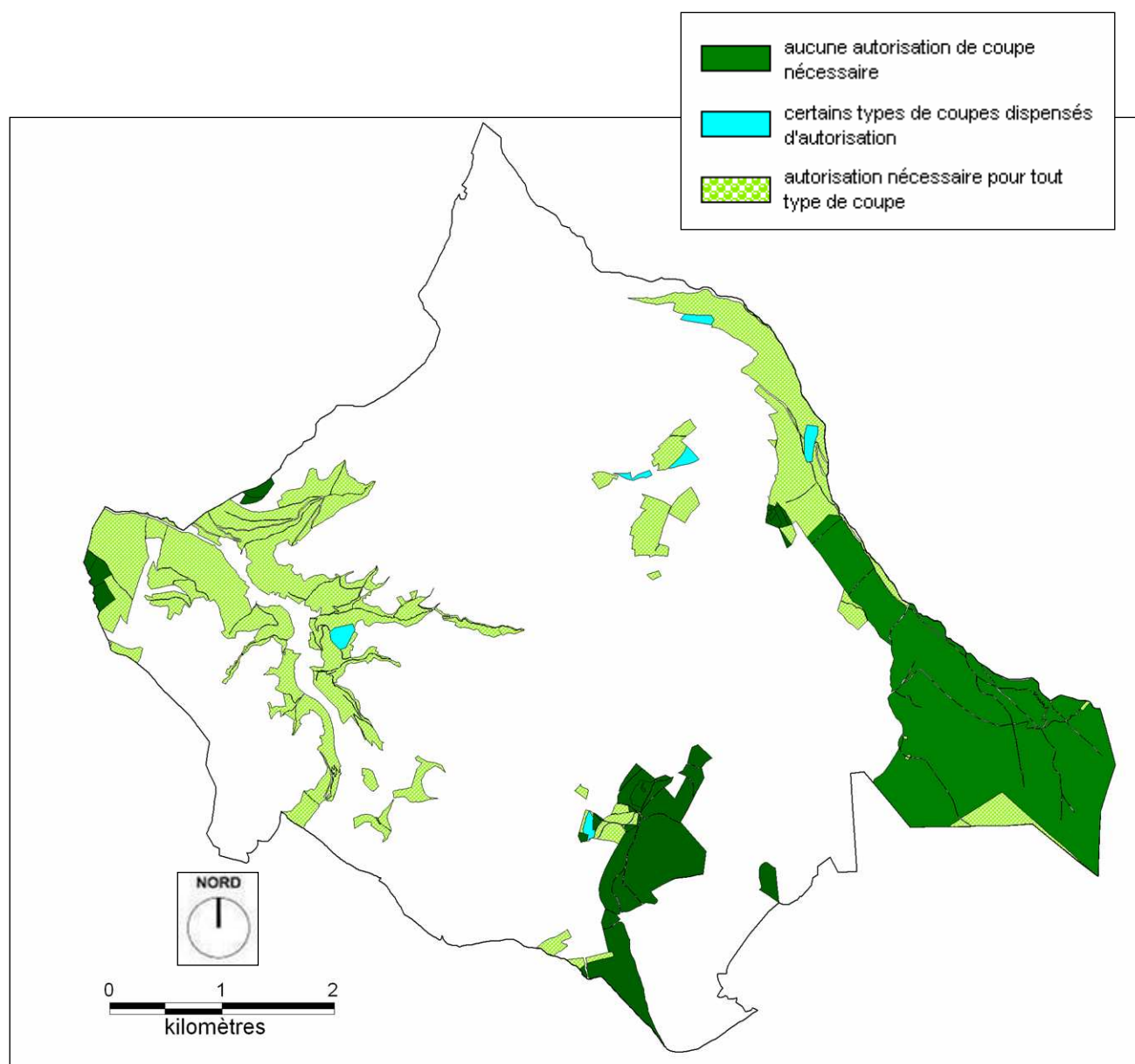


## PLANCHE 19 : CLASSEMENT DES E.B.C. DU POS DE 2001 SELON LES MODALITES D'AUTORISATION DE COUPE



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007



#### 6.1.2.3. Les E.B.C. à retirer

Après une revue des principaux enjeux constitutifs du classement en Espaces Boisés Classés, il s'agit de voir quels sont les E.B.C. du Plan d'Occupation des Sols de 2001 à modifier pour ce zonage :

- Les E.B.C. en forêt communale concerneraient 120 hectares (pour un total de 856,2 hectares sur la totalité de la commune) dont un déclassement des parcelles soumises au régime forestier. Cela concerne principalement le secteur Sud du Lieu-dit Le Marais.
- Les E.B.C. qui font l'objet du Plan Simple de Gestion agréé, et qui s'avèrent inutiles en forêt privée, soit 306 hectares. Par exemple la forêt de l'Oursière.
- Les E.B.C. dans les zones de protection de captage.
- La quasi-totalité des E.B.C. se trouvant dans les zones à risque du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles.
- Les E.B.C. dans les périmètres de sites inscrits et classés (voir carte).

On distingue ainsi trois classes d'E.B.C. ;

- celles dont aucune autorisation préalable de coupe ou d'abattage ne sont nécessaires.
- celles dont les catégories de coupe, ou abattage d'arbre, définies dans l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2000-7415 ne sont pas soumises à autorisation préalable.
- celles où une autorisation préalable doit être obtenue avant toute coupe ou abattage d'arbre, hormis l'enlèvement de chablis, de bois mort ou d'arbres dangereux.

#### 6.1.2.4. Typologie des peuplements forestiers

Il est possible d'établir une typologie des bois et forêts selon les différents étages de végétation qui les caractérisent. Le rapport de l'association Dryades (2006, p. 14) précise que « *la variabilité altitudinale, topographique et la variabilité de l'orientation des forêts et du dynamisme des exploitations sylvicoles sont à l'origine d'une grande diversité des types de peuplements forestiers présents à Saint-Martin d'Uriage.* » Il est ainsi possible d'établir des ensembles de végétation arbustive à partir de l'exposition et l'altitude des versants boisés de la commune.

- Les bois et forêts de feuillus de l'étage collinéen :

Les associations végétales principales sont la tilliaie-charmaie et la chênaie-charmaie, avec toutefois de nombreux sylvofaciès et une présence quelquefois dominante du châtaignier. Les trois essences les plus abondantes sont constituées du frêne, du tilleul à petite feuille et du châtaignier, ainsi que du charme et de l'érable sycomore.

- Les forêts de l'étage montagnard :

L'étage montagnard est constitué par une grande partie de hêtraie sapinière. On constate une large domination de la futaie de conifères (épicéa et sapin), alors que la base de l'étage montagnard est constituée d'essences de feuillus de l'étage collinéen. Cette domination est liée à la pratique intensive et dynamique de la sylviculture.

Notons que certaines futaies mixtes sont à relever, notamment dans les versants qui sont orientés vers le Nord. Les Drayes mettent en valeur des zones de présence importante de feuillus.

- Les forêts de l'étage subalpin :

L'étage subalpin est principalement marqué par la disparition d'essences feuillues, on constate que seuls subsistent l'érable sycomore et le sorbier des oiseleurs à la base de l'étage, ainsi que le bouleau verruqueux jusqu'à une altitude plus élevée. L'épicéa est dominant sur tout l'étage, il apparaît avec le pin à crochets quasiment jusqu'au sommet. Le sapin disparaît en revanche assez rapidement dans l'étage subalpin.

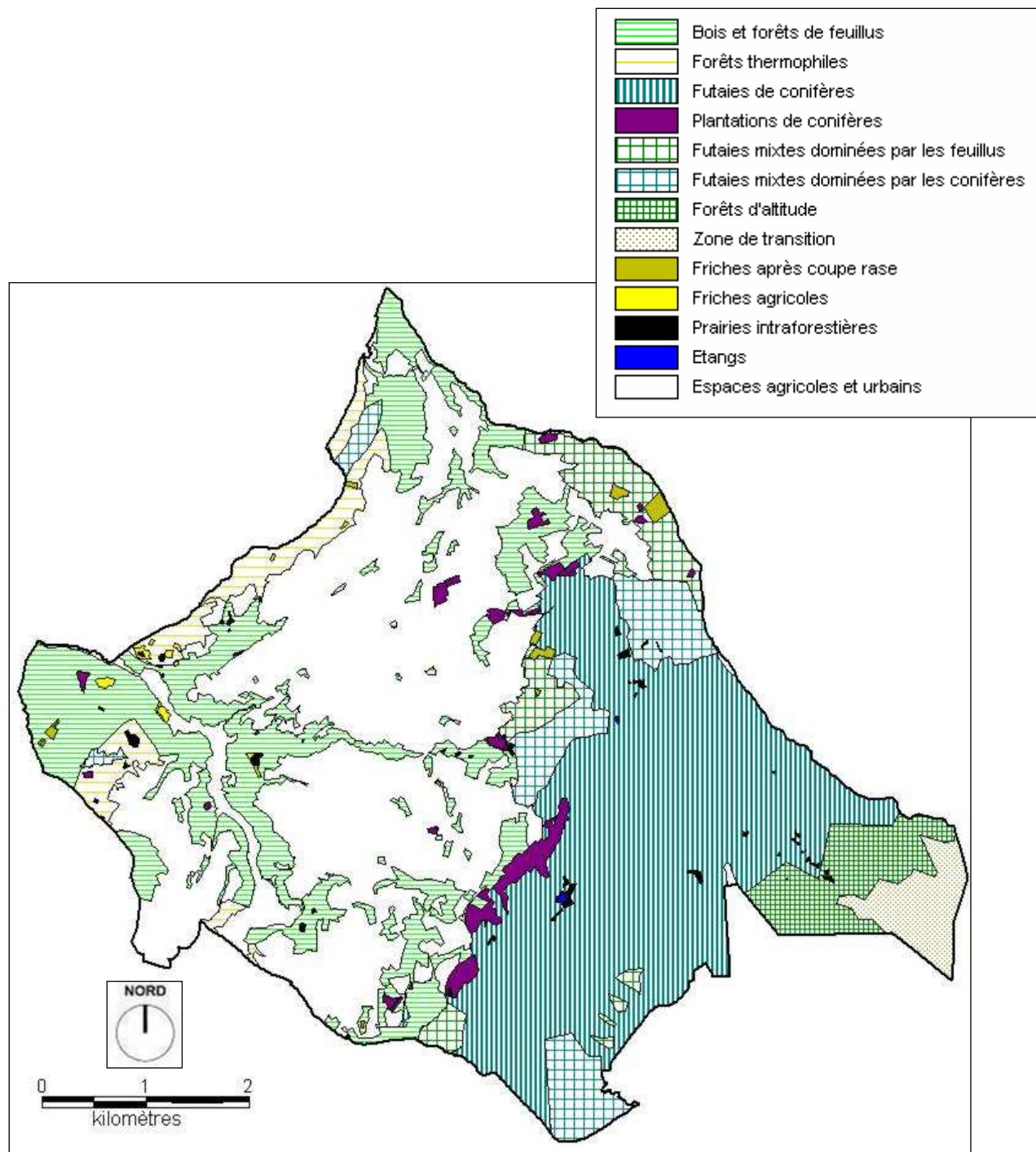


## PLANCHE 20 : TYPOLOGIE DES FORETS DE SAINT MARTIN D'URIAGE



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007



#### 6.1.2.5. Le rôle des forêts dans la protection des risques naturels

Les forêts et boisements de la commune de Saint-Martin d'Uriage constituent un facteur de réduction des risques naturels tels que ceux recensés par l'association DRYADES. Ainsi, trois types de risques sont à mettre en relief par rapport à la présence de boisements ;

- les glissements de terrain
- les crues torrentielles en érosion
- les avalanches, chutes de pierres et de blocs

Figure 45 Le rôle des forêts dans la protection des risques naturels

Type de risque	Description	Rôle de prévention de la forêt	Localisation du secteur concerné pour Saint-Martin d'Uriage
<b>Glissement de terrain</b>	« Les glissements de terrain sont des déplacements lents (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour) d'une masse de terrain cohérente le long d'une surface de rupture généralement courbe ou plane. Les coulées de boues résultent de l'évolution des glissements et prennent naissance dans leur partie aval. Ce sont des mouvements rapides d'une masse de matériaux remaniés. » (DRYADES, p. 17)	Le système racinaire lié à la présence des arbres permet de stabiliser les sols en réduisant la quantité d'eau infiltrée. Cela influe sur les glissements de terrain superficiels.	Cela concerne une large surface de la commune. La carte d'aléas de prévention des risques naturels ainsi que le rapport de présentation permettent de mieux visualiser la localisation de ce type de risque à partir des aléas moyen et forts. Tous les terrains situés - sur les deux versants surplombant la RD 524 ; -en amont des habitations de la combe de Gières et d'Uriage-les-Bains ; -en amont de la RD 280 ; -en amont du hameau des Cortières ; - les terrains dominant la ferme des Vignasses ; - particulièrement ceux dominant les ruisseaux et les torrents.

<p><b>Crues torrentielles en érosion</b></p>	<p>« Les torrents sont (...) générateurs de risques d'inondation accompagnée d'érosion et d'accumulations massives de matériaux. Dans le bassin des torrents on peut donc observer les phénomènes suivants : -érosion très importante sur les versants et le bassin de réception ; -affouillements intenses et/ou apports solides massifs dans le chenal et sur le cône de déjection et, de ce fait, déplacements brusques du chenal sur le cône de déjection (si celui-ci n'est pas endigué). » (DRYADES, p. 18)</p>	<p>La forêt permet de diminuer la quantité d'eau ruisselante ainsi que l'eau qui s'infiltre. Cela permet donc de stabiliser les berges. Il convient de maintenir un couvert végétal diversifié de 70% de la surface du bassin versant. La forêt possède cependant l'inconvénient de favoriser la formation d'embâcles ainsi que la déstabilisation des berges en cas de déracinement d'arbres.</p> <p>Il est conseillé de maintenir l'état boisé de l'ensemble des terrains surplombant les torrent soumis à l'aléa « glissement de terrain ».</p> <p>Il est également important d'entretenir la forêt pour éviter la formation de chablis et d'embâcles.</p>	<p>L'ensemble des torrents et ruisseaux de la commune. Les terrains qui sont concernés par le maintien du couvert boisé sont ceux qui dominent les cours d'eau et qui sont soumis à l'aléa glissement de terrain.</p>
<p><b>Avalanches, chutes de pierres et de blocs</b></p>	<p>Manteau neigeux susceptible de se déplacer de sa base.</p> <p>Blocs de pierre en sommet de montagne qui peuvent se déplacer par force gravitaire.</p>	<p>La forêt, au même titre que les torrents et les glissements de terrain, permet de freiner l'avancement des phénomènes d'avalanches et de chutes de blocs.</p>	<p>Parties hautes de la commune. La départementale D111 est traversée par des couloirs d'avalanche.</p> <p>Gorges du Doménon pour les chutes de pierres et de blocs.</p>

Source : Association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

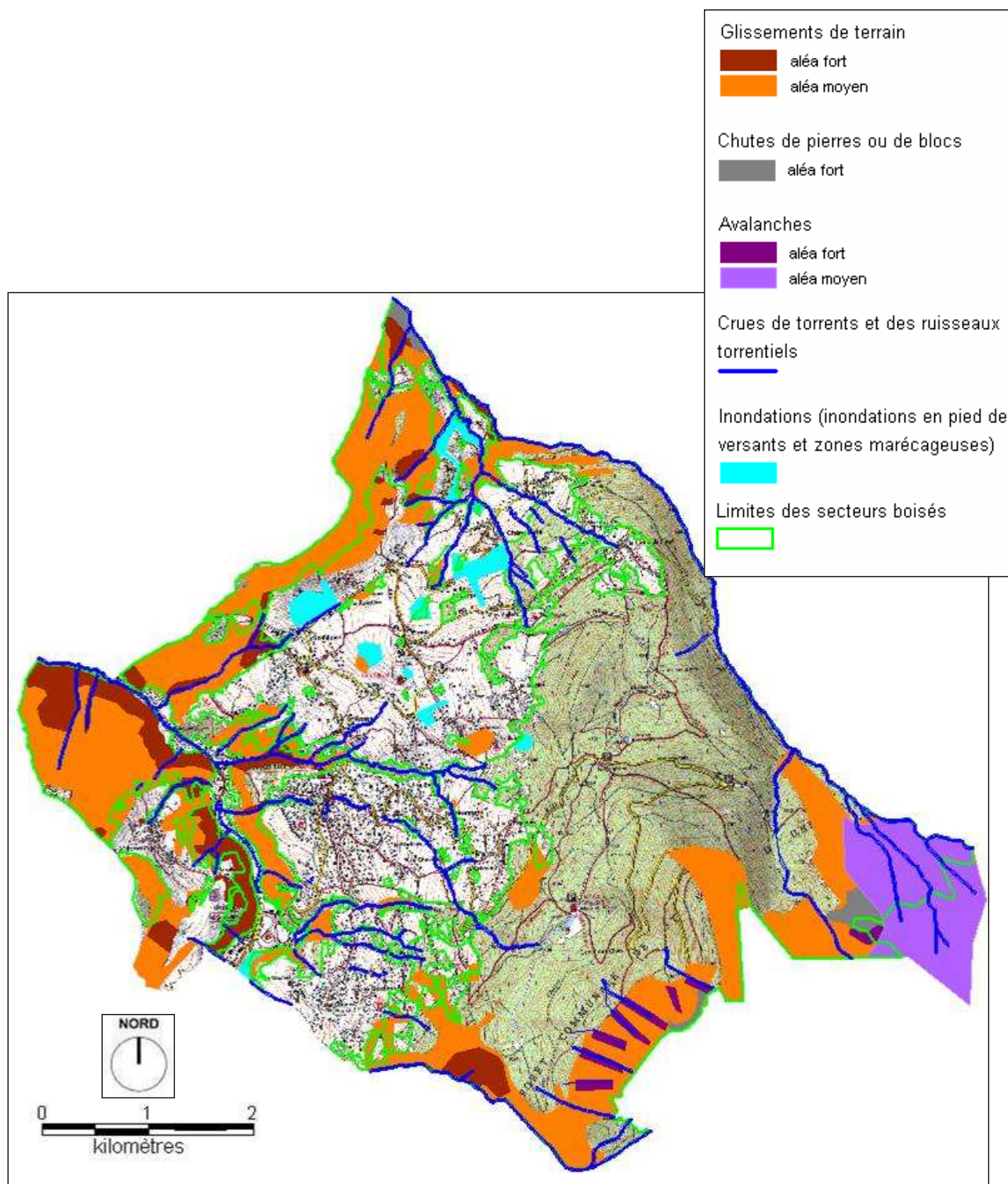


## PLANCHE 21 : CARTE D'ALEAS DES RISQUES NATURELS



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007

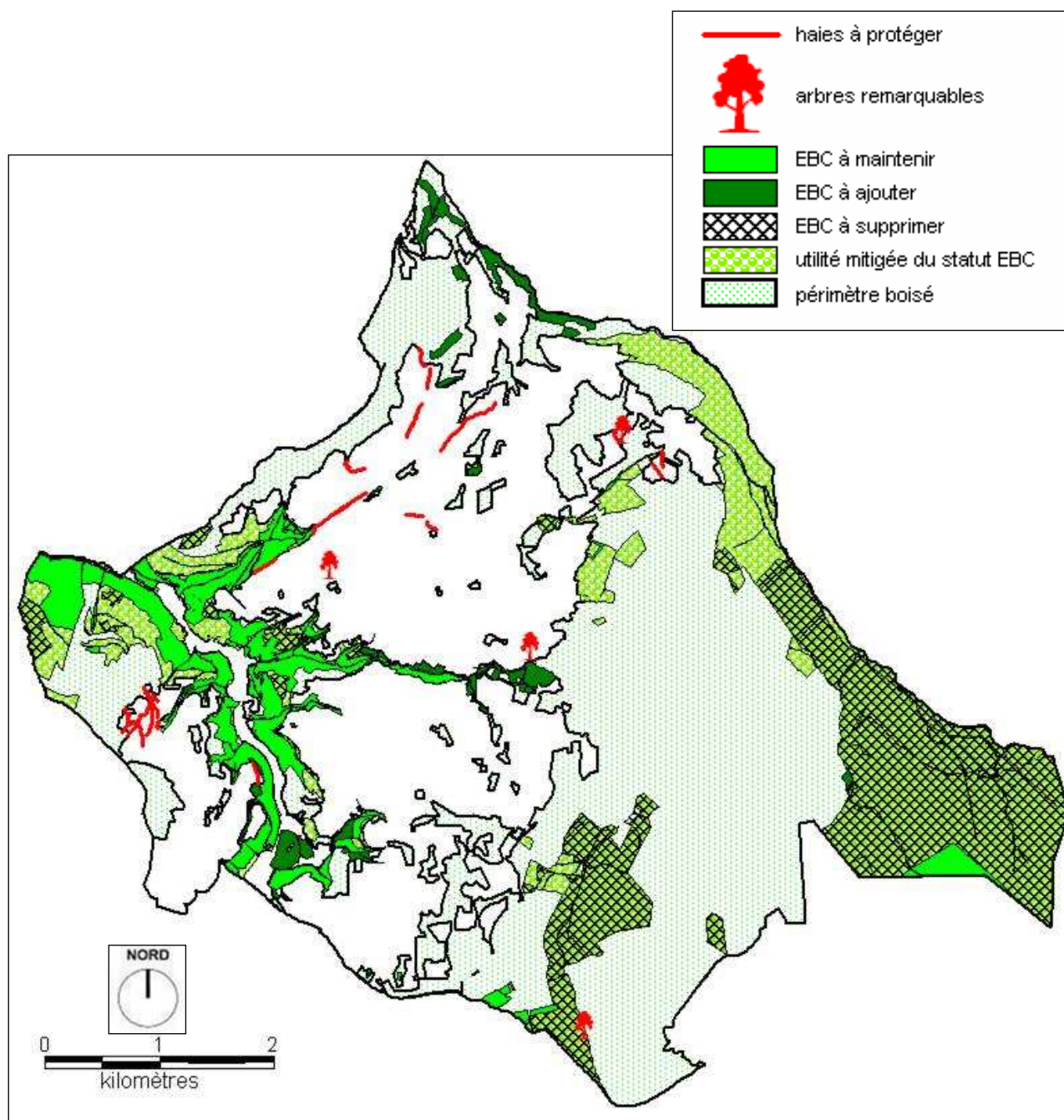


## PLANCHE 22 : PROPOSITION DE CLASSEMENT EN ESPACES BOISES CLASSES



D'après l'association DRYADES, étude sur le patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, juillet 2006.

2007



#### 6.1.2.6. Propositions de traitement des espaces boisés classés pour le PLU

L'association DRYADES effectue au terme du rapport de présentation sur le patrimoine boisé de la commune, une série de propositions portant sur les 856 hectares d'E.B.C. classés au Plan d'Occupation des Sols de 2001 de Saint-Martin d'Uriage.

Ces propositions concernent à la fois les bois et forêts, les haies, ainsi que les arbres remarquables.

Les propositions concernant le classement du zonage E.B.C. pour les bois et forêts se résument par (voir carte sur les « propositions de classement en E.B.C. ») :

- un retrait du statut E.B.C. pour 422 hectares de bois, étant donné leur soumission au régime forestier, la mise en place de plans simples de gestion agréés, ainsi que pour une petite partie de terrains non boisés qui sont classés en E.B.C.
- 199 hectares en E.B.C. qui devraient conserver ce dernier statut.
- 56 hectares à ajouter en E.B.C. étant donné leur rôle écologique, paysager et de prévention des risques naturels.
- 235 hectares qui permettent une bonne gestion sylvicole, mais qui alourdissent les procédures administratives et qui augmentent donc les charges financières. Le statut E.B.C. est inadapté pour les futaies régulières de résineux et les plantations qui font l'objet de coupes claires lors du stade de maturité des arbres.

Les haies font également l'objet d'une nouvelle définition du statut des E.B.C., avec certaines haies à protéger (voir partie correspondante de l'État initial de l'environnement). L'étude propose de classer en E.B.C. 41 haies.

Enfin, quatre arbres remarquables ont été identifiés sur la commune, ils sont localisés sur la carte de proposition du nouvel E.B.C. (voir partie correspondante de l'État initial de l'environnement »). Trois d'entre eux font l'objet d'une mise au classement en E.B.C., le quatrième doit faire l'objet d'une prise en compte à partir du plan d'aménagement forestier de la forêt communale.



## 6.2. Les secteurs d'activités secondaire et tertiaire

---

### 6.2.1. Les entreprises

La commune compte 151 sièges d'entreprise.

On comptabilise par exemple:

- 6 entreprises de commerce de gros et intermédiaires du commerce
- 21 commerces de détails
- 20 hôtels restaurants
- 3 activités informatiques
- 28 services aux entreprises
- 7 services personnels
- 12 entreprises de construction
- 3 commerces et réparation automobile
- 4 activités récréatives et sportives.

#### 6.2.1.1. L'artisanat et les commerces en 2007

##### Commerces d'alimentation

---

Saint Martin d'Uriage	<b>Rambaldi-Gigogne</b> Route d'Uriage - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Boulangerie, pâtisserie
	<b>Pain des 4 Seigneurs</b> Villeneuve - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Boulangerie
	<b>Casino France</b> Route d'Uriage - 38410 Saint-Martin-d'Uriage
Uriage	<b>Boucherie Vaudet</b> Avenue des Thermes- 38410 Uriage-les-bains Boucherie, charcuterie, traiteur
	<b>Locquet Bernard</b> Avenue des Thermes - 38410 Uriage-les-bains Boulangerie, pâtisserie, salon de thé

##### Bars

---

Saint Martin d'Uriage	<b>Le Café de la Place</b> Place de la Mairie - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Bar, restaurant
	<b>Le Café de la Marine</b> 306, avenue des Thermes - 38410 Saint-Martin-d'Uriage
Uriage	<b>L'armenonville</b> Parc d'Uriage - 38410 Uriage-les-bains Bar, salon de thé, glacier
	<b>La Fondue</b> Avenue des Thermes - 38410 Uriage-les-bains Bar, crêperie, glacier
	<b>Salon de Thé Maison et Chocolat</b> 38410 Uriage-les-bains

##### Restaurants

---

Saint Martin d'Uriage	<b>Le Basilic</b> Place de la Mairie - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Bar
	<b>Auberge Saint-Michel "Chez Martial"</b> Route de Gières - 38410 Uriage les bains Hôtel, restaurant

Uriage	<b>Les Mésanges</b> 8, rue des mésanges - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Hôtel**, logisde France, restaurant, terrasse, dans un site privilégié
	<b>Restaurant Le Café de la Marine</b> 306, avenue des thermes - 38410 Uriage les bains Crêperie, glacier
	<b>Les Seiglières</b> Route de Chamrousse - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Hôtel, restaurant
	<b>La Fondue</b> Avenue d'Uriage - 38410 Uriage-les-bains Bar, crêperie, restaurant
	<b>El Patio Andalou</b> Sonnant d'Uriage Restaurant
	<b>Grill 38 (restaurant de la tour)</b> 709, route de Gières - 38410 Uriage-les-bains
	<b>La Sierra</b> Le Sonnant - 38410 Uriage-les-bains Pizzeria, restaurant ouvert 7j / 7 midi et soir, mariage, banquets...
	<b>Les Terrasses</b> Place Déesse Hygie - 38410 Uriage-les-bains Restaurant, clef d'Or de la gastronomie 97, 17/20, 3 toques rouges 2 Etoiles au guide Michelin 2002 Philippe Bouisson : Chef de cuisine
	<b>La Tour Maline</b> Parc d'Uriage - 38410 Uriage-les-bains Restaurant, salon de thé
	<b>Prince</b> (Table gourmande Rhône-Alpes)

## Hôtels

<b>Saint Martin d'Uriage</b>	<b>Les Seiglières</b> Les Seiglières - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Hôtel, restaurant
	<b>Les Mésanges</b> Le Vacher, - 38410 Saint-Martin-d'Uriage Hôtel**, restaurant avec terrasse dans un site privilégié
<b>Uriage</b>	<b>Auberge Saint-Michel "Chez Martial"</b> Route de Gières - 38410 Uriage-les-bains Hôtel, restaurant
	<b>Le Grand Hôtel ***</b> Place Déesse Hygie - 38410 Uriage-les-bains Hôtel, restaurant "Les terrasses d'Uriages"

## Campings

<b>Uriage</b>	<b>Le Buisson</b>
---------------	-------------------

## Pizzerias

<b>Uriage</b>	<b>Pizza Azo</b> Camion Pizza Sur Marché Uriage (Lundi matin en saison) et Marché Saint Martin d'Uriage (Mercredi matin) Parc d'Uriage en fin de journée les Mardi et Vendredi
---------------	---

## Coiffures

<b>Saint Martin d'Uriage</b>	<b>Salon Jenif' Hair</b>
<b>Uriage</b>	<b>Axel Marens</b>

Institut de beauté Lauryne  
Salon Catherine Calvat  
Salon Josiane Coiffure

### **Tabacs presse**

Saint Martin d'Uriage	Chez Joce
Uriage	La Marmotte

### **Agences immobilières**

Saint Martin d'Uriage	Agence Réact'Immo
Uriage	Agence Dechaux Agence Gix

### **Art et décoration**

Uriage	Rêves de campagne
--------	-------------------

### **Établissements bancaires**

Saint Martin d'Uriage	Bnp / Paribas
Uriage	Caisse d'Epargne des Alpes Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes Banque Postale
Saint Martin d'Uriage	Agence postale
Uriage	Bureau postal

### **Fleuristes**

Uriage	<b>Les Jardins de Belledonne</b> Le Sonnant - 38410 Uriage-les-bains Plantes fleuries, arbres et compositions florales  <b>Rêves de Campagne</b> Avenue des Thermes
--------	--

### **Garages**

Uriage	Halot Technic Auto
--------	-----------------------

### **Pressing**

Uriage	Pressing du Rocher
--------	--------------------

L'activité commerciale est importante sur la commune. La proximité de Grenoble, combinée avec les migrations domicile-travail très importantes, fait qu'elle n'est pas aussi développée que possible. Toutefois l'activité thermale et touristique permet de soutenir. On peut remarquer également que le commerce est réparti entre la station d'Uriage et le bourg, mais que dans ce dernier l'offre commerciale est relativement réduite même si un certain dynamisme semble vouloir le développer. L'implantation récente d'une pharmacie et d'un distributeur bancaire en témoigne. D'anciens commerces comme la boucherie ne sont toujours pas remplacés.

#### **6.2.1.2. Les marchés**

<b>Saint Martin d'Uriage</b>	Marché au Bourg de Saint Martin d'Uriage (derrière la Mairie) le mercredi matin de 8h00 à 12h00.
------------------------------	--



## Uriage

Marché dans le Parc d'Uriage  
le lundi matin, de 8h00 à 12h00

### 6.2.2. Le Thermalisme

Uriage bénéficie d'un climat tempéré, idéal pour les séjours de santé et de détente. Les affections traitées sont la rhumatologie, la dermatologie, les voies respiratoires. La station thermale a été créée à la fin du XIXème siècle. Après la guerre, l'activité thermale a baissé. Les villas sont devenues des résidences à l'année, les hôtels ont été réhabilités en logements privés. Il aura fallu attendre le début des années 1980 pour que la station retrouve un certain essor.

#### 6.2.2.1. L'Établissement thermal

Depuis 1993 l'établissement thermal est associé avec les Laboratoires Dermatologiques d'Uriage qui créent et distribuent en France et à l'étranger (Japon) des produits de soins et d'hygiène contenant de l'eau d'Uriage. Les Laboratoires Dermatologiques d'Uriage ont acquis en 2005 l'établissement thermal.

#### 6.2.2.2. Les cures thermales

Des cures médicalisées de 3 semaines consistent en des exercices en piscine, des bains, des soins ORL, des massages sous le contrôle de kinésithérapeutes (Mobilisation en piscine, piscine de jets sous marins, bains bouillonnants, douches au jet, bains d'hydro massage, traitement de l'arthrose des mains, les techniques de traitement les plus perfectionnées).

L'institut d'hydrothérapie est rattaché au Grand Hôtel d'Uriage. Il propose des cures de bien être, des soins esthétiques.

### 6.2.3. Casino



Situé à quelques minutes de l'agglomération grenobloise, le Casino d'Uriage-les-Bains propose de nombreuses animations : soirées musicales, thés dansants... Le casino exploite machines à sous, boule et jeux traditionnels comprenant roulette anglaise et black-jack. Le casino constitue un pôle d'attraction pour la région urbaine.

Il génère des emplois, une cinquantaine, et produit des recettes qui permettent d'augmenter le rythme des investissements de la commune.

Source : site de l'Office Thermal et Touristique d'Uriage-les-Bains

## 7 INFRASTRUCTURES ET RESEAUX

### 7.1. EAU POTABLE

---

#### 7.1.1. Situation actuelle (juillet 2007)

##### 7.1.1.1. Gestion du réseau

La production et la distribution de l'eau potable sur la commune sont déléguées par un contrat d'affermage à Véolia eau – Générale des eaux jusqu'au 31 décembre 2015. La responsabilité du fermier est d'exploiter le réseau, de produire et distribuer une eau de qualité, de maintenir (maintenances préventive et curative) la valeur du patrimoine communal qui lui est confié, et de conseiller la commune quant aux investissements à faire. La responsabilité de la commune est de définir puis de réaliser les investissements nécessaires pour accompagner l'évolution des besoins. Des mécanismes de contrôle du fermier et de coordination des actions sont exercés aussi souvent que nécessaire, et au minimum quatre fois par an.

##### 7.1.1.2. Ressource en eau

L'eau provient de nombreux captages sur les pentes de Belledonne<sup>35</sup>. Ces captages sont exploités par deux entités différentes:

- le fermier pour les captages communaux,
- le SIEC (Syndicat Intercommunal des Eaux de Casserousse).

#### **Captages communaux:**

En période d'été, leur production cumulée moyenne est de l'ordre de 1.300 l/mn, les extrêmes récents étant de 1.060 l/mn en 09/2003 et 1.618 l/mn en 09/2006. Il y a 12 zones de captages: Grand Gouillat sur le bassin versant du Domeynon, et La Raje, Les Bonnets, Pertuits, Dauphin, Rivail, Delphin/Gavin, Crozat, Lallieu, Murienne, Les Ripes sur le bassin du Sonnant. Une partie des eaux de Grand Gouillat, qui produit un tiers du total, est conduite gravitairement vers le bassin du Sonnant.

#### **Eau produite par le SIEC**

La commune est associée à ses voisines Brié et Angonne, Herbeys, Poisat et Venon pour exploiter en commun plusieurs sources, toutes sises sur son territoire. Le SIEC possède un réservoir de tête au Replat, d'où part une conduite principale qui dessert Brié et Angonne, Herbeys et Poisat, après avoir traversé la combe du Sonnant.

11/28<sup>ème</sup> de la production du SIEC reviennent à la commune, soit de l'ordre de 400 l/mn en période d'été (350 l/mn en 09/2003). L'eau du SIEC est reçue en plusieurs réservoirs du système communal (Le Replat, Les Aveux, Le Chenevas, Villeneuve), ainsi qu'aux ouvrages de Grand Gouillat<sup>36</sup>.

En période d'été, les ressources en eau de la commune ne sont pas pléthoriques. Il ne restait que 10% d'excédent entre le cumul des ressources et celui des besoins, lors de l'été 2003. Il reste des facteurs d'amélioration: rénovation des captages, remplacement de

---

<sup>35</sup> À l'exception du captage des Ripes situé à Villeneuve d'Uriage.

<sup>36</sup> Les entrées principales se font au Replat et à Villeneuve; les autres entrées ont un rôle de secours en cas d'incident (casse d'une conduite...) ou de travaux nécessitant la condamnation temporaire de certains ouvrages.

conduites anciennes fuyardes... mais les ressources restent limitées. Cette limitation a été prise en compte dans le P.A.D.D.

### *Mesures de préventions de la pollution pour la qualité de l'eau brute*

Des périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné ont été définis conformément à la réglementation, pour chacun des captages. La réglementation fixe que les périmètres immédiats doivent être une propriété publique, clos et déboisés, protégés contre les pollutions accidentelles.

Ceci a été réalisé pour les principaux captages mais reste à finaliser pour les captages suivants: cités par ordre de priorité: des Ripes, de Delphin-Gavin, du Rivail, des Bonnets, du Pertuis, du Bit (ensemble des captages de ce site), Dauphin<sup>37</sup>.

Dans le périmètre de protection rapproché, sont interdits les dépôts d'ordures et de déchets. La plupart des activités sont réglementées et les activités nouvelles sont soumises à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

La qualité de l'eau brute de chaque captage est régulièrement surveillée, tant par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (contrôle officiel) que par le fermier (auto contrôle).

La commune dispose de ressources de bonne qualité. À noter cependant que le captage de Grand Gouillat est sensible aux événements orageux. Un dispositif a été installé récemment qui permet de l'isoler en cas de problème.

### *Distribution*

La répartition de l'habitat entre 950 et 350 mètres a nécessité de créer des systèmes de distribution par étage, à partir de petits réservoirs locaux. Le réseau communal s'est constitué par l'addition et la combinaison au fil du temps de plusieurs réseaux privés indépendants tous créés sur le même principe.

La topographie fait qu'en amont du bourg il y a trois systèmes de distribution isolés, dépendant chacun d'un réservoir de tête et d'un groupe de sources:

La Croix de Pinet, Le Chenevas, Pinet, La Ronzière, Le Penet, Saint-Nizier, Le Rossin, La Grivolée, Les Bonnets, Le Meffrey,

La Relatière, Le Vacher.

Les réservoirs des Aveux (desservant le bourg), d'Uriage et de Villeneuve bénéficient d'une meilleure sécurité d'approvisionnement. Le secteur de l'Envers de Pinet (Corps, La Chenevarie, les Ferrats...) dépend exclusivement du réservoir de la Croix de Pinet.

Le réseau est agencé en 7 sous-réseaux gravitaires, par secteurs géographiques et/ou tranches d'altitudes. Des compteurs généraux permettent d'identifier 22 îlots de distribution, et d'évaluer des rendements par îlot, en comparant le volume injecté et le cumul des consommations aux points de livraison.

Pour l'ensemble, on recense 19 réservoirs d'une capacité totale de 4.225 m<sup>3</sup><sup>38</sup>, 18 Km de réseaux d'adduction et 127 Km<sup>39</sup> de réseaux de distribution dont 55 Km de branchements pour 2098 clients.

Le réseau est vétuste en de nombreux points

Une grande partie du réseau est signalée "vétuste" par le fermier. Cela concerne 15 Km de conduites principales, soit 1/4 des abonnés. Il y a une forte proportion de branchements anciens (âgés de plus de 30 ans), et un nombre important de branchements en plomb.

Cette vétusté se perçoit dans trois domaines:

<sup>37</sup> Les autres captages d'eau potable (des Burines et du Verdeau, du Grand pré, du Paradis, de Fontfroide, ...) ne sont pas cités parce que les investissements de leurs protections respectives sont sous la responsabilité d'autres utilisateurs (commune de Vaulnaveys-le-haut, commune de Gières, SIEC).

<sup>38</sup> 9 réservoirs de forte capacité totalisent 4050m<sup>3</sup> – Les autres ont un rôle de brise-charge.

<sup>39</sup> Auxquels s'ajoutent 13,6 km de conduites sous statut intercommunal (SIEC)



*Rendement du réseau:* en période d'étiage, les ressources effectivement utilisables sont "justes".

*Saturation de capacité:* dans neuf quartiers à vocation urbaine. Ces quartiers sont indiqués sur la carte des réseaux.

La limitation provient soit du diamètre insuffisant de la conduite desservant le quartier (certaines conduites datent d'avant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale), soit de l'altitude du réservoir, soit des deux raisons à la fois. Il n'est plus délivré de permis de construire une habitation nouvelle dans ces quartiers jusqu'à ce que les investissements nécessaires aient été réalisés.

*Ruptures accidentelles,* assez fréquentes.

Répartition des volumes produits (mis en distribution)

Ventilation de l'eau potable mise en distribution (départs des réservoirs)				
	2001		2006	
	nbre	m3	nbre	m3
Clients particuliers (cl.domestiques)	1 850	271 261	2 037	280 545
Gros clients privés	3	52 581	5	38 139
Bâtiments publics / Espaces publics- bassins	32	47 682	56	51 464
total / total facturé	1 885	371 524	2 098	370 148
total mis en distribution		942 170		530 210
non facturé (bassins, fuites, poteaux d'incendie..)		570 646		160 062

On observe que la consommation *per capita* baisse très légèrement au fil des années.

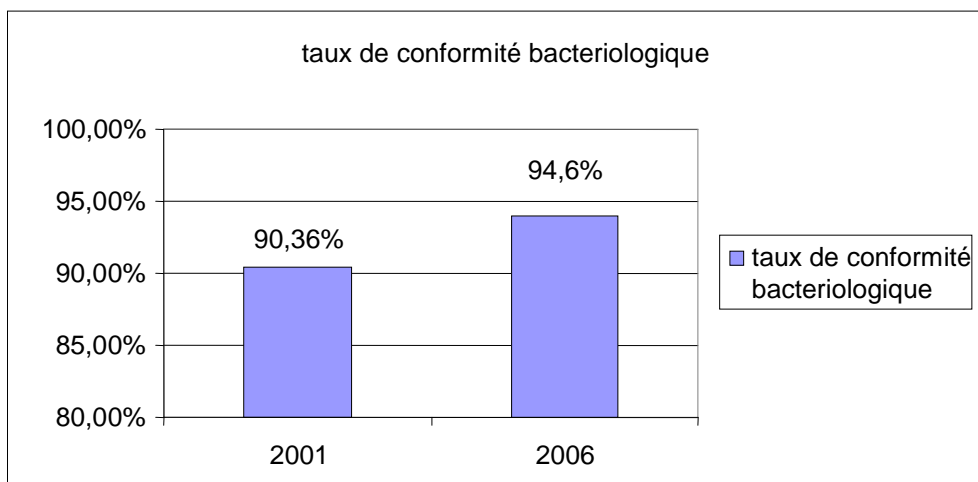
Il est à noter que la commune paye depuis 2003 non seulement la consommation d'eau des bâtiments publics (écoles, mairie, salles polyvalentes..) mais également celle des espaces publics. Tous les bassins et fontaines sont équipés de compteurs à cette fin.

#### *Suivi de la qualité de l'eau traitée*

Dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux distribuées sur Saint-Martin d'Uriage, la DDASS réalise des analyses de type physico-chimique et de type bactériologique. La fréquence et les paramètres sont fixés par le décret 1220 – 2001.

D'autres part, le délégataire réalise des autocontrôles sur l'ensemble du réseau dont la fréquence est fixée contractuellement. Les résultats pour les deux années de référence 2001 et 2006 sont les suivants :

Synthèse des contrôles de l'eau potable – exercices 2001 et 2006									
Limite de qualité	Contrôles DDASS			Auto-Contrôles Délégataire			Total		
	Nbre total	Nbre conformes	Taux de conformité	Nbre total	Nbre conformes	Taux de conformité	Nbre total	Nbre conformes	Taux de conformité
<b>2006</b>									
Bactériologie	58	Suivant réseau	91%	110	108	98,2%	162	160	94,6%
Physico-chimie	19	19	100%	8	8	100%	27	27	100%
<b>2001</b>									
Bactériologie	34	29	85,3%	90	83	92,2%	124	112	90,3%
Ph.-chim. (ressource)	13	13	100%	1	1	100%	14	14	100%
Ph.-chim. (distrib.)	36	35	97,2%	86	86	100%	122	121	99,2%



En 2006 le taux de conformité pour les différents réseaux sont :

Réseau d'Uriage : 94% des analyses sont conformes aux limites de qualité

Réseau de St martin d'Uriage : 87 % des analyses sont conformes aux limites de qualité

Réseau de la Croix de Pinet : 93 % des analyses sont conformes aux limites de qualité

Réseau de Chenevas Rossin : 90 % des analyses sont conformes aux limites de qualité

De manière à améliorer la qualité des eaux, plusieurs dispositifs ont été mis en place par la commune et le délégataire:

- Enquête téléphonique de satisfaction annuelle (technique de sondage):  
Cette enquête est menée chaque année sur un échantillon distribué sur l'ensemble du territoire communal. Elle permet de cerner les problèmes des clients du service de l'eau sur les différents aspects sensoriels de la qualité de l'eau: limpidité, odeur, teneur en chlore, teneur en calcaire, goût de l'eau.... Lors de la dernière enquête, les résultats ont été les suivants :
  - 95 % de clients satisfaits de la limpidité de l'eau,
  - 85 % de clients satisfaits de l'odeur,
  - 81 % de clients satisfaits du goût de l'eau,
  - 75 % de clients satisfaits de la teneur en calcaire, <sup>40</sup>
  - Pour un client sur 4, la teneur en chlore n'est pas satisfaisante.
- Panel de consommateurs volontaires (les "goûteurs d'eau") dont la mission est d'alerter le fermier en cas de variations de la qualité gustative de l'eau.
- Tournée systématique rationalisée des purges de réseau sur les secteurs où la circulation n'est pas bonne (antennes terminales....)

### *Maîtrise de la qualité de l'eau*

Des investissements visant à l'amélioration de la maîtrise des traitements et de la qualité de l'eau ont été réalisés dans les dernières années:

- Électrification de plusieurs réservoirs écartés, permettant d'y utiliser des appareillages automatiques et d'installer une télésurveillance. Notamment à Villeneuve, à Uriage (électricité générée par turbinage de l'eau reçue), au Replat, à la Croix de Pinet, au Chenevas,
- Mise en place d'une unité d'électrochoration à Villeneuve et à Uriage,

<sup>40</sup> Ceci montre une subjectivité certaine car la totalité de l'eau servie sur la commune provient du massif cristallin de Belledonne.

- Travaux sur l'ensemble des captages, avec pour certains, création de la possibilité de condamner temporairement ceux des drains qui sont temporairement pollués (ex à Grand Gouillat).

Par ailleurs, le décret du 3 janvier 1989, modifié par celui du 5 avril 1995, impose que la concentration maximale en plomb dans l'eau n'excède pas 10mg/l à compter du 25 décembre 2013. Afin de se mettre en conformité avec la réglementation, les canalisations en plomb<sup>41</sup> devront donc être remplacées. Le contrat d'affermage entré en vigueur en 2004 fixe les principes de renouvellement systématique des "branchements vétustes" (qui incluent les branchements en plomb), au rythme minimal de 76 branchements par an (soit un renouvellement total du parc en 25 ans), et la répartition de cette charge entre la commune et le fermier.

Enfin, il faut mentionner que des mesures de sécurité impératives doivent être prises en application du nouveau plan Vigipirate mis en place en mars-avril 2003 dès qu'il atteint le niveau "orange"<sup>42</sup>. Ce plan peut expliquer un changement du goût de l'eau (taux de chlore plus élevé).

### 7.1.2. Situation projetée

#### 7.1.2.1. Les contraintes liées aux ressources – nouvelles ressources potentielles

Les ressources actuelles de la commune sont limitées. Elles connaissent un étiage marqué chaque été, d'août à début octobre. On ne peut qu'envisager de maintenir leur production par une politique d'entretien régulier des captages et des conduites d'adduction. Aucun stockage d'importance n'est envisageable.

Il existe d'autres sources sur le territoire sur lesquelles la commune n'a aucun droit<sup>43</sup>, qui appartiennent à des personnes privées, physiques ou morales. Certaines de ces sources, qui ont un débit appréciable en période d'étiage doivent être considérées comme un potentiel de développement intéressant, dont le coût de concrétisation (intégration aux réseaux communaux) semble raisonnable. Ce potentiel doit être préservé dans l'intérêt des générations futures. (Voir sous le titre "sources remarquables").

Les ressources du SIEC sont également limitées et subissent le même régime d'étiage que les sources communales. Les autres communes adhérentes doivent donc elles aussi veiller à l'optimisation de l'emploi de leurs parts respectives des ressources. La commune de Saint Martin d'Uriage veillera à préserver ses droits, tout en offrant à ses voisines, plus petites, de les faire bénéficier de son expérience.

On peut aussi envisager d'alimenter Uriage par une eau "venue d'ailleurs", ce qui permettrait de disposer des ressources actuelles pour le reste du territoire, et d'autoriser un développement supplémentaire de la population. Mais ceci aurait un coût élevé.

Le fait que la ressource en eau de la commune soit bornée est l'une des nombreuses contraintes prises en compte pour le choix du taux de développement de la population affiché dans le PADD.

<sup>41</sup> en règle générale, le service public de l'eau (commune + fermier) ne remplace que les conduites publiques; la responsabilité de remplacer les conduites en aval du compteur d'abonné incombe aux propriétaires.

<sup>42</sup> voir notamment la circulaire conjointe de la Direction Générale de la Santé et de la Direction de l'Eau référencée DGS/SD7 A n° 2003-524/DE/19-03 du 7 Novembre 2003.

<sup>43</sup> Sauf dans le cas du Syndicat de eaux de la Brodure et du Chavanais, dont la commune est l'un des membres, pour avoir acquis l'hôtel du Belvédère.



#### 7.1.2.2. Les besoins prévisibles

En termes de volumes, ils découlent de l'augmentation de population envisagée.

En termes de réseaux, aucun réseau nouveau n'est à créer *ex nihilo* puisque aucune zone nouvelle n'est ouverte à l'urbanisation. Par contre de nombreux travaux sont à penser et à exécuter pour que la structure et les caractéristiques du réseau soient à la hauteur des besoins.

Sur la commune, l'essentiel de la défense contre l'incendie dépend du réseau de distribution d'eau potable. Celle-ci présente des lacunes graves. Satisfaire l'ensemble des besoins à moyen terme nécessite d'agir dans plusieurs domaines:

- repenser l'architecture générale du système,
- créer des artères de forte capacité depuis les réservoirs de tête,
- créer un nouveau réservoir de tête au Chavanais,
- développer les moyens d'interconnexion entre les sous-réseaux,
- remplacer des conduites de quartier insuffisantes et/ou vétustes par des conduites de plus forte section,
- remplacer certains des réservoirs brise-charge par des dispositifs de régulation (détendeurs) qui permettent d'élever la pression de service dans les quartiers proches (en altitude) de ces réservoirs,
- éradiquer les branchements vétustes, notamment ceux en plomb.

#### 7.1.2.3. Interconnexions et alimentations de secours avec les communes environnantes

L'eau du SIEC est une variable d'ajustement en cas de problème. Ainsi, en 2003, la commune a pu passer un cap difficile parce que la SIEC dispose d'une interconnexion avec le réseau du SIERG<sup>44</sup> par laquelle il est possible d'alimenter une partie d'Herbeys. Herbeys a utilisé temporairement l'eau du SIERG, ce qui a permis à notre commune de dépasser son quota d'eau du SIEC.

Une interconnexion, non planifiée, est peut-être envisageable avec le réseau de Vaulnaveys-le-haut à la hauteur du quartier des Oddoz ("Les Davids" du côté de Vaulnaveys-le-haut), qui permettrait de mieux sécuriser les réseaux des deux communes.

Une autre possibilité d'interconnexion existe entre les réseaux Vaulnaveys-le-haut et de la commune au niveau d'Uriage. Des moyens provisoires ont permis de remédier à rapidement un accident sur le réseau de Vaulnaveys en 2003. Une solution pérenne pourrait être construite. Son intérêt serait limité du fait que l'interconnexion serait faite à basse altitude.

#### **7.1.3. Programmation des travaux – schéma directeur**

Le conseil municipal a adopté, le 29 avril 2005 (délibération n°66/2005) un schéma directeur du déploiement coordonné des investissements nécessaires pour traiter les difficultés en matière de distribution d'eau potable et de défense contre l'incendie.

Une version légèrement amendée de ce schéma, qui traduit les conclusions d'études engagées pour la mise en œuvre des premières étapes de ce schéma directeur a été adoptée le 15 juin 2007.

Le tableau de programmation résumé des grands investissements est donné sous le titre "défense incendie" en 7.4.2. Le schéma directeur détaillé peut être consulté en mairie.

<sup>44</sup>

Syndicat des eaux de la région grenobloise

## 7.2 Sources remarquables

---

Comme sur les autres pentes de Belledonne, un habitat s'est installé depuis des siècles sur le territoire de notre commune, grâce à la présence de l'eau. C'est ce qui explique que des bâtiments à vocation agricole, devenus au fil du temps des résidences, sont dispersés sur tout le territoire. La fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> siècle ont vu la création de réseaux de captage et de distribution d'eau pour la station thermale d'Uriage, pour des hameaux et des groupes d'activités par des propriétaires aisés ou des syndicats.

Une part importante des ressources communales actuelles provient de ces investissements anciens, par le biais d'acquisitions auprès de ces propriétaires et syndicats. Mais nombre de ces sources et captages restent encore la propriété de personnes privées, physiques ou morales.

La carte jointe en annexe repère les sources connues en distinguant

- leur niveau de production typique en période d'étiage (10 à 30 l/mn, 30 à 60 l/mn, >60 l/mn)
- à qui elles appartiennent (commune, établissement thermal d'Uriage, Syndicat des Eaux du Chavanais et de la Bruyère (SECB), autres propriétaires divers)

Cette carte mentionne aussi les tracés approximatifs de conduites tels qu'ils sont connus par la municipalité (anciens plans, tradition orale).

Étant donné que les ressources communales sont limitées, la commune considère qu'il est important de laisser aux générations futures la référence des sources qui méritent d'être préservées, avec comme vision stratégique la possibilité d'accroître les ressources dont la cité aura besoin pour des coûts raisonnables, notamment durant les périodes d'étiage en fin d'été.

## 7.3 Eau thermale

---

La source thermale captée au "puits Gautheron" est la propriété de l'Établissement thermal d'Uriage. Le premier arrêté ministériel d'autorisation d'exploiter et de livrer au public les deux sources "saline" et "sulfureuse" d'Uriage a été délivré le 28 avril 1877. En 1962, une demande de DIP et de DPP, déposée le 15 septembre 1962 était accompagnée de la proposition d'un périmètre de protection d'émergence résultant d'une étude hydrogéologique du professeur R.Michel (1962) qui indiquait une surface d'un peu plus de 4 hectares autour du puits Gautheron, délimitée à l'ouest et au nord par la D280, à l'est par le sentier partant du coude de la D280 et suivant approximativement la courbe de niveau 530, au sud par la première ligne de partage des eaux du ruisseau des Marais. L'étude du professeur R.Michel proposait également la mise en place d'un "périmètre de protection sanitaire étendu" dans lequel tout épandage souterrain d'eaux usées serait proscrit. Dans un rapport d'étude sur la source thermale de janvier 2006, le Bureau d'études géologiques et minières (BRGM) écrit : "... l'autorisation d'exploitation actuellement en cours est celle de 1877... il ne semble pas que les périmètres de protection proposés dans les différentes études aient été mis en place". Ceci vise le domaine de responsabilité des autorités de tutelle.

Quant à elle, soucieuse de contribuer au mieux de ses possibilités à la protection de cette ressource fondamentale pour l'activité de la station d'Uriage, la commune retient, comme périmètres de protection immédiat et rapproché de la source, les périmètres de protection sanitaire proposés par le professeur R. Michel, et prévoit d'acquérir les parties de ces périmètres appartenant à des tiers.

Elle retient également la proposition d'interdire l'emploi d'explosifs pour d'éventuels travaux de génie civil dans ces périmètres, car des explosions pourraient modifier les failles des couches de terrain qui dominent le puits de captage.

## 7.4. Défense incendie

---

### 7.4.1. La situation évaluée en 2002

En dehors de cas particuliers qui seront abordés à la fin de ce paragraphe, dans la commune, la Défense Incendie passe par l'usage de Poteaux d'incendie (PI) conformes et convenablement répartis sur le territoire. En substance, il y a conformité si <sup>45</sup>:

- Tout point à défendre est situé à moins de 200 m d'un PI conforme, à vol d'oiseau<sup>46</sup>,
- Le réseau permet d'alimenter le PI avec un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h avec une pression supérieure à un 1,0 bar pendant 2 heures, ce qui requiert des conduites de diamètre suffisant et une réserve spécifique disponible de 120 m<sup>3</sup>.

Une étude exhaustive a été faite en 2002.

Une grande partie du territoire de la commune apparaît en rouge sur la carte de diagnostic. À cette date on y comptait 871 habitations sur le cadastre, soit 43% de la population. En de nombreux endroits, il y a combinaison de plusieurs facteurs:

- La réserve disponible est inférieure à 120 m<sup>3</sup> (la capacité des réservoirs locaux est souvent de l'ordre de 10 à 20 m<sup>3</sup>),
- Les conduites entre la réserve et le PI ont un diamètre trop faible sur une partie du trajet,
- La différence d'altitude entre la réserve et le PI est trop faible pour générer la pression statique nécessaire.

Dans certains cas d'habitations isolées, le réseau d'eau potable n'existe pas ou s'il existe, il est insuffisant pour la Défense Incendie et le coût de son renforcement au niveau nécessaire serait exorbitant. C'est le cas de l'hôtel des Seiglières, du quartier du Bit, voire du quartier des Vignasses. Il faut alors envisager d'assurer la Défense Incendie en utilisant l'eau d'une réserve constituée à cette fin.

À contrario, l'étude ne signale aucun problème quant à la Défense Incendie des E.R.P.<sup>47</sup> situés sur la commune, hormis un ensemble immobilier de gîtes<sup>48</sup>.

Une étude complémentaire a été commandée pour évaluer les projets visant à améliorer la situation à court, moyen et long terme, jusqu'à ce que la conformité requise soit atteinte en tout point du territoire. Le SDIS<sup>49</sup> a été associé au cahier des charges de cette étude et invité à en partager les conclusions et les recommandations remises en juillet 2004.

### 7.4.2. Le schéma directeur "Réseau eau potable / défense incendie"

#### 7.4.2.1. Schéma adopté en avril 2005

Comme indiqué en 7.1.3 le conseil municipal a adopté, le 29 avril 2005, un schéma directeur pour le réseau d'eau potable traitant de l'ensemble des investissements à réaliser, qu'il s'agisse de traiter les non-conformités en matière de Défense Incendie, de renforcer la

---

<sup>45</sup> Textes de référence concernant la Défense incendie: circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, circulaire des ministères de l'intérieur et de l'agriculture du 20 février 1957, circulaire ER/4037 du 9 août 1967 du ministère de l'agriculture, arrêté préfectoral du 19 janvier 1999, norme française NF S 62.200 de septembre 1990.

<sup>46</sup> Règle qui assure une distance inférieure à 400 mètres au sol, en empruntant les seules voies de circulation.

<sup>47</sup> Établissements recevant du public

<sup>48</sup> Les Gîtes de Pierval, qui aujourd'hui ont pris la vocation de locatifs longue durée.

<sup>49</sup> Service départemental d'incendie et de secours



capacité de distribution du réseau là où elle est insuffisante, ou de rénover les sections de réseaux vétustes.

Les investissements requis sont de l'ordre de 4 millions d'euros, dont la moitié est attribuable à la Défense Incendie. Ce schéma identifie et hiérarchise 9 groupes de projets, qui ont été dimensionnés en rapport avec les capacités d'investissement annuelles envisageables:

1	Corps / Chenevarie / Ferrats / Cortières	6	Artère du Replat au Belin
2	Artère, de La Croix de Pinet au Penet	7	La Relatière / Les Royets
3	Saint Nizier / La Ronzière	8	Rossin de Saint Nizier
4	Réservoir au Chavanais	9	Aveux / Rivoire / Vignasses / Les Valets
5	Bonnets / Meffrey / Croix de Pinet		

Une étude d'assistance à maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des trois premières étapes a été immédiatement commandée à un bureau d'études spécialisé. L'étude d'avant-projet a été remise. Elle recommande certains aménagements du schéma directeur, et notamment de remplacer l'avant projet d'artère de la Croix de Pinet au Penet par une artère partant du réservoir du Replat complétée par un maillage entre le réseau de la Croix de Pinet et le réseau du Chenevas, en amont immédiat du réservoir du Penet. Ces propositions, qui incluent que la desserte du Belin soit assurée depuis le Penet ont été acceptées.

#### 7.4.2.2. Modification du schéma directeur

Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, le projet " Corps / Chenevarie / Ferrats / Cortières" est terminé, et le projet n°2 est budgété. Compte tenu des recommandations de l'étude d'avant-projet évoquée ci-dessus, une version légèrement amendée de ce schéma a été adoptée le 15 juin 2007. La liste ordonnancée des projets restant à engager est désormais:

2	Artère, du Replat au Penet et maillage au Penet avec le Réseau Croix de Pinet	7	La Relatière / Les Royets
3	Saint Nizier / La Ronzière	8	Rossin de Saint Nizier
4	Réservoir au Chavanais	9	Aveux / Rivoire / Vignasses / Les Valets
5	Bonnets / Meffrey / Croix de Pinet		
6	Le Belin, depuis Le Penet		

#### 7.4.3. **Situation actuelle**

Au 1<sup>er</sup> juillet 2007 on recense:

- 134 PI totalement conformes
- 61 PI non conformes (généralement parce que la quantité d'eau requise de 120 m3 n'est pas disponible en amont)
- Une réserve de DI (défense de l'hôtel des Seiglières)

## 7.5 Les voies difficiles (carte en annexe)

---

Par voies "difficiles" on entend des voies rendant problématique pour ne pas dire impossible l'accès à des habitations par des engins de secours courants dans certaines circonstances. Cela peut résulter de leur étroitesse et/ou de leur pente. En hiver certaines peuvent être encombrées de véhicules abandonnés en raison de la couche de neige. Cette carte a été établie à l'intention du SDIS<sup>50</sup>, et avec sa contribution. Elle permet au SDIS de préciser ses règles d'engagement et de n'envoyer que des véhicules compatibles avec les voies disponibles en cas de sinistre dans une zone dont l'accès est indiqué "difficile".

## 7.6 Assainissement

---

### 7.6.1. Situation actuelle

#### 7.6.1.1. Gestion du service

Le service de l'assainissement collectif de la commune est délégué par un contrat d'affermage à Véolia eau – Générale des eaux jusqu'au 31 décembre 2015. La responsabilité du fermier est d'exploiter les réseaux communaux d'assainissement (collecteurs d'eaux usées domestiques, collecteurs d'eaux pluviales), et les stations de dépollution avec le niveau de performance requis, de maintenir (maintenances préventive et curative) la valeur du patrimoine communal qui lui est confié, et de conseiller la commune quant aux investissements à faire. La responsabilité de la commune est de définir puis réaliser les investissements nécessaires pour accompagner l'évolution des besoins. Des mécanismes de contrôle du fermier et de coordination des actions sont exercés aussi souvent que nécessaire, et au minimum quatre fois par an.

#### 7.6.1.2. Réseau de collecte des eaux usées domestiques (EU)

##### 7.6.1.2.1. *Étendue et structure du réseau de collecte*

Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, le linéaire des réseaux de collecte des eaux usées domestiques est de 51,5 km.

Ce linéaire dessert 1600 abonnés.<sup>51</sup> Environ 475 habitations restent à desservir par de nouveaux collecteurs publics à créer.

Grâce à l'obtention de servitudes de passage dans nombre de propriétés, qui ont permis la pose des conduites en contrebas des habitations plutôt que sous les seules voies publiques qui les desservent, la plupart des branchements fonctionnent gravitairement. On recense moins d'une dizaine de pompes privées de relevage.

Le réseau est pour l'essentiel de type séparatif. Il y a présentement 3,2 Km<sup>52</sup> de réseaux unitaires. Pour l'essentiel ces linéaires seront mis en séparatif, dès la fin d'exécution du projet "chef-lieu centre" évoqué en 7.6.3.2.

Déversements admis

Conformément au règlement du service de l'assainissement collectif :

- en cas de réseaux séparés, seules les eaux usées domestiques peuvent être déversées dans le collecteur d'eaux usées à l'exclusion de toutes autres eaux

---

<sup>50</sup> Service départemental d'incendie et de secours

<sup>51</sup> 1284 en 2001 + 150 (estim GB, nouveaux réseaux) + 150 (estim GB; nouveaux permis de construire)

<sup>52</sup> 2,2 km selon le SMDEA en 2002 et 3,2 pour Véolia en 2006???

- (eaux pluviales ou de ruissellement, eaux de drainage, eaux issues de la vidange d'une piscine, eaux usées non domestiques,...),
- dans les réseaux unitaires sont admis, sous conditions et après acceptation expresse de la commune, les rejets de fosses septiques conformes à la réglementation, les eaux de drainage, les eaux pluviales ou de ruissellement lorsqu'il n'est pas imposé de les infiltrer dans la parcelle,
  - les déversements d'eaux usées autres que domestiques sont interdits, sauf accord exprès de la commune. Voir en les déversements admis dans le réseau d'eaux pluviales.

### Eaux parasites

Une campagne de mesure a été effectuée en 2005 par le fermier portant sur l'ensemble du réseau alimentant la station du Sonnant. On distingue les eaux claires parasites permanentes (ECPP) qui peuvent provenir d'entrées à des points de fissure ou de défaut de jointement des collecteurs ou de rejets permanents licites ou non (drains, surverses de châteaux d'eau,...) et les eaux parasites collectées par temps de pluie qui proviennent d'une surface imperméabilisée dénommée "surface active" (SA). La présence de ces dernières est normale en cas de réseau unitaire. Ses principaux résultats sont résumés ci-dessous :

- Par temps sec, l'eau traitée par la station est un mélange de  $\frac{3}{4}$  d'eaux usées domestiques et de  $\frac{1}{4}$  d'ECPP,
- Deux secteurs ont des taux d'ECPP très inférieurs à la moyenne: Le Bourg (11%) et Villeneuve d'Uriage (5%).
- Par temps de pluie, la surface active totale du bassin versant du Sonnant a été évaluée entre 50.000 et 60.000m<sup>2</sup> dont 17.500 m<sup>2</sup> sont situés sur le territoire de Vaulnaveys-le-haut.
- Il n'existe pas d'entrée massive d'ECPP. Les entrées d'ECPP sont diffuses sur la totalité du réseau.
- Il est nécessaire de faire des investigations systématiques par test à la fumée pour localiser les grilles, gouttières et réseaux d'eaux pluviales mal raccordés.

#### 7.6.1.2.2. *Les stations de dépollution*

##### La station du Sonnant

Mise en service en 1979, la station du Sonnant a une capacité de dépollution de 11.700 équivalents-habitants à une concentration de 60 g de DBO<sub>5</sub> / habitant. Ses capacités de traitement nominales quotidiennes sont de 702 kg pour la DBO<sub>5</sub>, 1.320 kg pour la DCO, 840 kg pour la MES<sup>53</sup>. La pollution résiduelle rejetée au milieu naturel admise mesurée en concentration du flux est de 25 mg/l pour la DBO<sub>5</sub>, 125 mg/l pour la DCO, 35 mg/l pour la MES.

Cette station dessert les habitations et activités hôtelières et thermales de la commune installées sur le bassin versant du Sonnant, ainsi que celles situées dans la partie de Vaulnaveys-le-Haut qui se trouve sur ce bassin. Elle dessert également les Laboratoires Dermatologiques Uriage, avec lesquels une convention de déversement d'eaux usées non domestiques a été conclue. Sa charge annuelle moyenne est de l'ordre de 4.000 équivalents-habitants.

Le niveau des rejets est compatible avec l'objectif de qualité 1B<sup>54</sup> (bonne qualité) fixé pour le Sonnant par les autorités départementales.

La filière boue a été modernisée en 2006, par l'installation d'une unité de dessiccation par centrifugation. Ceci a permis de réduire notablement les nuisances olfactives générées par la station.

<sup>53</sup> Paramètres normalisés pour caractériser les processus d'assainissement: DBO<sub>5</sub> = demande biologique en oxygène sur 5 jours / DCO = Demande chimique en oxygène / MES = matières en suspension.

<sup>54</sup> cinq niveaux de qualité sont définis au niveau national, de 1A = excellente qualité à 4 = très mauvaise qualité.



### La station de phyto-épuration du Mas des Mas (Envers de Pinet)

Cette station, qui utilise un procédé écologique encore peu répandu en France, a été mise en service au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pour desservir le vaste secteur situé au nord-est de la commune, entre Pinet et la commune de Revel, sur le bassin versant du Domeynon. Elle a été conçue pour traiter les effluents d'une population de 600 équivalents habitants, soit une capacité de traitement de 120 m<sup>3</sup> par jour. Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, elle est alimentée par un réseau de collecte de 4,9 km qui dessert les hameaux de Corps d'Uriage, de La Chenevarie et des Ferrats, soit au total une centaine d'habitations.

L'objectif de qualité du ruisseau du Faux qui la borde étant 1A, ses eaux résiduaires sont conduites au Domeynon, distant de 563 m.

La pollution résiduelle rejetée au milieu naturel *admise*, mesurée en concentration du flux est de 25 mg/l pour la DBO<sub>5</sub>, 125 mg/l pour la DCO, 35 mg/l pour la MES, 15 mg/l pour l'azote total Kjeldhal NTK et 14 mg/l pour l'azote ammoniacal NH<sub>4</sub><sup>+</sup>. Les *objectifs* de performances d'épuration retenus, plus ambitieux, sont respectivement de 15 mg/l, 90 mg/l, 35 mg/l, 10 mg/l et 9 mg/l.

Elle utilise un principe de traitement par lits filtrants plantés de macrophytes (roseaux) qui s'inspire des propriétés dépuratrices des zones humides naturelles. Les principaux agents de l'épuration sont des micro-organismes qui prospèrent dans le milieu toujours aéré et filtrant que constitue le système racinaire des macrophytes. Les plantes et la macro faune (vers, insectes) participent au développement de ce milieu particulièrement actif et propice.

Les eaux usées sont injectées au niveau des racines dans un premier bassin puis filtrées. Elles subissent à nouveau un cycle identique dans un second bassin. La circulation des flux se fait de manière gravitaire; la pression est obtenue par des siphons automatiques s'inspirant du principe de la chasse d'eau classique.

Un petit automatisme pilote les permutations entre les sections du premier bassin et entre celles du second bassin pour qu'il y ait alternance de périodes d'inondation et de sécheresse des lits plantés. Cette alternance permet la minéralisation et l'élimination des matières organiques. Ainsi, ce type de station d'épuration produit très peu de boues résiduelles et l'essentiel de son entretien courant se résume à une visite hebdomadaire et au faucardage bisannuel des roseaux. Cette installation est télé-surveillée.

#### 7.6.1.3. Les eaux pluviales

On entend par eaux pluviales les eaux issues des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux, celles provenant de l'arrosage des jardins, de lavage, des voies publiques ou privées et des cours d'immeubles, des fontaines, des drains, les eaux de vidange des bassins de natation, dans la mesure où leurs caractéristiques sont compatibles avec le milieu récepteur.

##### 7.6.1.3.1. *Le contexte, les risques d'inondation et de glissement de terrain et les principes qui en découlent*

La commune est arrosée par de nombreux torrents. En partant de l'aval deux torrents principaux sont des affluents de l'Isère (le Domeynon et le Sonnant) et un troisième, le Vernon, qui est un affluent de la Romanche. De nombreux ruisseaux collectent les eaux sur chacun des bassins versants du Domeynon (Envers de Pinet) et du Sonnant. Il s'agit notamment des ruisseaux de la Croix, de la Combe, de la Côte, du Fau, des Ferrats, de Champ Garcin (bassin du Domeynon) et de ceux de Saint-Nizier de la Bréduire, des Moulins, du Marais, des Barraux, du Bit, du Boullard de Combasses, de Chevalière, du Chenevas (bassin du Sonnant).

Elle est soumise à des risques d'inondation torrentielle dont les dernières concrétisations notables datent de 1999 (ruisseau du Chenevas), de 2005 (Domeynon) et de 2006 (ruisseaux de la Bréduire et du Marais).

L'eau entraîne également dans certaines configurations de pente et de nature des sols et sous-sols des risques de glissement des terrains. Une carte des risques d'inondation et/ou de glissement de terrain a été dressée et incluse dans le Plan de Prévision des Risques naturels de la commune (PPR). Les règles fixées par ce plan conditionnent tout projet d'urbanisme.

Quatre grands principes s'appliquent à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement:

- L'eau recueillie sur les voies de circulation imperméabilisées est conduite au ruisseau le plus proche quand il n'est pas possible de la rejeter dans un terrain naturel voisin,
- Les eaux recueillies par les surfaces imperméabilisées dans les propriétés privées (toitures, terrasses, cours et voies d'accès,...), ainsi que les eaux de drains assainissant les fondations d'une construction doivent être infiltrées dans la parcelle, sauf cas d'impossibilité reconnu par la commune,
- Si la commune accepte que les eaux pluviales et de ruissellement soient déversées dans le réseau public, il est imposé au bénéficiaire de construire un dispositif de rétention temporaire des eaux en cas d'orage,
- Aucune eau pluviale ou de ruissellement ne peut être déversée volontairement dans le réseau de collecte des eaux usées domestiques.

#### 7.6.1.3.2. *Les règles applicables aux projets de nouvelles constructions*

*Cas général, toutes zones:*

- Si aucun risque de glissement n'affecte la parcelle, l'accroissement des eaux pluviales et de ruissellement résultant du projet sera infiltré dans la parcelle, avec une capacité d'absorption de cet accroissement dimensionnée pour retenir l'eau d'une averse de 30 mm tombés en ½ heure sur les surfaces imperméabilisées, cette capacité devant être doublée s'il s'agit d'équipements publics,
- Si un risque de glissement affecte la parcelle, l'infiltration évoquée ci-dessus est interdite et si une possibilité existe, accessible directement ou moyennant une servitude, l'accroissement des eaux pluviales et de ruissellement résultant du projet sera conduit à un dispositif de rétention temporaire des eaux d'orage, dimensionné pour retenir l'eau d'une averse de 30 mm tombés en ½ heure sur les surfaces imperméabilisées, cette capacité devant être doublée s'il s'agit d'équipements publics, et au-delà vers un exutoire de surface (ruisseau, collecteur public d'eaux pluviales,
- Si un risque de glissement affecte la parcelle et s'il n'y a pas possibilité de conduire les eaux évoquées ci-dessus jusqu'à un exutoire de surface acceptable, l'autorisation de construire n'est pas accordée.

*Dérogation envisageable en zones UA et UAt:*

- Si la configuration des lieux rend impossible ou très difficile l'application du principe d'infiltration des eaux pluviales dans la parcelle, la commune pourra autoriser que l'accroissement des eaux pluviales et de ruissellement résultant du projet soit rejeté directement au collecteur public d'eaux pluviales ou conditionner son autorisation à la réalisation d'un dispositif de rétention temporaire des eaux d'orage, dimensionné pour retenir l'eau d'une averse de 30 mm tombés en ½ heure sur les surfaces imperméabilisées, cette capacité devant être doublée s'il s'agit d'équipements publics.

#### 7.6.1.3.3. *Le réseau de collecte actuel*

Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, le linéaire des collecteurs communaux d'eaux pluviales est de 38,5 km<sup>55</sup>. À ceux-ci s'ajoutent les collecteurs protégeant les voies départementales qui traversent la commune (environ \_\_\_x km \_). D'autres linéaires existent sous forme de fossés drainant, de caniveaux de surface, qui s'ajoutent au dispositif mais ne sont pas répertoriés.

Ces linéaires sont encore insuffisants pour répondre à la totalité des besoins:

- Plusieurs Km de voies publiques ouvertes à la circulation des véhicules automobiles, ne sont pas ou mal protégés,
- On recense plusieurs zones de risques de glissement de terrain dans des zones ouvertes à l'urbanisation (U..) pour lesquelles aucune solution pour l'évacuation de l'accroissement des eaux pluviales et de ruissellement résultant d'un éventuel projet de construction n'existe.

#### 7.6.1.3.4. *Déversements admis dans le réseau d'eaux pluviales*

##### Eaux de piscines et bassins

Les eaux de vidange des piscines et bassins ne doivent en aucun cas être rejetées dans le réseau collectif des eaux usées séparatif. Elles seront renvoyées vers le milieu naturel au même titre que les eaux pluviales, dans les conditions spécifiées en 7.6.1.3, après avoir fait l'objet d'une neutralisation préalable du chlore et du pH afin de respecter les dispositions du décret n°91-1283 du 19 décembre 1991. Le débit de ce rejet devra être éventuellement plafonné pour ne pas entraîner de risque relatif à la sécurité sur la voirie (débordement).

##### Eaux de drainage et de sources

Les eaux de drainage et de sources ne doivent en aucun cas être rejetées dans le réseau collectif des eaux usées séparatif. Elles peuvent être rejetées directement dans le réseau d'eaux pluviales lorsqu'il est accessible.

##### Eaux de fosses septiques

Les eaux issues des systèmes d'assainissement individuels ne doivent en aucun cas être rejetées dans le réseau collectif des eaux pluviales.

### 7.6.2. **Orientations pour l'avenir**

#### 7.6.3.1 Aptitude des sols à l'assainissement individuel par champ d'épandage

Les conditions sont très généralement peu favorables à l'assainissement autonome (nature imperméable du sol, pente des terrains souvent très forte, circulations saisonnières d'eau à faible profondeur...). Cette inaptitude a été entérinée par un arrêté préfectoral du n°99-3153 du 30 avril fixant que la totalité du territoire communal est considérée comme une agglomération, du point de vue de l'assainissement des eaux usées domestiques, c'est à dire que les eaux usées doivent être conduites à une station de traitement.

Le P.O.S. de 2001 a conditionné l'autorisation de construire une habitation nouvelle à la disponibilité du système collectif d'épuration des eaux usées domestiques, sauf dans des cas très spéciaux: construction du siège d'une exploitation agricole par exemple.

<sup>55</sup>

15,5 km au 1/01/2004 + 1,7 km créés depuis (2097-406, selon inventaire de VM)



### 7.6.3.2 Déploiement du système d'assainissement collectif (eaux usées domestiques)

La dispersion de l'habitat héritée du dernier demi-siècle induit des besoins de réseaux de collecte dont le coût est très important. Une étude d'ensemble portant sur la faisabilité des projets d'assainissement a été conduite en 2002, en complément d'études antérieures datant de 1993 (carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel) , de 1998 (schéma directeur d'assainissement) et de 2001 (annexes sanitaires du P.O.S.):

- Un logement sur trois (plus de 600) n'était pas raccordé ni raccordable au système collectif,
- Sur un échantillon représentatif de 89 systèmes individuels, 40% n'avait pas de dispositif de traitement réglementaire, et plus de 70% présentaient un risque avéré pour la santé publique et l'environnement,
- 29 km de canalisations nouvelles et parties publiques de branchement restaient à poser pour desservir les zones urbaines de la commune, en sus des 50 km alors en service et des 4 km de réseau alors en cours d'étude concernant les quartiers de Corps / La Chenevarie / Les Ferrats.

Cette étude propose quelques aménagements du schéma directeur de 1998, précise les tracés des réseaux recommandés en identifiant 15 projets techniques au-delà des travaux de desserte des quartiers de Corps / La Chenevarie / Les Ferrats alors en cours et hiérarchise la réalisation des investissements sur la base de critères objectifs (efficacité de l'investissement, risques sanitaires locaux).

Le Conseil municipal a adopté le 27 juin 2003, les conclusions des auteurs de cette étude et fait siennes leurs propositions. La liste ordonnancée des 15 projets alors adoptés est la suivante:

1	Chef-lieu nord	6	La Grivolée	11	Villeneuve
2	Le Chenevas	7	Le Rossin	12	Chef-lieu sud
3	Chef-lieu centre	8	Le Penet	13	Saint Nizier
4	Les Oddoz	9	Le Mas	14	Les Bonnets
5	Le Fau	10	Le Rocharey	15	Pinet (de Pinet au Fau)

La réglementation imposant de financer les travaux d'assainissement par un budget autonome, sauf modification drastique du prix de l'eau (part assainissement), il faudra au moins une quinzaine d'années à compter de 2004 pour financer la pose des canalisations manquantes.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, le projet "Chef-lieu nord" est terminé, et le projet "Le Chenevas" est en cours.

Compte-tenu du plan de zonage défini en 7.6.3, qui prévoit l'incorporation des hameaux des Cortières et du Rossin de Corps dans les zones d'assainissement collectif, la liste ordonnancée des projets restant à engager est la suivante:

1	Le Chenevas	6	Le Rossin	11	Chef-lieu sud
2	Chef-lieu centre	7	Le Penet	12	Saint Nizier
3	Les Oddoz	8	Le Mas	13	Les Bonnets
4	Le Fau	9	Le Rocharey	14	Pinet (de Pinet au Fau)
5	La Grivolée	10	Villeneuve	15	Rossin de Corps / Cortières

Ces projets nécessiteront la pose de 30,6 km pour 477 abonnés existants présentement. Soit en moyenne 64 m / abonné contre une longueur moyenne de 25 m pour le réseau déjà posé. En pratique, le ratio réel sera un peu plus faible du fait que des constructions pourront être autorisées, là où la raison d'un refus était l'indisponibilité de l'égout.

### 7.6.3. Zonage de l'assainissement collectif – zonage de l'assainissement non collectif

En application de l'article L 2224-10 du Code général des Collectivités territoriales, la commune a établi un plan indiquant:

- Les *zones d'assainissement collectif* où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les *zones relevant de l'assainissement non collectif* où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.<sup>56</sup> .

Ce zonage est soumis à enquête publique, *conjointement avec le plan local d'urbanisme*.

#### 7.6.3.1. Zones d'assainissement collectif:

Sont classées en zone d'assainissement collectif (voir la carte en annexe):

Toutes les zones Urbaines (U... ) et toutes les zones de future urbanisation (AU)

Les Zones Nch, Nt,

La partie construite de la zone Nc,

Des zones Nh ainsi que des parties de zone A en raison de leur proximité avec un collecteur d'eaux usées existant ou inscrit au schéma directeur,

Les hameaux des Cortières, du Fau, du Rossin de Corps<sup>5758</sup>

#### 7.6.3.2 Zones d'assainissement non collectif

Il s'agit de la partie du territoire communal qui n'est pas classée "zone d'assainissement collectif". On y recense une quarantaine de constructions habitées.<sup>59</sup>

#### 7.6.3.3 Extension et amélioration du réseau d'eaux pluviales

Les améliorations du réseau sont décidées en relation avec les autres projets tels que travaux de voirie, d'assainissement collectif, de défense incendie ou de renforcement du réseau d'eau potable...

---

<sup>56</sup> Elles peuvent aussi décider d'offrir aux propriétaires des prestations ayant trait à l'entretien ou à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. (loi sur l'eau du 31 décembre 2006).

<sup>57</sup> Pour Les Cortières en AC = il faut 0,5 km pour 10 abonnés, soit 0,6 km PPBRs incluses

<sup>58</sup> Pour le Rossin de Corps en AC, il faut 0,9 km pour 10 abonnés, soit 1 km PPBRs incluses

<sup>59</sup> comptage sur plan de zonage AC

## 7.7 Voirie

---

La route départementale 524 constitue l'itinéraire de liaison avec l'agglomération grenobloise. Le trafic est particulièrement important puisqu'il est en moyenne de 14710 véhicules/jour sur la période 1999-2003. La RD 280 est la voie de desserte locale de la commune. Elle dessert le centre de Saint Martin d'Uriage et les hameaux de St Nizier, Pinet et la Croix de Pinet en direction de Revel. La RD 111 permet de rejoindre Chamrousse depuis le bourg. Cette voie présente un trafic de 1550 véhicules/jour et en saison de ski les ralentissements peuvent être très importants. Les autres voiries, desservent les différents hameaux de la commune.

La VC 5, route de Bouloud, permet de desservir de très nombreuses constructions réparties le long de 2,5 Km environ.

Certaines voies ont un seul débouché sur un axe important c'est le cas pour le Clos fleur et Neige en centre bourg et pour le secteur des équipements à la Richardière.

### 7.7.1 Nouvelles voies

L'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation aboutira à la création de nouvelles voies contribuant au maillage du tissu viaire existant.

#### 7.7.1.1. Reconstruction du pont du Rajat

Le pont qui enjambe le Domeynon, entre la Croix de Pinet et Revel avait été détruit à l'occasion des crues importantes du 22 et 23 août 2005. Les travaux de reconstruction ont eu lieu à l'été 2006.

#### 7.7.1.2. Travaux de mise en sécurité de la RD 254 dans le vallon du Sonnant.<sup>60</sup>

Ils ont pour objectif de réduire la vitesse afin d'améliorer la sécurité des piétons et les accès aux habitations. Ces aménagements comprennent :

Un mini giratoire au niveau des pépinières « les jardins de Belledonne » avec des aménagements paysagers ;

Un terre plein central légèrement surélevé pour permettre aux véhicules de s'insérer en sécurité aux sorties d'habitation et de bâtiments ;

Un plateau traversant à l'entrée et à la sortie du hameau du Sonnant pour faciliter la traversée des piétons et réduire la vitesse ;

La réduction des voies montantes et descendantes pour créer un effet paroi réduisant ainsi la vitesse ;

L'élargissement des trottoirs ;

La mise en place de bordures pour délimiter la piste cyclable au niveau des courbes ;

Le passage en agglomération entre les pépinières « les jardins de Belledonne » et l'auberge Saint Michel avec limitation de vitesse à 50 Km/h sur cette zone et à 30 Km/h entre les plateaux traversants.

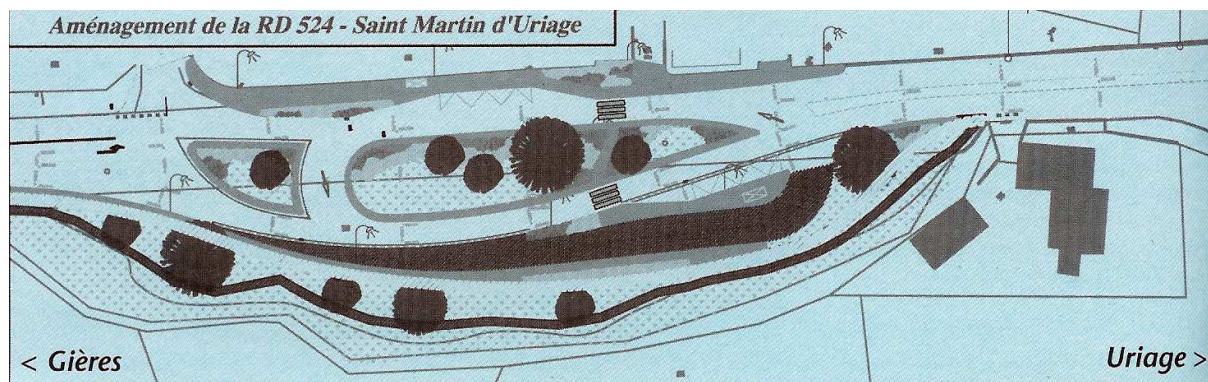
---

<sup>60</sup>

Journal d'informations municipales des villages de Saint-Martin d'Uriage n° 84 été 2006



Figure 46 Aménagement de la RD 524



#### 7.7.1.3. Réfection de la route de Bouloud

Cette route est très fréquentée. Sa réfection s'effectue en trois tranches et la dernière sera réalisée courant 2007.

#### 7.7.1.4. Route de Champ Ruti

Cette route est très fréquentée car elle permet aux habitants de Saint Nizier, de Corps d'Uriage et de Pinet de rejoindre la RD 524 sans passer par le centre bourg. Elle peut servir également à l'occasion de déviation pour les accès à Chamrousse en période hivernale. La structure de chaussée ne correspond plus au trafic d'aujourd'hui. La commune a dû reprendre cette voie sur 400 m au mois de mai 2006, au niveau de la route de la Rivoire secteur où elle était le plus dégradée.

### 7.7.2. Stationnement

Le manque de place de stationnement se fait sentir tout particulièrement aux abords de la mairie. Les emplacements sont insuffisants pour le personnel communal (secrétariat, services techniques) et pour les visiteurs les jours de marché. Pour Uriage, la situation est très complexe du fait de l'attractivité du Parc d'Uriage et du thermalisme, des commerces et du Casino. Des aménagements ont été réalisés, à l'entrée nord, pour permettre de satisfaire les besoins lors des manifestations et pour les personnes qui fréquentent le parc, notamment en période estivale. Pendant la période hivernal, du fait de la pente des voies, des véhicules stationnent sur la chaussée.

### 7.7.3. Chemins

Les chemins sont nombreux ; certains servent de liaison entre les différents hameaux ou lieux dits de la commune, les autres sont des chemins agricoles ou des chemins de promenade qui peuvent être privés ou publics.

Des circuits de randonnées permettent de valoriser le paysage et le patrimoine communal,

#### **7.7.4. Le déneigement<sup>61</sup>**

La commune de Saint-Martin d'Uriage est une commune de montagne. Les conditions climatiques sont parfois difficiles et la protection des personnes et le bon fonctionnement local impliquent un déneigement rapide des voies publiques. Le Conseil général s'occupe des voies départementales et la commune des voies communales.

Les services techniques avec l'aide de sous-traitants assurent le déneigement avec l'aide de sous traitant si nécessaire. La commune déneige 130 Km de voirie à chaque chute de neige. Elle a utilisée 385 tonnes de sel pendant l'hiver 2004/2005 et ce sont 16438 Km qui ont été parcourus en déneigement et salage.

Pour faciliter le retournement des engins, la commune a inscrit de nombreux emplacements réservés destinés à la réalisation de plates-formes.

### **7.8. Les transports**

---

#### **7.8.1. Les transports aériens**

Aéroports de :

- Chambéry (67 km)
- Lyon Saint-Exupéry (104 km)..
- Grenoble / St Geoires (39 km).

#### **7.8.2. Les transports terrestres**

**Par la route :**

Rocade sud, sortie n°2, direction Chamrousse, Gières, Uriage

L'automobile reste le principal mode de déplacement des habitants. En Agglomération grenobloise, 54% des déplacements se font en voiture particulière, et un trajet sur deux fait moins de trois kilomètres et un sur quatre moins de un kilomètre. Ce trafic routier est responsable de 64% des oxydes d'azote, 82% du monoxyde de carbone, 30% du dioxyde de carbone de 53% des composés organiques volatils et 30% des poussières

**Par le train :**

Paris / Uriage : 585 km dont 568 d'autoroute Lyon / Uriage : 119 km dont 98 d'autoroute  
Gare de Grenoble (TGV), puis correspondance Grenoble / Uriage par autocar VFD ou taxi

##### **7.8.2.1. Les transports individuels**

Taxi LOISEL Norbert  
SAINT MARTIN D'URIAGE  
CHAMROUSSE  
Accueil Gares - Aéroports  
Transport de malades assis  
Email : [taxiloisel.n@wanadoo.fr](mailto:taxiloisel.n@wanadoo.fr)

Taxi d'Uriage  
Accueil Gares - Aéroports  
Médical Assis (tout traitement) - Transport Groupé mini-bus 8 places  
La Tuilerie  
38410 URIAGE (Vaulnaveys-le-Haut)

---

<sup>61</sup>

Journal d'informations municipales des villages de Saint-Martin d'Uriage n° 80 hiver 2006

### 7.8.2.2. Les transports en commun

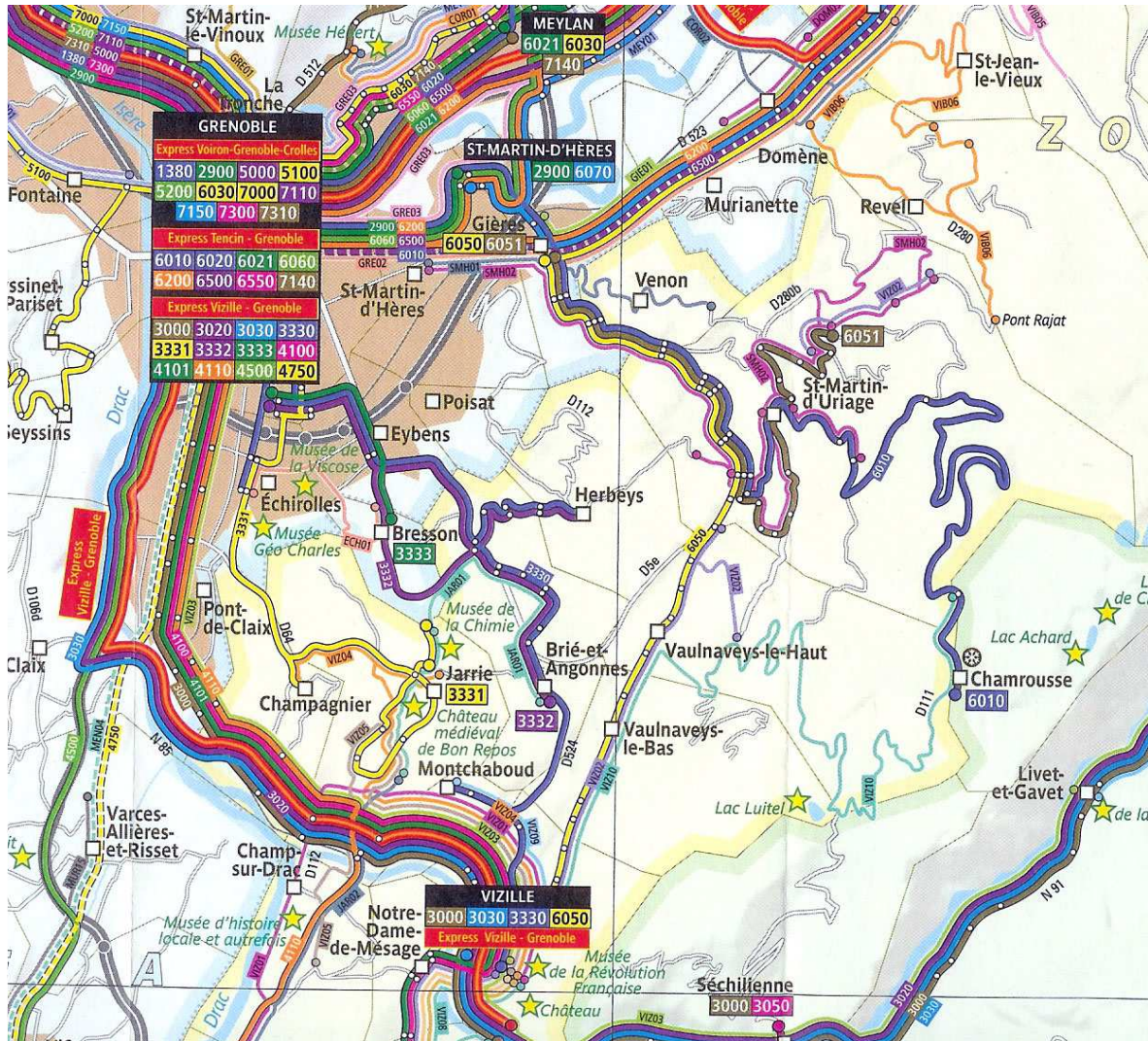
Les bus :

6010 - Saison neige : Chamrousse-Uriage-Grenoble - horaires

6050 - Vizille-Uriage-Grenoble - horaires

6051 - Pinet-St Martin d'Uriage-Uriage-Domaine Universitaire

Figure 47 Réseau transport en commun



Source : Translère plan du secteur centre septembre 2006

### 7.8.2.3 Les transports scolaires

Il existe 5 circuits de ramassage scolaire.

- Circuit 1 entre Villeneuve et la Richardière
- Circuit 2 entre St Martin place et carrefour de Chamrousse
- Circuit 3 entre la Croix de Pinet et l'école de Pinet
- Circuit 4 entre la Grivolée et la Richardière
- Circuit 5 entre Villeneuve et St Martin place.

De plus une navette opère deux rotations en fin de journée, entre l'école de Pinet et la Richardière



## 7.9. Les déplacements

---

### 7.9.1. Accidentologie

Un bilan réalisé par le responsable de la police municipale montre une baisse significative des accidents sur la commune de Saint-Martin d'Uriage en 2004 et 2005 (baisse d'environ 40%).

Cette baisse est liée, notamment, aux actions de prévention et d'information faites au niveau national, à la réalisation de travaux de sécurité amenant les automobilistes à réduire leur vitesse et à la répression par contrôle de vitesse.

La police municipale est équipée d'un radar et effectue régulièrement des contrôles sur la commune.

En ce qui concerne les autres aménagements de sécurité, la vitesse sur la route de Chamrousse entre la sortie de Saint-Martin d'Uriage et le hameau de la Grivolée est dorénavant limitée à 70 Km/h au lieu de 90 Km/h et trois secteurs de Saint-Martin d'Uriage viennent de passer en agglomération ; Corps d'Uriage, la Ronzière/le Faux et le Rossin ce qui implique une limitation à 50 Km/h dans la traversée de ces agglomérations.

La RD 524 reste un axe dangereux. Ces dernières années, on a dénombré 14 accidents qui ont fait 1 tué et 9 blessés graves et 20 blessés légers.

### 7.9.2. AOTU

Le contrat de développement du Pays du Grésivaudan comporte un important volet transport ainsi que la création d'une AOTU Autorité Organisatrice des Transports Urbains.

Historique du projet <sup>62</sup>

2002 : Enquête Ménages Déplacements permettant de connaître les pratiques de déplacements dans la région grenobloise, y compris le Grésivaudan.

2001-2003 : Définition par les élus du Pays d'objectifs de desserte équitable et solidaire pour le futur réseau de transports collectifs (étude de préfiguration de l'AURG).

2004 : Délibération des 49 communes du Pays pour étudier l'organisation d'un réseau de transports collectifs.

2005-2006 : Étude technique et financière détaillée du réseau de bus à mettre en œuvre à court terme par la future AOTU.

Mai-juin 2006 : Concertation avec la population sur les propositions de réseau de bus.

Rentrée 2006 : Appel des communes à délibérer pour ou contre la création de l'AOTU sur la base du réseau retenu après concertation.

Après le débat qui a eu lieu, la commune de Saint Martin d'Uriage a décidé de ne pas adhérer à cette AOTU.

### 7.9.3. Déplacements motorisés

Ils représentent la majeure partie des déplacements sur la commune

On assiste à une augmentation importante des déplacements par motocycles. En effet, ils jouissent d'une maniabilité qui permet de diminuer les temps de déplacement.

---

<sup>62</sup>

<http://www.gresivaudan.com/aotu>



#### 7.9.4. Plan de déplacement

Certaines entreprises mettent en place de Plans de Déplacement (PDE) et des réductions importantes sont consenties pour l'achat des titres de transport.

#### 7.9.5. Commission extra-municipale sur les transports et déplacements<sup>63</sup>

Cette commission a été créée par décision du conseil municipal du 4 mars 2005. Elle a pour objectif de réfléchir à la problématique des déplacements dans la commune, d'élaborer différents scénarios détaillés et de produire un document de synthèse. Elle est composée de 4 groupes de travail liaisons avec l'agglomération Grenobloise, liaisons entre les hameaux, liaisons interne aux hameaux, liaisons avec Chamrousse.

Un questionnaire à l'attention des habitants des communes de Saint-Martin d'Uriage, Vaulnaveys-le-Haut, Chamrousse et Venon a été réalisé en novembre 2005.

La première action concrète de la commission extra-municipale Transport a été la mise en place d'une navette Uriage-Gières. Malheureusement, sa fréquentation est très décevante ce qui pourrait amener le conseil général à revoir sa position et restructurer cette ligne avec un retour vers une fréquence horaire aux heures de pointe et quelques trajets en journée. Il convient de démontrer que cette ligne est utile.

Convaincue de la nécessité de proposer des modes de transports alternatifs à la voiture, la commission extra-municipale Transport continue de travailler avec comme objectifs prioritaires pour l'année 2007 la mise en place de deux services nouveaux :

- un transport à la demande (TAD) à destination dans un premier temps des personnes à mobilité réduite (personnes âgées et/ou handicapées, jeunes sans moyen de transport) ;
- un site Internet de covoiturage accessible depuis le site communal et centré sur nos besoins spécifiques à savoir du covoiturage domicile-travail et de proximité (activités familiales notamment).

La commission extra-municipale a déjà bien avancé sur le covoiturage et rencontré deux fournisseurs :

- un premier prestataire venant de la région parisienne et ayant développé [www.123envoiture.com](http://www.123envoiture.com) ainsi que le site de la principauté de Monaco et d'aéroport de Paris notamment ;
- un prestataire grenoblois ayant développé [www.laroueverte.com](http://www.laroueverte.com), site plutôt dédié au covoiturage de proximité avec des fonctionnalités cartographiques avancées. Ce site est simple, très précis et complètement gratuit avec une volonté forte d'assurer la sécurité des données personnelles disponibles sur le site.

Le choix du fournisseur devrait être réalisé assez rapidement afin de mettre en place ce service au plutôt.

Quant au transport à la demande, un cahier des spécifications souhaitées va être réalisé et une mise en concurrence permettra de choisir le prestataire le plus efficient.

Enfin, la commission extra-municipale devrait démarrer un travail sur les liaisons terminales piétonnes.

<sup>63</sup>

Journal d'informations municipales des villages de Saint-Martin d'Uriage n° 90 Printemps 2007

### 7.9.6. Les liaisons domicile travail

91% des actifs occupent un travail dans l'agglomération grenobloise.<sup>64</sup> Parmi eux, 76% utilisent toujours et uniquement leur voiture pour se rendre au travail. 4% n'utilisent jamais leur voiture.

Parmi les personnes qui utilisent leur voiture et déclarent ne pas pouvoir modifier leur comportement (2/3), près de la moitié dit ne pas avoir accès à des services de transports en commun.

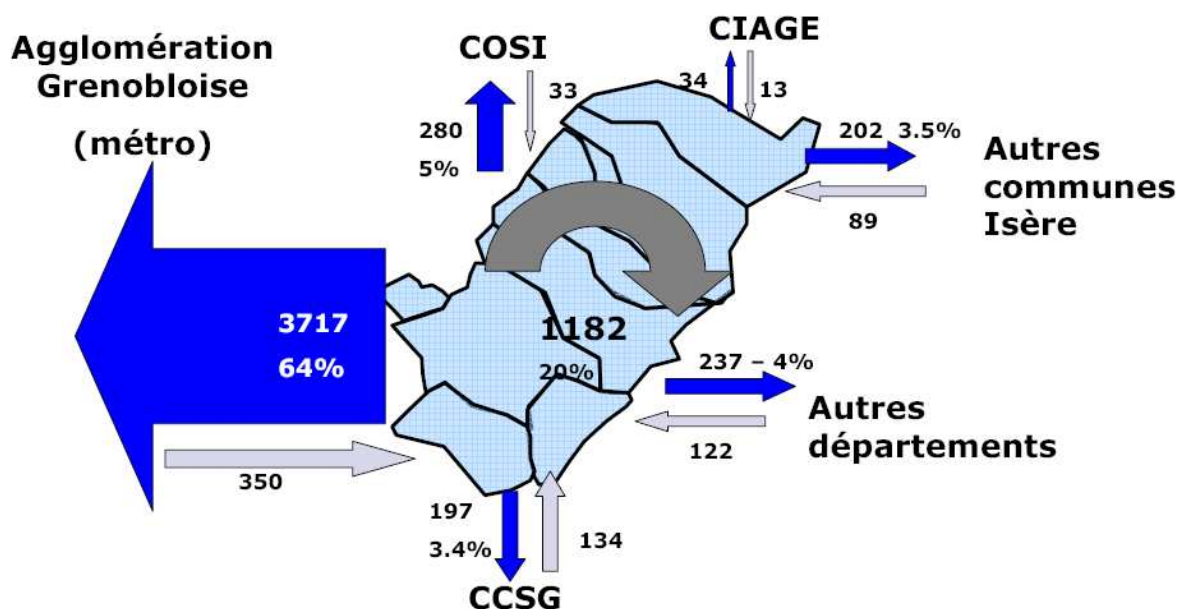
32% des personnes qui utilisent systématiquement leur voiture pour aller travailler ont déclaré qu'elles pourraient utiliser une autre solution (covoiturage, transport en commun).

### 7.9.7. Les déplacements dans la communauté de communes

En 1999, l'INSEE comptabilisait 5849 actifs occupés sur la CCBB.

Sur les 1182 de la CCBB (20%), 996 habitent et travaillent dans la même commune et 186 travaillent sur la CC.

64% des migrations domicile /travail ont lieu vers Grenoble Alpes Métropoles.



Source : H&D Conseil d'après INSEE 1999

### 7.9.8. Les déplacements domicile-école

Suivant les résultats de l'étude déplacement organisée par la commune

54% des mineurs qui ont répondu à l'enquête sont scolarisés dans l'agglomération grenobloise et 44% dans l'une des communes étudiées ( Saint-Martin d'Uriage, Vaulnaveys-le-Haut, Chamrousse et Venon). Deux moyens de transport arrivent en tête les transports scolaires et la voiture. Plus des 2/3 utilisent, plus ou moins fréquemment, la voiture pour se rendre sur le lieu de scolarité. Parmi les parents qui accompagnent leurs enfants en voiture, 40% déclarent ne pas pouvoir faire autrement.

<sup>64</sup>

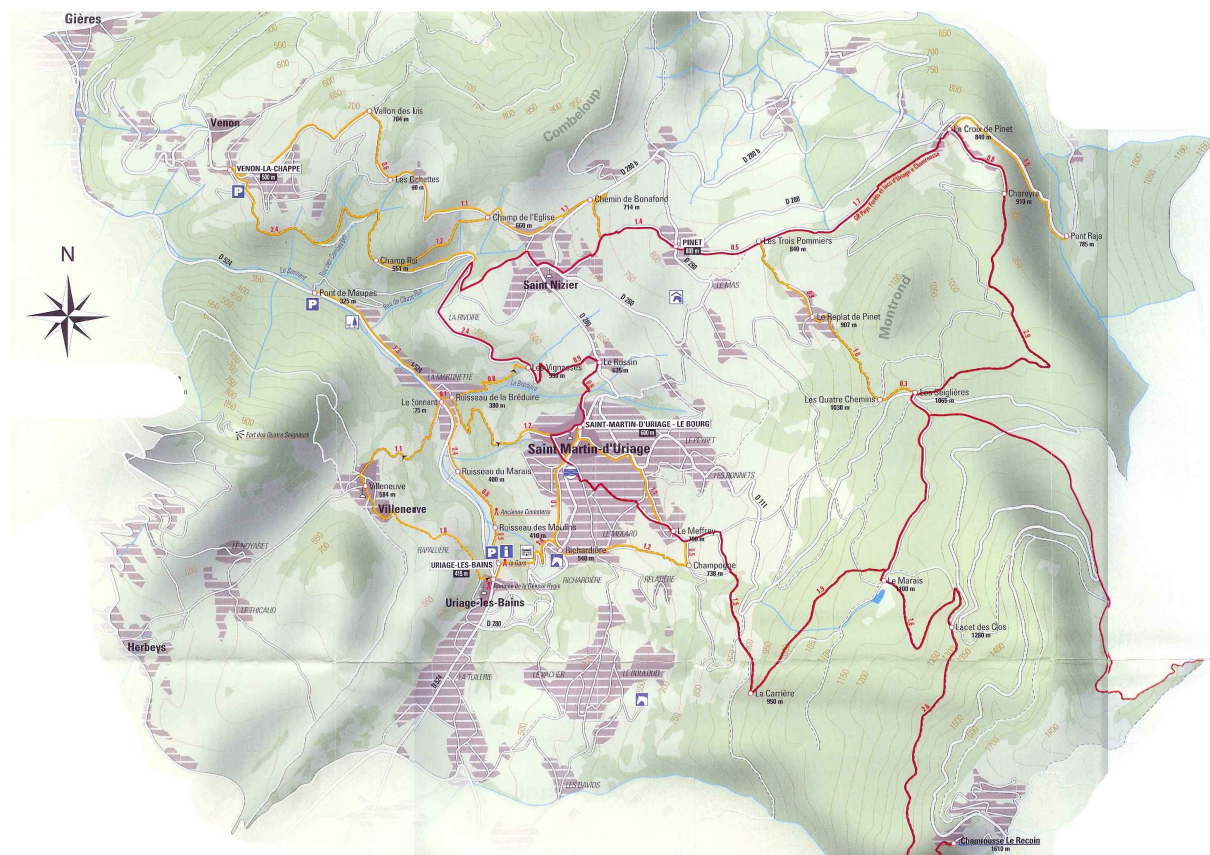
## 7.9.9. Les modes doux

### 7.9.9.1. Les sentiers piétons

Il existe de nombreux sentiers sur la commune qui permettent de relier les différents hameaux de la commune. Des itinéraires permettent également de circuler à l'intérieur des secteurs urbanisés. Ils sont composés de trottoir en bordure des chaussées importantes et d'espaces réservés pour les liaisons transversales.

La commune souhaite développer ce réseau et favoriser la circulation des piétons et promeneurs dans des conditions de sécurité et d'agrément satisfaisantes. Dans la continuité du travail engagé dans l'ancien POS, la commune met des emplacements réservés sur le document graphique, pour permettre de rendre public certains chemins existants et la création de nouveau par l'élargissement des emprises de voirie par exemple.

Figure 48 *Cartoguide office du tourisme*



### 7.9.9.2. La randonnée pédestre

Un cartoguide décrivant les itinéraires balisés et commentés est disponible à l'office du tourisme. 6 itinéraires permettent de découvrir le territoire communal et les richesses du patrimoine.

### 7.9.9.3. Le vélo

Compte tenu de la topographie de la commune les déplacements à vélo sont le fait des cyclotouristes qui profitent des routes du balcon de Belledonne ou des itinéraires de fond de vallon. La RD 524 est particulièrement emprunté par les cyclistes et des bandes cyclables ont été réalisées par le Conseil Général. Les aménagements en cour au Sonnant prennent également en compte la circulation des cyclistes.





---

## **PARTIE II : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

---

*L'environnement est ici pris au sens large du terme. Il se définit à la fois par son organisation structurelle à savoir le sol, l'air, l'eau, la faune, la flore et l'homme et par son organisation fonctionnelle c'est-à-dire les différentes composantes de l'écosystème.*

## 1. LES ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

### 1.1. Évaluation environnementale

---

La procédure d'évaluation environnementale prévue aux articles R.122-17 et suivants du code de l'environnement s'applique aux programmes de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements situés à l'intérieur du périmètre d'un site Natura 2000 et figurant dans les listes préfectorales du 1° de l'article R. 414-19 du code de l'environnement.

Le périmètre Natura 2000, voir paragraphe 2.4.8 « Les zones Natura 2000 » et la planche 33 « PERIMETRE NATURA 2000 : CEMBRAIE, PELOUSES, LACS ET TOURBIERES DE BELLEDONE DECHAMROUSSE AU GRAND COLOMB » n'est pas susceptible d'être affecté de façon notable par des programmes de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement de quelle nature que ce soit.

Le projet de PLU a été élaboré avec le souci de la préservation des espaces naturels et agricoles.

Il est classé au Plan Local d'Urbanisme comme une zone naturelle spécifique Nna à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, de leur intérêt écologique et de leur caractère d'espaces naturels.

L'étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, DRYADES 2006, n'a pas conclu à la nécessité du classement en EBC de ce périmètre Natura 2000. Les risques d'exploitation intensive des sols sont exclus.

Ce périmètre n'est pas habité et les risques pour la santé humaine sont nuls.

Aucune unité touristique nouvelle n'est susceptible d'affecter ce site, au niveau communal.

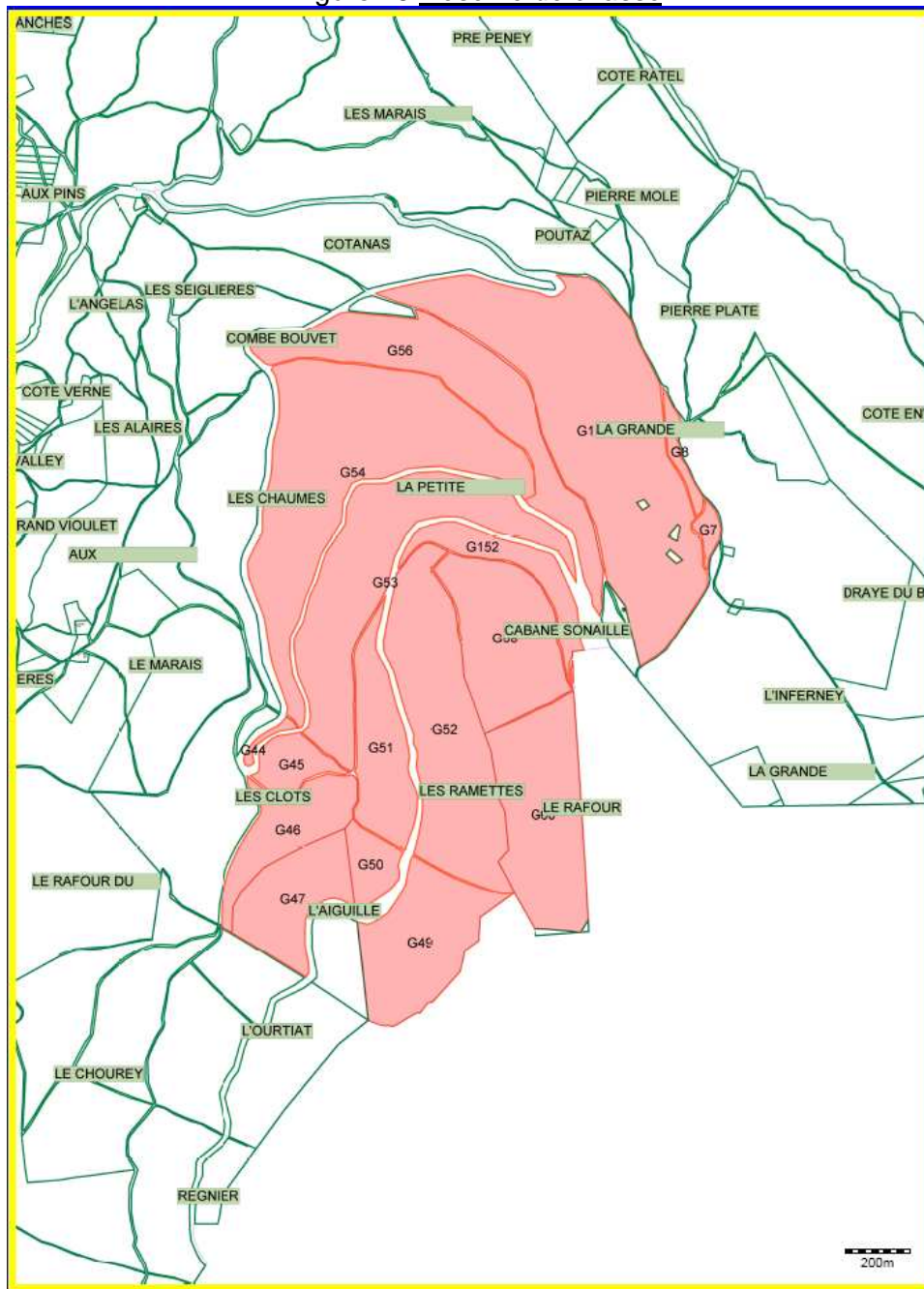
Le périmètre Natura 2000 correspond à un territoire de faible superficie par rapport à l'ensemble de celui de la commune.

Pour l'ensemble des critères exposés ci-dessus à savoir la faible superficie de la zone Natura 2000 et l'absence d'incidences notables sur l'environnement, le Plan Local d'Urbanisme se dispense de l'élaboration spécifique d'une évaluation environnementale.

Dans le cadre de la loi SRU il est établi, partie II, un état initial de l'environnement ainsi que les incidences du projet sur l'environnement dans la partie IV du présent document.

## 1.2. Les réserves de chasse

Figure 49 Réserve de chasse



La commune dispose d'une réserve de chasse qui couvre une superficie de 227 hectares

## 1.3. Les réserves de pêche

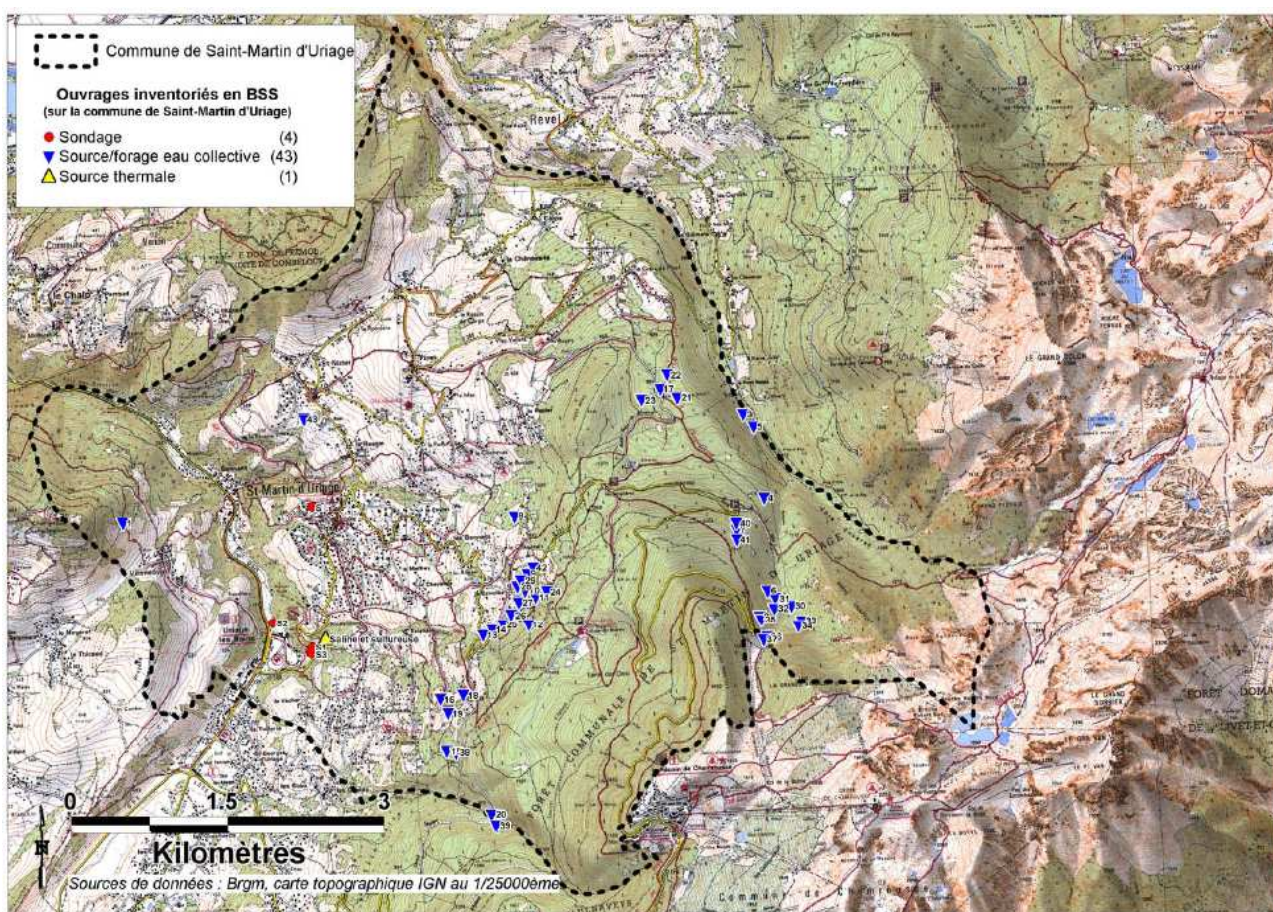
Sans objet

## 2. LES MILIEUX NATURELS

### 2.1. L'eau

#### 2.1.1. Les captages et gisements d'eau potable

Figure 50 *Les captages et gisements d'eau potable*



### 2.2. Les sols

#### 2.2.1. Carrières et extraction de matériaux

La région Rhône-Alpes est un gros producteur de matériaux extraits du sol, avec une production annuelle proche de 50 millions de tonnes, 750 carrières autorisées et plus de 200 emplois. La commune ne possède pas de carrière sur son territoire.

#### 2.2.2. Pollution des sols

La DIREN Rhône-Alpes donne la définition suivante pour un site pollué : « un site dont le sol ou le sous-sol ou les eaux souterraines ont été pollués par d'anciens dépôts de déchets ou



*par infiltration de substances polluantes, cette pollution étant susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement de manière pérenne. »*

Le dernier recensement des sites et sols pollués date de 1996. Il indique pour la région 114 sites pollués. Un inventaire régional historique des sites susceptibles d'engendrer à court, moyen ou long terme des contaminations des sols vient compléter le recensement et fait apparaître, toujours pour la région Rhône-Alpes, 1900 sites potentiellement pollués.

Le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a la charge de la définition des politiques publiques en matière de sols pollués, que les pollutions soient d'origine naturelle ou anthropique et qu'elles soient liées ou non à une installation classée. BASOL indique la présence du site ESSO sur le territoire communal.

Extrait de la fiche mise à jour le 23/02/2007

*« Description du site :*

*La station service ESSO à Uriage était régulièrement déclarée par récépissé du 13 septembre 1988 au titre de la législation des installations classées. Elle était notamment déclarée pour un dépôt de liquide inflammable enterré en double enveloppe (1ère catégorie : 95 m3 et 2ème catégorie : 25 m3) ainsi que pour la distribution de carburants.*

*Par courrier daté du 18 mars 2005 la société ESSO a informé la préfecture de l'Isère de l'arrêt de ses activités de distribution de carburants sises 468 avenue des Thermes à Saint Martin d'Uriage depuis le 15 mars 2005.*

*L'inspection des installations classées saisie de ce dossier a demandé par courrier daté du 22 août 2005 :*

- les mesures prises pour garantir la qualité des eaux souterraines compte tenu de la présence d'un établissement thermal ;*
- la réalisation d'un diagnostic de sols et eaux souterraines de type évaluation simplifiée des risques.*

*Par transmission datée du 7 février 2006, la société ESSO a remis un diagnostic de sols et des eaux souterraines.*

*A la lecture de l'étude, il est apparu que les activités ont généré un impact sur les sols et les eaux souterraines. L'inspection des installations classées a demandé, par courrier daté du 13 mars 2006, que soit transmis, sans délai, les dispositions techniques envisagées pour contenir la pollution des eaux souterraines au site ainsi que du devenir des sols impactés. A ce jour les dispositions techniques n'ont pas été remises à l'inspection.*

*Description qualitative à la date du 23/02/2007 :*

*Un diagnostic des sols a été réalisé par la société SERPOL en novembre 2004.*

*Analyses et résultats dans le sol :*

*10 sondages ont été réalisés sur le site. Les paramètres analysés dans le sol ont été les hydrocarbures totaux, les BTEX (benzène toluène ethylbenzène et xylène), Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et le plomb. Les prélèvements ont été réalisés jusqu'à 4,5 m.*

*De même, des analyses de gaz du sol ont été réalisées sur tous les sondages afin d'estimer les concentrations en composés organiques volatils.*

*Les résultats d'analyse mettent en évidence la présence d'hydrocarbures totaux dans les sondages S4 et S5 qui se situent au plus proche des installations pétrolières.*

*Un dépassement de la VDSS pour le xylène est constaté dans le sondage S5.*

*Les autres paramètres sont à l'état de traces.*

*Analyses et résultats dans les eaux souterraines :*

*La nappe a été rencontrée à environ 1 m de profondeur au droit du site.*

*Six piézomètres ont été positionnés sur le site, ils ont fait l'objet d'une campagne d'analyses. Les paramètres analysés dans les eaux souterraines ont été les hydrocarbures totaux, les BTEX et MTBE (methyl tertibutyl ether).*

*Les résultats d'analyse indiquent un dépassement des VCI usage sensible dans l'ensemble des piézomètres avec des teneurs dépassant la VCI usage non sensible (1 mg/l) dans les*

piézomètres PZ3, PZ4, PZ5 et PZ6. La plus forte teneur est retrouvée dans le PZ3 (aval) avec une teneur de 31 mg/l.

Les VCI sont aussi atteintes dans les piézomètres PZ3, PZ4, PZ5 et PZ6 pour le benzène. Un impact notable est aussi constaté pour les éléments xylène et MTBE.

La société SERPOL conclut son rapport en indiquant qu'il y a un risque en raison de la présence simultanée d'une source de pollution, d'un vecteur de transfert et d'une cible potentielle.

*Analyses complémentaires*

Des investigations complémentaires ont été effectuées en janvier 2005 dans les piézomètres.

Les piézomètres PZ3, PZ4 et PZ5 présentent une phase flottante d'hydrocarbures libres (respectivement 35 cm, 0.5 cm et 37.5 cm). Les analyses indiquent qu'il s'agit d'un produit de type gazole.

De même, l'impact notable pour les éléments xylène et MTBE est confirmé.

La société SERPOL conclut son rapport en recommandant de traiter les eaux de la nappe, avec en parallèle la récupération des hydrocarbures flottants.

Dans un rapport l'inspection propose

*D'une part,*

D'imposer à la société ESSO par arrêté préfectoral d'urgence pris en application des dispositions prévues par l'Article L512-12 du titre 1er, livre V du Code de l'Environnement de :

- mettre en place toutes dispositions techniques appropriées et efficaces en vue de protéger la ressource en eau ;
- rechercher les cibles exposées aux eaux souterraines et superficielles et notamment les puits privés. En cas de présence avérée, des analyses devront être réalisées pour les cibles les plus vulnérables.

*D'autre part,*

**\*\*** De prendre en application de l'article L512-12 du titre 1er, livre V du Code de l'Environnement, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, un arrêté préfectoral imposant :

- la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines ;
- une étude hydrogéologique, l'étude de la vulnérabilité du captage des thermes d'Uriage devra notamment être effectuée ;
- la réalisation d'un diagnostic approfondi complété si nécessaire d'une étude détaillée des risques (EDR) au droit et à proximité du site ESSO.

En présence de cibles jugées vulnérables vis à vis de la pollution, l'étude complémentaire devra être complétée d'une étude détaillée des risques (EDR).

L'arrêté préfectoral d'urgence a été signé le 8 juin 2006. L'arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 18 août 2006. »

Par ailleurs il ne faut pas négliger la pollution même modérée causée par l'utilisation d'engrais pour l'agriculture.

## **2.3. L'air**

---

La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 19 décembre 1996 s'appuie sur le « droit reconnu à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé », principe qui est assorti de l'obligation du concours de l'Etat et des collectivités territoriales pour « l'exercice du droit à l'information sur la qualité de l'air et ses effets sur la santé et l'environnement ». Ce texte a eu pour conséquence directe la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air, en premier lieu pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants (en 1998), puis pour l'ensemble du territoire (en 2000).

ASCOPARG



### **Association pour la Contrôle et la Prévention de l'Air dans la Région Grenobloise**

Depuis de nombreuses années, l'agglomération grenobloise est le siège d'une intense activité industrielle. Cimenterie, chimie, papeterie et métallurgie : ces secteurs sont à l'origine du développement économique de la région mais ils ne sont pas sans effet sur l'environnement, avec des rejets de substances polluantes dans l'eau et dans l'atmosphère. L'agglomération grenobloise, située dans une plaine d'environ 200 mètres d'altitude, est entourée de massifs montagneux qui sont à l'origine de l'appellation "cuvette grenobloise". Cette configuration particulière génère une dynamique atmosphérique propre à la région, avec une forte proportion de vents calmes et la formation fréquente d'inversions de température, obstacles à la dispersion verticale des polluants. Dans les années 1950, de dramatiques épisodes de pollution atmosphérique, à Londres notamment, avaient alerté l'opinion sur le danger pour la santé de certaines substances rejetées dans l'atmosphère par l'industrie et le chauffage. La forte concentration industrielle et une topographie défavorable à la dispersion atmosphérique conduisaient les principaux décideurs grenoblois à mettre en place un dispositif capable de détecter de forts niveaux de pollution dans la région. Aussi, en 1976, élus locaux, représentant de l'État et industriels fondaient une association chargée de surveiller la pollution atmosphérique en région grenobloise

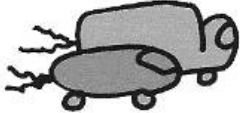

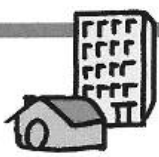
### 2.3.1. Les polluants physico-chimiques

#### 2.3.1.1. Les types de polluants et leurs causes

Figure 51 Les polluants et leurs causes

Polluants	Causes
Ozone (O <sub>3</sub> )	La formation de l'ozone s'opère par une réaction photochimique à partir d'oxyde d'azote et d'hydrocarbure sous l'effet de l'ensoleillement.
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	Les sources sont les carburants et les industries. Le fait de diminuer les rejets d'oxydes d'azote est indispensable pour envisager la maîtrise de la pollution à l'ozone.
Plomb (Pb)	Les sources sont les carburants et l'industrie. Avec la diminution progressive du plomb dans les carburants l'atténuation est très nette depuis 10 ans.
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	Il est lié à l'utilisation de combustibles fossiles tels que le fuel et le charbon. Depuis 15 ans on note une diminution de ce type de pollution du fait : de la réglementation préfectorale qui impose l'usage de fuel peu soufré en hiver et de la substitution du fuel par du gaz dans certaines industries.
Poussières (PM <sub>10</sub> )	Les poussières constituent souvent la partie visible de la pollution atmosphérique. Les parties les plus grosses se déposent sur les végétaux, les rebords de fenêtre... Toutefois les particules les plus nocives sont les plus petites qui se comportent comme des gaz en se déplaçant au gré des vents et pénétrant profondément dans les appareils respiratoires. Parmi ces particules certaines proviennent des véhicules notamment diesel.
Monoxyde de carbone (CO)	Il est le résultat de toute combustion incomplète. Il provient en majorité du trafic automobile. Grâce aux progrès techniques les concentrations baissent depuis 10 ans.
Benzène (C <sub>6</sub> H <sub>6</sub> )	Il fait partie de la famille des composés organiques volatils. Composé autrefois largement utilisé dans l'industrie, son usage est désormais très limité et sous surveillance. Dans l'air ambiant, il provient de la combustion, de l'évaporation des produits pétroliers notamment les essences (notamment dans le super de 1 à 5%).

Figure 52 Synthèse des causes de la pollution physico-chimique

	 <b>Transports routiers</b>	 <b>Industries Énergies</b>	 <b>Résidentiel Tertiaire</b>
<b>O<sub>3</sub></b>	Indirectement		
<b>NOX</b>	64 %	31 %	5 %
<b>Pb</b>	Plus de plomb dans l'essence		
<b>SO<sub>2</sub></b>	19 %	70 %	11 %
<b>Poussières</b>	30 % (diesel)	34 %	36 %
<b>CO</b>	82 %	2 %	16 %
<b>Benzène</b>	53 %	30 %	17 %

Mis à part le dioxyde de soufre on constate que la grande majorité des polluants provient des transports routiers. Il est à noter que le secteur résidentiel tertiaire engage plus de responsabilité dans la pollution aux poussières et au monoxyde de carbone que le secteur industriel.



### 2.3.1.2. Les conséquences sur l'environnement et la santé

La pollution physico-chimique a de nombreuses conséquences sur l'environnement et la santé. En ce qui concerne l'environnement, on notera l'exemple de l'ozone. Ce gaz de la troposphère (basses couches de l'atmosphère, de 0 à 10 kilomètres d'altitude) ne compense pas les diminutions observées dans la stratosphère (couche d'ozone à environ 25 kilomètres d'altitude), de plus il a un impact sur la végétation et participe à l'effet de serre.

Figure 53 Les polluants et la santé

Polluants	Effets sur la santé
Ozone (O <sub>3</sub> )	Gênes respiratoires, irritations des yeux et de la gorge, diminution de la capacité respiratoire
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	Affections de l'appareil respiratoire et augmentation de la sensibilité aux infections microbiennes
Plomb (Pb)	Toxique neurologique, hématologique et rénal. Il peut entraîner des troubles du développement cérébral de l'enfant et des perturbations psychologiques.
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	Augmentation des symptômes respiratoires aigus chez l'adulte (toux, gêne respiratoire). Altération de la fonction respiratoire chez l'enfant (baisse de capacité respiratoire, excès de toux ou de crises d'asthme). Troubles cardio-vasculaires.
Poussières (PM <sub>10</sub> )	Irritations et affections respiratoires, troubles cardio-vasculaires (en association avec le dioxyde de soufre). Les particules diesel fixent des composés organiques potentiellement cancérogènes et mutagènes.
Monoxyde de carbone (CO)	Les effets aigus sont bien connus : céphalée, grande fatigue, vertige et nausée. A long terme, effets cardio-vasculaires.
Benzène (C <sub>6</sub> H <sub>6</sub> )	Les effets aigus portent atteinte au système nerveux central (fatigue, maux de tête, vertige...) et provoquent une irritation des voies respiratoires et des yeux. En toxicité chronique, le benzène peut provoquer des leucémies.

### 2.3.1.3. La pollution à Saint Martin d'Uriage

**Dioxyde soufre** mesuré du 04/08/1993 au 17/03/2005

**Monoxyde d'azote** mesuré du 09/12/2003 au 17/03/2005

**Dioxyde d'azote** mesuré du 09/12/2003 au 17/03/2005

**Poussières PM<sub>10</sub>** mesuré du 05/12/2003 au 17/03/2005

**Ozone** mesuré du 27/07/1994 au 09/08/1994

	2006
1 Très bon	0
2 Très bon	12
3 Bon	110
4 Bon	135
5 Moyen	56
6 Médiocre	23
7 Médiocre	27
8 Mauvais	2
9 Mauvais	0
10 Exécrable	0



Poste de relevés  
Rue Colonel Manhes 38220 Vizille

Figure 54 Qualité de l'air en 2006

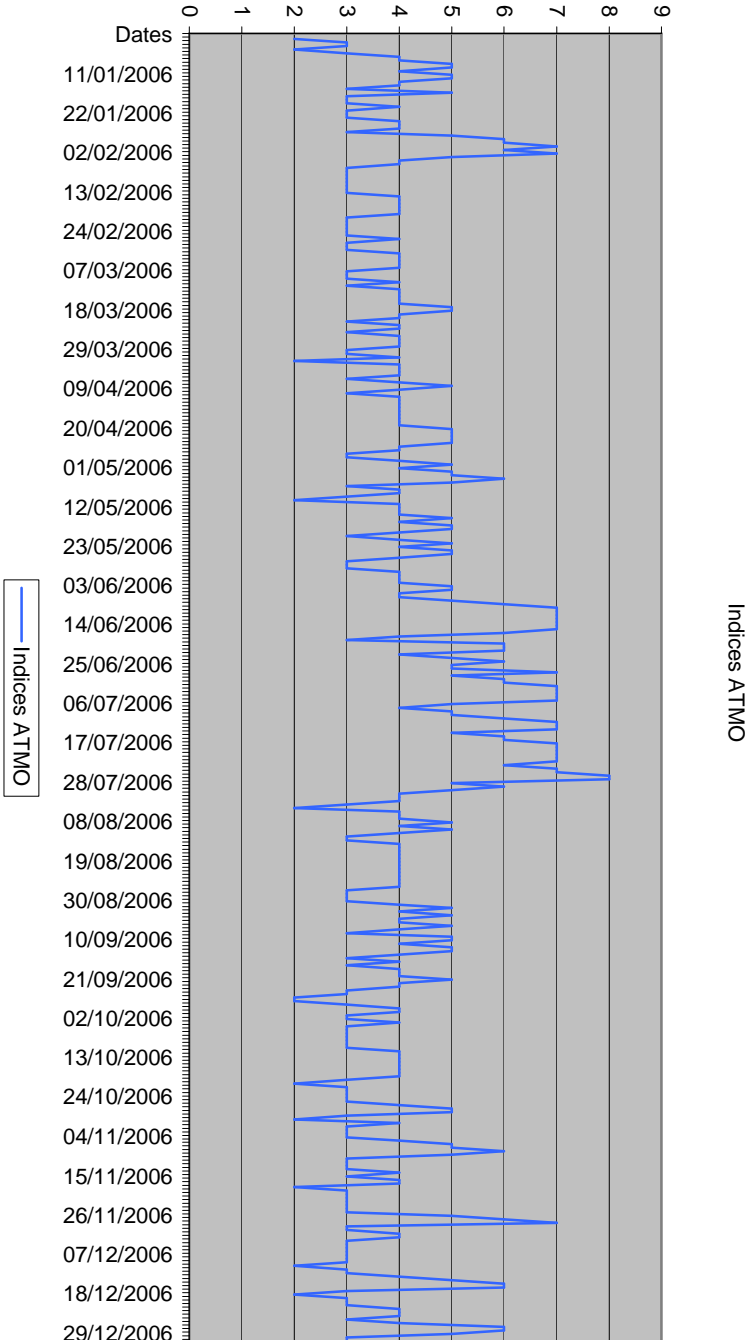
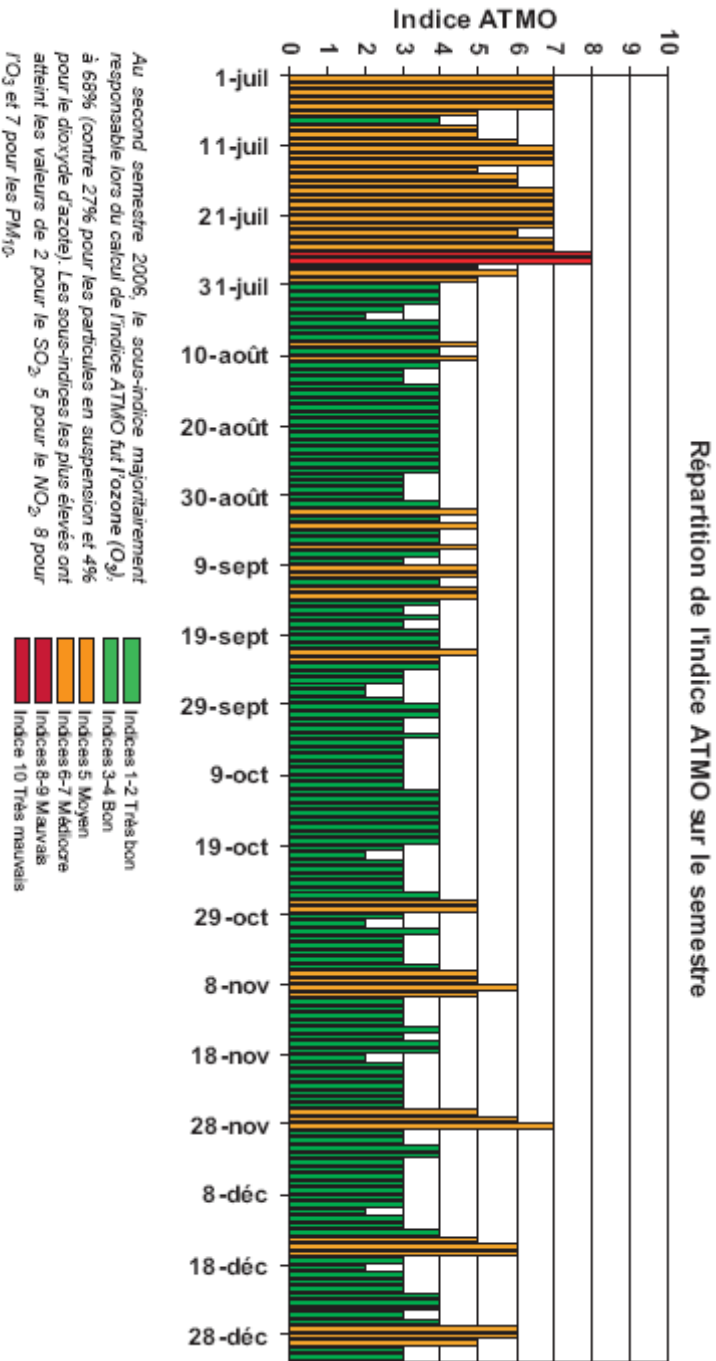


Figure 55 Indice ATMO au second semestre 2006



### La qualité de l'air en zone alpine

Dans le cadre de diverses études, l'ASCOPARG a réalisé des mesures de qualité de l'air en zone alpine.

Cette zone montagneuse, située à l'est de la Région Rhône-Alpes a une altitude moyenne de 1000 mètres et représente en superficie 27% de la région et seulement 6% de la population.

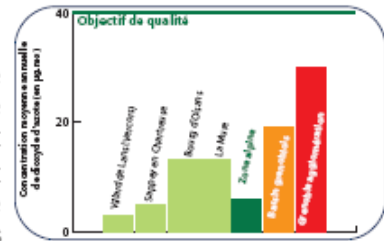
Ces mesures ont permis de caractériser divers environnements comme la moyenne montagne (mesures dans le Vercors ou la Chartreuse) ou les vallées alpines (évaluation de la qualité de l'air à Bourg d'Oisans en 2005).



Concernant le dioxyde d'azote ( $\text{NO}_2$ ), polluant essentiellement d'origine automobile, les

mesures effectuées dans le cadre de la surveillance du département de l'Isère confirment les résultats de l'étude cartographique de 2005 avec des niveaux en zone alpine 4 fois plus faibles que dans les zones urbaines comme le bassin grenoblois.

Elles peuvent être localement plus importantes dans certains secteurs (comme Bourg d'Oisans ou La Mure) sous l'influence du trafic automobile.



### Les polluants « bio »

Les polluants « bio », ou biocontaminants naturels, sont eux aussi nocifs : virus, bactéries, champignons microscopiques, acariens et pollens. Ces allergènes potentiels déclenchent la fabrication d'anticorps, responsable à leur tour de la libération de composés inflammatoires dans l'organisme. Depuis plusieurs années le Réseau National de Surveillance Aérobiologique (RNSA) analyse le contenu de l'air en particules biologiques pouvant avoir un impact sur la santé. Les principales particules étudiées sont les pollens, les moisissures et les bactéries.

La région grenobloise est particulièrement touchée par l'ambroisie, qui colonise les remblais, chantiers et les terres à l'abandon. Des campagnes de lutte contre cette plante très allergisante sont régulièrement menées.

#### 2.3.2. L'exposition individuelle

Le quotidien confronte également à d'autres sources de pollution de type domestique dont voici quelques exemples :

- les produits de soins corporels ou d'entretien des locaux tels les solvants, hydrocarbures aromatiques et chlorés ;
- les produits de bricolage et d'aménagements des locaux, les matériaux comme les peintures, colles ou vernis ;
- le tabac dont la fumée rassemble plusieurs milliers de composés qui exposent aussi bien les fumeurs que les non fumeurs.

*Créé dès 1991, le SPIRAL RISQUES a permis de renouer le dialogue entre les différents acteurs de l'environnement ; dialogue qui s'était avéré difficile avec les conflits dus à l'obligation de prendre en compte les risques technologiques dans les documents d'urbanisme. Le groupe a particulièrement œuvré en matière d'information du public, puisqu'il a organisé notamment les deux campagnes d'information de 1993 et 1998. Dans ce domaine, le principal obstacle est l'incrédulité de la population quant à la sincérité des données fournies. L'existence d'une structure collégiale comme le SPIRAL, fédérant une pluralité d'acteurs, a l'avantage de crédibiliser les actions menées. Les réflexions ont également pris en compte la nécessité de développer une pédagogie du risque majeur, d'où le projet actuel de réalisation d'un cédérom sur ce sujet, pour les scolaires de la région Rhône-Alpes.*

142 communes (76 dans l'Isère, 36 dans le Rhône et 30 dans les départements limitrophes : Ain, Ardèche, Drome, Loire), soit 1 100 000 personnes, sont concernées par les risques industriels majeurs générés par les 53 établissements Seveso "seuil haut" (29 dans l'Isère et 24 dans le Rhône) implantés dans les départements du Rhône et de l'Isère et les 4 installations nucléaires de base (de l'Isère) ; ces établissements sont répartis en 13 entités géographiques qualifiées de "bassins d'information"

Figure 56 Carte des bassins risques technologiques Isère

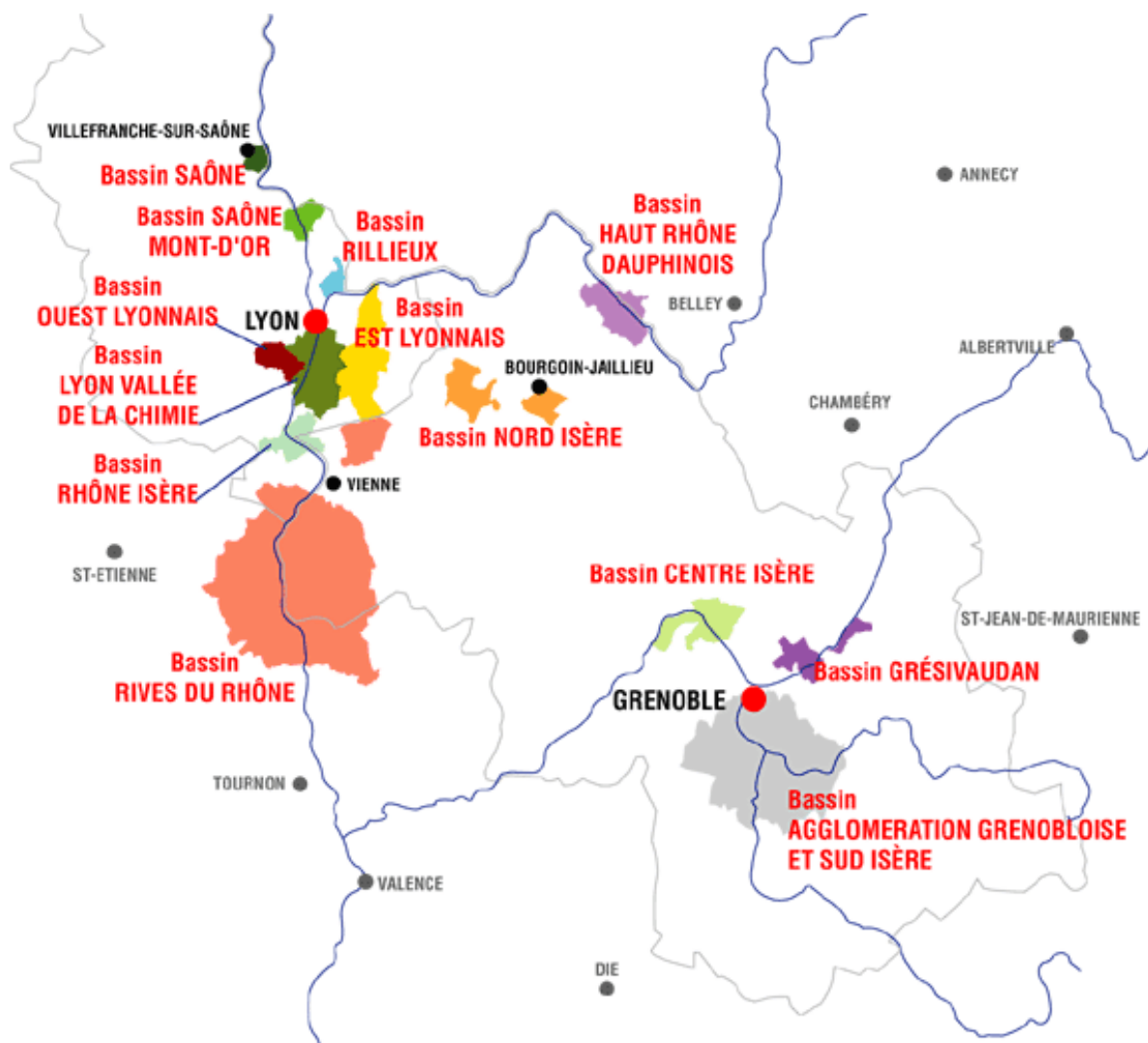




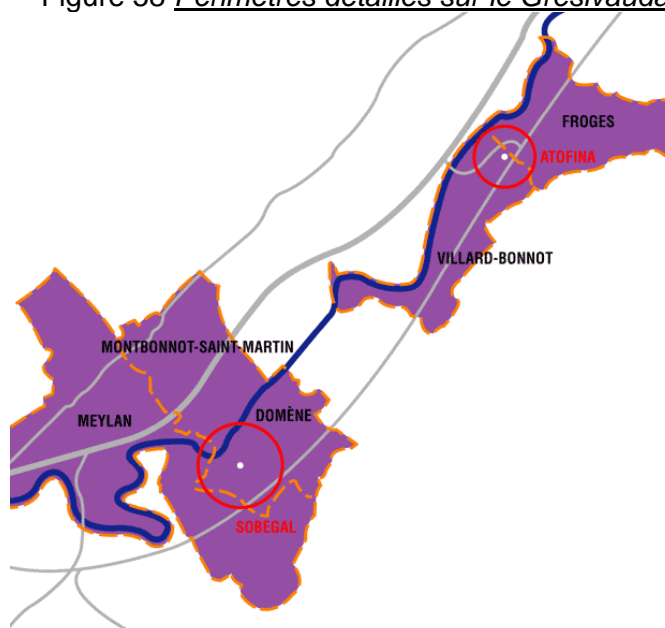
Figure 57 Carte des périmètres d'information



Source : <http://www.lyon-spiral.org/>

Aucun établissement industriel n'est implanté sur la commune de SAINT MARTIN D'URIAGE  
La commune n'est pas concernée par le ou les cercles PPI d'établissements implantés sur des communes voisines

Figure 58 Périmètres détaillés sur le Grésivaudan



## 2.4. Faune et flore

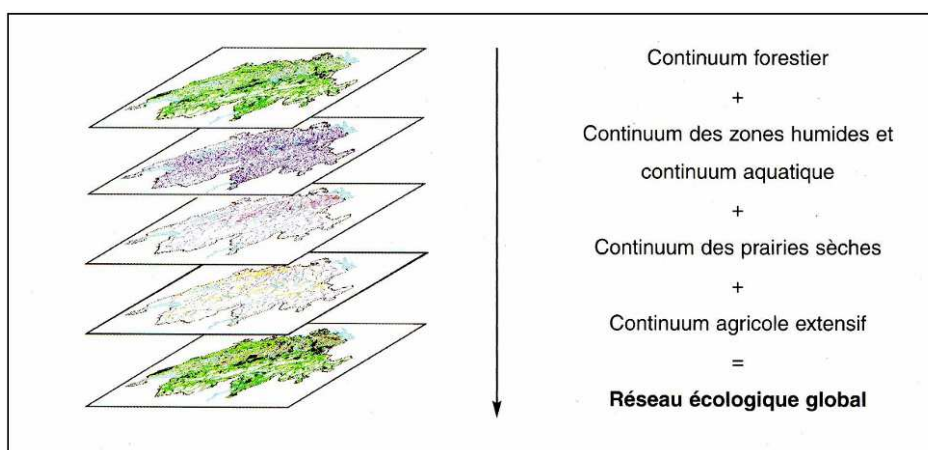
Le groupe de travail composé de multiples organismes tels qu'Econat-Concept, la FRAPNA-Isère, les associations CORA Isère, GENTIANA ainsi que Dryades (Association pour la découverte et la protection des forêts et du patrimoine boisé) ont réalisé un ensemble d'études à propos des ressources naturelles et écologiques de la commune de Saint-Martin d'Uriage. Une expertise environnementale a été réalisée sur l'ensemble du territoire communal concernant les milieux naturels et le patrimoine écologique, de même que ceux limitrophes ou encore à proximité immédiate de la commune.

Ce travail de prospection a été finalisé au mois de novembre de l'année 2006, et a permis d'éclairer l'état initial de la faune et de la flore ainsi que des divers milieux naturels. La révision du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion de mettre en perspective des enjeux environnementaux fondamentaux sur le territoire communal. Cette mise en lumière synthétique des données environnementales permet de donner une approche des menaces, enjeux et mesures de préservation du cadre naturel de Saint Martin d'Uriage.

### 2.4.1. La diversité des milieux

Afin de présenter les milieux naturels intéressants, il convient tout d'abord d'utiliser une référence méthodologique en matière de typologie des habitats. Cette méthode superpose cinq types de « réseaux » spécialisés, afin d'établir un réseau écologique global qui permette de donner une vision d'ensemble sur le patrimoine naturel de la commune. Cela permet de définir des « infrastructures naturelles » qui sont présentes sur le territoire de Saint Martin d'Uriage. Les différents continuums sont ainsi répertoriés et superposés afin de donner une vision d'ensemble.

Figure 59 Représentation graphique d'un réseau écologique global qui résulte de la superposition des réseaux spécialisés (Berthoud et Al., 2004)<sup>65</sup>



Source : Réseau écologique et patrimoine naturel communal, Saint-Martin d'Uriage, Econat Concept, FRAPNA Isère, CORA Isère, Gentiana, Novembre 2006.

Sont ainsi concernés :

- les continuums aquatiques et paludéens (zones humides)
- les continuums forestiers
- les zones de prairies extensives

<sup>65</sup> Schéma tiré de l'ouvrage de Berthoud G., Lebeau R.P., Righetti A., 2004 : *Réseau écologique national REN*. Rapport final. Cahiers de l'environnement n° 373. Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage. Berne. 132 p, dans le *Rapport de Synthèse sur les réseaux écologiques et patrimoine naturel*, 2006, p. 22.

- les continuums thermophiles de forêts et de prairies
- les zones de polycultures

Cette superposition permet de donner un résultat complexe, mais utile à la définition de zones sensibles à protéger, de connexions à favoriser, ainsi que d'ensembles à maintenir. Les inventaires naturalistes permettent ainsi de créer un zonage utile à la définition d'unités écologiques cohérentes, à partir de l'interconnexion des divers continuums. Cette mise en place d'un zonage permet de participer au maintien et à la mise en valeur de la richesse écologique.

#### 2.4.1.1. Les milieux aquatiques

Le relief escarpé de moyenne montagne, qui caractérise en partie la commune, est fortement lié à la ressource aquatique et hydrographique de Saint-Martin d'Uriage et de son bassin versant. Les caractéristiques géographiques locales impliquent ainsi un modeste développement de l'influence du réseau aquatique. Les torrents temporaires influent sur les caractéristiques des cours d'eau. Ces derniers confèrent au réseau hydrographique une activité forte dans les tronçons inférieurs (aval) des cours d'eau permanents. Les parties aval permettent une amorce de réseaux aquatiques intéressants. Pourtant, les habitats aquatiques ne possèdent qu'une place modeste, étant donné l'ampleur des aménagements anthropiques, tels que les ouvrages routiers par exemple, qui sectionnent les cours d'eau. L'emprise de la route départementale 524 vient occuper la ligne de thalweg où se trouve actuellement le ruisseau le Sonnant.

Les habitats aquatiques ne peuvent donc posséder qu'une place modeste, seules les vasques de torrents permettent le maintien d'une bonne population de Salamandres tachetées. Le cours du Sonnant, en aval d'Uriage, ne laisse quant à lui que peu de place aux truites ainsi qu'aux végétations alluviales. Il apparaît que la vallée du cours d'eau est marquée par un obstacle constitué par la route.

Les étangs et les plans d'eau naturels s'avèrent ainsi inexistant dans les zones agricoles. Les zones forestières contiennent quelques rares plans d'eau ; cela dit, peu d'habitats humides résident dans ces zones.

Cependant, deux exceptions nous permettent d'établir une présence exceptionnelle d'habitats humides :

- le Marais des Seiglières, avec un étang artificiel, un haut marais, une forêt alluviale ainsi qu'un ruisseau. Cela forme un ensemble groupé d'habitats humides remarquables.
- La combe de Mont Rond, qui abrite l'étang des chaux ainsi que de plus petites dépressions humides temporaires. Le tout forme un ensemble intéressant, favorable à la reproduction des batraciens.



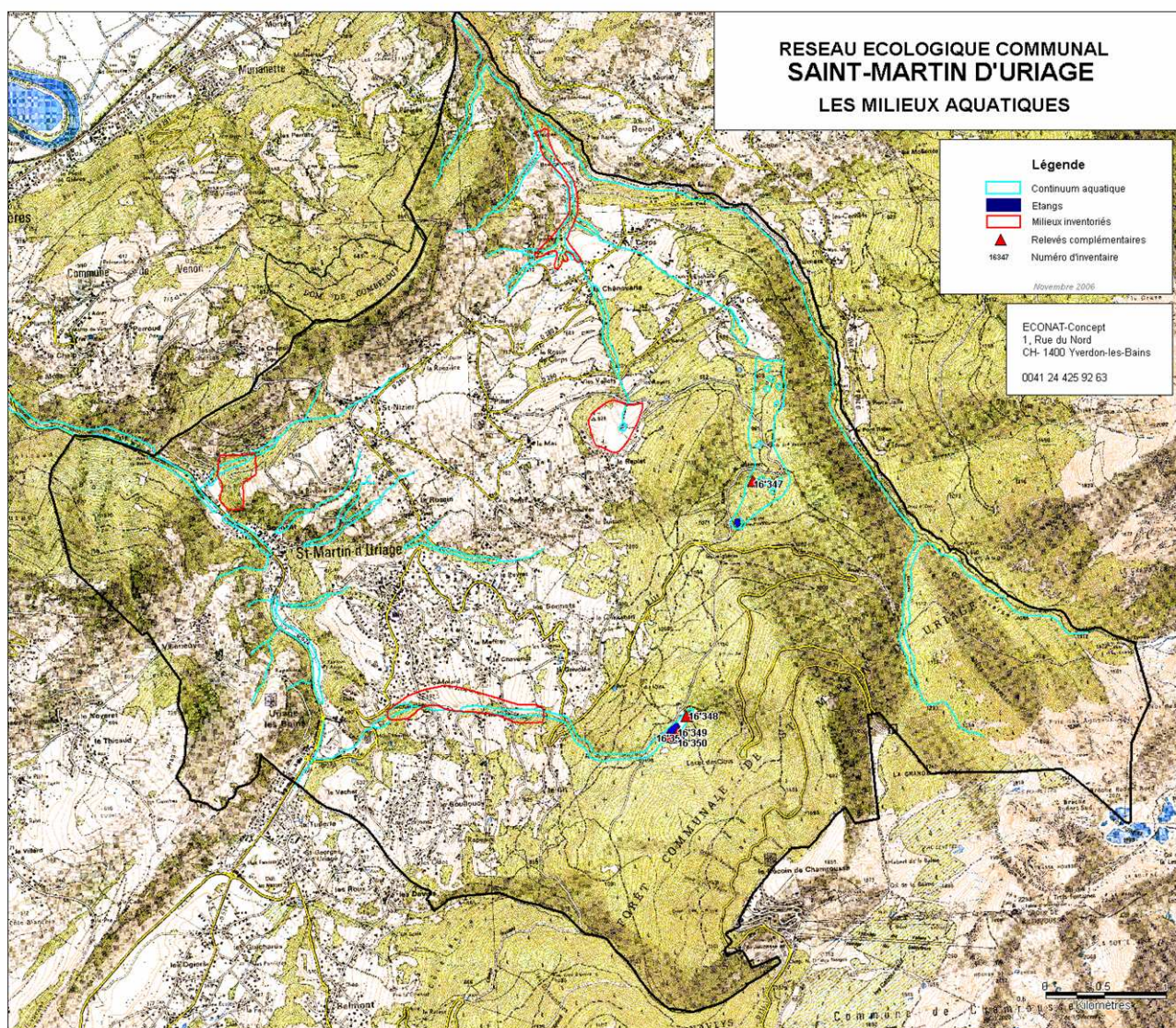
## PLANCHE 23 : LES MILIEUX AQUATIQUES

Econat

D'après le rapport de synthèse sur les réseaux écologiques, ECONAT

2007

1 : 50 000<sup>e</sup> env.





#### 2.4.1.2. Les milieux forestiers

Deux grands ensembles forestiers se départagent entre<sup>66</sup> :

- des zones nodales, c'est-à-dire le point de rencontre de plusieurs ensembles, pour les zones les moins modifiées par l'action anthropique ;
- des zones d'extension, pour les secteurs de sylviculture modérée ou intensive. Les vallons boisés peuvent également constituer des zones nodales si les surfaces boisées sont importantes.

D'un autre côté, les zones marginales qui sont ouvertes sur les espaces agricoles ont un rôle de complément des continuums forestiers. L'emprise rapide des maisons individuelles empiète cependant sur une lisière forestière ample et complexe. Cette lisière est généralement située au pied des forêts communales de Saint-Martin, entre 700 et 900m. Les espaces déboisés sont donc systématiquement occupés par des habitations alors qu'ils pourraient jouer un rôle stratégique de passage de la faune forestière.

L'étage collinéen, propice à l'agriculture, s'est donc essentiellement tourné vers un défrichement des bois, entre 400 et 900 mètres d'altitude. Les parties vallonnées et escarpées ont conservé un certain état de la forêt qui entraîne un cloisonnement des parcelles agricoles. L'urbanisation progressive dite « en tâche d'huile », a permis, d'une manière générale, de respecter le maillage boisé originel.

La zone marginale attachée au versant dominant de Saint-Nizier – La Ronzière est intéressante par son exposition sud-est et notamment par l'absence d'urbanisation. Nous pouvons donc constater que cette zone forme un espace de transition remarquable étant donné sa forte diversité biologique.

En parallèle, le fort développement des maisons familiales, entourées de divers aménagements, introduit une nouvelle configuration des lieux. Les espèces anthrophiles, c'est-à-dire qui sont peu craintives de l'occupation humaine, sont plus aptes à se développer, contrairement aux espèces plus craintives. L'introduction de chats et de chiens par la présence humaine entraîne également une hausse de la prédation de la faune sauvage. Se pose ainsi la question de la cohabitation forcée entre les zones habitées ainsi que la faune sauvage. Les haies, arbres fruitiers, ornements présents dans les propriétés privées constituent un microcosme à la fois attractif et répulsif.

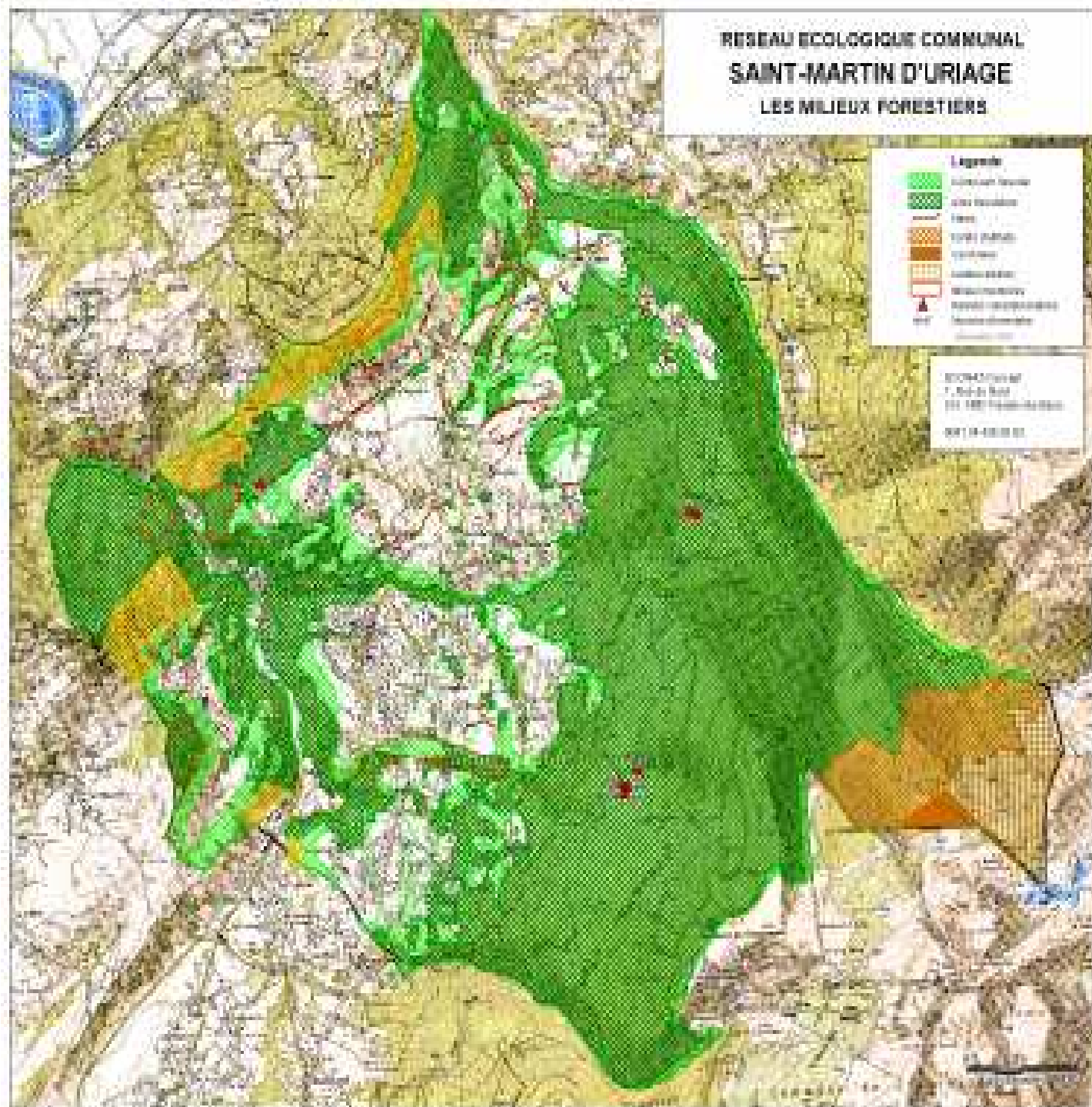
Ainsi, les boisements sont intéressants à un niveau local pour la flore, étant donné qu'ils abritent des espèces de plantes originales (Fougères, Buxaunie verte...).

#### 2.4.1.3. Les prairies

Les prairies occupent plus de 85% de la surface agricole dont un tiers de prairies maigres à tendance thermophile<sup>67</sup> (elles appartiennent à la série des **bromions** et des **caricions**). Elles abritent quelques espèces végétales spécialisées étant donné leur humidité ainsi que leur xéricité (état sec) élevées et propices à leur développement.

<sup>66</sup> D'après l'étude d'ECONAT réalisée en novembre 2006, Rapport de synthèse, « *Identification des réseaux écologiques sur le territoire de la commune de Saint-Martin d'Uriage (Isère)* », ECONAT.

<sup>67</sup> Le terme « *thermophile* » exprime une préférence pour les températures élevées.



Ces prairies extensives constituent actuellement une partie menacée étant donné leur manque d'entretien et l'embuissonnement qui s'en suit. La présence des prairies maigres permet un développement d'espèces patrimoniales qui sont liées à l'existence de clairières dans les zones rocheuses ou érodées. Celles-ci limitent la croissance de la forêt en la remplaçant par des gazons et des landes naturelles. Le dynamisme agricole qui caractérisait le passé de la commune a été remplacé par un boisement par recolonisation naturelle ainsi que par plantation. Ce continuum des réseaux prairiaux thermophiles est relativement restreint, il occupe encore des espaces découpés par la forêt dense, et notamment par le continuum boisé de forêt thermophile qui se trouve au niveau du coteau dominant Saint-Nizier et La Ronzière.

On relève deux types de prairies originales sur la commune. Elles sont recensées par la FRAPNA<sup>68</sup>, et sont décrites comme relativement menacées par les modifications en cours telles que l'urbanisation, la déprise agricole ou l'embroussaillage.

Ainsi, les prairies dites originales se caractérisent par :

- Les prairies mésophiles à méso xérophiles à Brome érigé
- Les prairies mésophiles de fauche.

## 2.4.2. Bilan qualitatif et quantitatif de la flore

Un recensement des richesses floristiques de la commune a été réalisé par ECONAT lors de son étude portant sur l'Inventaire floristique de la commune de Saint-Martin d'Uriage durant l'année 2006. Ce recensement du biotope de la commune a été effectué sur 17 secteurs, à partir d'une reconnaissance suivant plusieurs outils (reconnaissance par GPS, vérification sur le terrain, données issues de questionnaires et d'entretiens) plus ou moins exhaustifs. Il a été dénombré 537 taxons, dont 13 font partie des espèces patrimoniales (espèces protégées ou inscrites dans des listes rouges).

### 2.4.2.1. Les espèces qui font l'objet d'une protection réglementaire

Les espèces suivantes font l'objet de mesures de protection réglementaire à partir de listes régionales et nationales.

Figure 60 Liste des espèces protégées

Nom Commun	Nom Latin	Niveau de protection
<b>Ail rocambole</b>	( <i>Allium scorodoprasum</i> L. subsp. <i>scorodoprasum</i> )	Protection Régionale Rhône-Alpes, Liste Rouge Régionale
<b>Ancolie des Alpes</b>	( <i>Aquilegia alpina</i> L.)	Protection Nationale annexe 1, Liste Rouge Régionale
<b>Cardamine de Plumier</b>	( <i>Cardamine plumieri</i> Vill.)	Protection Régionale Rhône-Alpes, Liste Rouge Régionale
<b>Grassette à fleurs roses</b>	( <i>Pinguicula grandiflora</i> Lam. subsp. <i>rosea</i> (Mutel) Casper)	Protection Régionale Rhône-Alpes, Liste Rouge Régionale
<b>Inule helvétique</b>	( <i>Inula helvetica</i> Weber)	Protection Régionale Rhône-Alpes, Liste Rouge Régionale

Source : Inventaire floristique de la commune de Saint-Martin d'Uriage, novembre 2006, inventaire coordonné par le réseau Patrimoine naturel de la FRAPNA.

<sup>68</sup> Société Botanique dauphinoise Gentiana, *Inventaire floristique de la commune de Saint-Martin d'Uriage*, Inventaire coordonné par le Réseau Patrimoine Naturel de la FRAPNA, 2006.

#### 2.4.2.2. Les espèces interdites à la cueillette

Ces espèces sont interdites à la cueillette d'après les mesures de protection départementales de l'Isère.

Figure 61 Liste des espèces réglementées

Nom Commun	Nom Latin	Niveau de protection
<b>Œillet Armérie</b>	( <i>Dianthus armeria</i> L.)	Protection départementale de l'Isère
<b>Lycopode à rameaux d'un an</b>	( <i>Lycopodium annotinum</i> L.)	Protection départementale de l'Isère
<b>Polystic à aiguillons</b>	( <i>Polystichum aculeatum</i> (L.) Roth)	Protection départementale de l'Isère
<b>Polystic sétacé</b>	( <i>Polystichum setiferum</i> (Forsskål) Woyнар)	Protection départementale de l'Isère, Liste Rouge Régionale
<b>Houx</b>	( <i>Ilex aquifolium</i> L.)	Réglementation de cueillette de l'Isère

Source : Inventaire floristique de la commune de Saint-Martin d'Uriage, novembre 2006, inventaire coordonné par le réseau Patrimoine naturel de la FRAPNA.

#### 2.4.2.3. Les espèces inscrites sur liste rouge

Ces espèces figurent sur la liste de protection des espèces de la région Rhône-Alpes.

Nom Commun	Nom Latin	Niveau de protection
<b>Gaudinie</b>	( <i>Gaudinia fragilis</i> (L.) P. Beauv.)	Liste Rouge Régionale
<b>Pigamon jaune</b>	( <i>Thalictrum flavum</i> L.)	Liste Rouge Régionale
<b>Pirole à feuilles rondes</b>	( <i>Pyrola rotundifolia</i> L.)	Liste Rouge Régionale

Source : Inventaire floristique de la commune de Saint-Martin d'Uriage, novembre 2006, inventaire coordonné par le réseau Patrimoine naturel de la FRAPNA.

De plus, il faut noter la présence de la Buxaunie verte, espèce inscrite à l'annexe 2 de la Directive Habitat, qui se trouve dans les bois morts à travers les peuplements de conifères ou les peuplements mixtes à l'étage montagnard.

#### 2.4.2.4. Les espèces invasives

Les plantes envahissantes se localisent plus particulièrement le long des cours d'eau et des voies de communication. Ces espèces contribuent à la réduction de la biodiversité, et sont considérées selon l'Union Internationale de Conservation de la Nature comme « le deuxième facteur de régression de la biodiversité »<sup>69</sup>. Ainsi, en prenant la place de la végétation naturelle des bords des cours d'eau par exemple, les plantes envahissantes réduisent la biodiversité.

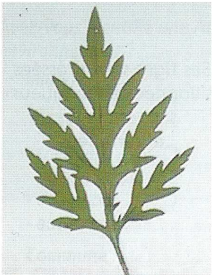



Par exemple, l'ambrosie (à ne pas confondre avec l'armoise vulgaire), devient un véritable fléau à l'échelle départementale. Différentes campagnes ont été menées afin de prévenir l'apparition de nouvelles plantes invasives. Les pollens d'ambrosie peuvent provoquer des

<sup>69</sup> D'après l'Association Nature Nord Isère Lo Parvi, PLU de Chavanoz, *Le patrimoine naturel de la commune de Chavanoz*, septembre 2006, p. 3



réactions allergiques telles que rhinites, conjonctivites, asthme, laryngites, urticaire, eczéma. Cette plante mesurant de 0,20 à 2 mètres de haut, pousse sur les remblais de chantier, les terres à l'abandon, les lotissements et dans certains champs. Elle doit être éliminée par l'arrachage (avec port de gant), en semant des plantes non allergisantes (comme le trèfle ou la luzerne) sur les zones non cultivées, par un fauchage fin juillet répété début août.

Figure 62 Signes distinctifs entre l'ambrosie et l'armoise

	Ambrosie	Armoise
<b>Tige</b>	Striée Couleur verte et aubergine Couverte de poils blancs Assez souple	Striée Couleur verte et aubergine Pas de poils Raide
<b>Feuille</b>	Couleur : les deux faces sont vert clair Forme : profondément divisée jusqu'à la nervure	Couleur : face supérieure vert foncé face inférieure blanchâtre Forme : divisée mais sans aller jusqu'à la nervure
<b>Illustration (feuille)</b>		
<b>Fleur</b>	Grappes de petites fleurs situées au sommet des tiges, couleur vert-jaune avant éclosion, et jaune après Très pollinisante	Grappe de petites fleurs, à la base des feuilles de fin de tige, couleur vert-gris avant éclosion et blanche après Faiblement pollinisante
<b>Illustration (plante en fleur)</b>		

Source : prospectus édité par le Conseil général de l'Isère, la caisse primaire d'assurance maladie de Grenoble, la DDASS de l'Isère

Figure 63 Recensement des espèces invasives

Nom latin	Nom commun
<i>Acer negundo</i> L.	Erable negundo
<i>Ailanthus altissima</i> (Miller) Swingle	Ailante
<i>Ambrosia artemisiifolia</i> L.	Ambrosie à feuilles d'armoise
<i>Impatiens glandulifera</i> Royle	Impatiante glanduleuse
<i>Phytolacca americana</i>	Raisin d'Amérique
<i>Reynoutria x bohemica</i> (Chretk ey Chrrkova) Bailey	Renouée du Japon

<i>Robinia pseudoacacia</i> L.	Robinier faux acacia
<i>Sambucus ebulus</i> L.	Sureau yèble
<i>Solidago canadensis</i> L.	Solidage du Canada

Source : Le patrimoine naturel de la commune de Chavanoz, Association Nature Nord Isère Lo Parvi, Septembre 2006.



*Renouée du Japon*



*Erable Negundo*

#### 2.4.2.5. Les autres espèces végétales

##### 2.4.2.5.1. *Les arbres remarquables*

Les arbres remarquables se définissent d'après l'association DRYADES, comme « *élément du patrimoine qu'il convient de conserver en raison de leur spécificité et de leur originalité* ». Ainsi, un recensement des différents arbres appartenant au patrimoine écologique de la commune a été effectué lors de l'année 2006. Une méthode d'inventaire soumise par la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature) a été utilisée, ce qui permet d'associer un qualificatif pour chaque arbre répertorié (arbre remarqué, arbre remarquable, arbre d'avenir). Les arbres remarquables sont donc ceux dont la note est supérieure à 66 points.

Figure 64 Les arbres remarquables

<b>Nom de l'arbre</b>	<b>Nom latin</b>	<b>Note attribuée (sur 100)</b>
Tilleul de Saint-Nizier	<i>Tilia Platyphyllos Scop</i>	84
Les Châtaigniers	<i>Castanea Sativa</i>	
Châtaignier du Buisson	<i>Castanea Sativa</i>	75
Châtaigniers des Ronzerettes	<i>Castanea Sativa</i>	70
Epicéa du Chourey (Epicéa commun)	<i>Picea abies</i> Karst.	66

Source : Étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, Livret 3 « arbres remarquables », DRYADES, 2006.

##### 2.4.2.5.2. *Les arbres « remarqués »*

Les arbres dits « remarqués » sont ceux dont la note est comprise entre 45 et 65 points.

Nom de l'arbre	Nom latin	Note attribuée (sur 100)
Vieux châtaigner du bois d'Anthon	<i>Castanea Sativa</i>	56
Le Mourrant (Châtaignier)	<i>Castanea Sativa</i>	53
Un Châtaignier à la Ronzière	<i>Castanea Sativa</i>	56
Cepée de Châtaigniers aux Odoz	<i>Castanea Sativa</i>	65
Châtaignier double du bois de Chenevarie	<i>Castanea Sativa</i>	65
Le Châtaignier Monticule	<i>Castanea Sativa</i>	57
L'hôte (Châtaigner)	<i>Castanea Sativa</i>	56
Hêtre du bois d'Uriage / Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>	52
Hêtre de Combeloup	<i>Fagus sylvatica</i>	52
Mûrier blanc	<i>Morus alba L.</i>	53
Mûriers des vignasses	<i>Morus</i>	53
Les deux Mûriers de la Richardière	<i>Morus</i>	59
Mûrier aux Ferrats	<i>Morus</i>	58
Cèdre de la Rivoire (Cèdre du Liban)	<i>Cedrus libani</i>	56
Peuplier noir	<i>Populus nigra L.</i>	60

Source : Étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, Livret 3 « arbres remarquables », DRYADES, 2006.

#### 2.4.2.5.3. Les arbres « d'avenir »

Les arbres dits « d'avenir » sont les arbres dont la note est inférieure à 45 points. Ils comportent un intérêt étant donné leurs qualités paysagères, esthétiques, biologiques, ou encore historiques. A l'avenir, ces arbres seront susceptibles de devenir des arbres de statut « remarquable » voire « remarquable ».

Nom de l'arbre	Nom latin	Note attribuée
Châtaignier du Rossin	<i>Castanea Sativa</i>	44

Source : Étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, Livret 3 « arbres remarquables », DRYADES, 2006.

### 2.4.3. Bilan qualitatif et quantitatif de la faune

#### Diagnostic

Le recensement de la faune de la commune de Saint Martin d'Uriage n'a pas fait l'objet d'études précises. Cela dit, l'étude des corridors biologiques constitue une occasion d'aborder la faune à travers les lieux de passage ainsi que les points nodaux entre plusieurs continuums terrestres et aquatiques.

#### 2.4.3.1. L'avifaune

La présence des oiseaux a fait l'objet d'un inventaire par l'association CORA<sup>70</sup> à partir de différents milieux qui correspondent à des relevés. Ces milieux se caractérisent par une multitude de sites dans lesquels la faune possède une part de fréquentation variable. Ces sites se caractérisent par : la ripisylve ; la forêt de feuillus, la forêt de pente ; la forêt thermophile ; la prairie maigre (mixte et pâturée); les haies et prairies ; les zones de culture, pâtures, polyculture.

Ces oiseaux font l'objet de mesures de protection, leur niveau de protection n'est ici pas spécifié, cela dit les espèces inventoriées par le CORA-Isère (liée par une charte à la Ligue pour la Protection des Oiseaux) constituent des associations reconnues d'intérêt public qui établissent un classement à partir de listes de protection.

Figure 65 Liste des oiseaux recensés sur les différents sites

Nom commun	Nom Latin	Niveau de protection
Épervier d'Europe	<i>Accipiter nisus</i>	Espèce présente à l'état sauvage depuis 1950 et dont l'origine naturelle ne fait pas de doute, au moins pour un individu.
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Liste rouge européenne des oiseaux nicheurs /espèce protégée par la loi française de 1976
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	Espèce protégée par la loi française de 1976
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	Espèce en annexe I de la directive européenne des oiseaux/protégée par la loi française de 1976/liste rouge en isère
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Espèce en annexe I de la directive européenne des oiseaux/protégée par la loi française de 1976/liste rouge en isère
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	protégée par la loi française de 1976
Caille des blés	<i>Coturnix coturnix</i>	-
Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>	-
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	Espèce non protégée
Coucou gris	<i>Cuculus canorus</i>	protégée par la loi française de 1976
Chevêche d'Athéna	<i>Athene noctua</i>	
Chouette hulotte	<i>Strix aluco</i>	protégée par la loi française de 1976
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	protégée par la loi française de 1976
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	protégée par la loi française de 1976
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	protégée par la loi française de 1976
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	Espèce en annexe I de la directive européenne des oiseaux/protégée par la loi française de 1976/liste rouge en isère
Pic vert	<i>Picus viridis</i>	protégée par la loi française de 1976
Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>	protégée par la loi française de 1976
Pic épeichette	<i>Dendrocopos minor</i>	protégée par la loi française de 1976
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>	-
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	

<sup>70</sup> Ces données ont été récoltées par le CORA Isère, Centre Ornithologique Rhône-Alpes, et rendues dans le rapport de synthèse d'ECONAT, novembre 2006.



Bergeronnette des ruisseaux	<i>Motacilla cinerea</i>	protégée par la loi française de 1976
Cincle plongeur	<i>Cinclus cinclus</i>	protégée par la loi française de 1976
Pipit des arbres	<i>Anthus trivialis</i>	protégée par la loi française de 1976
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>	protégée par la loi française de 1976
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	protégée par la loi française de 1976
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	protégée par la loi française de 1976
Tarier pâtre	<i>Saxicola torquatus</i>	protégée par la loi française de 1976
Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Liste rouge européenne de 1979 (vulnérable)/ protégée par la loi française de 1976
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	protégée par la loi française de 1976
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	Pas de protection spécifique
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>	Pas de protection spécifique
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	protégée par la loi française de 1976
Pouillot de Bonelli	<i>Phylloscopus bonelli</i>	protégée par la loi française de 1976
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>	protégée par la loi française de 1976
Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata</i>	
Gobemouche noir	<i>Ficedula hypoleuca</i>	protégée par la loi française de 1976/liste rouge en isère
Roitelet huppé	<i>Regulus regulus</i>	protégée par la loi française de 1976
Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapilla</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange nonnette	<i>Parus palustris</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange noire	<i>Parus ater</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange huppée	<i>Parus cristatus</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange bleue	<i>Parus caeruleus</i>	protégée par la loi française de 1976
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	protégée par la loi française de 1976
Sittelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>	protégée par la loi française de 1976
Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>	protégée par la loi française de 1976
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	Pas de protection spécifique
Moineau friquet	<i>Passer montanus</i>	-
Loriot d'Europe	<i>Oriolus oriolus</i>	-
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Espèce en annexe I de la directive européenne des oiseaux/protégée par la loi française de 1976
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>	Pas de protection spécifique
Geai des chênes	<i>Garrulus glandarius</i>	Pas de protection spécifique
Corbeau freux	<i>Corvus frugilegus</i>	protégée par la loi française de 1976
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	Pas de protection spécifique
Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>	Pas de protection spécifique
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	protégée par la loi française de 1976
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>	protégée par la loi française de 1976
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	protégée par la loi française de 1976
Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris</i>	protégée par la loi française de 1976
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	protégée par la loi française de 1976
Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>	protégée par la loi française de 1976
Bruant zizi	<i>Emberiza cirrus</i>	protégée par la loi française de 1976

Source : Données CORA-Isère, Centre Ornithologique Rhône-Alpes, novembre 2006.

#### 2.4.3.2. Les oiseaux protégés

Il existe des stations d'espèces rares et protégées, à savoir les refuges de la Ligue pour la protection des Oiseaux. Un listing et bilan des refuges est fourni par l'Association reconnue d'utilité publique. On recense ainsi 5 refuges :

N°refuge	Date de création	Superficie
940	27/06/1997	1700
4527	30/08/1999	3000
3238	05/12/1998	1240
7261	13/12/2002	1100
1271	29/09/1997	5000

La Charte des refuges de la Ligue pour la protection des oiseaux s'engage à assurer la tranquillité des lieux par la protection de la nature, ainsi que « protéger au mieux la faune et la flore dans le respect de la réglementation en vigueur »<sup>71</sup>. Ces abris servent à aider les oiseaux dans les périodes difficiles telles que la nidification ainsi que les périodes de grands froids.

#### 2.4.3.3. La biodiversité

##### *Situation actuelle*

La biodiversité peut se définir par la multiplicité des espèces vivantes et de leurs caractères génétiques. Cette biodiversité est à mettre en relation avec l'occupation anthropique qui peut influencer sur certaines composantes essentielles des espèces et des milieux naturels.

L'étude du cabinet ECONAT à propos des corridors biologiques établit de nouveaux couloirs de protection de la diversité de la faune alliée à celle des milieux naturels.

#### 2.4.4. **Les ZNIEFF de type I**

Quatre zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique de type I sont à relever dans la commune. D'après le ministère de l'Environnement, une ZNIEFF se définit par un contenu (espèces, milieu naturel) ainsi que par une surface<sup>72</sup>. La superficie limitée de ces types de ZNIEFF (type I) souligne la présence d'espèces rares et/ou remarquables très sensibles aux aménagements dans des périmètres parfois très restreints. Notons que la délimitation des ZNIEFF est purement informative, elle n'implique rien en droit et ne fait qu'inventorier les richesses du territoire. Mais la présence d'une ZNIEFF est révélatrice d'un intérêt biologique, et peut constituer un indice à prendre en compte par la justice à propos de la protection des milieux naturels.

Ces zones comportent un intérêt à la fois pour la faune et la flore présentes, les divers intérêts se déclinent sous plusieurs thématiques naturelles : intérêt botanique, biogéographique, ornithologique, faunistique, etc.

Les ZNIEFF de type I sur la commune sont :

- La Cembraie de Chamrousse
- Le Marais de Seiglières
- La Grande vallée de l'Oursière

<sup>71</sup> Voir le site de la Ligue de Protection des Oiseaux, sur l'onglet « Refuges LPO » <http://www.lpo.fr/refugeslpo/chezvous/charte.shtml>, site consulté en janvier 2007.

<sup>72</sup> D'après le site du Ministère de l'Environnement, DIREN Rhône-Alpes, Délégation de bassin Rhône Méditerranée : <http://www.rhone-alpes.ecologie.gouv.fr/> site Internet consulté en janvier 2007.

- La zone des lacs du pas de la Coche aux lacs Roberts

Figure 66 *Inventaires ZNIEFF type I, modèle de 1991 de Saint Martin d'Uriage*

Nom	District	Altitudes minimales et maximales (en m)	Surface (en hectares)	Intérêt	Espèces remarquables / spécificité
Cembraie de Chamrousse	Belledonne	1800/ 2000	298 ha.	Botanique, biogéographique. Exceptionnel. Projet de forêt de protection.	Juxtaposition du pin à crochets et du pin cembro, espèce des Alpes internes.
Marais de Seiglières	Belledonne	0 / 1100	9	Botanique, ornithologique. Diversité des formations végétales marécageuses : plan d'eau libre, cariçaies, zones tourbeuses à sphaignes, tourbière boisée.	Site inscrit. 2 espèces protégées : <i>Pyrola Rotundifolia</i> , <i>Drosera Rotundifolia</i>
Grande vallée de l'Oursière	Belledonne	1050 / 2200	841	Botanique, faunistique, la Cascade de l'Oursière est un site classé. La vallée est très sauvage et peu perturbée.	
Zone des Lacs du pas de la coche aux lacs Robert.	Belledonne	1000 / 2980	3986	Botaniques, ornithologique, piscicole, paysager, reptiles/amphibiens. Grande zone d'altitude couvrant la partie supérieure du versant ouest du massif depuis les Lacs Robert jusqu'aux pas de la Coche au Nord. Beaucoup d'espèces rares et protégées.	Les lacs Robert sont en site classé. Diversité remarquable des associations végétales avec un mélange d'espèces silicicoles et calcicoles d'éboulis.

Source : Ministère de l'environnement, DIREN Rhône-Alpes, [www.rhone-alpes.ecologie.gouv.fr/](http://www.rhone-alpes.ecologie.gouv.fr/)

#### 2.4.5. Les projets de rénovation de ZNIEFF

Cinq nouvelles ZNIEFF traduisent l'évolution de la rénovation des périmètres datant de l'approbation de 1991. Il est choisi, d'après le porter à connaissance fourni par la DIREN<sup>73</sup>, de rénover les anciens périmètres ainsi que de créer de nouveaux secteurs d'inventaire jugés intéressants. Ces secteurs permettent de mettre en valeur le coté remarquable et exceptionnel de la richesse naturelle par le biais d'un inventaire permanent, ce qui permet de renouveler les périmètres des zones qui présentent un intérêt. Ainsi, l'avis de spécialistes est par la suite validé par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel, ce dernier est nommé par le préfet de région. Pour la commune de Saint Martin d'Uriage, la rénovation des périmètres concerne cinq secteurs, ce qui n'est pas négligeable. Trois nouveaux projets de zonage d'inventaires ont été exposés Les ZNIEFF rénovées sont localisées sur les cartes suivantes : Planches 26 et suivantes.

<sup>73</sup> Porter à connaissance trouvé sur le site de la DIREN, commune de Saint-Martin d'Uriage, site consulté en janvier 2007 : <http://www.rhone-alpes.ecologie.gouv.fr/>

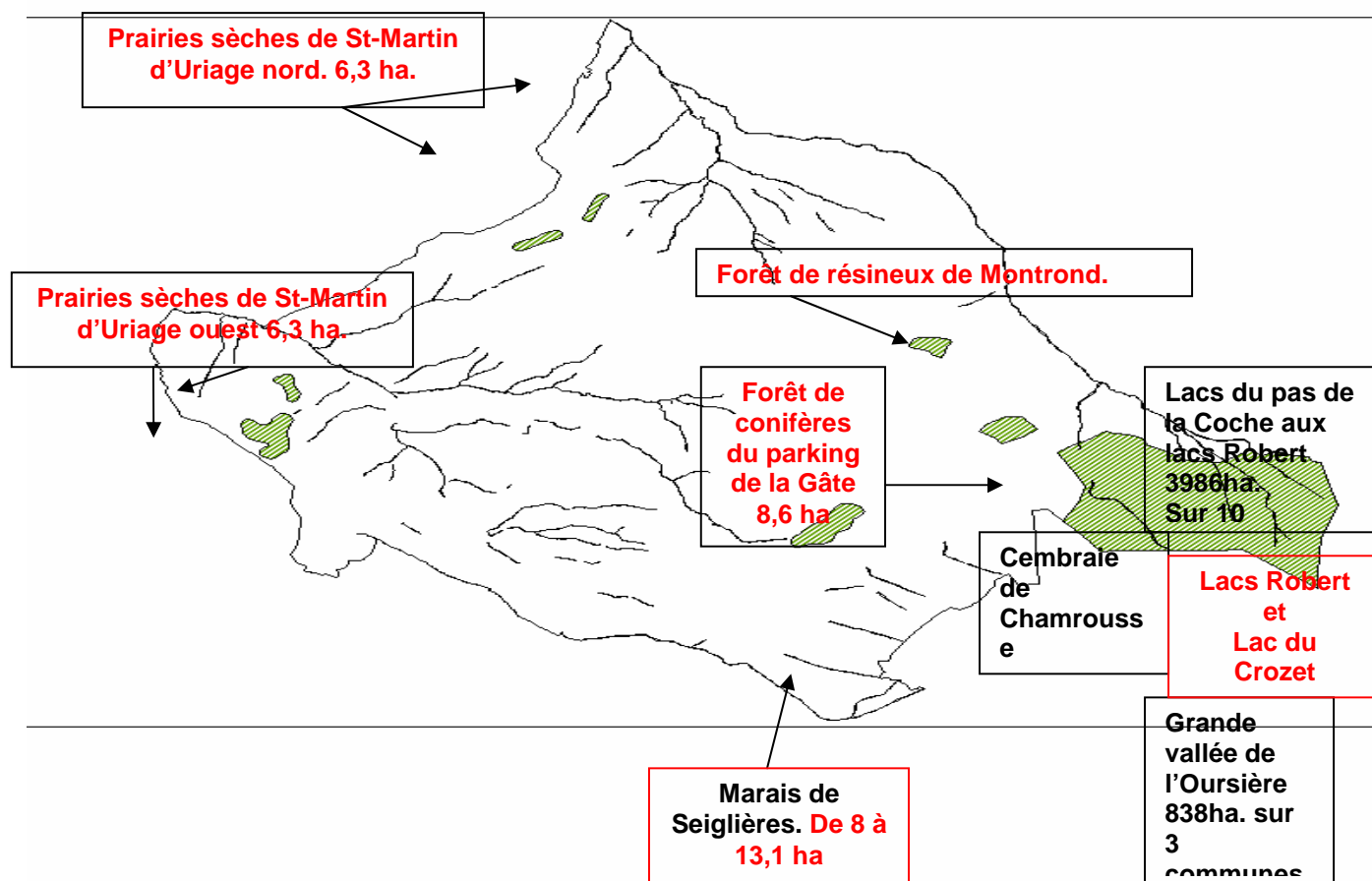
## PLANCHE 25 : LES ZONES NATURELLES D'INTERET FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE I



Source : DIREN, Ministère de l'écologie et du développement durable

2007

Echelle : 1 : 50 000



Périmètres ZNIEFF de type I

En noir

ZNIEFF de 1991

En rouge

Projet de création de ZNIEFF

En rouge

Projet de rénovation d'ancienne ZNIEFF



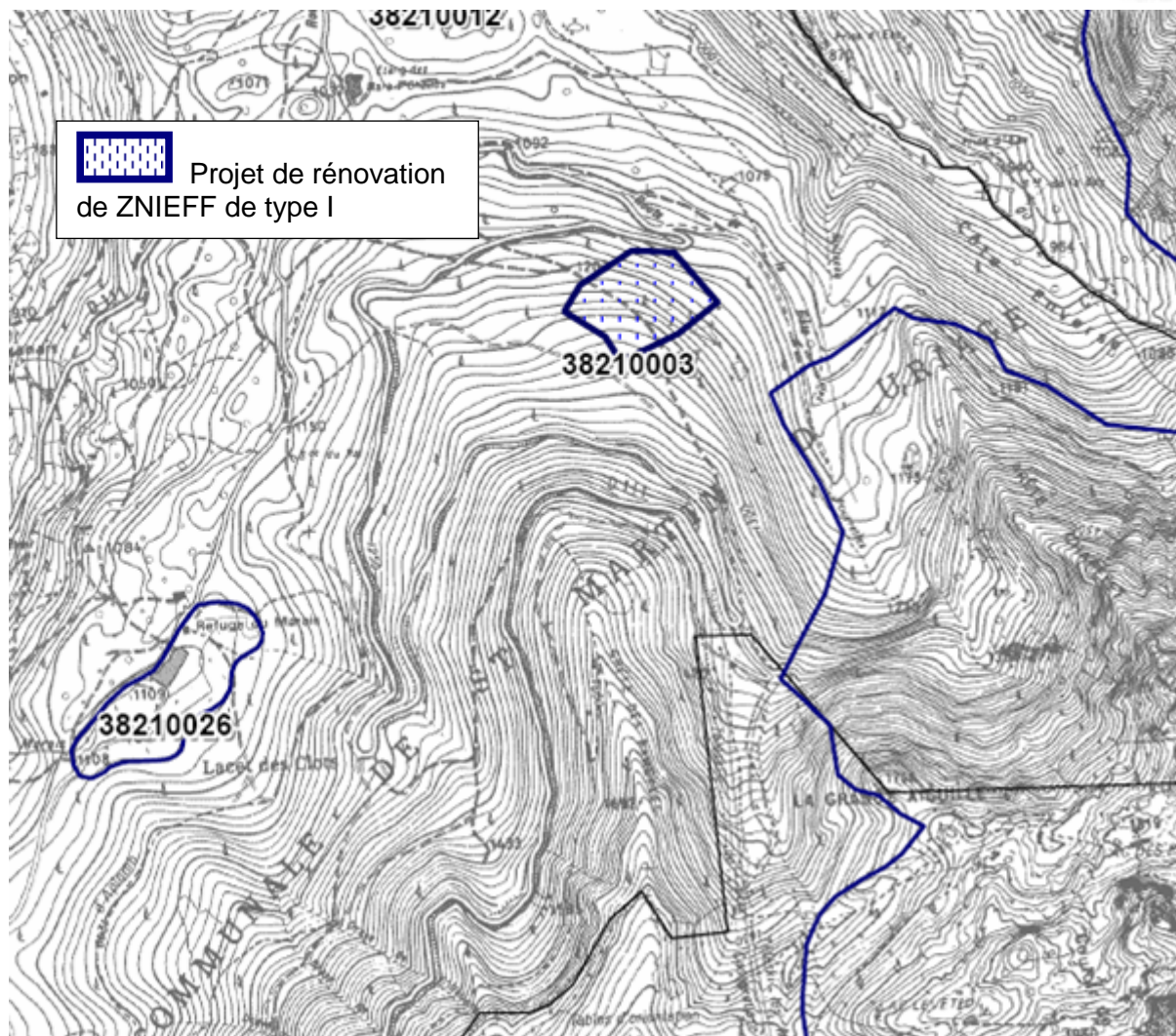
# **PLANCHE 26 : ZNIEFF RENOVEE n°38210003 FORET DE CONIFERES DU PARKING DE LA GAFE**



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007

Échelle 1/25 000e



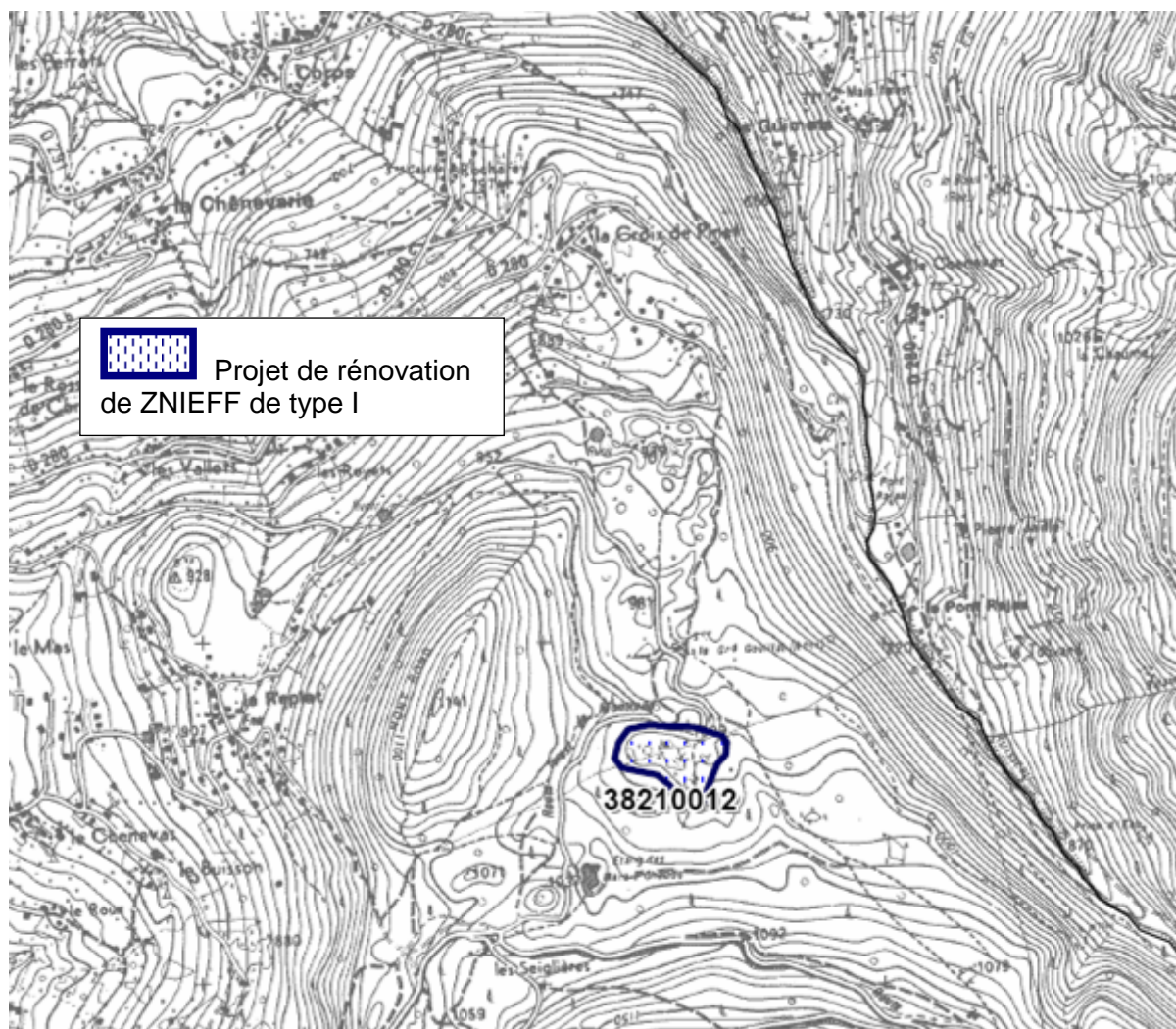
## PLANCHE 27 : ZNIEFF RENOVEE n°38210012 FORET DE RESINEUX DE MONTROND



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement

2007

Échelle 1/25 000e





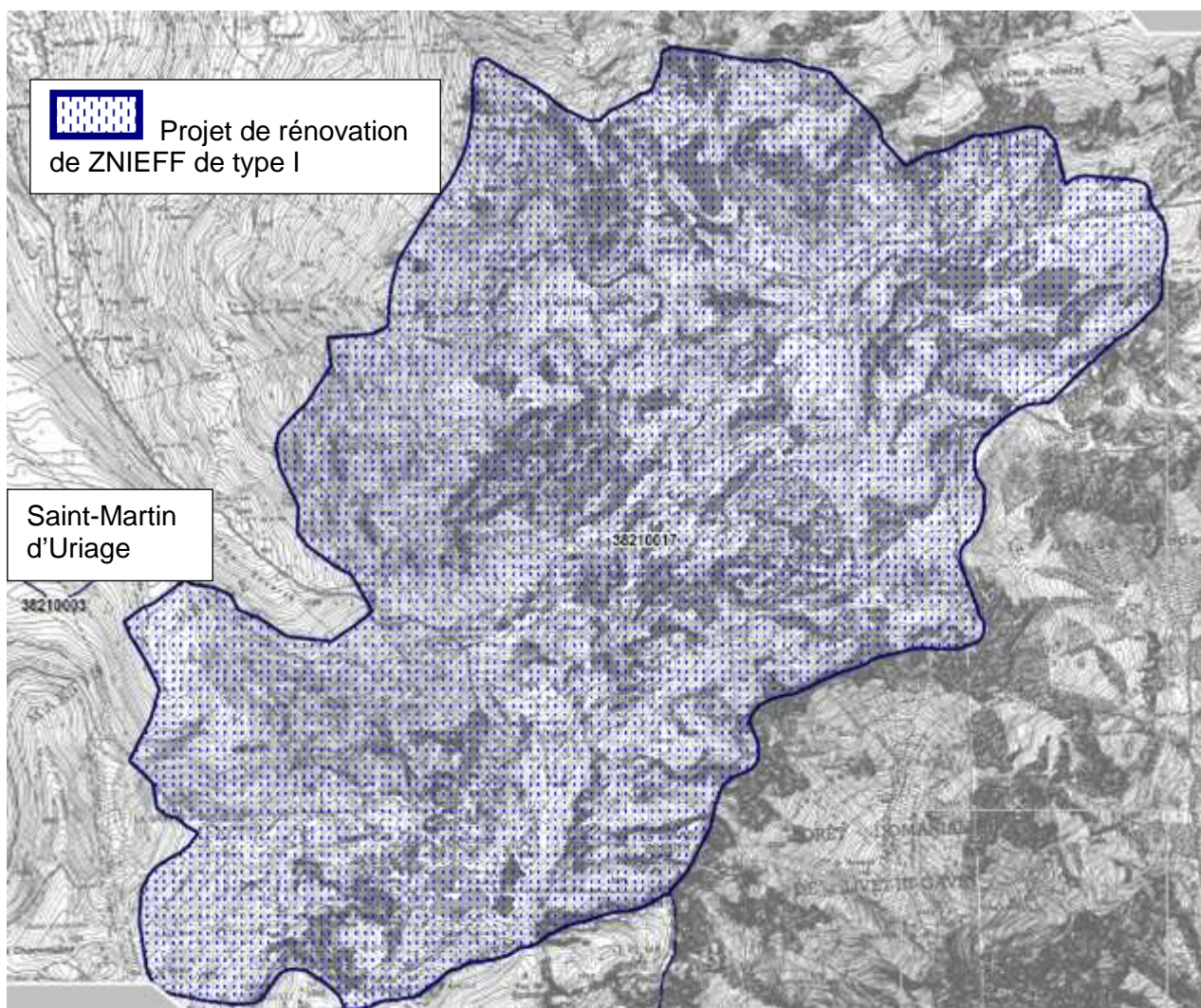
## PLANCHE 28 : ZNIEFF RENOVEE n°38210017 DOMAINE DES LACS ROBERT ET LAC DU CROZET



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007

Échelle 1/50 000e



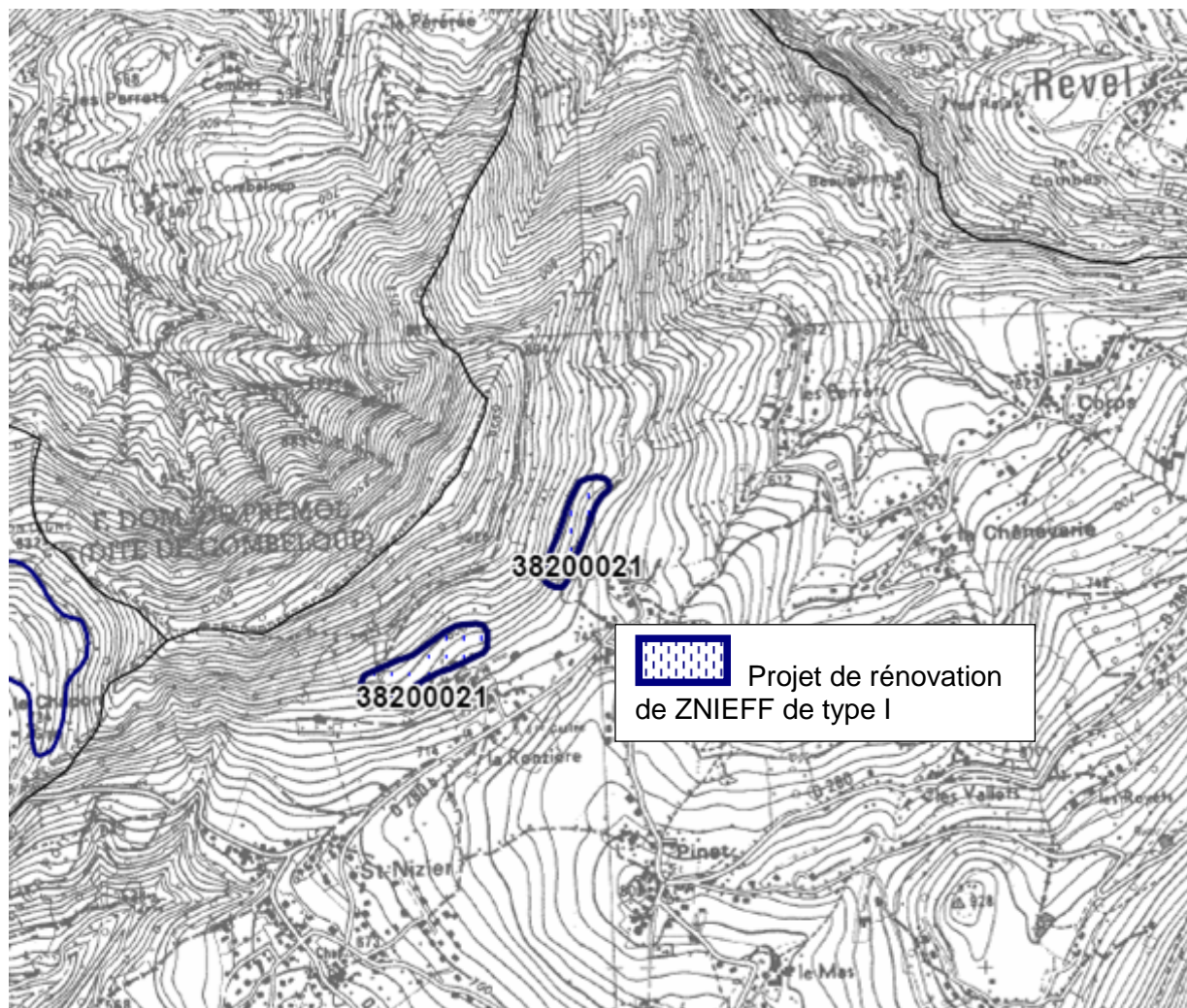
## PLANCHE 29 : ZNIEFF RENOVEE n°38210021 PRAIRIES SECHES DE SAINT MARTIN D'URIAGE NORD



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007

Échelle 1/25 000e





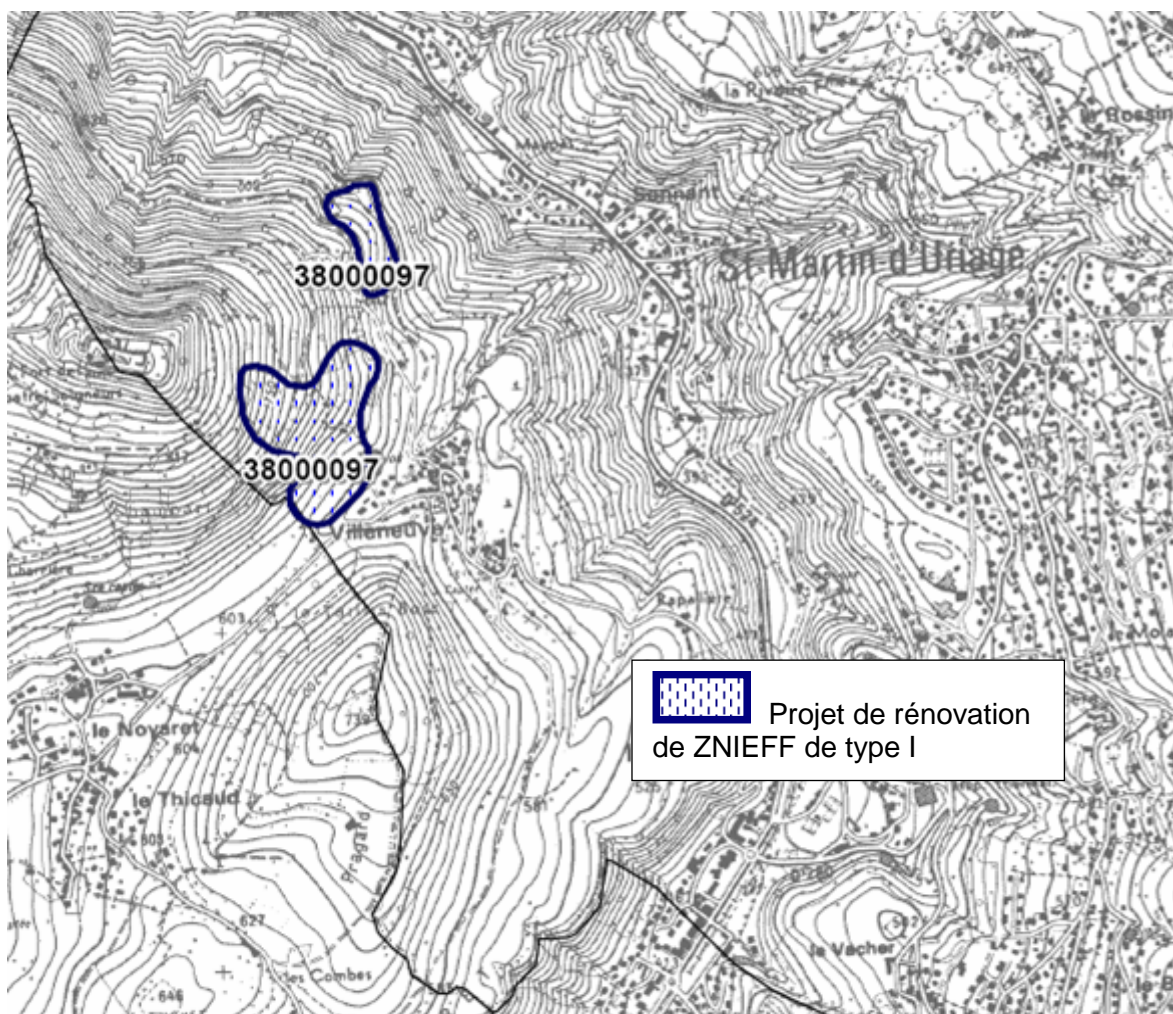
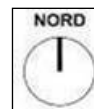
## PLANCHE 30 : ZNIEFF Rénovée n°38000097 PRAIRIES SECHES DE SAINT MARTIN D'URIAGE OUEST



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007

Échelle 1/25 000e



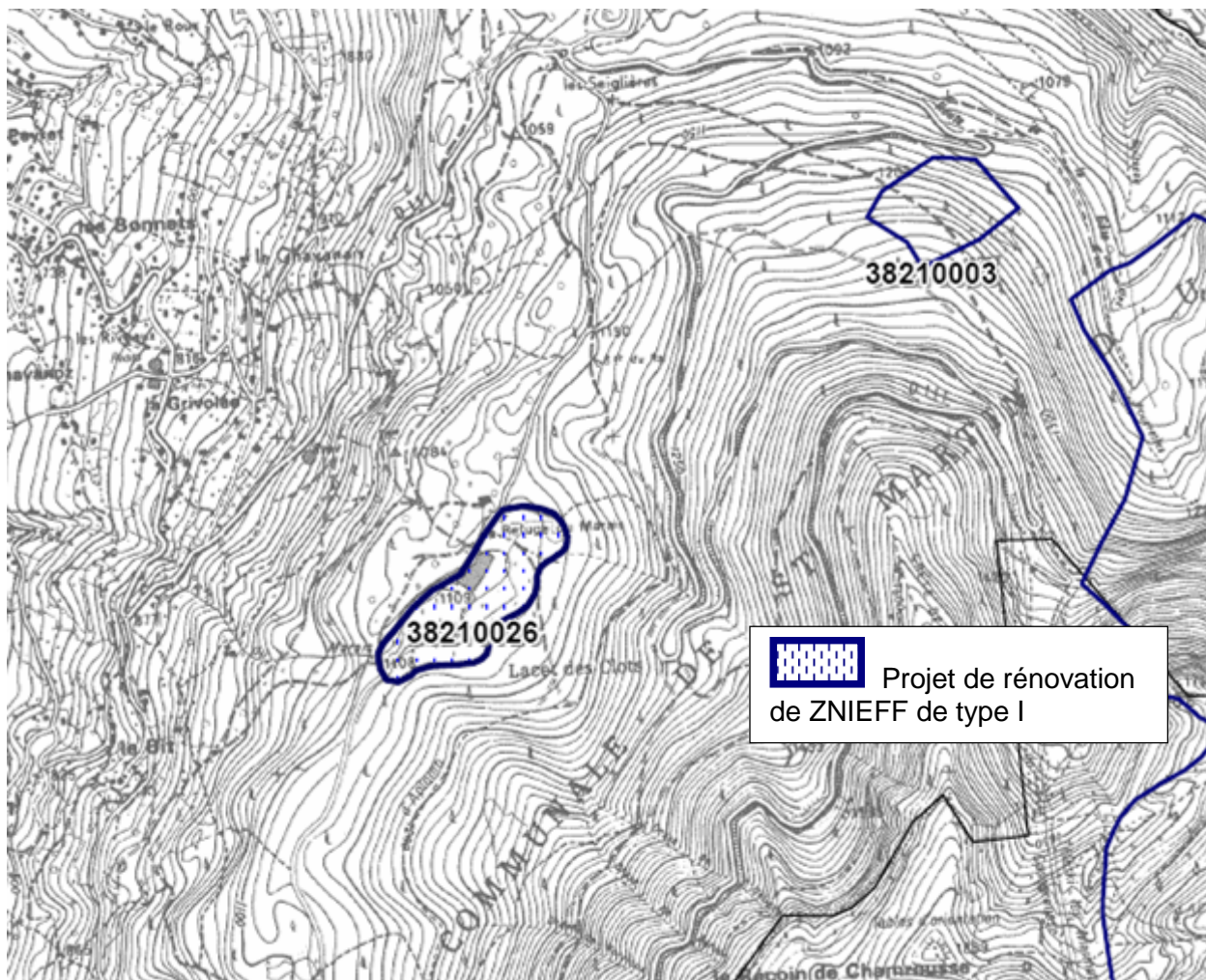
## PLANCHE 31 : ZNIEFF RENOVEE n°38210026 MARAIS DE SEIGLIERES



Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007

Échelle 1/25 000e



#### 2.4.6. Les ZNIEFF de type II

Les zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique de type II sont plus vastes que leurs homologues de type I. Zones d'inventaire vouées à de vastes secteurs, les ZNIEFF de type II possèdent un important potentiel biologique, elles concernent souvent de grands ensembles forestiers et servent à informer des richesses du territoire afin de mieux les prendre en compte lorsqu'il s'agit de faire des choix d'aménagement. La présence d'espèces constitue ainsi un point d'importance fondamentale, alors que la prise en compte de l'écosystème intègre l'ensemble des éléments du patrimoine naturel.

Ainsi, la ZNIEFF de type 2 qui comprend l'est de la commune s'étale sur le massif de Belledonne ainsi que sur la chaîne des Huretières, elle couvre 70 100 hectares.

Ce massif forme une chaîne cristalline de près de 80 Km de long, dont la ligne de crête oscille entre 2300 et 3000m d'altitude.

La commune de Saint-Martin d'Uriage se trouve dans la partie sud-est de la ZNIEFF, dans un massif fortement boisé, mais la répartition de la forêt y est irrégulière.

Les conditions bioclimatiques liées à la situation de l'étage subalpin (occupé principalement par des landes à Pin cembro), pins à crochets et pelouse silicicole, favorisent la présence d'espèce particulières et de milieux originaux.

La faune associée aux zones humides ainsi qu'aux écosystèmes de montagne présente également un grand intérêt.

#### 2.4.7. Les sites inscrits

Les sites inscrits se présentent comme des « *monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. La protection au titre des sites concerne uniquement le paysage du territoire intéressé et n'a aucun effet sur la gestion de la faune et de la flore.* »<sup>74</sup>. Un site inscrit ne peut subir de modification qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

- Le marais de Seiglières fait donc partie des sites inscrits étant donné son intérêt botanique et ornithologique (voir le tableau pour les ZNIEFF de type I).
- Le Château d'Uriage et ses abords fait également l'objet d'une telle inscription, étant donné l'intérêt de la conservation de ce monument historique, dont la redéfinition du périmètre de protection paysager a été réalisée en 2007. .

#### 2.4.8. Les zones Natura 2000

Un ensemble de huit communes ont établi une mesure de mise en place d'un périmètre de délimitation de la Cembraie de Chamrousse. Ce périmètre est issu d'une proposition liée à la concertation des collectivités locales étant donné l'originalité du site. Le périmètre Natura 2000 concerne « *la Cembraie, les pelouses, les laces et tourbières de Belledonne, de Chamrousse au grand colon.* »<sup>75</sup>.

Le site permet de recenser trois types d'habitats d'intérêt communautaire :

- Forêt à Mélèze et Pinus cembra des Alpes :
- Eboulis siliceux ;
- Les sous-types silicicoles.

<sup>74</sup> D'après la DIREN, *op. cit.*, voir les informations fournies à propos des sites inscrits avec les bases de données numériques. [http://www.rdbm-travaux.com/spge/site\\_v2/sous\\_rubrique.php3?id\\_rubrique=110](http://www.rdbm-travaux.com/spge/site_v2/sous_rubrique.php3?id_rubrique=110)

<sup>75</sup> Site d'importance communautaire désigné, référence FR8201733.

La prise en compte à l'échelle locale de ce site s'est traduite par l'acquisition par le Conseil Général de l'Isère de la Cembraie.

#### 2.4.9. L'inventaire régional des tourbières

Le marais de Seiglières, situé à 1110 mètres d'altitude, fait partie de l'inventaire régional des tourbières<sup>76</sup>, inventaire établi pour l'originalité biologique du périmètre. Les marais constituent des réserves humides de biodiversité. Le Marais de Seiglières est mis en valeur par la forêt qui entoure le petit étang de Seiglières entouré de prairies humides. Malheureusement, l'étang est aménagé depuis quelques années, ce qui contribue à la baisse de sa spécificité.

#### 2.4.10. Les corridors biologiques

Sur la base de l'étude spécifique sur les corridors biologiques menée en concertation avec les représentants de la profession agricole et ceux chargés de la protection de l'environnement, des secteurs de corridors biologiques ont été identifiés. Les corridors sont déterminés en fonction de la nature, de la vocation et du mode de gestion de l'espace qu'ils recouvrent. Au titre de l'article L.123.1-7 du Code de l'urbanisme, pour protéger les sites pour des raisons écologiques (libre circulation de la faune), les occupations et utilisations du sol sont fortement limitées.

En zone agricole trois types de corridors sont repérés :

- Les corridors de type supra communaux : (*corridors surfaciques*) leur largeur est variable et atteint parfois plusieurs centaines de mètres. Ils ont repérés par l'indice 1 (Aco1).
- Les corridors communaux : (*corridors linéaires polyvalents*) les corridors linéaires polyvalents sont de largeur différente suivant leur importance : 30 à 50 mètres de part et d'autre des réseaux constitués par le regroupement de corridors simples ou en jonction des espaces naturels importants. Ils ont repérés par l'indice 2 (Aco2).
- Les corridors linéaires aquatiques : ils suivent les préconisations du Schéma Directeur de l'agglomération grenobloise. Leur largeur est de 10 mètres de part et d'autre du réseau hydrographique simple. Ils ont repérés par l'indice 3 (Aco3).
- Les corridors ponctuels : il s'agit des points de jonction, de conflit ou d'identification. Ils sont identifiés par une étoile \* sur le document graphique et renvoient à l'article L. 123.1-7 et R.123-8 du Code de l'Urbanisme

En zone naturelle

Au titre de l'article L.123.1-7 du Code de l'urbanisme, pour protéger le site pour des raisons écologiques (libre circulation de la faune), les occupations et utilisations du sol sont limitées. Des secteurs Nco sont repérés.

En zone urbaine

Des servitudes de recul sont portées sur le plan de zonage.

---

<sup>76</sup> La zone d'inventaire est de 6,2 hectares, la valeur paysagère est considérée comme étant « forte », district de Belledonne, code du site n° 38BL06. D'après les données DIREN Rhône-Alpes, *op. cit.* ci-dessus.

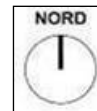


## PLANCHE 32 : CORRIDORS BIOLOGIQUES



D'après étude cabinet Pierre BELLI-RIZ 2007

2007



Échelle 1/50000



**PLANCHE 33 : PERIMETRE NATURA 2000 : CEMBRAIE,  
PELOUSES, LACS ET TOURBIERES DE BELLEDONNE DE  
CHAMROUSSE AU GRAND COLOMB**

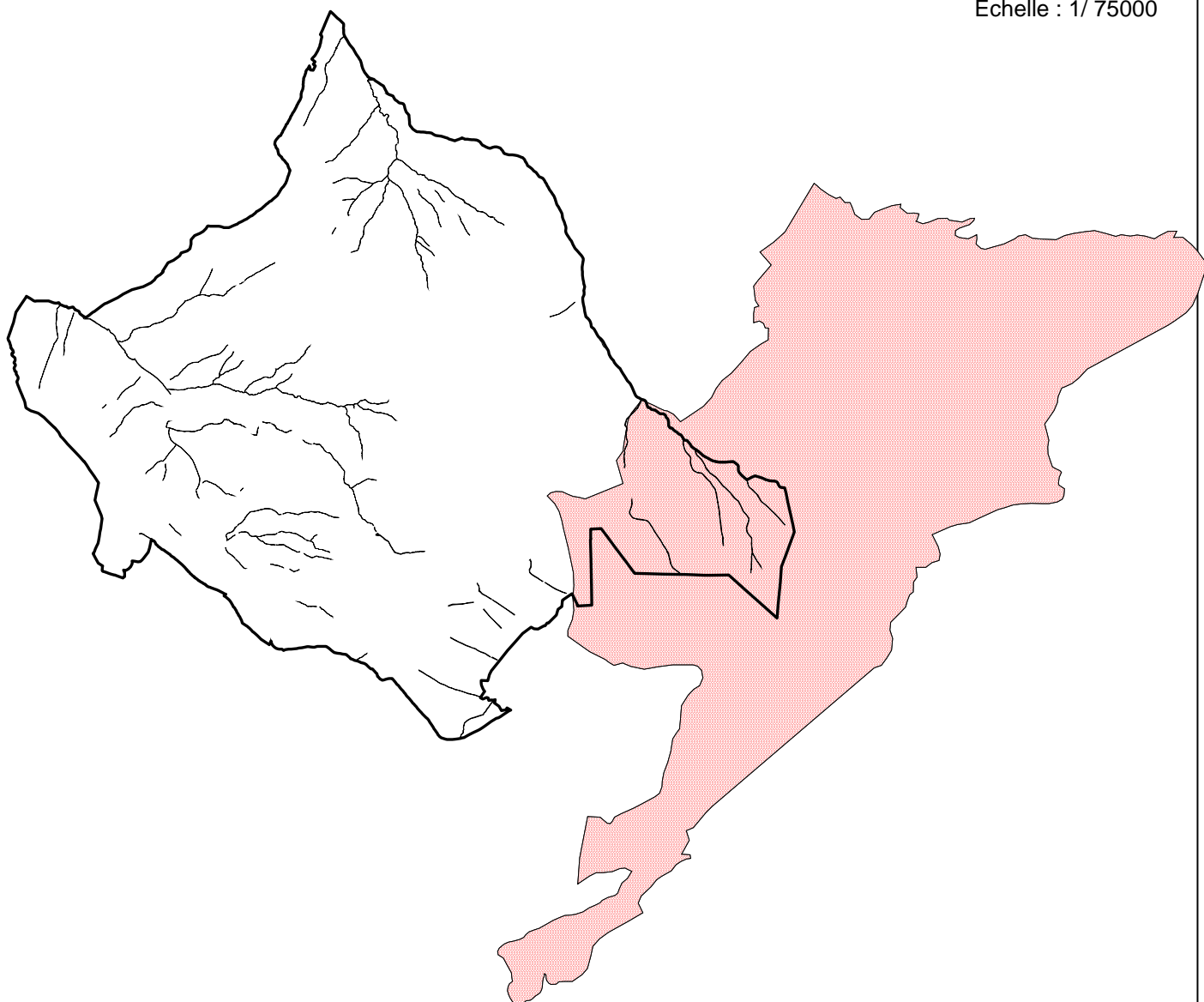


Source : DIREN, Ministère de l'écologie et du développement durable

2007



Echelle : 1/ 75000



## PLANCHE 34 : ZNIEFF DE TYPE II

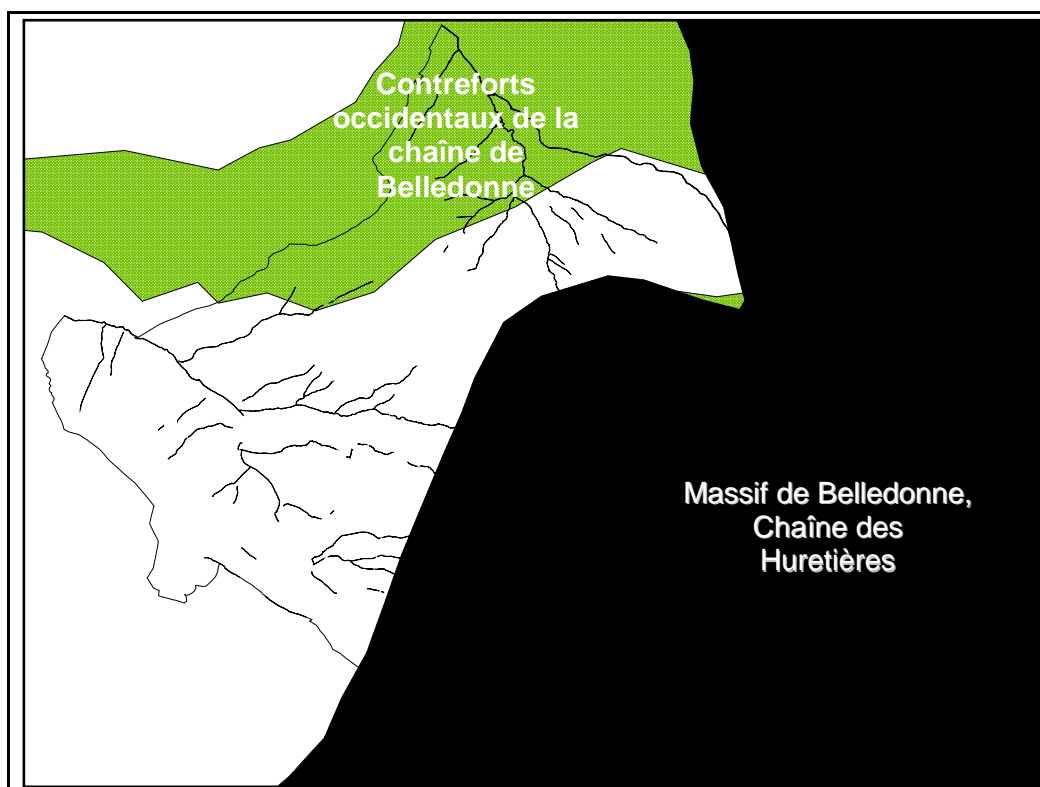


Source : DIREN Rhône-Alpes, Ministère de l'environnement.

2007



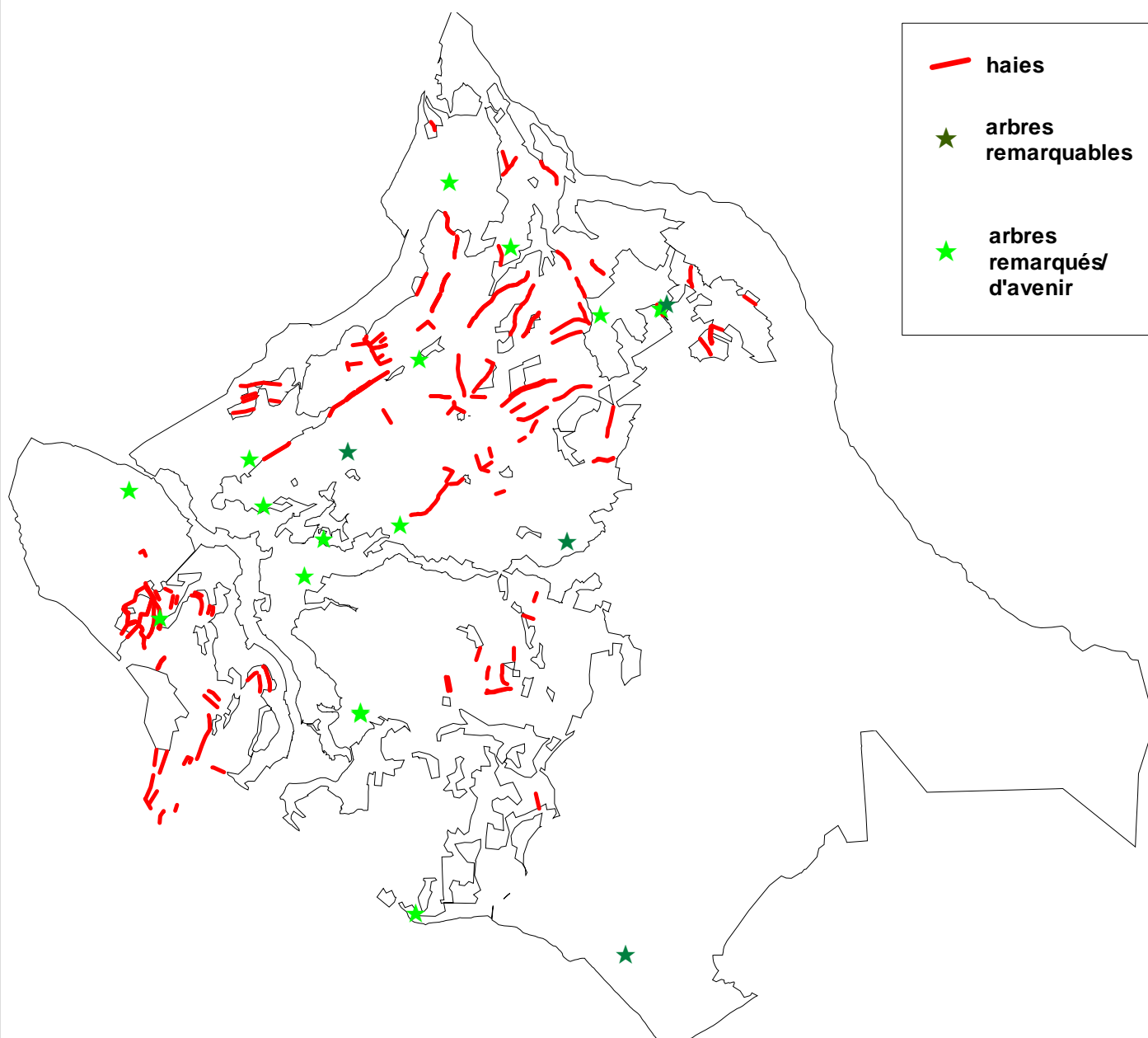
Echelle 1/ 50 000e



## PLANCHE \_35 : LES ARBRES REMARQUABLES ET LES HAIES



Echelle : 1 / 50 000





## 2.5. les risques

### 2.5.1. Les risques naturels

La commune dispose d'un PPR Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles approuvé par arrêté préfectoral du 13 août 2004. Il est annexé dans le dossier de PLU.

La commune dispose d'un PCS (Plan Communal de Sauvegarde) et elle a distribué à la population, au printemps 2007, le DICRIM (Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs).

#### 2.5.1.1. Définitions des phénomènes présents sur la commune

*Tableau récapitulatif des phénomènes présents sur la commune et leur définition*

Phénomènes	Définitions
Inondation en pied de versant	Submersion par accumulation et stagnation d'eau claire dans une zone plane, éventuellement à l'amont d'un obstacle. L'eau provient, soit d'un ruissellement lors d'une grosse pluie, soit de la fonte des neiges, soit du débordement de ruisseaux ou de canaux en plaine.
Zones marécageuses	Zone humide présentant une végétation caractéristique.
Crue des torrents et des rivières torrentielles	Apparition ou augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente qui s'accompagne fréquemment d'un important transport de matériaux solides, d'érosion et de divagation possible du lit sur le cône torrentiel.
Ruissellement de versant et ravinement	Divagation des eaux météoriques en dehors du réseau hydrographique, généralement consécutive à des précipitations exceptionnelles. Ce phénomène peut provoquer l'apparition d'érosion localisée provoquée par ces écoulements superficiels, nommée ravinement.
Chute de pierres et de blocs	Chute d'éléments rocheux d'un volume unitaire compris entre quelques centimètres cubes et quelques mètres cubes. Le volume total mobilisé lors de l'épisode donné est limité à quelques centaines de mètres cubes. Au-delà, on parle d'éboulement de masse (voire en très grande masse pour un volume supérieur au million de m³).
Glissement de terrain	Mouvement d'une masse de terrain d'épaisseur variable le long d'une surface de rupture. L'ampleur du mouvement, sa vitesse et le volume de matériaux mobilisés sont variables : glissement affectant un versant sur plusieurs mètres (ou dizaines de mètres) d'épaisseur, coulée boueuse, fluage d'une pellicule superficielle.
Effondrement de cavité souterraine	Evolution de cavités souterraines avec des manifestations en surface lentes et progressives (affaissement) ou rapides et brutales (effondrement) ; celles issues de l'activité minière (PPR minier) ne relève, yt pas des risques naturels et sont seulement signalées.
Avalanche	Déplacement gravitaire (sous l'effet de son propre poids), rapide, d'une masse de neige sur le sol en pente, provoqué par une rupture dans le manteau neigeux.

*Source : d'après Alp'Géorisques, Carte des aléas de versants et des aléas torrentiels, Note de présentation, juin 2004, p. 15*

Le risque sismique est de niveau 1B pour la commune.

2.5.1.2. Approche historique des phénomènes naturelsTableau de synthèse

Date	Phénomène	Observations
20 <sup>siècle</sup>	Crue du ruisseau des Rapeaux	localisation inconnue.
Années 1970	Crue du ruisseau du Marais	Le ruisseau a débordé au niveau de la portion busée située sous l'ancienne scierie.
06 juillet 1992	Crue du ruisseau de Saint-Nizier	Suite à un violent orage, le ruisseau de la Ronzière a raviné une partie de la route de Saint-Nizier, puis a emporté une partie du talus en amont de la RD 524. Une centaine de mètres cubes de matériaux charriés par le ruisseau ont obstrué cette route.
Décembre 1992	Crue du ruisseau de Saint-Nizier	Le ruisseau a débordé au niveau du busage sous la RD 524 ;
2 mai 2000	Crue du ruisseau du Marais	Le ruisseau a débordé en arrivant dans la vallée du Sonnant ; les deux propriétés sur les deux rives ont été touchées, sans gravité. Les eaux de débordement étaient peu chargées en matériaux solides.
Décembre 1968	Glissement de terrain	Entre les hameaux de la Rivoire et du Sonnant, des affaissements de terrain se sont produits dans diverses propriétés.
1983 ou 1984	Glissement de terrain	Au niveau du Bois d'Uriage, quelques m <sup>3</sup> de terres ont partiellement obstruées le CD 524 ;
5 NOVEMBRE 1991	Glissement de terrain	Un glissement s'est produit au niveau du mur de soutènement périphérique du château. Il concerne une trentaine de mètres de large, et a atteint le sentier piétonnier 100 m en contrebas. Ce glissement est survenu suite à un remblaiement de 600 à 1000 m <sup>3</sup> effectué au dessus du mur. De plus, les jours précédents cet évènement ont été pluvieux.
22 décembre 1991	Ravinement Coulée de boue	Dans la combe de Gières, en rive gauche du torrent du Sonnant, la RD 524 a été obstruée en plusieurs points suite à la purge de petits talwegs. Ce phénomène fait suite à des chutes de neiges suivies de précipitations abondantes. Aucune construction n'est concernée.
	Glissement de terrain	Deux loupes de glissement se sont développées dans le talus aval de la route de Saint-Nizier après le ruisseau des Combasses. La route a été partiellement détruite.
16 novembre 1992	Glissement de terrain	Le CD 524 a été obstrué sur les deux voies par une dizaine de m <sup>3</sup> de matériaux et des arbres. Ce glissement s'est produit à la sortie d'Uriage-les-Bains, dans le talus en face de l'ancienne gare de tramway. Il s'est développé au sein de la couverture de lias sur environ 1 m d'épaisseur, suite à de fortes pluies dans la nuit du 15 au 16.
19 novembre 1992	Coulée de boue	Dans la combe de Gières, en rive gauche du torrent du Sonnant. La RD 524 a été coupée en deux points suite à la purge de petits talwegs. Aucune construction n'est concernée.
21 novembre 1992	Coulée de boue	Suite aux événements du 19 novembre, la RD 524 a été coupée en un point.

*Source : d'après la carte d'aléas, op. cit. p. 17*

A ces phénomènes il faut rajouter les événements récents.

Il s'agit de la crue du Domeynon, survenue à la suite des intempéries du 22 et 23 août 2005 qui a emporté le pont du Rajat entre la Croix de Pinet et Revel,

Et les dégâts occasionnés dans le centre bourg par les violents orages des 12 et 15 juillet 2006. Des buses ont été obstruées par les matériaux transportés.

#### 2.5.1.3. Les aléas

L'aléa est une notion complexe qui se caractérise par une extension spatiale, une occurrence temporelle et une intensité du ou des phénomènes naturels. Ainsi plus un phénomène risque d'être étendu, intense et ayant une probabilité élevée d'arriver et plus l'aléa est fort.

La commune a confié en mai 2006 au cabinet GEO+ une étude sur les ruisseaux au dessus de l'hôpital rhumatologique afin de connaître les volumes d'eau susceptibles de transiter dans ces ruisseaux en cas d'orage et la récurrence des phénomènes climatiques. Un diagnostic des ouvrages en place (section des buses) et des préconisations d'aménagements à réaliser sont en cours<sup>77</sup>.

## 2.6. Gestion et traitement des déchets ménagers

---

### 2.6.1. Les différentes catégories de déchets

Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon. Suivant les cas, on distingue les déchets en fonction de leur origine : déchets ménagers ou déchets industriels ou en fonction de leur nature (dangereux, non dangereux, inertes...).

Le tri des déchets, en fonction de leur nature et en amont de la collecte, permet de diminuer la quantité de déchets incinérés, des économies du traitement des déchets, ainsi que la création de matière recyclée.

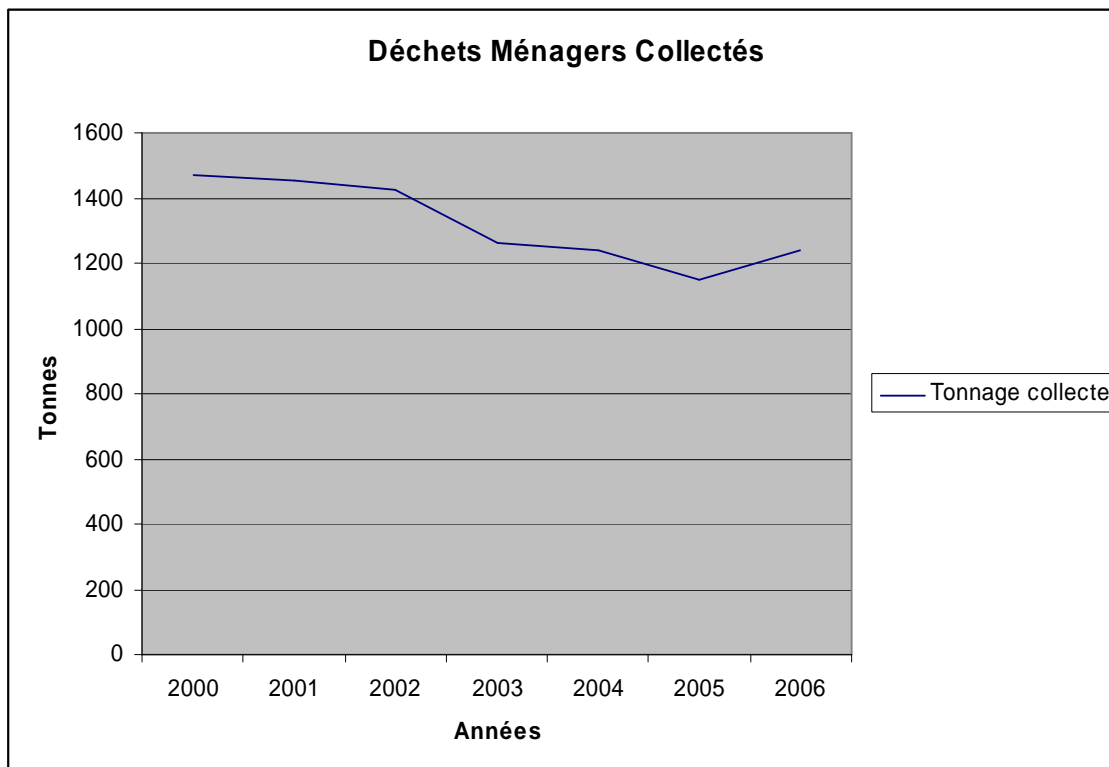
### 2.6.2. La collecte des déchets ménagers

La commune de Saint Martin d'Uriage collecte les déchets ménagers et assimilés, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, en régie interne. Avant cette date, la prestation était assurée par la Communauté de Communes du Sud Grenoblois.

---

<sup>77</sup>

Journal d'informations municipales des villages de Saint-Martin d'Uriage n° 86 Automne 2006

Figure 67 *Déchets ménagers collectés*

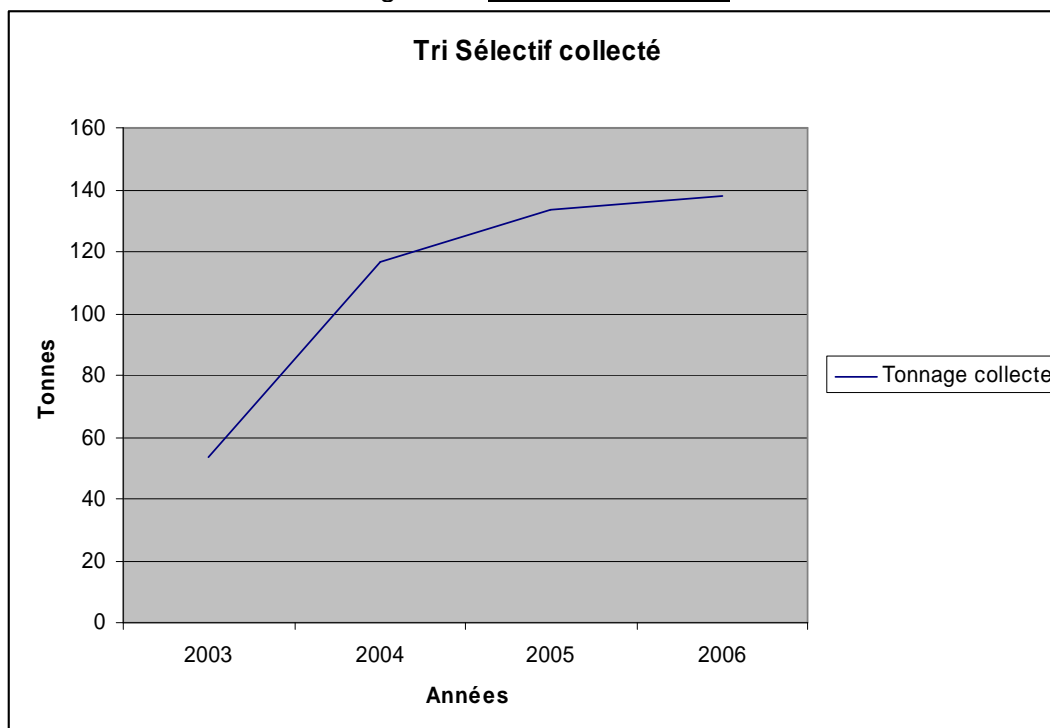
Étant donné l'importance de la superficie de Saint Martin d'Uriage, la collecte des déchets est actuellement organisée par secteur géographique en « porte à porte ». Chaque habitation a la possibilité d'évacuer ses déchets. Ainsi, des conteneurs individuels (240 litres) ou collectifs (770 litres) sont prêtés par la commune en fonction de l'organisation des habitations et de la structure de l'urbanisation.

Les conteneurs situés aux hameaux de Bouloud, du Bourg, de la Richardière, du Sonnant et d'Uriage sont collectés le lundi et le jeudi.

Les conteneurs de tous les hameaux situés sur la partie ubac de la commune, ainsi que ceux des hameaux des Seiglières, de la Grivolée, des Bonnets, de Villeneuve d'Uriage et de la route de Chamrousse sont collectés le mardi et le vendredi.

Le tri sélectif (bouteilles en plastiques, boîtes métalliques, briques alimentaires, cartonnettes) a été mis en place en mai 2003, il est réalisé par les habitants en amont de la collecte. La collecte du tri est effectuée les jeudis et les vendredis. Il est conseillé aux habitants de ne proposer à la collecte que des conteneurs pleins.



Figure 68 *Tri sélectif collecté*

Les autres déchets ménagers sont collectés le lundi et le jeudi. Une collecte supplémentaire des conteneurs des hôtels et des restaurants situés sur la commune est organisée le jeudi. En résumé, chaque conteneur peut être collecté une fois par semaine.

Figure 69 *Évolution des quantités de déchets collectés*

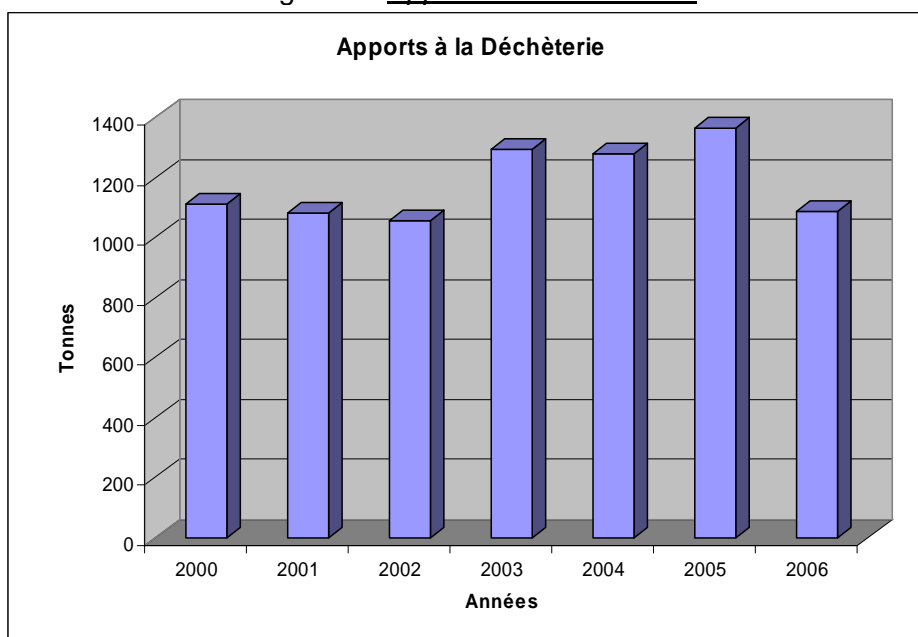
Années	Tonnage OM	Tonnage Tri
2000	1472,72	
2001	1455,92	
2002	1427,92	
2003	1260,68	53,56
2004	1240,73	116,78
2005	1151,91	133,44
2006	1239,66	138,22

### 2.6.3. L'apport en déchetterie



Soucieuse de valoriser le maximum de déchets, la commune de Saint Martin d'Uriage propose à ses habitants la possibilité de déposer des déchets ménagers et assimilés banals aux points d'apports volontaires (verres et papier) et aux déchetteries (cartons, encombrants, déchets verts, gravats). Celles-ci permettent aussi la collecte des déchets spéciaux (piles, batteries, huiles, amiante, DMS).

*Source : Photo PBR 2007*

Figure 70 Apports à la déchetterie

#### 2.6.3.1. Les points d'apports volontaires

Les points d'apport volontaires sont constitués des conteneurs de réception du verre mélangé (coloré et incolore) et des papiers. Afin de proposer un service de qualité, plusieurs conteneurs sont répartis en différents points géographiques sur la commune. Il y a donc 16 conteneurs à verre, dont 5 enterrés, et 12 conteneurs à papiers, dont 5 enterrés.

#### 2.6.3.2. Les déchetteries

En fonction de la localisation de leur domicile, les habitants de la commune peuvent utiliser la déchetterie située à la Ronzière (gérée par la commune) ou celle située à Vaulnaveys-le-Haut, appartenant à la CCSG. Une convention est signée entre la Mairie de Saint Martin d'Uriage et la CCSG, elle a pour objet l'utilisation de la déchetterie par les habitants des hameaux du Sonnant, d'Uriage, de Villeneuve et de Bouloud.

#### 2.6.3.3. Traitement/Élimination

Le traitement des déchets (de leur transport à leur élimination ou leur recyclage) nécessite l'intervention cohérente de nombreux prestataires. Ce tableau représente leurs interventions en fonction des différents flux de déchets traités et leur devenir.

Figure 71 *Flux des déchets traités*

Flux	Programme	Prestataire	Plate-forme de stockage	Prestataire	Centre de tri ou centre de recyclage	Prestataire	Traitement
Déchets ménagers	Collecte porte à porte	Régie interne	Vaulnaveys le Haut	Lely Environnement	Athanor	Onyx Ronaval	Tri et Incinération
Tri sélectif	Collecte porte à porte	Régie interne	Vaulnaveys le Haut	VFE	Firminy	Sita Mos	Tri
Verre	Apport Volontaire	Soreca	Saint Romain (42)			OI Manufacturing	Recyclage
Papier	AV Apport Volontaire	Sita Mos			Voreppe	VALAURA	Recyclage

Une convention a été signée entre la Mairie de Saint Martin d'Uriage et la CCSG. Elle a pour objet l'utilisation du quai de transfert de la déchetterie de Vaulnaveys le Haut.

#### 2.6.3.4. Eco emballages

Pour mettre en œuvre la collecte sélective, notre commune travaille en partenariat avec Eco-Emballages.

Cet organisme a une mission d'intérêt général depuis 1992. Il organise, supervise et accompagne le tri des emballages ménagers en France. Eco-Emballages assure une assistance technique, financière et pratique. Il garantit la reprise et le recyclage des emballages triés.

#### 2.6.4. **Prospectives**

La commune de Saint Martin d'Uriage étudie actuellement la possibilité de collecter les Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (DASRI) ainsi que les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques.

L'augmentation continue de la population nécessite l'aménagement et la création de points de regroupement et d'aires de retournement pour faciliter la collecte des déchets. La commune étudie régulièrement les demandes des administrés et les remarques des différents services afin de proposer des aménagements durables.

Afin de réaliser ces équipements particuliers, des Emplacements Réservés et des acquisitions foncières seront prévus (voir document cartographique plan de zonage du PLU).

#### **Glossaire**

CCSG : Communauté de Communes du Sud Grenoblois

DASRI : Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux

DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques

DMS : Déchets Ménagers Spéciaux

## 2.7. Le bruit

### 2.7.1. Les voies de circulation

Figure 72 *Tableau de synthèse de classement des infrastructures de transports terrestres*<sup>78</sup>

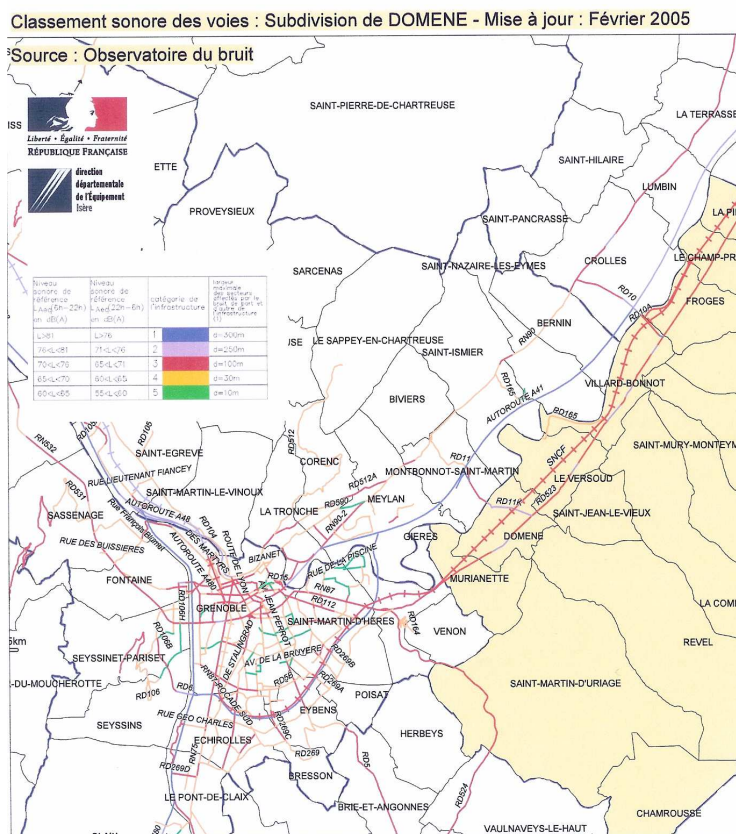
Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L Aeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence L Aeq (22h-6h) en dB(A)	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
RD 524	PR 1.616 au PR 7.247	3	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	100 mètres	Ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

*Source : Porter à connaissance de la Préfecture de l'Isère, 2004*

Figure 73 *Classement sonore des voies*



*Source : Porter à connaissance de la Préfecture de l'Isère, 2003*

<sup>78</sup> La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs, conformément aux décrets n°95-20 (pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du Code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements) et n°95-21 (relatif au classement des infrastructures de transports terrestres modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation).

La Route Départementale 524 est classée<sup>79</sup> comme axe bruyant de type 2.

### **2.7.2. Les formes secondaires ou bruits « domestiques »**

Les bruits domestiques sont constitués des sons de nos activités quotidiennes et des animaux domestiques à l'intérieur et à l'extérieur des logements (ex : bricolage, musique, sports et loisirs...). Ils sont réglementés par l'arrêté préfectoral n°97-5126 du 31 juillet 1997 relayés par les arrêtés municipaux.

---

<sup>79</sup> Arrêté préfectoral n° 92.6801 du 23 septembre 1982 pris en application de l'arrêté ministériel du 6 octobre 1978.



---

**PARTIE III :**  
**LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET**  
**D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE, LA**  
**DELIMITATION DES ZONES ET DE LEURS REGLES, ET LES**  
**ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT**

---

Code de l'urbanisme article R. 123-2 alinéa 3, Décret n° 2004-531 du 9 juin 2004  
art. 2 II Journal Officiel du 13 juin 2004  
Le rapport de présentation « (...) *explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement.*  
(...) »



## 1. EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D

### 1.1 Le respect de l'article L.121-1

#### 1.1.1 L'équilibre

Les P.L.U. déterminent les conditions permettant « *l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable<sup>80</sup>* ».

La maîtrise de l'urbanisation constitue un élément essentiel de la réflexion du PADD. L'objectif d'une densification raisonnable (jusqu'à 7500 habitants vers 2020) correspond à une croissance démographique d'environ 2,2% par an. L'équilibre s'observe entre les espaces réservés aux activités agricoles, les terrasses, les coteaux, et l'urbanisation concentrée autour du bourg, de Bouloud et des hameaux existants, principalement Saint Nizier, Pinet, Villeneuve pour les plus importants. Cette densification autour des pôles d'habitat existants s'inscrit dans le cadre de la loi SRU et marque une volonté forte de stopper le mitage qui avait pu se développer dans les périodes précédentes. L'urbanisation s'effectuera par le remplissage des espaces non utilisés et par une densification maîtrisée dans les secteurs déjà construits. Les différents hameaux, sur l'adret et sur l'envers, restent séparés par des coupures à l'urbanisation qui répondent au besoin agricoles, à la nécessité de maintenir des corridors biologiques ou à des espaces naturels constituant des espaces nodaux pour la faune et la flore.

#### 1.1.2 La mixité

Les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer « *la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transports et de la gestion des eaux<sup>81</sup>* ».

La mixité s'observe dans le territoire de la commune au niveau des formes d'habitat (individuel, collectif) et des statuts des logements (propriété, location) notamment à proximité des voies structurantes, des pôles d'urbanisation et des équipements publics (mairie, écoles...). Les espaces urbanisés présentent encore un potentiel de développement avec la présence d'anciens bâtiments qui pourraient être réaménagés en logements et des tènements fonciers vastes qui font l'objet d'un redécoupage.

Le projet de PLH (Programme Local de l'Habitat), approuvé le 20 décembre 2005, prévoit différentes actions pour améliorer la mixité sociale dans l'habitat.

La mixité fonctionnelle urbaine est également présente par le biais des activités. On trouve du commerce de proximité, de l'artisanat et des services au centre du bourg, des sièges d'exploitation dans les hameaux et au cœur des espaces agricoles. Les secteurs d'activités spécifiques sont situés en bordure de la RD 524, pour être plus facilement accessibles

<sup>80</sup> Article L.121.1 alinéa 1 du Code de l'urbanisme

<sup>81</sup> Idem alinéa 2

depuis Grenoble, et pour ne pas créer trop de nuisances par rapport aux habitations existantes. Les espaces situés à proximité du centre bourg pourront permettre d'accueillir des regroupements de commerces et de services.

Enfin, la mixité fonctionnelle des espaces naturels est également présente puisque des zones Aco et Nco ont été créées pour constituer durablement des corridors biologiques. D'autres ont été inscrits pour garantir des coupures vertes, parfois au sein même de l'urbanisation. Ainsi les espaces N permettent la pérennisation de la biodiversité, assurent la pratique des loisirs (randonnées, promenades, activités récréatives) aussi bien dans les espaces ouverts des coteaux et terrasses que dans les grands ensembles forestiers.

### 1.1.3 La préservation de l'environnement

Les P.L.U. déterminent les conditions permettant d'assurer « *une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains et périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature*<sup>82</sup> ».

Le PLU s'inscrit en continuité des choix politiques des POS antérieurs qui tendaient à concentrer l'urbanisation afin de préserver au maximum les espaces non bâtis, où l'agriculture est facilement mécanisable, et de permettre à l'activité agricole de s'exercer. Un soin particulier a été apporté au travail sur les frontières entre l'urbain, l'agricole et les espaces naturels en s'appuyant sur des outils et des diagnostics actualisés. Les limites des différentes zones changent globalement peu. Il s'agit d'un découpage plus minutieux sur la base de critères plus nombreux (degré d'équipement, accessibilité...). Les zones urbaines prennent en compte les constructions existantes et permettent l'aménagement interstitiel.

Les Espaces boisés classés (EBC) ont fait l'objet d'une vérification minutieuse, sur la base de l'étude menée par DRYADES. Les haies et arbres remarquables font l'objet d'une identification sur le document graphique.

L'étude Econat-Concept, avec la FRAPNA-Isère, les associations CORA Isère et Gentiana a permis de dresser un inventaire, qui témoigne de l'état initial de l'environnement, et de prendre en compte le patrimoine naturel présent sur la commune. Les corridors biologiques ont fait l'objet d'une étude attentive, soutenue par la DIREN. Au terme d'une concertation approfondie avec l'ensemble des personnes associées représentant les agriculteurs, la profession agricole et les associations assurant la défense de l'environnement, des secteurs de corridors biologiques ont été définis et des prescriptions ont été édictées afin d'assurer de façon pérenne la protection de ces espaces.

La préservation des ressources naturelles en eau potable des nombreux captages présents sur la commune a fait l'objet d'un travail minutieux pour la délimitation des différents périmètres de protection (immédiat, rapproché, éloigné). Ils sont notifiés sur le plan de zonage (règlement graphique) par des indices « pi, pr, pe » qui renvoient aux annexes sanitaires contenues dans le PLU. Ils sont notifiés sur la carte des servitudes d'utilité publique annexée au PLU.

Les sources exploitées par d'autres collectivités ou par des privés font également l'objet d'une notification particulière et parfois de mesures de protection. Les périmètres des zones d'urbanisation ont pris en compte l'existence de celles-ci.

---

<sup>82</sup>

Idem alinéa 3

Les risques naturels sont intégrés également dans le PLU sous la forme d'un PPR, Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles, qui est annexé au PLU. L'analyse de ce plan a permis de modifier certaines limites de zones pour tenir compte de l'existence des risques forts et moyens.

## **1.2 Le respect de l'article L.123-1**

---

*« [...] Le Plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du Schéma de cohérence territoriale, du Schéma de secteur, du Schéma de mise en valeur de la mer et de la Charte du Parc naturel régional, ainsi que du Plan de déplacements urbains et du Programme local de l'habitat. [...] »*

### **1.2.1 Le Schéma directeur**

Saint-Martin d'Uriage est compris dans l'aire du Schéma directeur, (SD), de la région grenobloise approuvé par délibération du 12 juillet 2000. Le PLU s'attache à respecter les choix stratégiques du SD en tenant compte des enjeux du territoire et les objectifs de la révision tels que :

- la promotion d'un développement urbain maîtrisé concentré autour des pôles existants et proposant une diversification de l'habitat (mise en place de zone de densité différentes permettant de l'habitat collectif, groupé ou individuel et des logements sociaux),
- la mise en place d'une approche qualitative des formes de développement urbain qui trouve sa traduction notamment dans les orientations d'aménagements et le règlement,
- la confortation des espaces agricoles, organisation des fonctions économiques dans une stratégie d'ensemble lisible (identification des secteurs d'activités spécifiques),
- la préservation et la mise en valeur de l'environnement et des paysages (protection des haies bocagères, des corridors biologiques),
- la rationalisation des déplacements par le rapprochement entre les lieux de vie et les lieux de travail en favorisant l'implantation des services, des commerces et des activités de façon équilibrée sur le territoire communal.

### **1.2.2 Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)**

Le SDAGE est un projet pour les cours d'eau et les milieux aquatiques pour les 15 ans à venir ; il constitue à la fois un outil de gestion prospective et de cohérence au niveau des grands bassins hydrographiques en orientant les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et les contrats de rivière en rendant compatibles les interventions publiques sur des enjeux majeurs, en définissant de nouvelles solidarités dans le cadre d'une gestion globale de l'eau et de développement durable.

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée Corse, approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996, est opposable à l'État, aux collectivités locales et aux établissements publics.

Il détermine 10 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution ;
- garantir une qualité de l'eau à la hauteur des exigences des usagers ;
- réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines ;
- mieux gérer avant d'investir ;
- respecter le fonctionnement naturel des milieux ;
- restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables ;
- restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés ;
- s'investir plus efficacement dans la gestion des risques ;

- penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire ;
- renforcer la gestion locale et concertée.

Le PLU s'attache à prendre en compte les objectifs de pérennité de la ressource et des milieux récepteurs. Les espaces qui ont été identifiés sont classés en zone naturelle ou agricole indicée afin de les préserver de l'urbanisation et de garantir la pérennité de leur biodiversité. Le paysage bocager des coteaux est également pris en compte avec l'identification de certaines haies remarquables qui ont une fonction de protection.

### 1.2.3 Le Programme local de l'habitat (PLH)

Sur la base du diagnostic de la situation de l'habitat du secteur, et sur la base des axes retenus dans le cadre du Contrat de Développement Pays Rhône Alpes Grésivaudan, la CCBB (Communauté des communes du Balcon de Belledonne) a retenu les objectifs et les actions qui suivent pour son PLH :

#### Les objectifs

Développer une offre abordable respectueuse de l'architecture et du paysage

Le traitement social de l'existant

Le tourisme

#### Les orientations

Produire du foncier à prix abordable ;

Produire du logement abordable (locatif, accession) ;

Améliorer l'habitat existant, d'occupation modeste ou précaire ;

Accompagner les occupants fragilisés confrontés aux difficultés de maintien ou d'accès au logement ;

Produire une offre d'hébergement touristique diversifiée et adaptée.

L'ensemble de ces objectifs a été pris en compte à plusieurs niveaux :

#### 1.2.3.1. Traduction dans le PADD

##### Le logement et les déplacements

*« Pour un meilleur équilibre, il est prévu de favoriser de petites opérations de logements collectifs notamment dans le cadre du renouvellement urbain. Un plan local d'habitat (PLH) a été validé pour la Communauté de Communes du Balcon de Belledonne. Avec pour objectifs de produire une offre abordable de qualité, diversifiée et adaptée et d'améliorer l'habitat ancien, la démarche de St Martin s'inscrit donc dans les lignes de ce plan puisqu'un PLH s'impose à un PLU. C'est environ 40 logements qu'il faudra construire en 5 ans. Il est possible d'y parvenir en réservant des emplacements et par préemption en fonction des opportunités de vente mais aussi en associant des propriétaires privés prêts à proposer des logements encadrés. »*

##### Le tourisme saisonnier

*« Le développement touristique de la commune passe donc en partie par l'amélioration de l'accueil et de l'hébergement qu'il soit hôtel, gîte, meublé ou ferme auberge ... »*

Le PADD rappelle par ailleurs que des actions ultérieures auront pour objet de favoriser la primo accession à la propriété.

*« L'accent sera mis, en priorité, sur l'offre locative mais l'accession à la propriété pourrait être favorisée par la suite. »*



#### 1.2.3.2.Traduction dans le règlement graphique

De nombreux emplacements réservés ont été mis pour réaliser les objectifs du PLH en matière de mixité sociale dans le logement. Toutes les zones de future urbanisation ont été étudiées pour vérifier la pertinence de cet objectif suivant ;

- l'éloignement géographique des secteurs par rapport aux pôles urbains existants,
- l'existence de transport public et plus généralement l'accessibilité des services publics,
- la présence de commerces et services,
- la mixité des types et des formes d'habitat sur ces zones.

#### 1.2.3.3.Traduction dans les orientations d'aménagement

Toutes les zones de future urbanisation dans lesquelles un emplacement réservé pour assurer la mixité sociale dans le PLU a été inscrit, font l'objet d'orientations d'aménagement. Elles précisent le nombre minimal de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'État qui doit être réalisé ainsi que la localisation envisagée. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'elle induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. Ils assurent une répartition géographique équilibrée de la localisation de ces logements locatifs.

#### 1.2.3.4.Traduction dans le règlement écrit.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale, le règlement intègre sur l'ensemble des zones urbaines du territoire de la commune l'obligation de réaliser une part de logements locatifs aidés, en fonction du caractère des zones et de la surface des tènements.

Un pourcentage de logements locatifs aidés imposé est fixé à 20% dans le cadre des opérations à partir de 6 logements réalisés. Il doit permettre d'engager un véritable changement, en matière de logements locatifs aidés sur la commune, qui s'intégrera dans le parc des logements actuels, qui est massivement constitué par de l'accession à la propriété et de l'habitat individuel.

L'ensemble de ces règles est institué à l'article 2 du règlement des zones respectives.

Dans les secteurs UDa qui sont excentrés par rapports aux pôles principaux d'urbanisation et où la densité des constructions est faible, il n'y a pas d'obligation réglementaire.

Concernant la possibilité de créer de l'hébergement hôtelier, le règlement l'autorise dans les zones urbaines UA, UB, UC et UD. Le règlement instaure des secteurs Ult et Nit spécifiques qui ont pour vocation principale de maintenir et développer l'accueil et l'hébergement touristique en relation avec les activités de la station thermale d'Uriage.

#### 1.2.3.5. Application de l'article L. 127-1 et L.127-2 du Code de l'urbanisme.

##### Article L127-1 du CU

« (Loi n° 95-74 du 21 janvier 1995 art. 10 Journal Officiel du 24 janvier 1995)

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 202 VII Journal Officiel du 14 décembre 2000)

*Le dépassement de la norme résultant de l'application du coefficient d'occupation des sols est autorisé, dans la limite de 20% de ladite norme et dans le respect des autres règles du Plan d'occupation des sols, sous réserve :*

*- d'une part, que la partie de la construction en dépassement ait la destination de logements à usage locatif bénéficiant d'un concours financier de l'État au sens du 3° de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation ou, dans les départements d'outre-mer, la destination de logements locatifs sociaux bénéficiant pour leur construction d'un concours financier de l'État ;*

*- et, d'autre part, que le coût foncier imputé à ces logements locatifs sociaux n'excède pas un montant fixé par décret en Conseil d'État selon les zones géographiques.*

*La partie de la construction en dépassement n'est pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité.*

*La mise en œuvre du permis de construire est subordonnée à l'obtention de la décision d'octroi du concours financier de l'État et au respect des conditions de cette dernière. Copie de cette décision doit être notifiée, avant l'ouverture du chantier, à l'autorité compétente en matière de permis de construire. »*

##### Article L127-2 du CU

« (inséré par Loi n° 95-74 du 21 janvier 1995 art. 10 Journal Officiel du 24 janvier 1995)

*Les dispositions de l'article L. 127-1 sont rendues applicables dans la commune par décision de son conseil municipal. »*

Ces deux articles sont applicables en tout état de cause et peuvent contribuer à la réalisation de logements locatifs, en complément des contraintes réglementaires imposées par ailleurs.

#### 1.2.3.6. Application du droit de préemption urbain (D.P.U.)

La commune utilise son Droit de Préemption Urbain pour acquérir des propriétés foncières et réaliser des opérations d'habitat locatif. C'est le cas pour l'opération réalisée au Clos Meunier qui a permis la réalisation de 15 logements locatifs (groupe Pluralis). La commune vient d'acquérir en 2007 des terrains situés dans le bourg de Saint-Martin, proches du centre, sur lesquels elle projette la réalisation de 6 logements locatifs environ. Suivant les opportunités foncières et financières la commune poursuivra cette politique.

#### 1.2.3.7. Mise en place de dispositifs spécifiques

La création d'un EPFL (Établissement Public Foncier Local) semble être l'outil indispensable pour réaliser l'acquisition de terrains et la constitution de réserves foncières compte tenu du coût actuel du foncier. Le bureau du Comité Régional de l'Habitat du 14 novembre 2006 conseille à la CCBB de se rapprocher de l'EPFL de la Région Urbaine de Grenoble qui existe déjà.

La création d'un fonds d'aide aux opérations de logement social avec la mise en place d'un Service Habitat fait partie des trois objectifs principaux du PLH de la CCBB. Il est aussi envisagé de lancer une OPAH en vue d'améliorer l'habitat existant.

#### **1.2.4. La loi Montagne**

Cette loi vise à protéger et préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques des zones dites de montagne en évitant par exemple l'urbanisation en discontinuité et donc le mitage.

Le territoire de la commune est totalement situé en zone de montagne. La loi du 9 janvier 1985 s'applique donc et le PLU doit préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du Patrimoine naturel et culturel montagnard (article L.145-3-2 du Code de l'Urbanisme).

La présente révision répond à ces exigences par :

- la préservation des terres agricoles et l'étude des périmètres de zonage A ,  
la protection des sites et des paysages grâce à l'étude des limites des zones N, N indicés et Aa pour lesquels la valeur paysagère se superpose à la valeur agricole,
- la stricte continuité des zones de développement d'habitat avec l'urbanisation existante,
- la régression des surfaces des zones NA de future urbanisation,
- la valorisation du patrimoine bâti de caractère qui existe dans les articles du règlement.

## 2 MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES APPLICABLES

Cette partie a pour but d'exposer les motifs ayant conduits à la délimitation des zones (du plan de zonage) et des règles qui y sont applicables. Elle permet également d'apporter un complément d'information nécessaire à la compréhension des changements apportés et de respecter l'article R. 123-2 du Code de l'urbanisme<sup>83</sup>.

### 2.1. Les changements apportés par la loi

#### 2.1.1. La nomenclature

Le PLU intègre, dans les documents graphiques et le règlement, le changement de nomenclature engendré par la loi Solidarité et renouvellement urbains de décembre 2000.

Figure 74 Tableau récapitulatif du changement de nomenclature

POS	PLU	Articles du code de l'urbanisme
<b>Zones U = zones urbaines</b>	<b>Idem</b>	<b>R.123-5</b> : Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
<b>Zones NA et Na(x) = zones de future urbanisation</b>	<b>Zones AU et AU(X) = zones de future urbanisation</b>	<b>R.123-6</b> : Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

<sup>83</sup> « [...] En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. » (Code de l'urbanisme article R. 123-2, Décret n° 2004-531 du 9 juin 2004 art. 2 II Journal Officiel du 13 juin 2004)



<b>Zones NC = zones agricoles</b>	<b>Zones A = zones agricoles</b>	<p><b>R.123-7</b> : Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.</p> <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.</p> <p>Est également autorisé, en application du 2° de l'article R. 123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.</p>
<b>Zones ND = zones naturelles</b>	<b>Zones N = zones naturelles et forestières</b>	<p><b>R.123-8</b> : Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.</p> <p>En zone N peuvent être délimités des périmètres à l'intérieur desquels s'effectuent les transferts des possibilités de construire prévus à l'article L. 123-4. Les terrains présentant un intérêt pour le développement des exploitations agricoles et forestières sont exclus de la partie de ces périmètres qui bénéficie des transferts de coefficient d'occupation des sols.</p> <p>En dehors des périmètres définis à l'alinéa précédent, des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.</p>

### 2.1.2. Les articles du règlement (R.123-9)

Depuis décembre 2000 :

- Les articles 1 et 2 ont été intervertis. Désormais l'article 1 détermine les occupations et utilisations du sol interdites, et l'article 2 indique les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières.
- L'article 5 a été aménagé ; les surfaces minimales ne peuvent être imposées que lorsque cela est justifié par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée (code de l'urbanisme article R.123-9).
- L'article 15 du règlement (autorisant les dépassements de COS) a disparu.

Le nouveau règlement s'efforce par ailleurs de clarifier et simplifier certaines règles, d'introduire des dispositions allant dans le sens du développement durable, et de favoriser le renouvellement urbain et une densification raisonnée.

## 2.2. Le zonage et le règlement

### 2.2.1. Les changements d'ordre général

#### 2.2.1.1. Pour les occupations du sol

Le tableau ci-dessous a été réalisé afin de comprendre au mieux les transformations de nomenclature, passage du POS en PLU, spécifiques à Saint Martin d'Uriage.

Figure 75 Évolutions de classement du POS au PLU

Plan d'occupation des sols (POS)	Plan local d'urbanisme (PLU)
UA	UA, UB, Ae
UAh	UB, UBa
UB	UD, UDa, Uit, Nh, Nh1, AU
UE	UE
UJ	UI
NA	UDa, A
NAa	UA
NAb	UD, UDa, AU
NAb1	UD, UDa, A
NAb1	UD, A
NAh	UD, A
NC	A, Aco, AU, AUB, UB, UD, UDa, N, Ae
NCa	Aa, UE
ND	N, Nco, A, UDa, Nch
NDa	Nt
NDb	Nc
NDc	Nm
NDe	Ae

Les zones urbaines comprennent des secteurs où la ressource en eau potable peut être insuffisante et où l'assainissement collectif n'est pas encore réalisé conformément à la définition de l'article R. 123-5 du Code de l'urbanisme. « Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

Dans ces zones le permis de construire pourra être refusé sur les bases de l'article L. 421-5

« Lorsque, compte tenu de la destination de la construction projetée, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont

*nécessaires pour assurer la desserte de ladite construction, le permis de construire ne peut être accordé si l'autorité qui le délivre n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public lesdits travaux doivent être exécutés. »*

#### 2.2.1.2. Pour le règlement

##### 2.2.1.2.1. *Dispositions générales*

- **Glossaire**

Un glossaire précise les principales définitions des termes employés dans le règlement.

- **Schémas**

Des schémas sont adjoints au règlement pour illustrer les principales règles.

- **Les risques naturels**

L'existence des risques naturels est inscrite sur le plan de zonage et dans le règlement. Afin de s'en prémunir, tout pétitionnaire devra se référer au PPR contenu dans les annexes du PLU.

Afin de faciliter la lecture du document graphique et d'éviter tout risque dans la transcription des informations, les risques naturels ne font plus l'objet d'une délimitation spécifique des zones. Le seul document qui fait référence est le document qui est annexé dans le PLU. Le PPR vaut servitude d'utilité publique.

- **Les Emplacements réservés**

La liste des Emplacements réservés, avec le destinataire et la destination, figure dans le rapport de présentation annexe. Ils sont trop nombreux environ 130, pour être inscrits sur le document graphique du règlement (plan de zonage).

- **La protection des captages**

Les indications de protection des captages sont plus précises dans le PLU. Le règlement, dans le paragraphe « caractère de la zone », précise

*« Des indices "**pi**, **pr**, **pe**" repèrent les périmètres où sont édictées des mesures de protection des captages; celles-ci sont détaillées dans le rapport de l'hydrogéologue agréé annexé au présent document. En l'absence de la D.U.P. de cet ouvrage de captage, les prescriptions édictées par l'hydrogéologue agréé s'imposeront en application de l'article Se reporter aux documents annexés au présent document. »*

*R.111-2 du Code de l'Urbanisme.*

*« Protection des sources thermales*

*Des indices "**pse**" et "**ps**" repèrent les périmètres où sont édictés des mesures de protection des captages; ces mesures, rappelées ci-après, sont édictées dans les rapports de l'hydrogéologue agréé identifiés en annexe au présent document. »*

Ces différents périmètres sont délimités sur le document graphique du règlement (plan de zonage).

- **Les plans de zonage**

Ils présentent l'ensemble de la commune à une échelle du 1/5000 sur deux plans, la partie nord et la partie sud. Un troisième plan au 1/10000 présente l'ensemble de la commune.

- **Les limites stratégiques du Schéma Directeur de la région urbaine de Grenoble**

La transcription des limites stratégiques du SD a été étudiée à l'échelle parcellaire. Elles sont reportées sur le plan de zonage.

#### 2.2.1.2.2. Les articles du règlement

- **Article 1 - Occupations et utilisations du sol interdites**

L'article 1 indique l'ensemble des occupations et utilisations du sol interdites dans chaque zone. Tout ce qui n'est pas interdit est autorisé.

Les deux premiers paragraphes traitent de :

1 - les installations classées soumises à autorisation; les installations classées soumises à déclaration

2 - les occupations et utilisations du sol destinées aux différentes destinations des constructions mentionnées à l'article R. 123-9 du Code de l'urbanisme (l'habitation, l'hébergement hôtelier, les bureaux, le commerce, l'artisanat, l'industrie, l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt).

Ces deux paragraphes définissent les principales interdictions au regard des nuisances engendrées et des principales catégories de destination.

- **Article 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières**

L'article 2 complète l'article 1 en énumérant les occupations et utilisations du sol qui sont autorisées de façon conditionnelle.

- **Article 3 - Accès et voirie**

Pour les zones urbaines et de future urbanisation, il spécifie les dimensions minimales des voies publiques ou privées.

*« Les voies nouvelles de desserte pour plusieurs lots ou constructions, susceptibles d'être classées dans le domaine public communal, devront avoir une largeur d'emprise minimale de 8,50 m. »*

Cette emprise minimale est fixée par les voies publiques et assimilées. Elle est destinée à garantir une qualité minimale de l'aménagement de ces voies, chaussée circulaire, stationnement et accotement. Elle peut permettre la réalisation de fossés, la plantation d'arbres d'alignement et la pose de mobilier urbain.

- **Article 4 - Desserte par les réseaux**

Cet article prend en compte les critères de développement durable et les exigences des services gestionnaires en matière de réseaux (exemple : la réutilisation de l'eau de pluie doit être privilégiée dans la conception et la réhabilitation des constructions, les fossés ne doivent pas être couverts...).

Les différents réseaux (électricité, téléphone) doivent être enterrés.

Les rejets des eaux des piscines et la collecte des déchets sont pris en compte.

- **Article 5 - Caractéristiques des terrains**

Il n'y a plus de surface minimale dans aucune zone de la commune à l'exception des parcelles où est envisagé un assainissement individuel avec réinfiltration *in situ* ce qui nécessite un tènement minimal de 1000 m<sup>2</sup> (voire plus si la nature du sol l'impose).

- **Articles 6 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques**

Dans les zones urbaines et à urbaniser les constructions peuvent s'implanter à l'alignement avec le respect d'un prospect.



- **Article 7 - Implantation par rapport aux limites séparatives**

Dans les zones UA, au-delà de 15 mètres de profondeur par rapport à l'espace public, les hauteurs sur limite séparatives sont limitées afin de favoriser le rapprochement des constructions des voies et de ménager un ensoleillement des fonds de parcelles.

La multiplication des piscines a conduit à autoriser leur construction à deux mètres des limites séparatives (privées ou publiques).

- **Article 8 - Implantation de constructions sur un même terrain**

Les règles qui étaient en vigueur de façon conditionnelle prennent un caractère obligatoire.

- **Article 10 - Hauteur des constructions**

Les hauteurs maximales sont désormais indiquées de manière précise en mètres à l'égout de toiture et au faîtage.

- **Article 11 - Aspect extérieur des constructions**

L'article R-111-21 du Code de l'Urbanisme est rappelé dans son intégralité.

Le règlement différencie les constructions neuves de la réhabilitation des bâtiments existants.

Les capteurs solaires échappent aux règles de l'article 11 en vue de faciliter leur installation et de favoriser le développement durable.

Pour les clôtures sont réglementées celles donnant sur l'espace public (intérêt pour la collectivité); les clôtures sur limite séparatives entre deux propriétés étant réglementées par le droit commun (le Code civil) et ne relevant plus des règles du PLU.

La hauteur des clôtures sur voies publiques est limitée à 2m pour assurer une homogénéité des premiers plans et éviter que ceux-ci soient trop massifs.

Le reculement des portails n'est plus réglementé.

- **Article 12 - Stationnement**

Les règles de stationnement diffèrent suivant le type de logement. D'autre part, le PLU intègre la question du stationnement pour les personnes à mobilité réduite (5% des places de stationnement réalisées dans les opérations d'habitat collectif ou groupé) ainsi que le stationnement des véhicules à 2 roues avec et sans moteur (1 place réalisée pour 100 m<sup>2</sup> de SHON créée).

La pente des rampes d'accès aux garages est relevée à 15% au lieu de 10% auparavant.

- **Article 13 - Espaces libres, plantations**

Les haies et plantations seront réalisées avec des essences locales et variées. Une attention est portée à la lutte contre l'ambrosie.

- **Article 14 - Coefficient d'Occupation du Sol maximal**

Il n'est pas défini de C.O.S. pour les équipements publics et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt général comme dans l'ancien POS.

Il n'y a plus de différenciation entre les types d'habitats collectifs et individuels.

Le dépassement de COS est autorisé pour les constructions respectant « le label HPE 2005 » et ses évolutions réglementaires futures.

## 2.2.2. Les zones urbaines

### 2.2.2.1. Les zones UA

<b>Caractéristiques De la zone</b>	zone urbaine de densité forte correspondant aux pôles de développement urbains initiaux (constructions faites à l'alignement de l'espace public, souvent sur limite séparative et offrant un gabarit particulier allant jusqu'à R+2+combles dans le centre bourg, permettant la recomposition urbaine et les activités non nuisantes.
<b>Localisation</b>	Le centre du village du bourg de Saint-Martin d'Uriage.
<b>Justification du zonage</b>	<p>Le travail de délimitation de la zone UA a pris en considération l'héritage du POS antérieur et certaines évolutions.</p> <p>Les secteurs ainsi délimités présentent des caractéristiques ou un caractère communs (bâtiments implantés à l'alignement de l'espace public, parfois sur limite séparatives, en bordure de voie ou de carrefours importants...) qui se rapportent à l'histoire ou au patrimoine communal.</p> <p>La zone UA a été agrandie à l'est du bourg et se développe de part et d'autre du chemin du Luiset. Cette harmonisation permet d'homogénéiser un caractère commun le long de cette voie.</p> <p>Trois secteurs NAa sont transformés en zone UA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le secteur du camping, qui est en fin d'activité et pour lequel la commune ne souhaite pas conserver cette vocation en plein centre du bourg;</li> <li>- le secteur « Chevrant-Breton » qui peut faire l'objet d'une urbanisation tout en préservant le caractère de parc et en garantissant une liaison piétonne publique.</li> </ul> <p>Le secteur du Tapas est transformé en zone de future urbanisation AUA, avec des orientations d'aménagement qui précisent les caractéristiques futures, en termes de desserte interne et de réalisation de logements locatifs aidés.</p>
<b>Explication des règles</b>	<p>Les occupations et utilisations du sol destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt sont interdites car susceptibles de créer des nuisances importantes dans une zone où la vocation première est la fonction d'habitat. Les activités artisanales, commerciales et d'hébergement hôtelier sont autorisées, pour favoriser la mixité fonctionnelle dans la zone.</p> <p>La zone ne comporte pas de COS maximal afin de favoriser la densité et permettre la construction sur les petites parcelles ;</p> <p>Les gabarits des bâtiments sont donnés par le prospect qui garantit les distances d'implantation des constructions avec l'espace public.</p> <p>L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives peut se faire soit sur la limite soit avec un retrait de 3 m minimum ; cette règle permet l'aménagement des fonds de parcelles en garantissant un accès en profondeur.</p> <p>La hauteur maximale des bâtiments (10 m à l'égout et 12 m au faîtage) ; la hauteur maximale des annexes est limitée à 5 m pour garantir les caractéristiques d'un élément mineur par rapport à la construction principale ; les pentes des toitures à respecter sont réglementées pour conserver le caractère général des constructions existantes ;</p> <p>Les règles de stationnement ; lors de la construction d'un nouveau logement ou du changement de destination d'un bâtiment pour le rendre habitable (rénovation d'une grange par exemple), le pétitionnaire doit pouvoir fournir sur sa parcelle des places de stationnement en nombre différent suivant les types de logement et ce afin de ne pas aggraver le déficit de telles places dans le secteur et de garantir le passage et la sécurité (en empêchant le stationnement « sauvage ».)</p> <p>Les commerces quotidiens de proximité d'une surface de vente supérieure à 300 m² sont interdits en conformité avec le Schéma Directeur de la Région Urbaine de Grenoble et pour se prémunir contre l'installation (hypothétique) d'un super marché.</p>

#### 2.2.2.2. Les secteurs UAt

<b>Caractéristiques De la zone</b>	<p>Le secteur UAt1 : correspond aux constructions de l'Établissement thermal ainsi qu'aux autres édifices qui présentent un gabarit similaire ou qui proposent des activités liées au thermalisme comme les Laboratoires Dermatologiques d'Uriage ou le Casino. Il inclut les constructions plus éloignées que sont le Grand Chalet et l'hôpital thermal.</p> <p>Le secteur UAt2 : correspond aux constructions édifiées le long de l'avenue des Thermes. Ce secteur urbain, présente une densité forte correspondant aux constructions faites à l'alignement de l'espace public, souvent sur limite séparative et offrant un gabarit particulier allant jusqu'à R+4+combles. Il permet la recomposition urbaine et les activités commerciales et de services.</p> <p>Le secteur UAt3 : correspond aux villas et constructions édifiées en fond de parc.</p>
<b>Localisation</b>	La station thermale d'Uriage
<b>Justification du zonage</b>	<p>Le travail de délimitation des secteurs UAt a pris en considération l'héritage du POS antérieur et certaines évolutions notamment l'étude pour la modification du périmètre de protection du Château d'Uriage. Cette étude menée en collaboration avec le SDAP (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine), a conduit à d'identifier ces trois secteurs et à édicter des règles spécifiques pour garantir la protection du château de ses abords immédiats et de l'ensemble du site du parc d'Uriage.</p> <p>Les secteurs ainsi délimités présentent des caractéristiques communes (bâtiments implantés à l'alignement de l'espace public, parfois sur limites séparatives, en bordure de voie ou de carrefours importants...) qui se rapportent à l'histoire ou au patrimoine thermal communal.</p>
<b>Explication des règles</b>	L'ensemble des règles édictées vise à la protection du site. Elles doivent permettre de conserver notamment pour les villas, pour leur insertion dans le parc.

### 2.2.2.3. La zone UB

<b>Caractéristiques De la zone</b>	La zone UB correspond essentiellement aux hameaux les plus denses de la commune où l'on recherchera une continuité de caractère urbain et architectural et la mise en valeur du bâti avec une densité proche de celle des constructions existantes et avec la possibilité d'intégrer des activités non nuisantes et des équipements publics.
<b>Localisation</b>	Les hameaux de Saint-Nizier et de Pinet.
<b>Justification du zonage</b>	<p>Ces zones correspondent aux hameaux anciens les plus importants et les plus denses.</p> <p><b>La zone UB de St Nizier</b> anciennement classée UAh au POS de 2001 fait l'objet de modifications mineures. Il s'agit : au nord ouest, de l'insertion de constructions existantes de même typologie et ayant des accès sur la voie communale 20, au centre les limites sont modifiées pour tenir compte de la création de la zone UC COS maximal 0,30, au sud est, la limite de l'urbanisation est redéfinie pour offrir un front cohérent et garantir des tènements agricoles fonctionnels. Une zone AUD est créée pour limiter la densité et organiser les accès.</p> <p><b>La zone UB de Pinet</b> intègre les anciennes zones UAh et NAh. Dans sa partie sud, un découpage a été opéré qui permet d'identifier des constructions plus récentes dont la typologie est plus conforme à celle des constructions de la zone UD (habitat isolé sur sa parcelle)</p>
<b>Explication des règles</b>	<p>Les occupations et utilisations du sol destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt sont interdites car susceptibles de créer des nuisances importantes dans une zone où la vocation première est la fonction d'habitat. Les activités artisanales, commerciales et d'hébergement hôtelier sont autorisées, pour favoriser la mixité fonctionnelle dans la zone.</p> <p>La zone ne comporte pas de COS maximal afin de favoriser la densité et permettre la construction sur les petites parcelles ;</p> <p>Les gabarits des bâtiments sont donnés par le prospect qui garantit les distances d'implantation des constructions avec l'espace public.</p> <p>L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives peut se faire soit sur la limite soit avec un retrait de 3 m minimum ; cette règle permet l'aménagement des fonds de parcelles en garantissant un accès en profondeur.</p> <p>La hauteur maximale des bâtiments (10 m à l'égout et 12 m au faitage) ; la hauteur maximale des annexes est limitée à 5 m pour garantir les caractéristiques d'un élément mineur par rapport à la construction principale ; les pentes des toitures à respecter sont réglementées pour conserver le caractère général des constructions existantes ;</p> <p>Les règles de stationnement. ; lors de la construction d'un nouveau logement ou du changement de destination d'un bâtiment pour le rendre habitable (rénovation d'une grange par exemple), le pétitionnaire doit pouvoir fournir sur sa parcelle des places de stationnement en nombre différent suivant les types de logement et ce afin de ne pas aggraver le déficit de telles places dans le secteur et de garantir le passage et la sécurité (en empêchant le stationnement « sauvage ».)</p> <p>Les commerces quotidiens de proximité d'une surface de vente supérieure à 300 m² sont interdits en conformité avec le Schéma Directeur de la Région Urbaine de Grenoble et pour se prémunir contre l'installation (hypothétique) d'une superette.</p>



#### 2.2.2.4. Secteur UBa

<b>Caractéristiques De la zone</b>	Les secteurs UBa correspondent essentiellement aux hameaux moins étendus ou moins denses de la commune.
<b>Localisation</b>	Villeneuve, Bouloud, Les Corjons, Le Rossin, Le Penet, La Ronzière, Le Faux, Corps et la Croix de Pinet
<b>Justification du zonage</b>	<p>Ces secteurs correspondent aux cœurs historiques des hameaux où l'on retrouve des constructions implantées à l'alignement de l'espace public, parfois sur limite séparatives, en bordure de voie, de places ou de carrefours important. Les édifices présentent souvent une valeur patrimoniale.</p> <p><b>Les zones UBa des Corjons et de Bouloud</b> sont identiques aux zones UAh du POS de 2001.</p> <p><b>Les zones UBa du Penet et du Rossin</b> ont fait l'objet d'ajustements mineurs pour intégrer des constructions existantes ou rectifier les limites pour les rendre plus cohérentes. L'ancienne zone NAh du Rossin est intégrée dans la zone UBa (secteur déjà urbanisé au sens de l'article R. 123-5 du Code de l'urbanisme).</p> <p><b>La zone UBa de La Ronzière</b> correspond à l'ancienne zone UAh ;</p> <p><b>La zone UBa du Faux</b> est modifiée dans sa partie nord par rapport à la zone UAh du POS de 2001. Les constructions qui ne présentent les caractéristiques de la zone en sont exclues. C'est la RD 280b qui fait définir la limite nord de la zone.</p> <p><b>Les zones UBa de Corps et de la Croix de Pinet</b> sont identifiées. Les anciennes zones NAh du POS 2001 ont été recoupées pour identifier les cœurs de hameau et permettre de réaliser des constructions conformes au caractère de la zone.</p>
<b>Explication des règles</b>	Le COS maximal de 0,50 ainsi que les hauteurs maximales de 12 mètres au faitage et de 10 mètres à l'égout confirme le caractère de la zone qui accueille essentiellement de l'habitat regroupé. Le COS maximal permet à la commune de maîtriser la densité de ces hameaux qui ne présentent pas tous les qualités d'espace public des hameaux plus importants, classés en UB, et dont l'accessibilité des services publics est parfois insuffisante.

### 2.2.2.5. La zone UC

<b>Caractéristiques De la zone</b>	La zone UC correspond essentiellement à une urbanisation de densité moyenne à caractère résidentiel sous forme d'habitat groupé ou isolé, avec la possibilité d'intégrer des activités non nuisantes et des équipements publics.
<b>Localisation</b>	Ces zones sont situées dans le hameau de St Nizier et celui de Villeneuve. Elle correspond à un secteur où la commune veut autoriser une densité moyenne, décroissante depuis le centre du hameau vers la périphérie.
<b>Justification du zonage</b>	Le travail de délimitation de la zone UC est le fruit de la délimitation des anciennes zones UB au POS de 2001 susceptible d'accepter un COS maximal de 0.30 dans le PLU. De nombreux projets de constructions proposaient d'utiliser cette ancienne règle conduisant à une densification et des typologies de construction en décalage avec les typologies environnantes existantes. Les tènements sont en effet parfois très importants (conséquences de l'application des règlements antérieurs qui pouvait conduire à la réalisation d'opération de spéculation immobilière sans rapport avec les conditions de desserte locale, de présence d'équipement etc. ) et offrent un potentiel très important par le dédoublement parcellaire. La commune a donc fait le choix d'identifier les lieux spécifiques où l'application du COS maximal de 0,30 était possible. En l'état, deux zones sont identifiées mais d'autres zones, de future urbanisation, pourront se transformer en zone UC par modification du PLU.
<b>Explication des règles</b>	<p>Les occupations et utilisations du sol destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt sont interdites car susceptibles de créer des nuisances importantes dans une zone où la vocation première est la fonction d'habitat. Les activités artisanales, commerciales, de service et d'hébergement hôtelier sont autorisées, pour favoriser la mixité fonctionnelle dans la zone.</p> <p>La zone UC comporte un COS maximal afin de réguler la densité et permettre la construction d'habitation sur des parcelles de taille moyenne ; le COS maximal fixé à 0,30 correspond à la règle qui existait dans le POS de 2001.</p> <p>Les gabarits des bâtiments sont donnés par le prospect qui garantie la construction les distances d'implantation des constructions avec l'espace public.</p> <p>L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives peut se faire soit sur la limite soit avec un retrait de 3 m minimum ; cette règle permet l'aménagement des fonds de parcelles en garantissant un accès en profondeur.</p> <p>La hauteur maximale des bâtiments (10 m à l'égout et 12 m au faîtage) ; la hauteur maximale des annexes est limitée à 5 m pour garantir les caractéristiques d'un élément mineur par rapport à la construction principale ; les pentes des toitures à respecter sont réglementées pour conserver le caractère général des constructions existantes ;</p> <p>Les règles de stationnement ; lors de la construction d'un nouveau logement ou du changement de destination d'un bâtiment pour le rendre habitable (rénovation d'une grange par exemple), le pétitionnaire doit pouvoir fournir sur sa parcelle des places de stationnement en nombre différent suivant les types de logement et ce afin de ne pas aggraver le déficit de telles places dans le secteur et de garantir le passage et la sécurité (en empêchant le stationnement « sauvage ».)</p> <p>Les commerces quotidiens de proximité d'une surface de vente supérieure à 300 m<sup>2</sup> sont interdits en conformité avec le Schéma Directeur de la Région Urbaine de Grenoble et pour se prémunir contre l'installation (hypothétique) d'un super marché.</p>

### 2.2.2.6. La zone UD

<b>Caractéristiques De la zone</b>	La zone UD correspond essentiellement à une urbanisation de densité faible à caractère résidentiel sous forme d'habitat isolé, avec la possibilité d'intégrer des activités non nuisantes et des équipements publics. Elle comprend des secteurs UDa .
<b>Localisation</b>	Cette zone correspond à tous les secteurs où l'urbanisation s'est développée autour des pôles anciens, bourg et hameaux.
<b>Justification du zonage</b>	Le travail de délimitation de la zone UD a pris en considération l'héritage du POS antérieur et certaines évolutions. Les secteurs ainsi délimités présentent des caractéristiques ou un caractère commun (bâtiments implantés en retrait de l'alignement de l'espace public et des limites séparatives) qui se rapportent à l'histoire du développement récent de la commune. La zone UD correspond principalement aux zones UB et NAb du POS de 2001. Certains de ces secteurs qui n'étaient pas urbanisés ont fait l'objet d'un classement en zone de future urbanisation avec orientations d'aménagement afin de permettre un aménagement cohérent de ces derniers secteurs ; c'est le cas de Champ Palet, de pré la Vachère, des terrains situés à Bouloud aux Barnelles. Les zones UD sont situées à proximité des voies de circulation importantes et des pôles urbains que constituent le bourg et les hameaux.
<b>Explication des règles</b>	Les occupations et utilisations du sol destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt sont interdites car susceptibles de créer des nuisances importantes dans une zone où la vocation première est la fonction d'habitat. Les activités artisanales, commerciales, de service et d'hébergement hôtelier sont autorisées, pour favoriser la mixité fonctionnelle dans la zone. La zone UD comporte un COS afin de réguler la densité et permettre la construction d'habitation sur des parcelles de taille moyenne ; le COS maximal fixé à 0,18 correspond à la règle qui existait dans le POS de 2001. Les gabarits des bâtiments sont donnés par le prospect qui garantit la construction les distances d'implantation des constructions avec l'espace public. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives peut se faire avec un retrait de 3 m minimum ; cette règle permet l'aménagement des fonds de parcelles en garantissant un accès en profondeur. La hauteur maximale des bâtiments (8 m à l'égout et 10 m au faîtage) ; la hauteur maximale des annexes est limitée à 5 m pour garantir les caractéristiques d'un élément mineur par rapport à la construction principale ; les pentes des toitures à respecter sont réglementées pour conserver le caractère général des constructions existantes; Les règles de stationnement ; lors de la construction d'un nouveau logement ou du changement de destination d'un bâtiment pour le rendre habitable (rénovation d'une grange par exemple), le pétitionnaire doit pouvoir fournir sur sa parcelle des places de stationnement en nombre différent suivant les types de logement et ce afin de ne pas aggraver le déficit de telles places dans le secteur et de garantir le passage et la sécurité (en empêchant le stationnement « sauvage ».) Les commerces quotidiens de proximité d'une surface de vente supérieure à 300 m² sont interdits en conformité avec le Schéma Directeur de la Région Urbaine de Grenoble et pour se prémunir contre l'installation (hypothétique) d'un super marché. Contrôle de division parcellaire : en application de l'article L 123-1-1 du code de l'urbanisme ; compte tenu du nombre important de détachement de parcelle observé sur le territoire communal et pour garantir une réalité de l'aménagement correspondant au COS maximal envisagé pour le secteur (base des prévisions de développement et maîtrise du développement énoncées dans le PADD), la commune a mise en place cet outil de régulation dans les zone UD et UDa. Cette

	<p>règle n'est pas appliquée dans les zones urbaines plus denses. L'effet recherché est celui d'une densification décroissante de l'urbanisation depuis les centres vers les extérieurs. La qualité des espaces publics peut ainsi être hiérarchisée en fonction des secteurs. L'éloignement induisant l'utilisation de moyen de transports individuel, cette organisation tend à limiter la circulation des véhicules automobiles.</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants, dépassant le C.O.S. maximal, est autorisé dans les volumes existants, pour préserver le patrimoine bâti existant.</p>
--	--

#### 2.2.2.7. Les secteurs UDa

<b>Caractéristiques De la zone</b>	La zone UD comprend des secteurs UDa qui sont situés en continuité des secteurs UD, pour lesquels l'urbanisation est autorisée dans les espaces libres avec une densité plus faible qu'en UD.
<b>Localisation</b>	Ces secteurs sont situés en continuité des secteurs UD, autour des hameaux de l'Envers, dans la partie amont de St Nizier, autour des hameaux du Penet ou du Rossin, au Chenevas et au Replat de Pinet, dans le secteur du Chavanoz et à la Grivolée, les secteurs situés à l'aval du chemin des Plantés, les terrains situés à l'extérieur de Bouloud (La relatière, Le Replaton, Les Rapeaux, les Oddoz, Les Corjons).
<b>Justification du zonage</b>	La localisation excentrée, la difficulté d'accès, la pente importante des voies qui rend les conditions de circulation et de stationnement très difficiles en hiver notamment, l'étroitesse des voies qui rend difficile la circulation des services publics (ramassage des ordures ménagères, services de défense incendie) ont conduit la commune à limiter la densification possible dans ces secteurs.
<b>Explication des règles</b>	Les règles sont les mêmes que dans la zone UD sauf pour l'article 14 qui fixe le COS maximal de 0.10.

#### 2.2.2.8. La zone UE

<b>Caractéristiques De la zone</b>	Il s'agit d'une zone destinée à recevoir des équipements d'intérêt général à vocation scolaire, sportive, socioculturelle et des équipements publics.
<b>Localisation</b>	La Richardière, au sud du bourg de Saint-Martin d'Uriage
<b>Justification du zonage</b>	Cette zone a depuis longtemps accueilli les établissements scolaires et associatifs. Elle a été complétée depuis par la réalisation du gymnase et du terrain de sport. Cette zone, dont l'accès principal est unique n'est pas destinée à l'habitat. Son périmètre a été légèrement modifié pour permettre l'implantation des futurs services techniques municipaux. Ce secteur est situé à proximité du château d'Uriage et son aménagement nécessite une vigilance particulière. La vocation de cette zone constitue de ce point de vue une garantie, notamment par la mise en œuvre des procédures du Code des marchés publics (par exemple pour le gymnase, label HQE).



<b>Explication des règles</b>	<p>Les occupations et utilisations du sol destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière, l'artisanat, le commerce, les services ou à la fonction d'entrepôt sont interdites car susceptibles de créer des contraintes et des nuisances importantes dans une zone sensible d'un point de vue paysager. Cette zone n'a pas pour vocation la mixité fonctionnelle. L'habitat est limité aux seuls besoins de surveillance et de gardiennage des équipements de la zone. Une extension sera possible pour les constructions déjà existantes.</p> <p>Pour toutes les constructions ou parties de constructions édifiées à plus de 15 m de profondeur par rapport aux alignements ou reculs sur les voies publiques riveraines et les voies privées susceptibles d'être classées dans le domaine communal, la hauteur est limitée à 4 m au droit de la limite parcellaire pour ne pas créer de gêne visuelle importante par rapport aux habitations riveraines.</p>
-------------------------------	--

#### 2.2.2.9. La zone UI

<b>Caractéristiques De la zone</b>	Il s'agit d'une zone équipée, réservée principalement aux activités économiques. Elle comprend des secteurs UIt, qui permettent d'accueillir des activités touristiques en relation avec la station thermale d'Uriage ou les espaces naturels de la commune.
<b>Localisation</b>	Le vallon du Sonnant en bordure de la RD 524. (un tènement situé au Grand Pré et l'autre au Margay).
<b>Justification du zonage</b>	Ce zonage correspond aux zones UJ et NAj1 du POS de 2001. Ce sont les seuls espaces propices aux activités artisanales qui offrent un bon compromis entre une bonne accessibilité par rapport aux voies de circulation et les nuisances potentielles engendrées pour les habitations environnantes.
<b>Explication des règles</b>	<p>Les constructions ou extensions à usage d'habitation destinées strictement au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance des établissements implantés dans la zone à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'elles soient incorporées au bâtiment d'activité ;</li> <li>- que leur surface hors œuvre nette (SHON) ne représente pas plus de 25 % de la SHON totale sans jamais dépasser 75 m<sup>2</sup>. Ces règles sont prescrites pour lutter contre le développement d'habitat dans les zones d'activité observer sur la région.</li> </ul> <p>Les occupations et utilisations du sol destinées à la fonction d'entrepôt sont autorisées si elles sont liées à une activité commerciale présente sur la zone. La collectivité ne souhaite pas voir s'implanter des entrepôts dans des secteurs de taille modeste et qui peuvent induire un trafic important de véhicules de transport de marchandises.</p> <p>L'implantation des constructions est autorisée en retrait des limites séparatives, à une distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 m afin d'assurer une bonne circulation autour des bâtiments et faciliter l'éventuelle action des services de défense incendie. Pour les mêmes raisons, une distance d'au moins 6 m est imposée entre deux bâtiments non contigus, notamment pour des raisons de salubrité ou d'ensoleillement.</p> <p>Le CES, Coefficient d'emprise au sol maximal, est fixé à 0,50. Cette mesure permet d'assurer de façon satisfaisante le stationnement et le stockage des produits à l'extérieur.</p> <p>Les hauteurs maximales autorisées sont différentes suivant la vocation des constructions et les besoins des activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9 m pour les constructions à usage d'habitation ou de bureau.</li> <li>- 12 m pour les autres constructions autorisés</li> </ul>

#### 2.2.2.10. Les secteurs Ult

<b>Caractéristiques De la zone</b>	Les secteurs Ult (touristique) de la zone UI permettent d'accueillir des activités touristiques en relation avec la station thermale d'Uriage ou les espaces naturels de la commune.
<b>Localisation</b>	Deux secteurs sont situés dans le vallon du Sonnant et un au Vacher.
<b>Justification du zonage</b>	Ils correspondent à des activités existantes qui sont susceptibles de se maintenir ou de se développer en relation avec l'activité thermale d'Uriage. Le thermalisme a besoin de capacité d'hébergement suffisante et d'activités d'accompagnement sportives culturelles et évènementielles. Ces secteurs y participent.
<b>Explication des règles</b>	Les aménagements et constructions nécessaires au commerce ou à l'hébergement hôtelier, en relation avec les activités touristiques de la station thermale d'Uriage, sont autorisés.

## 2.2.3. Les zones de future urbanisation

### 2.2.3.1. La zone AU

<b>Caractéristiques De la zone</b>	Zone de future urbanisation (nécessitant une modification ou une révision de PLU pour être ouverte à l'urbanisation)
<b>Localisation</b>	13 zones AU sont réparties sur le territoire communal. Il s'agit des zones de développement de l'urbanisation qui se situent en continuité des secteurs déjà urbanisés.
<b>Justification du zonage</b>	<p>La commune souhaite différer l'ouverture à l'urbanisation de ces zones insuffisamment équipées (insuffisance du réseau d'eau potable de défense incendie ou d'assainissement), souffrant d'une accessibilité réduite ou d'une absence de débouché sécurisé, et nécessitant la réalisation d'aménagements de voirie avant de pouvoir être urbanisées.</p> <p><b>Les 2 zones AU du bourg</b> situées à Champ Palet et Pré La Vachère, leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée par un aménagement de carrefour depuis la RD 211 (emplacement réservé A12). Elles sont très proches du centre bourg 300 mètres environ à vol d'oiseau et bénéficient d'une liaison piétonne par l'impasse du Tapas. De plus, ces zones font l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui les rend inconstructibles en l'état.</p> <p><b>La zone AU d'Uriage</b> : elle est située sur une propriété communale. Elle constitue une réserve foncière.</p> <p><b>La zone AU de Grand Journal à Bouloud</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation des aménagements de voirie et principalement celui du carrefour sur la VC n°5 (emplacement réservé D3, destiné à garantir une accessibilité sécurisée).</p> <p><b>La zone AU des Barnelles à Bouloud</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par les aménagements de voirie qui font l'objet des emplacements réservés D1 et D2, destinés à garantir une accessibilité sécurisée</p> <p><b>La zone AU de Bouloud centre</b> : cette zone est entièrement couverte par les emplacements réservés D1 et D18. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation de la voirie de desserte (ER D1). Cet emplacement réservé conditionne également l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU Aux Barnelles. Cet aménagement de voirie doit garantir une accessibilité sécurisée pour ces deux zones.</p> <p><b>Les zones AU des Oddoz</b> : leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée par les aménagements de voirie qui font l'objet des emplacements réservés D14 et D15 destinés à garantir une accessibilité sécurisée. La zone nord fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui la rend inconstructible en l'état.</p> <p><b>La zone AU du Rossin</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation d'aménagements d'accès sécurisés. Cette zone fait l'objet d'une insuffisance de ressource en eau potable qui la rend actuellement inconstructible en l'état. De plus, cette zone fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie.</p> <p><b>Zone AU de St Nizier centre</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation d'aménagements d'accès sécurisés et en premier lieu par celui du carrefour RD280 et RD280b (emplacement réservé E1)</p>

	<p>Un deuxième aménagement d'entrée est primordial pour une bonne viabilité de cette zone (emplacement réservé E5). Cette zone fait l'objet d'une insuffisance de ressource en eau potable actuellement qui la rend inconstructible en l'état. De plus, cette zone fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie et d'assainissement.</p> <p><b>Zone AU de St Nizier Sansaret</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation d'aménagements d'accès sécurisés et en premier lieu par celui du carrefour RD280 et RD280b (emplacement réservé E1) Un deuxième aménagement d'entrée est primordial pour une bonne viabilité de cette zone (emplacement réservé E2). De plus, ces zones fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui la rend inconstructible en l'état.</p> <p><b>Zone AU de Villeneuve</b> : son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par la réalisation d'aménagements d'accès sécurisés et principalement le carrefour sur la route de Villeneuve (emplacement réservé C1).</p>
<b>Explication des règles</b>	<p>Une révision ou une modification du PLU est nécessaire avant l'ouverture à l'urbanisation de ces zones.</p> <p>L'extension des constructions existantes est limitée à 25 m<sup>2</sup> de SHON pour des mises aux normes d'habitabilité d'hygiène ou de sécurité ou pour l'amélioration des personnes à mobilité réduite ; cette réglementation permet une adaptation minimum pour des questions primordiales.</p>

#### 2.2.3.2. La zone AUA

<b>Caractéristiques De la zone</b>	La zone AUA correspond essentiellement à une urbanisation de forte densité où l'on recherchera une continuité de caractère urbain et architectural et la mise en valeur du bâti avec une densité proche de celle des constructions environnantes.
<b>Localisation</b>	Le centre du village du bourg de Saint Martin d'Uriage.
<b>Justification du zonage</b>	<p>Cette zone ne comprend pas actuellement de constructions à usage d'habitation. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.</p> <p>L'aménagement du carrefour (emplacement réservé A13) n'est pas indispensable dans un premier temps, car d'une part, l'accès peut se faire également par le chemin du Moulin et d'autre part, la sortie n'est pas directe sur la RD 280 mais sur le chemin du Tapas.</p>
<b>Explication des règles</b>	Les règles de la zone AUA sont identiques à celle de la zone UA. Se reporter au paragraphe 2.2.2.1.



## 2.2.4. La zone agricole (A)

<b>Caractéristiques De la zone</b>	<p>Cette zone est dédiée aux activités agricoles. Elle comprend :</p> <p><b>des secteurs Aa</b> : où les occupations du sol sont partiellement limitées pour des motifs de préservation du paysage, des considérations environnementales ou pour des raisons économiques</p> <p><b>deux secteurs Ae</b> : qui correspondent aux activités équestres et leurs équipements d'accompagnement.</p> <p><b>des secteurs Aco indicés</b> : qui correspondent aux réseaux biologiques des milieux naturels (aquatiques, forestiers, prairies thermophiles ou agricoles) qui présentent un caractère patrimonial lié à l'activité agricole où l'activité agricole et les occupations du sol sont limitées pour des considérations environnementales.</p>
<b>Localisation</b>	<p><b>Les zones agricoles</b> se trouvent réparties principalement sur les coteaux et terrasses de la commune. Elles se développent jusqu'à la lisière forestière.</p> <p><b>Les secteurs Aa</b> sont localisés au Vacher, à Fiarey (sud ouest du bourg), autour du hameau de Pinet, (d'une part les tènements compris entre St Nizier, La Ronzière, Le Faux et Pinet et d'autre part ceux compris entre Pinet et Trois Pommiers), les tènements situés à l'ouest du hameau de Corps</p> <p><b>Les secteurs Ae</b> réservés aux activités équestres sont situés à la Richardière et aux Côtes Ramioux.</p> <p><b>Les secteurs Aco indicés</b> sont situés principalement sur les terrasses de Villeneuve et sur les coteaux de la Ronzière et du Faux. Ils accompagnent le réseau hydrographique</p>
<b>Justification du zonage</b>	<p>Le diagnostic de l'activité agricole ainsi que l'examen de la photo aérienne ont permis de regarder, parcelle par parcelle, celles qui avait une vocation agricole et celles qui avaient une vocation naturelle ou forestière afin de différencier les zones A des zones N.</p> <p><b>Les secteurs Aa</b> : Les périmètres de ces zones ont été modifiés par rapport au zonage du POS 2001 pour tenir compte des informations recueillies sur le terrain et par l'exploitation de la photo aérienne. Pour le secteur de Corps, il a été réduit pour faciliter l'exercice de l'exploitation agricole présente. Les anciens secteurs de Villeneuve ont été intégrés dans les périmètres des corridors biologiques nouvellement créées. Les secteurs du Vacher et de Fiarey sont maintenus car ils constituent des premiers plans, en visibilité avec le château d'Uriage, sur lesquels se détachent les parties urbanisées. Leur vocation à long terme est de devenir des espaces naturels d'accompagnement de l'activité touristique et thermique d'Uriage.</p> <p><b>Les secteurs Ae</b> : qui correspondent aux activités équestres et leurs équipements d'accompagnement. Ces secteurs sont délimités pour favoriser un regroupement des installations et préserver les espaces agricoles et naturels situés alentour.</p> <p><b>Les secteurs Aco indicés</b>  Sur la base de l'étude spécifique sur les corridors biologique menée en concertation avec les représentants de la profession agricole et ceux chargés de la protection de l'environnement, des secteurs ont été identifiés. Les corridors sont identifiés en fonction de la nature, de la vocation et du mode de gestion de l'espace qu'ils recouvrent. Au titre de l'article L.123.1-7 du Code de l'urbanisme, pour protéger les sites pour des raisons écologiques (libre circulation de la faune), les occupations et utilisations du sol sont fortement limitées.</p> <p>Les corridors de type supra communaux : (<i>corridors surfaciques</i>) leur largeur est variable et atteint parfois plusieurs centaines de mètres. Ils ont repérés par l'indice 1 (<b>Aco1</b>).</p>

	<p>Les corridors communaux : (<i>corridors linéaires polyvalents</i>) les corridors linéaires polyvalents sont de largeur différente suivant leur importance : 30 à 50 mètres de part et d'autre des réseaux constitués par le regroupement de corridors simples ou en jonction des espaces naturels importants. Ils ont repérés par l'indice 2 <b>(Aco2)</b>.</p> <p>Les corridors linéaires aquatiques : ils suivent les préconisations du Schéma Directeur de l'agglomération grenobloise. Leur largeur est de 10 mètres de part et d'autre du réseau hydrographique simple. Ils ont repérés par l'indice 3 <b>(Aco3)</b>.</p> <p>Les corridors ponctuels : il s'agit des points de jonction, de conflit ou d'identification. Ils sont identifiés par une étoile *sur le document graphique et renvoient à l'article L. 123.1-7 et R.123-8 du Code de l'Urbanisme</p>
<b>Explication des règles</b>	<p>Dans la zone agricole, avec les changements apportés par la loi, aucun bâtiment non agricole n'est autorisé.</p> <p>- Pour les constructions à usage d'habitation, (logement de l'exploitant et des actifs agricoles ayant une utilité directe sur l'exploitation), la surface est limitée à 180 m² de SHON ; cette règle suit les préconisations des notes méthodologiques des différents services de l'État qui sont jointes dans le Porter à connaissance de la Préfecture de l'Isère.</p> <p>Les pentes de toiture comprises entre 15% et 80% sont fixées pour permettre la réalisation des constructions de type agricoles.</p> <p><b>Dans les secteurs Aa</b></p> <p>Seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'activité de la zone de type hangar ou abris en bois pour animaux parqués (ouverts au moins sur une face, d'une surface maximale de 20 m² et d'une hauteur au faîtage de 3,50 m au maximum), et sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente. Cette règle est instituée pour limiter les constructions dans ces espaces qui présentent un fort intérêt paysager (espaces dégagés, effet de crête etc. ...) qui perdraient alors ce caractère.</p> <p><b>Dans le secteur Ae :</b></p> <p>La hauteur des constructions est limitée à 10 m hors tout. Cette règle est prescrite dans un souci de continuité par rapport au règlement du POS de 2001.</p>

## 2.2.5. Les zones naturelles et forestières

### 2.2.5.1. La zone N

<b>Caractéristiques De la zone</b>	<p>Il s'agit d'une zone naturelle, équipée ou non, faisant l'objet d'une protection particulière en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, faunistique et floristique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturels, soit pour affirmer une continuité à un espace d'intérêt écologique ou une coupure à l'urbanisation.</p> <p>Elle comprend :</p> <p><b>Un secteur Nna</b> (natura 2000) : qui correspond au site Natura 2000;</p> <p><b>un secteur Nc</b> (camping) : réservé aux activités de camping caravaning;</p> <p><b>un secteur Nch</b> (château d'Uriage) : qui correspond au château d'Uriage;</p> <p><b>des secteurs Nco</b> (corridors biologiques)</p> <p><b>des secteurs Nh</b> (habitat) : où les transformations, aménagements et extensions des constructions existantes sont réglementées;</p> <p><b>Un secteur Nh1</b> : qui correspond à l'ancien hameau de La Relatière;</p> <p><b>Un secteur Nit</b> (touristique) : qui correspond au secteur de l'auberge St Michel, qui permet d'accueillir des activités touristiques en relation avec la station thermale d'Uriage ou les espaces naturels de la commune;</p> <p><b>des secteurs Nj</b> (jardins) : correspondant aux jardins;</p> <p><b>un secteur Nm</b> (Marais): correspondant au secteur du Marais;</p> <p><b>un secteur Ns</b> (sensible): qui correspond à des espaces de marais, zone humide ainsi qu'aux espaces couverts par l'inventaire ZNIEFF,</p> <p><b>un secteur Nt</b> : qui correspond au parc thermal d'Uriage, dans lequel le développement d'activités sportive, de loisirs et culturelle est autorisé.</p>
<b>Localisation</b>	<p><b>Un secteur Nna</b> (natura 2000) : est situé dans la pointe est de la commune en limite de Chamrousse;</p> <p><b>le secteur Nc</b> (camping) est situé au Buissons</p> <p><b>le secteur Nch</b> (château d'Uriage) est délimité autour du château d'Uriage</p> <p><b>les secteurs Nh</b> (habitat) sont localisés de façon diffuse dans des zones agricoles ou naturelles</p> <p><b>Un secteur Nh1</b> : est situé au hameau de La Relatière;</p> <p><b>Un secteur Nit</b> (touristique) : est situé dans le vallon du Sonnant;</p> <p><b>des secteurs Nco</b> (corridors biologiques)</p> <p><b>des secteurs Nj</b> (jardins) sont localisés à Villeneuve et au Replat de Pinet</p> <p><b>le secteur Nm</b> (Marais): est situé au Marais</p> <p><b>des secteurs Ns</b> (sensible): situés à Villeneuve, sur les coteaux de la Ronzière, au Marais et au Marais Chaud et dans la partie haute de la commune en dessous de Chamrousse.</p> <p><b>un secteur Nt</b> (thermal) est situé à Uriage</p>
<b>Justification du zonage</b>	<p>Le classement prend en compte les espaces boisés présentant des essences de type forestière et non des plantations de type agricole</p> <p>Il identifie les secteurs déjà urbanisés (isolés ou groupés) qui sont dans classés en espaces naturels ou agricoles au Schéma directeur de la région grenobloise.</p> <p><b>le secteur Nna</b> (natura 2000) : permet d'identifier le sites classé Natura 2000 et d'assurer sa protection.</p> <p><b>le secteur Nc</b> (camping) : permet d'identifier le terrain couvert par l'activité du camping du Buissons et de délimiter son périmètre.</p>

	<p><b>les secteurs Nh</b> (habitat)            Dans ces secteurs, les constructions existantes sont isolées dans des espaces à caractère naturel ou agricole; leur transformation, aménagement et extension est réglementée; Il s'agit de permettre à ces constructions de pouvoir s'adapter à l'évolution des modes de vie et permettre de conserver le patrimoine</p> <p><b>le secteur Nh1</b> : délimite le hameau de La Relatière et permet d'appliquer des règles spécifique pour son évolution.</p> <p><b>des secteurs Nco</b> (corridors biologiques) Au titre de l'article L.123.1-7 du Code de l'urbanisme, pour protéger le site pour des raisons écologiques (libre circulation de la faune), les occupations et utilisations du sol sont limitées.</p> <p><b>des secteurs Ns</b> (<i>sensible</i> : Ces secteurs correspondent aux espaces qui présentent une sensibilité environnementale et à ceux couverts par l'inventaire ZNIEFF de type I.</p>
<b>Explication des règles</b>	<p>Le présent règlement autorise une extension plus modérée de l'habitat (à hauteur de 25m<sup>2</sup> de SHON) uniquement pour des raisons de salubrité ou d'hygiène. Cette évolution permet ainsi l'adaptation des bâtiments anciens situés dans ce type de secteur tout en préservant le caractère naturel de la zone.</p> <p><b>les secteurs Nh</b> (habitat)            1 – le changement de destination, dans le volume des bâtiments existants, pour l'habitat, l'artisanat ou le service, à condition :            - que la SHON maximum après aménagement soit inférieure à 200 m<sup>2</sup>;            - que l'emprise au sol du bâtiment existant ne soit pas inférieure à 40 m<sup>2</sup> ;            - que les annexes de tous types soient comprises dans le strict volume existant, sauf pour les piscines non couvertes.            2 – l'extension des bâtiments d'habitation existants sans changement de destination à condition :            - que la SHON maximum après aménagement soit inférieure à 200 m<sup>2</sup>;            Ces règles sont instaurées pour autoriser l'aménagement des bâtiments significatifs et éviter que de simples petits édifices (ancien garage par exemple) ne se transforment en habitation.            Le changement de destination et l'aménagement dans les volumes des bâtiments existants dans la limite de 200 m<sup>2</sup> ainsi que l'extension des bâtiments existants dans la limite de 200 m<sup>2</sup> de SHON sont autorisés afin de permettre la mise en valeur du patrimoine bâti existant.</p> <p>Dans le cas de l'aménagement de plusieurs bâtiments attenants ou accolés autorisés aux alinéas 1 et 2 du règlement, la surface aménageable cumulée est limitée à 300 m<sup>2</sup> de SHON.            Pour sauvegarder le patrimoine bâti, la démolition (non accidentelle) dans le but de reconstruire sur le même emplacement n'est pas autorisée.</p> <p><b>Le secteur Nh1</b> : les règles correspondent à celles des hameaux qui sont situés en zones urbaine.</p> <p><b>des secteurs Nco</b> (corridors biologiques)            Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et aux corridors biologiques. Elles ne doivent pas apporter de perturbations thermo hygrométriques importantes. Elles doivent être accompagnées de plantations de haies bocagères. Les clôtures doivent être perméables pour permettre la libre circulation de la petite faune.</p>




<b>Explication des règles</b>	<b>des secteurs Ns (<i>sensible</i>)</b> La mise en valeur de ces espaces est possible car les aménagements strictement nécessaires à l'accueil du public, à l'entretien de ces espaces (ex : sentier botanique) et aux activités scientifiques liées à l'observation du milieu naturel (ex : observatoire sur pilotis) sont autorisés. Les exhaussements et excavations, de quelques dimensions qu'ils soient, sont interdits.
-------------------------------	---

## 2.3. Les trames

---

### 2.3.1. Les trames générales

	<b>Les trames</b>	<b>Explications</b>
<b>Les EBC</b>		Ils protègent les boisements en garantissant l'état boisé (interdiction de dessoucher)

### 2.3.2. Les emplacements réservés

Les emplacements réservés mentionnés se font tous au profit de la commune.  
Ils sont regroupés par secteur géographique pour permettre de les identifier plus facilement.

#### SECTEUR DU BOURG

##### **Emplacement réservé A1 :**

Localisation : LE BOURG ALLEE DES TILLEULS

Parcelles : AP N° 15-16-39-42-45-46-47-48-224-225

Objet : Création d'un chemin piéton

Justification : L'allée des Tilleuls est étroite et la circulation des piétons s'avère délicate. Pour assurer la sécurité des piétons la commune souhaite aménager un cheminement qui prendra en compte le mur existant.

##### **Emplacement réservé A2 :**

Localisation : LE BOURG

Parcelles : AP ° 44 - 45 - 46- 53

Objet : Création d'un chemin piéton

Justification : Ce chemin était pratiqué par le passé. Pour favoriser la circulation des piétons dans le bourg, notamment vers l'école Notre Dame, la commune souhaite rendre public cet itinéraire et en assurer l'entretien.

##### **Emplacement réservé A3 :**

Localisation : LE BOURG - CHEMIN DU MOULIN

Parcelles : AO N° 50-61

Objet : Elargissement chemin du Moulin

Justification : Le chemin du Moulin est étroit et pentu au débouché sur la RD 280. Il s'agit, dans ce secteur, qui verra l'aménagement de la zone AUA et celle de la Mairie, de faciliter la circulation des véhicules et des piétons.

##### **Emplacement réservé A4 :**

Localisation : LE BOURG entre le carrefour nord et le chemin du Moulin

Parcelles : AO N° 50-159

Objet : Création d'espace public

Justification : L'aménagement de la zone AUA implique la création d'une voie de desserte interne à la zone. Cette voie, au caractère d'une allée plantée piétonne, permettra la mise en relation entre le chemin du Tapas et le chemin du Moulin. Une étude réalisée par le cabinet Pierre BELLI-RIZ « secteur de la Mairie, premières réflexions décembre 2001 » avait mis en évidence l'utilité de cette voie de liaison haute, se prolongeant au-delà de la Mairie en direction du parc de la propriété Chevrant- Breton.

##### **Emplacement réservé A5 :**

Localisation : IMPASSE DU TAPAS

Parcelles : AO N° 190

Objet : Aménagement de voirie

Justification : La voie actuelle est étroite. Elle sera reliée, à terme, avec le chemin du Tapas et le chemin du Moulin, par une liaison piétonne. Cette voie doit être aménagée pour assurer des conditions satisfaisantes de circulation des services publics et des piétons.

**Emplacement réservé A6 :**

Localisation : CHEMIN DU MOULIN

Parcelles : AO N° 191 - 192 - 193

Objet : Création d'un chemin piéton

Justification : Ce chemin était pratiqué autrefois. La commune souhaite lui redonner son usage public et permettre la mise en relation avec l'impasse du Tapas.

**Emplacement réservé A7:**

Localisation : CHEMIN DES AGNEAUX

Parcelles : AP N° 82-169-172-219-220-233-277-278-281-282

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Le chemin des Agneaux est étroit dans cette section. La commune souhaite l'aménager pour faciliter la circulation au débouché sur la RD 280 et permettre aux piétons de se déplacer dans des conditions sécurisantes.

**Emplacement réservé A8 :**

Localisation : LE BOURG

Parcelles : AP N° 172

Objet : Aménagement espace public

Justification : Cet espace est nécessaire au bon fonctionnement du secteur qui comporte beaucoup d'équipements. Il pourra permettre, par exemple, la réalisation d'un jardin d'agrément et d'espace de stationnement pour des manifestations occasionnelles (proximité de l'église, du Belvédère, de la piscine). Des équipements publics complémentaires sont autorisés.

**Emplacement réservé A9 :**

Localisation : ALLEE SAINT FERRIOL

Parcelles : AP N° 153 - 154

Objet : Prolongement et aménagement Chemin Saint Ferriol

Justification : Le lotissement Clos Fleurs et Neige est desservi par une seule voie d'accès actuellement. Pour des motifs de sécurité, d'accès des services publics et de santé, il est important que cette allée, tout en conservant son caractère, puisse en cas de nécessité servir d'accès de secours pour le clos Fleurs et Neige.

**Emplacement réservé A10 :**

Localisation : SAINT-MARTIN-EST

Parcelles : AO N° 139 140 141

Objet : Création d'un chemin public

Justification : Ce chemin piéton permettra la circulation des piétons suivant un itinéraire qui va de la piscine au chemin du Tapas, en passant par l'arrière de la mairie.

**Emplacement réservé A11 :**

Localisation : CHEMIN PIETONNIER DU MOULIN

Parcelles : section B, parcelle 511

Objet : Aménagement d'un chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. Pour cela elle souhaite classer dans le domaine public des chemins existants ou des itinéraires qui étaient autrefois pratiqués.

**Emplacement réservé A12 :**

Localisation : PRE DE LA VACHERE

Parcelles : AH N° 328, 334, 599 AO N° 5, 10

Objet : Aménagement de carrefour RD 211

Justification : Les 2 zones AU du bourg situées à Champ Palet et Pré La Vachère ont vocation à être ouvertes à l'urbanisation. L'aménagement du carrefour sur RD est la condition nécessaire pour permettre cette ouverture. En effet l'apport de population et de véhicules qui utiliseront ce carrefour, actuellement inadapté, va accroître la dangerosité à cette intersection

**Emplacement réservé A13 :**

Localisation : LE BOURG

Parcelles : AP N° 1 - 9 AO N° 145-55-151-159-160

Objet : Réalisation d'un aménagement de voirie

Justification : Cet aménagement doit servir de carrefour d'entrée du bourg. Il permettra de réguler la circulation automobile, de marquer le début de la séquence urbaine, de contribuer à la réduction de la vitesse des véhicules. Il permettra également d'accéder à la zone AUA.

**Emplacement réservé A14 :**

Localisation : LES AVEUX - LE BELIN

Parcelles : AH N° 351-288-290-287-286-36-35-27-6-7-9

Objet : Aménagement d'un sentier LES AVEUX - LE BELIN

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. Pour cela elle souhaite classer dans le domaine public des chemins existants ou des itinéraires qui étaient autrefois pratiqués. C'est le cas pour le chemin piétonnier des Aveux au Belin.

**Emplacement réservé A15 :**

Localisation : LE BOURG CIMETIERE

Parcelles : AB N° 272

Objet : Extension cimetière

Justification : La commune souhaite étendre le périmètre du cimetière afin d'assurer les besoins en emplacements pour l'avenir.

**Emplacement réservé A16 :**

Localisation : BELVEDERE

Parcelles : AP N° 343

Objet : Création d'un chemin public

Justification : Ce chemin piéton entre l'Allée des Petites Maisons et la Route d'Uriage doit faciliter l'accès piéton aux écoles. Il assure le maillage des chemins et se poursuit notamment vers le Meffrey.

**Emplacement réservé A17 :**

Localisation : RICHARDIERE

Parcelles : AB N° 103, 387

Objet : Réalisation d'un équipement public (services techniques)

Justification : Le regroupement des services techniques est nécessaire pour améliorer son fonctionnement et son efficacité. Après l'étude des différents sites possible, c'est celui de la Richardière qui a été retenu car il offre le tènement foncier suffisant, une bonne accessibilité et les nuisances éventuelles ne produiront pas de gêne pour les riverains.



**Emplacement réservé A18 :**

Localisation : RICHARDIERE

Parcelles : AN N°8-15-16-104 AB N°108 - 278 AN N°8-9-11-1 04

Objet : Élargissement d'un chemin

Justification : L'élargissement du Chemin du Camp et du chemin de la Richardière est nécessaire pour faciliter la circulation des véhicules qui accèdent à la salle de la Richardière.

**Emplacement réservé A19 :**

Localisation : CHEMIN DU MOLLARD

Parcelles : AK N°9

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé A20 :**

Localisation : CHEMIN DE CHAVANOZ

Parcelles : AI N°362-363-33

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il s'agit de remettre en état cette partie de la voie pour améliorer la circulation et permettre qu'elle soit praticable sur toute sa longueur.

**Emplacement réservé A21 :**

Localisation : AUX OUGERS

Parcelles : AI N°147

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé A22 :**

Localisation : LE PERRIN

Parcelles : AI N°539

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé A23 :**

Localisation : LE BOURG

Parcelles : AO N°65,76

Objet : Aménagement d'un chemin piéton

Justification : Il s'agit de permettre la relation entre le chemin de Pré Roudon et la mairie pour rendre l'itinéraire le plus direct possible, ce qui garantit son usage.

**Emplacement réservé A24 :**

Localisation : LE BOURG PRE LA VACHERIE

Parcelles : AH N°330

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé A25 :**

Localisation : LE BOURG CHAMP PALET

Parcelles : AH N°342

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé A26:**

Localisation : LE BOURG CHEMIN DU TAPAS

Parcelles : AO N°159, 160, 161,

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé A27 :**

Localisation : LES BONNETS

Parcelles : AI N°123, 124

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il s'agit d'un élargissement de la voie pour faciliter la circulation et les manœuvres des véhicules des services publics.

**SECTEUR D'URIAGE**

**Emplacement réservé B1:**

Localisation : NOYARET ET SALLE

Parcelles : AK N°1-2-3-4-5-276-228-223 -

Objet : Protection des Sources Thermales

Justification : Rendre public le périmètre de protection sanitaire et assurer la protection de la ressource en eau thermique

**Emplacement réservé B2 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°158

Objet : Parc Thermal d'URIAGE

Justification : Il s'agit de rendre public l'ensemble du tènement qui constitue le parc d'Uriage. Cela garantira son intégrité et les conditions de son entretien.

**Emplacement réservé B3 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°91 - 92

Objet : Parc Thermal d'Uriage secteur sud

Justification : Il s'agit de rendre public l'ensemble du tènement qui constitue le parc d'Uriage. Cela garantira son intégrité et les conditions de son entretien.

**Emplacement réservé B4 :**

Localisation : LE SONNANT

Parcelles : AB N°121-131-132

Objet : Parc vallon du Sonnant

Justification : Il s'agit de pouvoir réaliser, à l'entrée nord d'Uriage, des aménagements paysagers et de loisirs. Ils pourront accueillir également du stationnement dont la station a grandement besoin.

**Emplacement réservé B5 :**

Localisation : LE SONNANT CHEMIN DE LA FONDERIE

Parcelles : AB N°315

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé B6 :**

Localisation : LE SONNANT COTE CASSIN

Parcelles : AB N°214, 323

Objet : Elargissement de chemin, aménagement d'espace public

Justification : Il s'agit de pouvoir faciliter le passage des services publics et d'aménager un espace pour la collecte des ordures ménagères.

**Emplacement réservé B7 :**

Localisation : LE SONNANT

Parcelles : B N°524

Objet : Réalisation d'un bassin d'orage

Justification : L'objectif est de pouvoir assurer la régularisation du fonctionnement de la station d'épuration, notamment pour assurer le bon fonctionnement en cas de crue d'orage.

**Emplacement réservé B8 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°21

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé B9 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°24

Objet : Création de voirie publique

Justification : Dans le cadre de la mutation du secteur Cathiard Halot, « l'étude de secteur » menée en 2006/2007 par le cabinet Pierre Belli-Riz a déterminé un réseau de voie et de contre allée pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilitent l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire).

**Emplacement réservé B10 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°21

Objet : Création de voirie publique

Justification : Dans le cadre de la mutation du secteur Cathiard Halot, «l'étude de secteur» menée par le cabinet Pierre Belli-Riz a déterminé un réseau de voie et de contre allée pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilite l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire).

**Emplacement réservé B11 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°19

Objet : Création de voirie publique

Justification : Dans le cadre de la mutation du secteur Cathiard Halot, «l'étude de secteur» menée par le cabinet Pierre Belli-Riz a déterminé un réseau de voie et de contre allée pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilite l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire).

**Emplacement réservé B12 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°19, 21

Objet : Création de voirie publique

Justification : Dans le cadre de la mutation du secteur Cathiard Halot, «l'étude de secteur» menée par le cabinet Pierre Belli-Riz a déterminé un réseau de voie et de contre allée pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilite l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire).

**Emplacement réservé B13 :**

Localisation : URIAGE

Parcelles : AM N°14, 172

Objet : Elargissement de l'emprise publique

Justification : Dans le cadre de la mutation du secteur Cathiard Halot, «l'étude de secteur» menée par le cabinet Pierre Belli-Riz a déterminé un réseau de voie et de contre allée pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilite l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire). L'aménagement de l'avenue des Thermes nécessite un élargissement de l'emprise publique.

**SECTEUR DE VILLENEUVE**

**Emplacement réservé C1 :**

Localisation : VILLENEUVE

Parcelles : A N°168, 169

Objet : Aménagement de voirie

Justification : L'aménagement d'un carrefour sur la route de Villeneuve conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU. Il s'agit de réaliser un aménagement assurant un débouché sécurisé qui garanti des conditions de circulation satisfaisantes pour les véhicules et les piétons.



**Emplacement réservé C2 :**

Localisation : VILLENEUVE AGES

Parcelles : AR N° 88, 158

Objet : Aménagement espace public

Justification : Il s'agit de réaliser un équipement de loisir qui complètera l'équipement existant.

**Emplacement réservé C3 :**

Localisation : VILLENEUVE

Parcelles : AR N° 105, 106

Objet : Aménagement d'un chemin piéton

Justification : Il s'agit de réaliser un chemin qui relira la route d'Herbeys et le lavoir. Ce chemin permettra d'élargir l'éventail des possibilités d'itinéraires de promenade.

**Emplacement réservé C4 :**

Localisation : VILLENEUVE

Parcelles : AR N° 136

Objet : Aménagement d'un espace public de stationnement

Justification : Il s'agit d'augmenter et d'améliorer les conditions de stationnement à proximité du cimetière de Villeneuve.

**Emplacement réservé C5 :**

Localisation : VILLENEUVE

Parcelles : AR N° 6

Objet : Extension du cimetière

Justification : La commune souhaite étendre le périmètre du cimetière de Villeneuve afin d'assurer les besoins en emplacements pour l'avenir.

**SECTEUR DE BOULLOUD**

**Emplacement réservé D1 :**

Localisation : BOULLOUD

Parcelles : AL N° 515

Objet : Réalisation de voirie

Justification : La réalisation de la voie publique entre la route de Bouloud et le chemin des noyers permettra ensuite l'accès à la zone nord (aux Barnelles) dans des conditions satisfaisantes. En effet, ce secteur se compose de deux zones AU dont l'aménagement est lié pour des raisons de topographie et d'accès. Le secteur sud doit s'aménager en premier.

**Emplacement réservé D2 :**

Localisation : BOULLOUD

Parcelles : AL N° 582

Objet : Réalisation de voirie

Justification : La réalisation de la voie permettra ensuite l'accès à la zone AU (aux Barnelles) dans des conditions satisfaisantes. En effet, ce secteur se compose de deux zones AU dont l'aménagement est lié pour des raisons de topographie et d'accès.

**Emplacement réservé D3 :**

Localisation : BOULLOUD

Parcelles : AL N° 767, 768

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement du carrefour sur la VC n°5 est destiné à garantir une accessibilité sécurisée de la zone AU de Grand Journal. Son aménagement conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU.

**Emplacement réservé D4 :**

Localisation : BOULLOUD GRAND JOURNAL

Parcelles : AL N°157, 153

Objet : Création d'un chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement des zones de future urbanisation est l'occasion de compléter ce réseau. La création du chemin permettra de rejoindre la VC n°5 dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les piétons du secteur.

**Emplacement réservé D5 :**

Localisation : BOULLOUD

Parcelles : AL N°45, 153

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement de la zone AU de Grand Journal doit amener une augmentation de la population et de la circulation des personnes et des véhicules. Un carrefour d'entrée est nécessaire pour permettre une urbanisation harmonieuse de la zone.

**Emplacement réservé D6 :**

Localisation : CHEMIN DE LA FERRONNERIE

Parcelles : AL N°809-832-501-829

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il s'agit d'améliorer la circulation et de permettre le retournement des véhicules de service public.

**Emplacement réservé D7 :**

Localisation : GRANGE MATHIEU

rendre public la liaison piétonne

Objet : Rendre public la liaison piétonne existante

Justification : Il s'agit de rendre public la liaison piétonne entre Grange Mathieu et les Bettons pour en assurer la pérennité et l'entretien.

**Emplacement réservé D8 :**

Localisation : BARRAUX

Parcelles : AK N°141 -142

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D9 :**

Localisation : AU REPLATON - PRE TARDY

Parcelles : AL N°205

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D10 :**

Localisation : LES ODDOZ

Parcelles : AL N°849

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D11 :**

Localisation : LES ODDOZ LIVAS

Parcelles : AL N°319

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il S'agit d'élargir la chaussée pour permettre le retournement des cars.

**Emplacement réservé D12 :**

Localisation : AUX BURINS

Parcelles : AL N°305

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D13 :**

Localisation : LA COMBE DES VACHERS

Parcelles : AL N°643

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D14 :**

Localisation : LES CORJONS

Parcelles : AL N°97-624

Objet : Aménagement de voirie

Justification : L'aménagement du carrefour sur la route du Vernon est destiné à garantir une accessibilité sécurisée de la zone AU des Oddoz. Son aménagement conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU.

**Emplacement réservé D15 :**

Localisation : LES CORJONS

Parcelles : AL N°355

Objet : Aménagement de voirie

Justification : L'aménagement du carrefour sur la route du Vernon est destiné à garantir une accessibilité sécurisée de la zone AU des Oddoz. Son aménagement conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU.

**Emplacement réservé D16 :**

Localisation : LA RELATIERE

Parcelles : AK N°351, 353, 355

Objet : Sauvegarde et mise en valeur de l'ancienne glacière

Justification : cet aménagement est envisagé à la suite du travail de la commission de sauvegarde du patrimoine communal.

**Emplacement réservé D17 :**

Localisation : LA RELATIERE

Parcelles : AK N°153,156

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé D18 :**

Localisation : BOULLOUD

Parcelles : AL N°15

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé D19 :**

Localisation : BOULLOUD GRAND JOURNAL

Parcelles : AL N°153

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**SECTEUR DE SAINT-NIZIER**

**Emplacement réservé E1 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N°70, 71, 74, 85, 353, 648

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement des zones AU doit amener une augmentation de la population et de la circulation des personnes et des véhicules. Pour que cette urbanisation se fasse dans des conditions sécurisées, la réalisation d'un carrefour entre RD280 et RD280b doit être réalisée au préalable.

**Emplacement réservé E2 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N°67, 70, 157, 353, 431

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement des zones AU doit amener une augmentation de la population et de la circulation des personnes et des véhicules. Pour que cette urbanisation se fasse dans des conditions sécurisées, la réalisation d'un carrefour RD280 chemin du Sansaret doit être engagée au préalable.

**Emplacement réservé E3 :**

Localisation : SANSARET

Parcelles : AC N°354-77-353

Objet : Aménagement de voirie

Justification : L'impasse du Sansaret présente des conditions de gabarit et de topographie délicates. L'aménagement de la voirie permettra d'améliorer ces conditions et notamment le stationnement.



**Emplacement réservé E4 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N° 84, 86, 104

Objet : Aménagement de voirie, chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement des zones de future urbanisation est l'occasion de compléter ce réseau. La création du chemin permettra de rejoindre le centre de Saint-Nizier dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les piétons du secteur.

**Emplacement réservé E5 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N° 84,86

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'ouverture de la zone AU du centre de Saint-Nizier doit amener une augmentation de la population et de la circulation des personnes et des véhicules. Pour que cette urbanisation se fasse dans des conditions sécurisées, la réalisation d'un carrefour avec la RD280b doit être engagée au préalable.

**Emplacement réservé E6 :**

Localisation : SAINT-NIZIER CENTRE

Parcelles : AC N°85, 86, 87, 88, 90,

Objet : Aménagement de voirie, chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement des zones de future urbanisation est l'occasion de compléter ce réseau. La création du chemin permettra de rejoindre le centre de Saint-Nizier dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les piétons du secteur.

**Emplacement réservé E7 :**

Localisation : SAINT-NIZIER (VC1)

Parcelles : AC N° 46-49-50-485

Objet : Aménagement chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement du chemin permettra de rejoindre le centre de Saint-Nizier dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les piétons du secteur.

**Emplacement réservé E8 :**

Localisation : SAINT-NIZIER CENTRE

Parcelles : AC N°91

Objet : Aménagement chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement des zones de future urbanisation est l'occasion de compléter ce réseau. La création de ce chemin permettra de rejoindre le centre de Saint-Nizier de façon directe et dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les piétons du secteur.

**Emplacement réservé E9 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N°16, 33, 90

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement du carrefour chemin de Marguai et VC n°20 (route de Venon) est nécessaire pour permettre une augmentation de la circulation, car en l'état actuel il ne permet pas un accès sécurisé.

**Emplacement réservé E10 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N°96, 97, 99, 100, 382, 641, 684, 685

Objet : Elargissement de voirie

Justification : L'aménagement de cette voie, actuellement trop étroite, permettra de réaliser un accès secondaire à la zone AU du centre de Saint-Nizier et favorisera le maillage des voies de circulation.

**Emplacement réservé E11 :**

Localisation : MARGUAI

Parcelles : B N°438

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé E12 :**

Localisation : St NIZIER EN JANET

Parcelles : AC N°46, 323, 636

Objet : Aménagement de carrefour

Justification : L'aménagement du carrefour permettra d'améliorer les changements de directions sur la route de champ Ruti.

**Emplacement réservé E13 :**

Localisation : L'ACHARD

Parcelles : AC N°331,613

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé E14 :**

Localisation : St NIZIER EN JANET

Parcelles : AC N°565, 566

Objet : Aménagement de stationnement et espace public

Justification : Il s'agit d'organiser le stationnement des véhicules pour l'habitat existant dans le secteur et pour faciliter les activités et l'accès pour se rendre à la chapelle de Saint-Nizier.

**Emplacement réservé E15 :**

Localisation : SANSARET

Parcelles : AC N°136

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé E16 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : C N°246-247-264

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé E17 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N° 263, 293, 294, 527, 565, 566, 597, 606, 608,

Objet : Aménagement de voirie, chemin piéton

Justification : La commune souhaite réaliser un réseau de chemins sur l'ensemble de son territoire, pour faciliter la circulation par des modes doux de déplacement. L'aménagement d'un cheminement pour les piétons le long de la RD 280b route de Saint-Nizier pour relier le Rossin permettra de compléter ce réseau.

**Emplacement réservé E18 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N° 86, 93, 696

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**SECTEUR DE PINET**

**Emplacement réservé F1 :**

Localisation : PINET

Parcelles : D N° 674

Objet : Aménagement espace public

Justification : Il s'agit de pouvoir pérenniser l'organisation des manifestations qui se déroulent chaque année dans le hameau de Pinet. Cet aménagement est destiné à la réalisation d'un espace de champ de foire.

**Emplacement réservé F2 :**

Localisation : PINET

Parcelles : AE N° 19

Objet : Extension cimetière de Pinet

Justification : La commune souhaite étendre le périmètre du cimetière de Pinet afin d'assurer les besoins en emplacements pour l'avenir.

**Emplacement réservé F4 :**

Localisation : PINET

Parcelles : D N° 679, 680, 681

Objet : Réalisation d'un équipement du réseau d'eaux usées

Justification : L'amélioration progressive du réseau d'eaux usées implique la mise en place de divers équipements. Cet emplacement est prévu pour une station de relevage des eaux usées.

**Emplacement réservé F5 :**

Localisation : SAINT-NIZIER PLATRE

Parcelles : AD N° 7

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F6 :**

Localisation : PINET

Parcelles : AE N°482

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il s'agit d'organiser la desserte du cimetière de Pinet et compte tenu de la topographie de permettre une circulation en sens unique avec un débouché sur la route de Pinet

**Emplacement réservé F7 :**

Localisation : La RONZIERE

Parcelles : C N°210

Objet : Aménagement de voirie

Justification : Il s'agit d'un aménagement de voirie destiné à améliorer le fonctionnement du carrefour existant et de permettre de réaliser des places de stationnement pour les habitants du hameau.

**Emplacement réservé F8 :**

Localisation : GROSSE PIERRE

Parcelles : C N°299 - 298

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F9 :**

Localisation : LA RONZIERE

Parcelles : C N°153

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F10 :**

Localisation : CHAMP RAVET

Parcelles : AH N°11

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F11 :**

Localisation : LES ROUX

Parcelles : AE N°140-141 AH N°495

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F12 :**

Localisation : LES SARRASINIERES

Parcelles : AE N°201

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions. Il doit permettre également l'extension du réservoir.



**Emplacement réservé F13 :**

Localisation : REPLAT de PINET LES PLANCHES

Parcelles : E N°210

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F14 :**

Localisation : REPLAT de PINET

Parcelles : E N°219

Objet : Aménagement espace public

Justification : Il s'agit d'un aménagement destiné à la réalisation d'un espace public de loisir et qui pourra améliorer le fonctionnement des services publics (l'affichage, le tri sélectif, le stationnement par exemple).

**Emplacement réservé F15 :**

Localisation : LE REPLAT

Parcelles : AE N°58

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé F16 :**

Localisation : LE ROSSIN

Parcelles : AC N°258

Objet : Réalisation de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat

Justification : Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des emplacements réservés à la construction de logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, ont été étudiés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier.

**Emplacement réservé F17 :**

Localisation : AU GAZ

Parcelles : AU N°96 F N°107

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

## SECTEUR DE L'ENVERS

### **Emplacement réservé G1 :**

Localisation : HAMEAU DE CORPS

Parcelles : D N°938

Objet : Aménagement espace public

Justification : Il s'agit de pouvoir réaliser un espace d'agrément (loisir détente) pour les résidents locaux. Il pourra également servir au renforcement des services au public.

### **Emplacement réservé G3 :**

Localisation : CORPS JACQUEMONT

Parcelles : D N°1349

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

### **Emplacement réservé G4 :**

Localisation : MOLLARD ET MICHAUX

Parcelles : D N°13 85 M

Objet : Réservoir de Corps

Justification : Il s'agit d'aménager l'accès au réservoir et de permettre la transformation de celui-ci.

### **Emplacement réservé G5 :**

Localisation : PRE DU CHAIX

Parcelles : D N°1124

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

### **Emplacement réservé G6 :**

Localisation : CHENEVARY-GRAND VIOLET

Parcelles : D N°1330

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

### **Emplacement réservé G7 :**

Localisation : LES ROYETS

Parcelles : D N°1 201

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

### **Emplacement réservé G8 :**

Localisation : LES CORTIERES

Parcelles : D N°201

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

**Emplacement réservé G9 :**

Localisation : LES FERRATS

Parcelles : D N°89

Objet : Retournement

Justification : L'aménagement d'une aire de retournement permettra aux habitants, aux véhicules des services publics et de sécurité, de manœuvrer dans de meilleures conditions.

LES CAPTAGES

**Emplacement réservé S1 :**

Localisation : LE ROUX AU GAZ

Parcelles : AH N°113, 120, 121, 572

Objet : Construction d'un réservoir d'eau potable

Justification : Assurer à la commune, la capacité de distribution de la ressource en eau potable pour les besoins des habitants et pour la défense incendie.

**Emplacement réservé S2 :**

Localisation : LA RELATIERE

Parcelles : AK, N°96, 98, 99, 101, 102, 235, 367

Objet : Construction d'un réservoir d'eau potable

Justification : Assurer à la commune, la capacité de distribution de la ressource en eau potable pour les besoins des habitants et pour la défense incendie.

**Emplacement réservé S3 :**

Localisation : SAINT-NIZIER

Parcelles : AC N°293, 294, 566, 606, 608

Objet : Captage sources

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S4 :**

Localisation : LE BIT

Parcelles : AK N°120, 121,

Objet : Captage Le Bit

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S5 :**

Localisation : LES REPOSES

Parcelles : AI, N°274, 275

Objet : Captage source Dauphin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S6 :**

Localisation : PRE TARDY

Parcelles : AI N°269

Objet : Captage de Rivail

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S7 :**

Localisation : PRE TARDY

Parcelles : AI N°268

Objet : Captage de Rivail

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S8 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : AI N°260, 261

Objet : Captage Delphin Gavin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S9 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : AI N°260

Objet : Captage Delphin Gavin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S10 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : AI N°256, 257, 258, 259, 260

Objet : Captage Delphin Gavin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S11 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : AI N°252, 253

Objet : Captage Delphin Gavin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S12 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : AI N°249, 252

Objet : Captage Delphin Gavin

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S13 :**

Localisation : PRE MOLLARD

Parcelles : I N°46, 47

Objet : Captage des Bonnets

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S14 :**

Localisation : CHAVANAIS

Parcelles : AH N°106, 350

Objet : Captage La Ravinouze

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable



**Emplacement réservé S15 :**

Localisation : DRAYE DU BIER

Parcelles : G N° 143, 145

Objet : Captage de Fonfroide

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S16 :**

Localisation : DRAYE DU BIER

Parcelles : G N° 146

Objet : Captage SIEC Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable:

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S17 :**

Localisation : BADINIÈRE

Parcelles : H N° 44, 45

Objet : Captage de Burines et de Verdeau

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S18 :**

Localisation : VILLENEUVE

Parcelles : A N° 319, 320, 324, 325, 326, 327, 328

Objet : Captage source de Villeneuve

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

**Emplacement réservé S19 :**

Localisation : LES REPOSES

Parcelles : AI, N° 273

Objet : Captage Muriennaise n°3, source Pras

Justification : Rendre public le périmètre de protection immédiat et assurer la protection de la ressource en eau potable

### 3. JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

#### 3.1. Définition des orientations d'aménagement

**Article L 123-1 du Code de l'urbanisme**

*« Les plans locaux d'urbanisme [...] peuvent, en outre, comporter des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Ces orientations peuvent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. »*

Les orientations d'aménagement constituent une pièce facultative du dossier du PLU, et depuis la loi Urbanisme et habitat de juillet 2003, elles sont distinctes du PADD. Quand elles sont jointes audit dossier, elles précisent sur les territoires à enjeux de la commune (quartier ou secteur<sup>84</sup>) les orientations de la collectivité. Ces orientations ne sont pas assimilables à un plan masse et restent schématiques ; elle donnent des indications sur le devenir d'un site à savoir les grandes lignes de son futur aménagement comme les dessertes (point de branchement avec les voies existantes par exemple) ou l'organisation générale du bâti (prise en compte des coupures verte, du paysage, type d'implantation...).

Elles permettent à la commune de préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître une restructuration (un quartier existant) ou un développement (une zone AU de future urbanisation<sup>85</sup>). Ainsi les opérations d'aménagement qui seront décidées dans ces secteurs devront être compatibles avec ces schémas et donc en respecter l'esprit, ce qui permet d'organiser un quartier ou un secteur en conservant une certaine souplesse au niveau opérationnel<sup>86</sup>.

<sup>84</sup> Article R. 123-3-1 du Code de l'urbanisme « Les orientations d'aménagement peuvent, par quartier ou par secteur, prévoir les actions et opérations d'aménagement mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 123-1. »

<sup>85</sup> Article R. 123-6 du Code de l'urbanisme « [...] Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.[...] »

<sup>86</sup> Article L. 123-5 du Code de l'urbanisme « [...]travaux ou opérations doivent en outre être compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 123-1 et avec leurs documents graphiques. »

## **3.2. Justification**

---

A Saint Martin d'Uriage, les orientations d'aménagement concernent 10 secteurs de la commune :

- 1 - Saint-Nizier, En Marguai
- 2 - Saint-Nizier, centre
- 3 - Saint-Nizier, est
- 4 – Le Rossin
- 5 – Le Bourg, chemin du Tapas
- 6 – Le Bourg, chemin des Aveux
- 7 – Bouloud est
- 8 – Bouloud ouest
- 9 – Les Oddoz
- 10 - Uriage

Elles indiquent les accès et liaisons de principes des zones de future urbanisation. Elles indiquent également les accès aux terres agricoles à maintenir ainsi que les chemins piétons à créer. Elles indiquent enfin la présence d'éléments à préserver et les éléments paysagers à réaliser.

L'ensemble de ces indications est donné pour garantir la bonne intégration de ces différents secteurs dans la structure urbaine existante, permettre la cohérence des tracés de liaisons entre les différentes zones de développement et assurer un fonctionnement sécurisé pour les personnes et les véhicules.

### **3.2.1. Saint-Nizier, En Marguai**

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est conditionnée par l'aménagement d'accès sécurisés et en premier lieu par celui du carrefour VC n°20 et chemin du Marguai (emplacement réservé E9). Pour préserver le caractère du chemin du Marguai un accès unique pour la zone au sera réalisé.

### **3.2.2. Saint-Nizier, centre**

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est conditionnée par la réalisation d'aménagements d'accès sécurisés et en premier lieu par celui du carrefour RD280 et RD280b (emplacement réservé E1) Un deuxième aménagement d'entrée est primordial pour assurer une bonne viabilité de cette zone (emplacement réservé E5). La voirie d'accès située au nord doit être élargie (emplacement réservé E10). La voie principale, reliée aux deux extrémités aux voies existantes assurera le maillage et empêchera l'enclavement du secteur. Compte tenu de la surface de cette zone et du nombre potentiel de construction et d'habitant, il est prévu la création d'une place publique centrale qui permettra d'assurer la mixité fonctionnelle sur la zone (espace public de loisir, commerces et services éventuels..). Cette place sera reliée avec le centre du hameau de St Nizier par un chemin piéton. Il permettra d'accéder en sécurité aux arrêts de transport en commun par exemple.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'État, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 10 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur. Ils seront implantés à proximité de la place centrale. Un chemin complémentaire (emplacement réservé E4) est à réaliser le long de la RD 280b pour sécuriser les parcours des piétons dans ce secteur. Cette zone est insuffisamment desservie en eau potable.

### **3.2.3. Saint-Nizier, est**

#### **3.2.3.1. Le secteur nord**

Cette zone AU est bordée de voies. Au sud la RD 280, à l'ouest la RD 280b, à l'est l'impasse du Sansaret. Les conditions de circulation rendent les accès dangereux. Les orientations d'aménagement cherchent à garantir des conditions de sécurité satisfaisantes notamment en cas de modification en zone urbaine dense. L'emplacement réservé E1 est destiné à aménager le carrefour RD 280 – RD 280b, ce qui contribuera au ralentissement des véhicules. Des cheminements piétons sont demandés pour assurer la sécurité de ceux-ci dans ce secteur et permettre de rejoindre le centre de St Nizier par un itinéraire protégé. Un traitement paysager d'accompagnement est demandé, pour conserver le caractère rural et végétal du secteur.

Compte tenu de l'orientation du tènement, la voie principale sera positionnée au nord, permettant ainsi de positionner les espaces extérieurs au sud des constructions. Le débouché sur la RD 280b fera l'objet d'un traitement approprié destiné à assurer la sécurité des automobilistes et des piétons.

Pour répondre aux besoins de stationnement consécutifs à la nature de la voie en impasse du Sansaret, une aire de stationnement est nécessaire.

### **3.2.4. Le Rossin**

La zone AU se situe en continuité du hameau du Rossin. Pour être aménagée il faudra réaliser des accès qui présenteront des garanties en matière de sécurité.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 4 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur. Une voie de desserte interne desservira l'ensemble du secteur.

Un cheminement piéton, longeant la RD 280, complétera celui qui reliera St Nizier et Le Rossin. Cette zone fait l'objet d'une insuffisance de ressource en eau potable, qui la rend inconstructible en l'état. De plus, cette zone fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie.

### **3.2.5. Le Bourg, chemin du Tapas**

L'aménagement de la zone AUA implique la création d'une voie de desserte interne à la zone. Cette voie permettra la mise en relation entre le chemin du Tapas et le chemin du Moulin. Cette voie aura le caractère d'une allée plantée. Un cheminement piéton sera intégré dans la composition de cette allée. Il se prolongera jusqu'à la piscine. Un traitement paysager est prévu le long de la RD 280 pour conserver le caractère qui préexiste actuellement.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'État, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 8 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur très proche du centre bourg et de ses commerces et services.

L'aménagement du carrefour (emplacement réservé A13) n'est pas indispensable préalablement à l'aménagement de la zone AUA.

### **3.2.6. Le Bourg, chemin des Aveux**

L'aménagement de l'ensemble de ces zones AU est subordonné à la réalisation d'un aménagement de sécurité sur la RD 280. Le développement de ces zones conduira à une augmentation de trafic incompatible, en l'état, avec la circulation sur la RD 280.

#### **3.2.6.1. Le secteur CHAMP PALET**

Un accès unique est demandé pour l'aménagement du secteur. Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 3 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur proche du centre bourg de ses commerces et services, par le chemin du Tapas. Ils seront localisés à proximité de l'accès. Le secteur fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui le rend inconstructible en l'état.

#### **3.2.6.2. Le secteur PRE LA VACHERIE**

L'accès unique à ce secteur sera concomitant avec celui qui existe déjà. Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 3 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur proche du centre bourg de ses commerces et services, par le chemin du Tapas. Ils seront localisés à proximité de l'accès. Le secteur fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui le rend inconstructible en l'état.

### **3.2.7. Bouloud est**

L'aménagement du carrefour entre VC6 et chemin de la Ferronnerie, est un préalable à l'urbanisation de ce secteur, compte tenu de l'augmentation de population potentiel et de la configuration du réseau de voirie existant. Un accès principal à la zone est à réaliser pour permettre de sécuriser le débouché de la voie de desserte interne sur le chemin de la ferronnerie. Cette voie de desserte interne permet un découpage du tènement en deux parties, amont et aval, qui autorise une organisation différenciée des constructions. Cette voie se connecte par un accès secondaire situé à l'extrémité nord du tènement. Cette voie peut être bordé par un fossé de traitement des eaux pluviales. Une frange verte paysagée est prévue à la lisière est du tènement, pour autonomiser cette zone par rapport au secteur de Grange Mathieu situé à l'est. Elle reprend la typologie du bocage urbain qui existe sur la commune. Un chemin piéton est demandé le long du chemin de la ferronnerie, comme pour les autres orientations d'aménagement, pour faciliter la circulation des piétons, dans des conditions sécurisées.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'Etat, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 10 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur proche du centre de Bouloud. Ils sont situés à proximité de l'accès principal pour faciliter un découpage opérationnel.



### **3.2.8. Bouloud ouest**

Ce secteur se compose de deux zones AU dont l'aménagement est lié pour des raisons de topographie et d'accès. Le secteur sud doit s'aménager en premier, pour permettre la réalisation de la voie publique entre la route de Bouloud et le chemin des noyers. Une fois cette voie réalisée, elle permettra l'accès à la zone nord (aux Barnelles) dans des conditions satisfaisantes.

#### **3.2.8.1. Le secteur sud**

Cette zone AU est située en plein cœur du hameau de Bouloud. Cet espace libre est l'une des dernières opportunités de construction. Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'État, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 6 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur du centre de Bouloud. Un petit équipement du type salle de réunion de quartier peut être envisagée. Une voie publique sera réalisée pour faciliter l'accès à la zone nord.

#### **3.2.8.2. Le secteur nord**

L'ensemble du tènement est pentu. L'accès par le chemin des Noyers est très difficile. L'accès du secteur nord est donc organisé à partir de la voie publique qui sera aménagée, au préalable, dans le secteur sud. Compte tenu de la difficulté d'accès et du fait que ce secteur ne donne pas directement sur la route de Bouloud, il n'est pas demandé de réaliser des logements locatifs aidés. La voie de desserte interne, permettra un double accès depuis le chemin des noyers et le chemin du Vacher. Elle participera au réseau des voies, qui offre des alternatives d'itinéraires, et qui empêche l'enclavement relatif des groupes de constructions.

### **3.2.9. Les Oddoz**

Le carrefour sur la route du Vernon (emplacement réservé D14) doit être réalisé pour permettre l'aménagement de ce secteur. Ce carrefour doit être compatible avec l'ampleur de la zone et le potentiel de véhicules qui transiteront par cet accès. Un deuxième accès, donnant sur la route des Oddoz assurera le maillage des voies de circulation (emplacement réservé D15). La continuité du chemin du chêne, pour les usages piétonniers, est prévue. Compte tenu de l'importance de la surface à aménager, un espace vert collectif est demandé, pour assurer les besoins internes de la zone, qui est très excentrée par rapport au hameau de Bouloud. Pour cette raison, il n'est pas demandé la réalisation de logements locatifs aidés. La petite zone au située au nord débouchera également sur le carrefour de la route du Vernon. Le secteur fait l'objet d'une insuffisance en matière de défense incendie qui le rend inconstructible en l'état.

### **3.2.10. Uriage**

Ce secteur d'Uriage a fait l'objet de plusieurs études. « Parc d'Uriage, schéma directeur d'aménagement » (Patrick BIENVENU paysagiste, 1999), « L'étude pour la modification du périmètre de protection du château d'Uriage » avril 2007 et « l'étude de secteur des Etons » février 2007 menées par le cabinet Pierre BELLI-RIZ,. Les éléments de ces études ont été intégrés dans cette orientation d'aménagement.

Le bâtiment de l'ancien relais des Fiacres, avec son bas-relief, présente un caractère patrimonial certain. Il doit donc être mis en valeur dans le futur projet d'aménagement du secteur.

Un réseau de voies et de contre-allées est organisé pour désenclaver le tènement foncier et mettre en valeur l'ancienne écurie. Ces voies permettent le découpage en plusieurs lots et facilitent l'autonomie des différents programmes possibles (habitat privé, habitat locatif aidé, équipement public, activité tertiaire). Cette structure de voirie est traduite par les indications de voies à créer et par les emplacements réservés respectifs. L'obligation de respecter l'alignement est matérialisée dans les orientations d'aménagement et sur le plan de zonage du PLU. Cette obligation est destinée à rétablir la continuité urbaine et paysagère mise en évidence par les différentes études. Dans le même esprit, la continuité de l'allée piétonne sera rétablie.

Pour permettre une répartition équilibrée de la mixité sociale sur le territoire communal, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat, des logements locatifs financés par des prêts aidés par l'État, doivent être réalisés. Les emplacements sont déterminés par rapport à la proximité des voies et espaces publics, au découpage du foncier qu'il induit et à l'équilibre qui en résulte dans l'aménagement du tènement foncier. 15 logements locatifs aidés sont programmés sur ce secteur d'Uriage. Ils sont situés à l'est de l'allée des Roses et sont autonomisés.

-Les choix retenus pour établir le PADD-

---

## **PARTIE IV : INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

## 1. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Les incidences du projet ont été évaluées sur l'environnement au sens large du terme défini à la section 2 intitulée « L'état initial de l'environnement ».

### 1.1. EFFETS SUR LE CADRE PHYSIQUE

---

#### 1.1.1. Effets sur l'hydrographie

Les différents cours d'eau Le Domeynon, Le Sonnant, Le Vernon, Les Barraux et la Breduire et leurs abords sont classés en zone naturelle de corridors biologiques (Nco) ou zone agricole de corridors biologiques (Aco) du fait de la présence d'espèces animales et végétales protégées ce qui lui conserve la vocation de corridor biologique linéaire des réseaux aquatiques.

#### 1.1.2. Effets sur l'hydrogéologie

Il existe de très nombreuses sources sur la commune. Elles ont fait l'objet d'une identification minutieuse et sont classées en zone agricole ou naturelle indiquée en fonction de la nature du périmètre de protection. Les zones urbanisées les plus proches sont classées en Nh, qui n'autorisent pas de constructions supplémentaires et donc limitent les effets possibles.

Pour la source thermale : une partie du périmètre d'émergence est située en zone UE sur des propriétés communales, ce qui offre une garantie de protection. L'autre partie est classée en zone Ae (centre équestre). Le rapport de l'hydrogéologue indique la conduite à tenir en matière de protection.

### 1.2. EFFETS SUR LE CADRE PAYSAGER ET PATRIMONIAL

---

#### 1.2.1. Les effets paysagers

##### 1.2.1.1. La conservation de l'identité de bocage urbanisé

Le caractère de la commune sera conservé en :

- Préservant l'activité agricole de la commune ;
- Préservant des espaces agricoles qui offrent des dégagements visuels et des perspectives sur le grand paysage ;
- Maintenant ou réhabilitant le patrimoine bâti, granges et fermes existantes, notamment grâce à l'article 11 ;
- Conservant le petit patrimoine comme les murs de pierre anciens ;
- Permettant le confortement du bourg et des hameaux en autorisant :
  - les constructions à l'alignement de l'emprise publique et en incitant à le faire,
  - des densités proches de celles qui existent ;
  - des gabarits conformes aux volumes des bâtiments existants ;
- Préservant l'identité des hameaux par le maintien de limites claires
- Limitant le développement du mitage
  - par le contrôle des droits de construire dans les zones UD et UDa



- par la mise en place du contrôle de division parcellaire,
- en Nh par le contrôle de densité avec une SHON maximum faible.

#### 1.2.1.2. La conservation de l'identité du parc d'Uriage

Le caractère du parc et plus généralement de tout le site d'Uriage sera conservé. L'étude menée en collaboration avec le SDAP et le bureau d'études PBR en 2007, a conduit à la prescription de nombreuses règles qui garantiront les grandes typologies des constructions et des ordonnancements qui régissent le parc d'Uriage.

#### 1.2.1.3. La préservation des boisements ripisylves et des haies remarquables

La préservation de ces espaces passera par :

- Les zonages en N (naturel) ou Ns (naturel sensible) d'une partie des boisements des ripisylves ;
- Le classement en EBC des boisements structurant qui ne font pas l'objet d'une autre forme de classement
- L'identification des haies bocagères pour maintenir ou reconstituer des espaces naturels d'appui qui préservent la biodiversité.

#### 1.2.1.4. La garantie de coupures vertes

Des coupures vertes seront ménagées entre les grands secteurs urbanisés :

- Les espaces de corridors qui soulignent le réseau hydrographique assurent des coupures naturelles ;
- Au sein des secteurs urbains, des reculs d'implantation permettent de créer des espaces non bâtis ;
- Dans les zones de future urbanisation, des franges paysagères assurent des transitions au caractère naturel.

#### 1.2.1.5. L'aménagement paysager de certains secteurs

Les orientations d'aménagements indiquent le traitement paysager à réaliser pour certains secteurs. Il s'agit :

- du traitement paysager des nouveaux cheminements piétons qui contribuera à augmenter la qualité des espaces publics ;
- de l'indication des franges paysagères à réaliser qui permettront de créer des transitions entre les différents espaces bâtis et naturels ;
- de la création des zones spécifiques de jardin (Nj) qui préservent ces espaces en limite des secteurs urbanisés.

### 1.2.2. Les effets patrimoniaux

La mise en valeur du patrimoine communal sera rendue opérationnelle par :

- Le respect, autant que possible, des murs anciens et des alignements des pôles anciens ;
- La préservation des pôles de développement anciens centraux, le bourg et les principaux hameaux de la commune et le choix de densités adaptées.
- Le règlement et particulièrement l'article 11 qui conditionne la constructibilité à la préservation des principales caractéristiques des bâtiments (volumétrie, ordonnancement, caractère des abords...) et à la conservation des composantes essentielles du bâti existant;

- La modification du périmètre de protection du château d'Uriage qui prend en compte la covisibilité et le contexte réel du site
- L'identification par des zonages spécifiques des sites remarquables comme le château d'Uriage ou le marais des Seiglières.

### **1.3. EFFETS SUR LA DEMOGRAPHIE**

---

Les 7500 habitants escomptés vers 2020, objectif annoncé dans le PADD, devraient arriver de manière progressive ce qui favorisera leur intégration et la pérennité des effectifs scolaires. Ce processus sera rendu possible grâce à l'ouverture progressive des zones à urbaniser et à la volonté de maîtrise du développement de la commune dans la durée.

### **1.4. EFFETS SUR L'HABITAT**

---

La construction de nouveaux logements sur la commune se poursuivra par le remplissage des vides laissés pendant les périodes précédentes en évitant ainsi le mitage urbain et le morcellement des espaces naturels et agricoles. Les principes suivants sont retenus :

- la diversité des formes urbaines en allant du plus dense au moins dense depuis les centres anciens vers l'extérieur ;
- la mixité des typologies (du collectif ou groupé à la maison individuelle);
- la mixité urbaine, avec la possibilité d'avoir du logement et de l'activité dans les différentes zones ;
- la densification, afin d'économiser l'espace, (possibilité de construire à l'alignement de l'emprise publique, instauration de COS maximaux plus importants dans les secteurs proches du centre du village) ;
- la restauration, la réhabilitation du patrimoine bâti existant.

Les aménagements de l'habitat dans les zones Ne, permettent d'assurer un équilibre et une présence répartie sur l'ensemble du territoire sans pour autant augmenter le mitage.

### **1.5. EFFETS SUR LES EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS**

---

De nouveaux équipements publics devraient voir le jour à court, moyen et long terme afin de répondre aux besoins exprimés à travers le diagnostic à savoir :

- Un équipement qui assure le regroupement des différents services techniques
- La restructuration du pôle mairie ;
- Des aménagements de voies existantes pour faciliter l'accès des services publics
- Des aménagements de carrefours pour permettre l'urbanisation de nouveaux secteurs ;
- Un champ de foire à Pinet ;
- Des extensions des cimetières et les aménagements de leurs abords ;
- Des cheminements piétons nombreux pour faciliter les modes doux de déplacement ;
- Une plateforme de stockage et de déchiquetage.

## **1.6. EFFETS SUR L'ACTIVITE ET L'EMPLOI**

---

### **1.6.1. L'agriculture**

La révision du PLU prend en compte :

- La préservation de l'agriculture là où sont concentrées les meilleures terres, en concentrant le développement dans les secteurs déjà urbanisés ou classés en zone de future urbanisation ;
- Quelques parcelles qui présentent un intérêt particulier (stratégique) pour les agriculteurs ont été classées en zones urbaines. Il s'agit de parcelles classées antérieurement en zone de future urbanisation pour lesquelles cette vocation a été maintenue et de quelques parcelles situées dans des périmètres d'urbanisation cohérents ;
- L'accessibilité des parcelles agricoles est maintenue malgré le développement de l'urbanisation ;
- La localisation des sièges d'exploitation et des bâtiments agricoles de la commune figure dans un document graphique du rapport de présentation afin que les règles de réciprocité soient respectées ;

### **1.6.2. Le développement de l'activité**

Le développement de l'activité de la commune s'exercera de diverses manières :

- En permettant le maintien de la zone UI au Sonnant ;
- En autorisant l'activité dans les différentes zones ;
- En encourageant le télé travail ;
- En délimitant des secteurs spécifiques pour les activités liées à l'hébergement touristique en relation avec l'activité thermique

## **1.7. EFFETS SUR LES INFRASTRUCTURES ET RESEAUX**

---

### **1.7.1. Les réseaux**

#### **1.7.1.1. Pour l'eau potable**

Pour l'ensemble des zones on devrait observer, le renforcement de la ressource en eau potable et une meilleure qualité de la distribution.

#### **1.7.1.2. Pour l'assainissement collectif**

Pour l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables desservies par le réseau d'assainissement existant ou par extension des réseaux d'assainissement, on devrait observer :

- La volonté de résoudre les contraintes liées à l'assainissement non collectif dans ces secteurs, notamment les problèmes de surfaces disponibles limitées
- La volonté de supprimer des rejets directs au milieu naturel
- La continuité de la politique de raccordement des abonnés
- La volonté de mener les investigations pour réduire l'apport d'eaux parasites.

#### 1.7.1.3. Pour l'assainissement non collectif

Pour l'ensemble des secteurs où l'assainissement non collectif est autorisé, on devrait observer la volonté d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

#### 1.7.1.4. Pour les eaux pluviales

Pour l'ensemble des zones, on devrait observer :

- Un renforcement des réseaux de fossés là où les insuffisances ont été constatées ;
- Une stabilisation des débits pluviaux existants ;
- Le respecter des préconisations de la MISE (par exemple ne pas infiltrer des eaux chargées).

La densification de l'habitat ou une création de voirie projetée impliquera la réalisation d'une étude de faisabilité.

Les améliorations du réseau seront décidées en relation avec les autres projets tels que travaux de voirie, d'assainissement collectif, de défense incendie ou de renforcement du réseau d'eau potable...

La création de nouveaux logements devrait permettre :

- La prise en charge par les promoteurs des réseaux de téléphonie et télévision ;
- L'extension et le bouclage des réseaux existants (eau potable, usées, pluviales et de défense incendie).

### 1.7.2. La voirie

Le maillage des voies se réalisera progressivement ; les extensions de voirie (débouchés, desserte) des zones d'urbanisation future sont transcrites dans les orientations d'aménagement et par mise en place d'emplacements réservés.

Une série de mesures changera l'aspect de la voirie à terme comme :

- La création d'espaces sécurisés pour les piétons (trottoirs ou accotements) dans des lieux stratégiques ;
- La création de nouveaux chemins piétonniers permettant de mieux relier les différentes parties de la commune entre elles et aux équipements ;
- La création de nouvelles places de stationnement derrière la mairie et près de la salle des fêtes ;
- L'aménagement de plusieurs carrefours notamment sur la RD 280.

### 1.7.3. Les déplacements

Un travail portant sur la sécurité des piétons a été réalisé. De nombreux emplacements réservés ont été indiqués afin de constituer des cheminements piétons à travers la commune pour relier les différents secteurs (urbanisés ou de future urbanisation) aux équipements publics (mairie, écoles, équipements sportifs). Ces cheminements peuvent être créés de toute pièce ou aménagés (constitution de trottoirs) sur le bord des voies. Les voies nouvelles doivent avoir 8,5 m d'emprise ce qui garantit la qualité des aménagements.

La mixité fonctionnelle doit permettre le développement de l'activité répartie sur l'ensemble des zones urbaines et contribuer à limiter les déplacements.

## 1.8. EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

---

### 1.8.1. Effets sur le cadre biologique ou écologique

Les effets sur l'environnement naturel sont nombreux :

- La protection de haies bocagères.
- Le classement en EBC (Espaces Boisés Classés) d'espaces boisés significatifs.
- Le classement en zone Nna des périmètres Natura 2000.

La mise en œuvre du PLU n'est pas susceptible d'avoir d'incidence notable sur l'environnement et particulièrement sur la zone Natura 2000.

Concernant les pollutions et la qualité des milieux de la zone Natura 2000:

Il n'existe pas d'effets notables susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'air, notamment l'émission de polluants et de gaz à effet de serre, ainsi que sur la qualité de l'eau et des sols. Les ressources naturelles sont protégées:

Les risques sanitaires qui résultent de l'application du PLU semblent inexistantes. Toutefois le Ministère de la Défense dispose d'une servitude d'utilité publique dénommée Servitude aux abords des champs de tir. Cette activité peut avoir des répercussions sanitaires sur le site dont nous ne sommes pas en mesure d'indiquer la teneur.

Les nuisances engendrées par la mise en œuvre du PLU: (bruit, lumière, circulation des véhicules, odeurs, déchets ...) ne semblent pas susceptibles d'impacter le site compte tenu de son éloignement.

Les espaces naturels, sites et paysages : le classement protecteur de la zone Nna est en mesure d'assurer le maintien de la biodiversité et de conserver le caractère des espaces naturels, ainsi que la qualité des sites et des paysages.

Sur la base des connaissances mises en évidence par le diagnostic il sera utile de mettre en œuvre des indicateurs de suivi qui permettront de mieux appréhender les effets de l'activité humaine sur le site Natura 2000.

Par ailleurs la mise en œuvre de la charte Natura 2000 par les gestionnaires des espaces couverts par le site serait de nature à améliorer sa protection en

- Limitant au maximum les apports de produits phytosanitaires, amendements, fertilisants ou épandage.
- Limitant au maximum la circulation de véhicules motorisés sur le site.

- La protection des corridors biologiques, zonage Nco et Aco grâce à l'étude environnementale de l'association.
- La protection par un classement en Ns des espaces stratégiques pour la faune et la flore et de ceux classés en ZNIEFF.
- La réalisation d'un état des lieux de la faune et la flore qui permettra de faire le point à l'avenir sur les mesures qui seront prises (espèces nouvelles ou disparues, biodiversité).
- La protection des ressources naturelles d'eau potable des différents captages publics (indice « **pi, pr, pe** » indiquant les périmètres de protection sur le document de zonage) et des captages privés.
- La protection de la source thermique (indice « **pse, ps** » indiquant les périmètres de protection sur le document graphique.
- Le maintien d'espaces ouverts (via le maintien de l'espace agricole).



- La gestion des eaux de pluie sur les parcelles et la limitation de l'imperméabilisation des sols qui auront un impact sur la limitation des risques.

### **1.8.2. Effets sur le cadre urbain**

Les effets sur l'environnement urbain consistent en :

- le changement de caractère de la RD 524 dans le Sonnant;
- le maintien du caractère de la station thermale d'Uriage par les mesures de protection du site et de l'architecture qui sont mises en œuvre dans le règlement ;
- la constitution des cheminements piétons permettra de diminuer la vitesse des véhicules et donc de limiter les nuisances sonores ;
- l'enfouissement des réseaux pour les secteurs de développement de l'urbanisation.
- la réalisation et le traitement paysager des chemins limiteront la promiscuité des différents secteurs d'habitat.
- la possibilité d'implanter les annexes en bordure d'emprise publique permettra de limiter l'imperméabilisation des sols.

L'information auprès des pétitionnaires devrait permettre (avec les articles 12 et 14 du Règlement) :

- une diversification des haies et donc la suppression du caractère de « muraille verte » ;
- la limitation de l'imperméabilisation des sols ;
- la diminution de l'ambroisie notamment sur les remblais.

## TABLE DES FIGURES

Figure 1	<u>La Communauté de communes du Balcon de Belledonne</u> .....	9
Figure 2	<u>Le Pays du Grésivaudan</u> .....	10
Figure 3	<u>LEADER+ Espace Belledonne</u> .....	13
Figure 4	<u>Coupe géologique</u> .....	19
Figure 5	<u>Schéma structural carte Vizille BRGM 1972</u> .....	19
Figure 6	<u>Comparaison des précipitations</u> .....	23
Figure 7	<u>Arrêté de protection du MH et notice patrimoniale</u> .....	58
Figure 8	<u>Population de St Martin d'Uriage évolution 2<sup>ème</sup> moitié du XX<sup>e</sup> siècle</u> .....	74
Figure 9	<u>Taux d'évolution global</u> .....	75
Figure 10	<u>Comparaison du taux de natalité (en ‰)</u> .....	76
Figure 11	<u>Comparaison du taux de mortalité (en ‰)</u> .....	76
Figure 12	<u>Les mouvements naturel et migratoire depuis 1975</u> .....	76
Figure 13	<u>Évolution des migrants entre 1982 et 1999</u> .....	78
Figure 14	<u>Population totale par sexe et âge</u> .....	79
Figure 15	<u>Évolution des moins de 20 ans depuis 1982</u> .....	80
Figure 16	<u>Comparaison de la répartition des moins de 20 ans en 1999</u> .....	80
Figure 17	<u>Comparaison de la taille moyenne des ménages</u> .....	80
Figure 18	<u>Composition des ménages</u> .....	81
Figure 19	<u>Évolution de la composition des ménages depuis 1982</u> .....	81
Figure 20	<u>Derniers diplômes obtenus (pour les habitants âgés de 15 ans et plus)</u> .....	82
Figure 21	<u>Scolarisation de la population</u> .....	82
Figure 22	<u>Évolution de la population active et du taux d'activité des 20-59 ans</u> .....	83
Figure 23	<u>Répartition de la population selon les catégories socioprofessionnelles</u> .....	84
Figure 24	<u>Forme des emplois salariés en 1999</u> .....	85
Figure 25	<u>Évolution de la migration journalière des habitants de Saint-Martin d'Uriage</u> .....	85
Figure 26	<u>Répartition de la migration journalière des travailleurs en 1999</u> .....	86
Figure 27	<u>Évolution du chômage entre 1990 et 1999</u> .....	86
Figure 28	<u>Répartition des actifs et des chômeurs par catégorie d'âge en 1999</u> .....	86
Figure 29	<u>Évolution et comparaison du nombre de retraités</u> .....	87
Figure 30	<u>Age des résidences principales à Saint Martin d'Uriage</u> .....	89
Figure 31	<u>Évolution suivant la catégorie des logements</u> .....	90
Figure 32	<u>Le parc de logements sur la CCBB</u> .....	90
Figure 33	<u>Évolution suivant la nature des logements</u> .....	92
Figure 34	<u>Évolution du nombre de logements</u> .....	92
Figure 35	<u>Origine des demandeurs de permis de construire sur la CCBB</u> .....	93
Figure 36	<u>Statut d'occupation sur la CCBB</u> .....	94
Figure 37	<u>L'offre en locatif</u> .....	94
Figure 38	<u>Objectifs locatifs selon l'hypothèse retenue d'évolution 2012</u> .....	97
Figure 39	<u>Répartition détaillée de réalisation par commune</u> .....	98
Figure 40	<u>Évolution des effectifs scolaires des écoles publiques</u> .....	101
Figure 41	<u>Comparatifs diagnostic territorial agricole 1997 2006</u> .....	116
Figure 42	<u>Comparatifs 1997 2006 tranche d'âge</u> .....	117
Figure 43	<u>Taille des exploitations selon la provenance des utilisateurs en 1997 et 2006</u> ....	117
Figure 44	<u>Tableau concernant la typologie des stratégies d'activités</u> .....	119
Figure 45	<u>Le rôle des forêts dans la protection des risques naturels</u> .....	146
Figure 46	<u>Aménagement de la RD 524</u> .....	172
Figure 47	<u>Réseau transport en commun</u> .....	174
Figure 48	<u>Cartoguide office du tourisme</u> .....	178
Figure 49	<u>Réserve de chasse</u> .....	182
Figure 50	<u>Les captages et gisements d'eau potable</u> .....	183
Figure 51	<u>Les polluants et leurs causes</u> .....	187
Figure 52	<u>Synthèse des causes de la pollution physico-chimique</u> .....	187

Figure 53	<u>Les polluants et la santé</u> .....	188
Figure 54	<u>Qualité de l'air en 2006</u> .....	189
Figure 55	<u>Indice ATMO au second semestre 2006</u> .....	189
Figure 56	<u>Carte des bassins risques technologiques Isère</u> .....	191
Figure 57	<u>Carte des périmètres d'information</u> .....	192
Figure 58	<u>Périmètres détaillés sur le Grésivaudan</u> .....	192
Figure 59	<u>Représentation graphique d'un réseau écologique global qui résulte de la superposition des réseaux spécialisés (Berthoud et Al., 2004)</u> .....	193
Figure 60	<u>Liste des espèces protégées</u> .....	198
Figure 61	<u>Liste des espèces règlementées</u> .....	199
Figure 62	<u>Signes distinctifs entre l'ambroisie et l'armoise</u> .....	200
Figure 63	<u>Recensement des espèces invasives</u> .....	200
Figure 64	<u>Les arbres remarquables</u> .....	201
Figure 65	<u>Liste des oiseaux recensés sur les différents sites</u> .....	203
Figure 66	<u>Inventaires ZNIEFF type I, modèle de 1991 de Saint Martin d'Uriage</u> .....	206
Figure 67	<u>Déchets ménagers collectés</u> .....	223
Figure 68	<u>Tri sélectif collecté</u> .....	224
Figure 69	<u>Évolution des quantités de déchets collectés</u> .....	224
Figure 70	<u>Apports à la déchetterie</u> .....	225
Figure 71	<u>Flux des déchets traités</u> .....	226
Figure 72	<u>Tableau de synthèse de classement des infrastructures de transports terrestres</u> .....	227
Figure 73	<u>Classement sonore des voies</u> .....	227
Figure 74	<u>Tableau récapitulatif du changement de nomenclature</u> .....	239
Figure 75	<u>Évolutions de classement du POS au PLU</u> .....	241

## TABLE DES PLANCHES

Planche 1	<b>Situation géographique</b>	16
Planche 2	<b>Géologie et hydrologie</b>	21
Planche 3	<b>Saint Martin d'Uriage au XVIIIème siècle</b>	27
Planche 4	<b>Saint Martin d'Uriage en 1925</b>	28
Planche 5	<b>Saint Martin d'Uriage en 1966</b>	29
Planche 6	<b>Saint Martin d'Uriage en 1981</b>	30
Planche 7	<b>Saint Martin d'Uriage en 1998</b>	31
Planche 8	<b>Le grand paysage</b>	50
Planche 9	<b>Carte de synthèse</b>	121
Planche 10	<b>Les surface stratégiques</b>	122
Planche 11	<b>Les stratégies d'activités</b>	123
Planche 12	<b>Les enjeux environnementaux</b>	129
Planche 13	<b>Structure de la production</b>	130
Planche 14	<b>Les modes de faire valoir</b>	131
Planche 15	<b>Région forestière et localisation des terrains boisés</b>	134
Planche 16	<b>Modalités d'autorisation de défrichement selon le code forestier</b>	138
Planche 17	<b>Les EBC et les périmètres spécifiques</b>	139
Planche 18	<b>Les EBC du Plan d'Occupation des Sols de 2001</b>	140
Planche 19	<b>Le classement des EBC du POS 2001 selon les modalités d'autorisation de coupe</b>	141
Planche 20	<b>Typologie des forêts de Saint Martin d'Uriage</b>	144
Planche 21	<b>Carte des aléas des risques naturels</b>	147
Planche 22	<b>Propositions de classement en EBC</b>	148
Planche 23	<b>Les milieux aquatiques</b>	194
Planche 24	<b>Les milieux forestiers</b>	196
Planche 25	<b>Les zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique de type I</b>	206
Planche 26	<b>ZNIEFF rénovée n°3821003 forêt de conifères du parking de la Gate</b>	207
Planche 27	<b>ZNIEFF rénovée n°38210012 forêt de résineux de Mont rond</b>	208

Planche 28	<b>ZNIEFF rénovée n°38210017 du domaine des Lacs Roberts et du lac du Croze</b>	209
Planche 29	<b>ZNIEFF rénovée n°38210021 prairies sèches de Saint Martin d’Uriage Nord</b>	210
Planche 30	<b>ZNIEFF rénovée n°38000097 prairies sèches de Saint Martin d’Uriage Ouest</b>	211
Planche 31	<b>ZNIEFF rénovée n°38210026 Marais des Seiglières</b>	212
Planche 32	<b>Corridors biologiques</b>	215
Planche 33	<b>Périmètres Natura 2000 : cembraie, pelouses, lacs et tourbières de Belledonne de Chamrousse au Grand Colomb</b>	216
Planche 34	<b>ZNIEFF de type II</b>	217
Planche 35	<b>Les arbres remarquables et les haies</b>	218



# TABLE DES MATIERES

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE I : .....</b>	<b>7</b>
<b>DIAGNOSTIC.....</b>	<b>7</b>
<b>1. CONTEXTE GÉNÉRAL .....</b>	<b>9</b>
<b>1.1. LE CADRE ADMINISTRATIF.....</b>	<b>9</b>
1.1.1. Généralités .....	9
1.1.2. Les regroupements territoriaux .....	9
1.1.2.1. <i>La Communauté de communes du Balcon de Belledonne.....</i>	<i>9</i>
1.1.2.2. <i>Un même périmètre pour le Pays et le Territoire du Grésivaudan .....</i>	<i>10</i>
1.1.3. Les partenariats .....	11
1.1.3.1. <i>Les syndicats.....</i>	<i>11</i>
1.1.3.2. <i>Les associations partenaires.....</i>	<i>12</i>
<b>ADABEL</b> « Association pour le Développement de l'Agriculture en Belledonne » .....	12
<b>AURG</b> « Agence d'urbanisme de la région grenobloise » .....	12
<b>Espace Belledonne</b> .....	13
1.1.4. La Contractualisation .....	13
1.1.4.1. <i>Le contrat européen LEADER+ .....</i>	<i>13</i>
1.1.4.2. <i>Le contrat de Pays.....</i>	<i>13</i>
1.1.5. <b>Évolution de la réglementation du droit des sols, modifications et révisions de</b>	
<b>POS (PLU) antérieures</b> .....	14
1.1.5.1. <i>MODIFICATION 1990.....</i>	<i>14</i>
1.1.5.2. <i>REVISION 1994.....</i>	<i>14</i>
1.1.5.3. <i>MODIFICATION 1997.....</i>	<i>15</i>
1.1.5.4. <i>APPLICATION ANTICIPEE DU POS 2001 en révision (DÉCEMBRE 1999) .....</i>	<i>15</i>
1.1.5.5. <i>RÉVISION 2001.....</i>	<i>15</i>
1.1.5.6. <i>RÉVISION 2008.....</i>	<i>15</i>
<b>1.2. LE CADRE PHYSIQUE .....</b>	<b>17</b>
1.2.1. Géographie .....	17
1.2.2. Géologie .....	17
1.2.2.1. <i>Les roches sédimentaires.....</i>	<i>17</i>
1.2.2.2. <i>Les roches cristallophylliennes.....</i>	<i>18</i>
1.2.2.3. <i>Sensibilité des formations géologiques aux phénomènes naturels.....</i>	<i>18</i>
1.2.3. <b>Hydrographie</b> .....	20
1.2.4. <b>Topographie</b> .....	22
1.2.5. <b>Climatologie</b> .....	22
<b>2. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>24</b>
<b>2.1. TOPONYMIE .....</b>	<b>24</b>
<b>2.2. CHRONOLOGIE HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>24</b>
2.2.1. 1780: une montagne habitée.....	24
2.2.2. <b>1925: une structure encore rurale</b> .....	25
2.2.3. 1966: bientôt les grands travaux des Jeux Olympiques.....	26
2.2.4. 1981: l'accélération de la croissance .....	26
2.2.5. 1998: la mesure du changement .....	26
<b>2.3. PAYSAGE ET PATRIMOINE.....</b>	<b>32</b>
<b>2.3.1. Paysage</b> .....	32
2.3.1.1. <i>Le grand paysage.....</i>	<i>32</i>
2.3.1.2. <i>Le contexte local.....</i>	<i>40</i>
<b>2.3.2. Le paysage construit de Saint Martin d'Uriage</b> .....	42
2.3.2.1. <i>Le bourg et les lotissements : noyau villageois et bocage urbain.....</i>	<i>42</i>
2.3.2.2. <i>Uriage : plan, ligne et points.....</i>	<i>43</i>
2.3.2.2.1. <i>Le plan.....</i>	<i>44</i>
2.3.2.2.2. <i>La ligne.....</i>	<i>46</i>
2.3.2.2.3. <i>Les points.....</i>	<i>47</i>

<b>2.3.1. Patrimoine</b>	<b>51</b>
2.3.3.1. <i>Le château d'Uriage</i>	51
2.3.3.1.1. <i>Aspect du bâtiment</i>	51
2.3.3.1.2. <i>Évolution du château au fil des propriétaires</i>	53
<b>De la motte castrale au château féodal : la famille Allemand</b>	53
<b>Du XIX<sup>e</sup> siècle à la Belle époque : le développement du thermalisme</b>	54
<b>L'école des cadres d'Uriage (1939-1945)</b>	57
<b>De l'après guerre à aujourd'hui</b>	57
2.3.3.2. <i>Les principaux bâtiments remarquables reconnus comme patrimoniaux</i>	59
2.3.3.2.1. <i>Les bâtiments religieux</i>	59
<b>L'église Saint-Sauveur (disparue)</b>	59
<b>L'église Saint-Martin</b>	59
<b>L'église de Pinet</b>	59
<b>La chapelle de Villeneuve</b>	59
<b>La chapelle de Saint-Nizier</b>	60
<b>La chapelle Saint-Luc</b>	60
2.3.3.2.2. <i>Les bâtiments publics</i>	60
<b>La mairie</b>	60
<b>L'ancienne gare de tramway</b>	60
<b>Le Belvédère</b>	60
2.3.3.2.3. <i>Les thermes</i>	61
2.3.3.2.4. <i>Le bâtiment des anciennes écuries du relais de poste d'Uriage</i>	61
2.3.3.2.5. <i>Les maisons 1900 à Uriage</i>	61
<b>Le Grand chalet</b>	61
<b>La villa rose</b>	62
<b>La villa verte</b>	62
<b>La villa jaune</b>	63
<b>La villa grise</b>	63
<b>La villa rouge</b>	63
<b>La villa rosa</b>	64
2.3.3.2.6. <i>Les fermes</i>	64
<b>La ferme des moulins et des Bernards (disparue)</b>	64
<b>La ferme de la Saulce ou Sausse (disparue)</b>	64
<b>La ferme de la Richardière</b>	64
<b>La ferme des Chourers ou de la Vacherie au Marais</b>	65
<b>La ferme du château dite « expérimentale ou modèle »</b>	65
<b>La ferme du Lucquet à Saint Martin d'Uriage</b>	65
<b>La ferme des Vachers (près du hameau du Boulloud)</b>	65
<b>La ferme de l'Ortal ou ferme de l'Outas à Pinet</b>	65
<b>Les fermes de Sonnant</b>	65
2.3.3.3. <i>Le Patrimoine bâti rural</i>	66
2.3.3.4. <i>Bâti agricole pouvant changer de destination</i>	72
<b>3 POPULATION, EVOLUTION DE LA DEMOGRAPHIE</b>	<b>74</b>
<b>3.1 POPULATION</b>	<b>74</b>
3.1.1. <b>Évolution de la population</b>	74
3.1.2. <b>Taux de natalité et mortalité</b>	75
3.1.2.1. <i>Évolution entre 1962 et 1999</i>	75
3.1.2.2. <i>Comparaisons</i>	76
3.1.3. <b>Mouvements naturel et migratoire</b>	76
3.1.4. <b>Population étrangère et migrante</b>	77
3.1.4.1. <i>Évolution de la population étrangère depuis 1982</i>	77
3.1.4.2. <i>Migrants</i>	78
3.1.5. <b>Répartition des âges</b>	79
3.1.5.1. <i>Répartition des âges en 1999</i>	79
3.1.5.2. <i>Les moins de vingt ans</i>	79
3.1.6. <b>Taille des ménages</b>	80
3.1.6.1. <i>Évolution de la taille des ménages entre 1982 et 1999</i>	80
<b>3.2. EMPLOI ET POPULATION ACTIVE</b>	<b>82</b>
3.2.1. <b>Formation</b>	82
3.2.2. <b>Population active et taux d'activité</b>	83
3.2.3. <b>Les catégories socioprofessionnelles</b>	84
3.2.4. <b>Forme des emplois salariés</b>	85
3.2.5. <b>Migration journalière</b>	85
3.2.6. <b>Chômage</b>	86

3.2.7.	Les retraités .....	87
3.3.	PROFIL DÉMOGRAPHIQUE .....	87
4	HABITAT .....	89
4.1	LE PARC DE LOGEMENTS .....	89
4.1.1.	Age du parc de logements .....	89
4.1.2.	Les types d'occupation .....	90
4.1.3.	Taille des logements .....	93
4.1.4.	Origine des demandeurs de permis de construire sur la CCBB .....	93
4.1.5.	Le statut d'occupation .....	94
4.2.	LES PROCÉDURES EN COURS .....	95
4.2.1.	Le programme local de l'habitat (PLH) .....	95
4.2.2.	Les besoins en logements .....	97
4.2.2.1.	Les résidences principales : .....	97
4.2.2.2.	Les logements locatifs : .....	97
4.2.2.3.	Programme d'habitat locatif privé à loyers maîtrisés .....	98
5.	EQUIPEMENTS, SERVICES PUBLICS, ASSOCIATIONS .....	99
5.1.	LES SERVICES MUNICIPAUX .....	99
5.1.1.	Les services administratifs et techniques .....	99
5.2.	LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES .....	99
5.2.1.	Les écoles maternelles et primaires .....	99
5.2.1.1.	Les écoles publiques .....	99
5.2.1.2.	L'école privée .....	101
5.2.2.	Le collège et le lycée de rattachement .....	102
5.2.3.	La restauration scolaire .....	102
5.3.	LES SERVICES SOCIAUX : LE CCAS .....	102
5.3.1.	Secteur petite enfance .....	103
5.3.1.1.	Les structures d'accueil .....	103
5.3.2.	Secteur jeunesse .....	103
5.3.2.1.	Le Centre de Loisirs de Pinet d'Uriage .....	104
5.3.2.2.	Le PIAJ .....	104
5.4.	LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS : LE BELVÉDÈRE .....	104
5.5.	LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS .....	105
5.6.	LES CIMETIÈRES .....	106
5.7.	LES SERVICES ADMINISTRATIFS PUBLICS DÉCENTRALISÉS .....	106
5.7.1.	Sécurité .....	106
5.7.1.2.	Gendarmes et Police municipale .....	106
5.8.	LES SERVICES DE SANTÉ .....	107
5.8.1.	La Gériatrie .....	107
5.8.2.	Les acteurs locaux .....	107
5.9.	LE TOURISME .....	108
5.9.1.	L'OTTU Office Thermal et Touristique d'Uriage .....	108
5.9.1.1.	Accueil et information .....	108
5.9.1.2.	La promotion .....	109
5.9.1.3.	L'animation .....	109
5.10.	LA VIE ASSOCIATIVE .....	109
5.10.1.	Les associations scolaires .....	109
5.10.2.	Associations sportives .....	110
5.10.3.	Les associations culturelles .....	111
6	ACTIVITE EMPLOI .....	113
6.1.	LE SECTEUR PRIMAIRE .....	113
6.1.1.	Agriculture .....	113
6.1.1.1.	Données générales .....	113
6.1.1.1.1.	La commune et sa population .....	114
6.1.1.1.2.	Occupation de l'espace agricole .....	114
6.1.1.1.3.	Les exploitations .....	116
6.1.1.2.	Les structures agricoles .....	116
6.1.1.2.1.	La taille des exploitations .....	117
6.1.1.2.2.	Les sièges d'exploitation et les bâtiments .....	118
6.1.1.2.3.	Les exploitations et leur parcellaire .....	118

6.1.1.2.4.	La structure du parcellaire.....	119
6.1.1.2.5.	Les stratégies d'activité.....	119
6.1.1.3.	La répartition de la production.....	120
6.1.1.4.	Les principaux enjeux liés aux espaces agricoles.....	126
6.1.1.4.1.	L'aménagement des accès / voiries.....	127
6.1.1.4.2.	L'établissement de corridors biologiques.....	127
6.1.1.4.3.	Agriculture, paysages et environnement.....	127
6.1.1.4.4.	Enjeux généraux.....	128
<b>6.1.2.</b>	<b>Les Forêts</b> .....	<b>134</b>
6.1.2.2.	Les espaces boisés classés (E.B.C.).....	136
	L'arrêté préfectoral n°2000-7415 (source : étude du patrimoine boisé de Saint-Martin d'Uriage, DRYADES, juillet 2006, p. 6) :.....	136
	Défrichements.....	137
	Coupes forestières.....	137
6.1.2.3.	Les E.B.C. à retirer.....	143
6.1.2.4.	Typologie des peuplements forestiers.....	143
6.1.2.5.	Le rôle des forêts dans la protection des risques naturels.....	146
6.1.2.6.	Propositions de traitement des espaces boisés classés pour le PLU.....	150
<b>6.2.</b>	<b>LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SECONDAIRE ET TERTIAIRE</b> .....	<b>151</b>
<b>6.2.1.</b>	<b>Les entreprises</b> .....	<b>151</b>
6.2.1.1.	L'artisanat et les commerces en 2007.....	151
6.2.1.2.	Les marchés.....	153
<b>6.2.2.</b>	<b>Le Thermalisme</b> .....	<b>154</b>
6.2.2.1.	L'Établissement thermal.....	154
6.2.2.2.	Les cures thermales.....	154
<b>6.2.3.</b>	<b>Casino</b> .....	<b>154</b>
<b>7</b>	<b>INFRASTRUCTURES ET RESEAUX</b> .....	<b>155</b>
<b>7.1.</b>	<b>EAU POTABLE</b> .....	<b>155</b>
<b>7.1.1.</b>	<b>Situation actuelle (juillet 2007)</b> .....	<b>155</b>
7.1.1.1.	Gestion du réseau.....	155
7.1.1.2.	Ressource en eau.....	155
	Captages communaux:.....	155
	Eau produite par le SIEC.....	155
	Mesures de préventions de la pollution pour la qualité de l'eau brute.....	156
	Distribution.....	156
	Suivi de la qualité de l'eau traitée.....	157
	Maîtrise de la qualité de l'eau.....	158
7.1.2.	Situation projetée.....	159
7.1.2.1.	Les contraintes liées aux ressources – nouvelles ressources potentielles.....	159
7.1.2.2.	Les besoins prévisibles.....	160
7.1.2.3.	Interconnexions et alimentations de secours avec les communes environnantes.....	160
7.1.3.	Programmation des travaux – schéma directeur.....	160
<b>7.2</b>	<b>SOURCES REMARQUABLES</b> .....	<b>161</b>
<b>7.3</b>	<b>EAU THERMALE</b> .....	<b>161</b>
<b>7.4.</b>	<b>DÉFENSE INCENDIE</b> .....	<b>162</b>
7.4.1.	La situation évaluée en 2002.....	162
7.4.2.	Le schéma directeur "Réseau eau potable / défense incendie".....	162
7.4.2.1.	Schéma adopté en avril 2005.....	162
7.4.2.2.	Modification du schéma directeur.....	163
7.4.3.	Situation actuelle.....	163
<b>7.5</b>	<b>LES VOIES DIFFICILES (CARTE EN ANNEXE)</b> .....	<b>164</b>
<b>7.6</b>	<b>ASSAINISSEMENT</b> .....	<b>164</b>
7.6.1.	Situation actuelle.....	164
7.6.1.1.	Gestion du service.....	164
7.6.1.2.	Réseau de collecte des eaux usées domestiques (EU).....	164
7.6.1.2.1.	Étendue et structure du réseau de collecte.....	164
	Déversements admis.....	164
	Eaux parasites.....	165
7.6.1.2.2.	Les stations de dépollution.....	165
	La station du Sonnant.....	165
7.6.1.3.	Les eaux pluviales.....	166
7.6.1.3.1.	Le contexte, les risques d'inondation et de glissement de terrain et les principes qui en découlent.....	166
7.6.1.3.2.	Les règles applicables aux projets de nouvelles constructions.....	167

7.6.1.3.3.	Le réseau de collecte actuel .....	168
7.6.1.3.4.	Déversements admis dans le réseau d'eaux pluviales .....	168
7.6.2.	Orientations pour l'avenir .....	168
7.6.3.1	Aptitude des sols à l'assainissement individuel par champ d'épandage .....	168
7.6.3.2	Déploiement du système d'assainissement collectif (eaux usées domestiques) .....	169
7.6.3.	Zonage de l'assainissement collectif – zonage de l'assainissement non collectif.....	170
7.6.3.1.	Zones d'assainissement collectif.....	170
7.6.3.2	Zones d'assainissement non collectif .....	170
7.6.3.3	Extension et amélioration du réseau d'eaux pluviales.....	170
<b>7.7</b>	<b>VOIRIE.....</b>	<b>171</b>
7.7.1	Nouvelles voies .....	171
7.7.1.1.	Reconstruction du pont du Rajat.....	171
7.7.1.2.	Travaux de mise en sécurité de la RD 254 dans le vallon du Sonnant .....	171
7.7.1.3.	Réfection de la route de Bouloud.....	172
7.7.1.4.	Route de Champ Ruti.....	172
7.7.2.	Stationnement.....	172
7.7.3.	Chemins.....	172
<b>7.8.</b>	<b>LES TRANSPORTS.....</b>	<b>173</b>
7.8.1.	Les transports aériens .....	173
7.8.2.	Les transports terrestres .....	173
7.8.2.1.	Les transports individuels .....	173
7.8.2.2.	Les transports en commun.....	174
	Les bus : .....	174
7.8.2.3	Les transports scolaires.....	174
<b>7.9.</b>	<b>LES DÉPLACEMENTS .....</b>	<b>175</b>
7.9.1.	Accidentologie .....	175
7.9.2.	AOTU .....	175
7.9.3.	Déplacements motorisés.....	175
7.9.4.	Plan de déplacement.....	176
7.9.5.	Commission extra-municipale sur les transports et déplacements .....	176
7.9.6.	Les liaisons domicile travail.....	177
<b>7.9.7.</b>	<b>Les déplacements dans la communauté de communes .....</b>	<b>177</b>
7.9.8.	Les déplacements domicile-école.....	177
7.9.9.	Les modes doux .....	178
7.9.9.1.	Les sentiers piétons.....	178
7.9.9.2.	La randonnée pédestre.....	178
7.9.9.3.	Le vélo.....	178
<b>PARTIE II :</b>	<b>.....</b>	<b>180</b>
<b>ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>.....</b>	<b>180</b>
<b>1. LES ASPECTS RÉGLEMENTAIRES.....</b>	<b>.....</b>	<b>181</b>
1.1.	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	181
1.2.	LES RÉSERVES DE CHASSE.....	182
1.3.	LES RÉSERVES DE PÊCHE .....	182
<b>2. LES MILIEUX NATURELS .....</b>	<b>.....</b>	<b>183</b>
2.1.	L'EAU.....	183
2.1.1.	Les captages et gisements d'eau potable .....	183
2.2.	LES SOLS.....	183
2.2.1.	Carrières et extraction de matériaux.....	183
2.2.2.	Pollution des sols .....	183
2.3.	L'AIR .....	185
2.3.1.	Les polluants physico-chimiques.....	187
2.3.1.1.	Les types de polluants et leurs causes.....	187
2.3.1.2.	Les conséquences sur l'environnement et la santé.....	188
2.3.1.3.	La pollution à Saint Martin d'Uriage.....	188
2.3.2.	L'exposition individuelle .....	190
2.4.	FAUNE ET FLORE .....	193
2.4.1.1.	Les milieux aquatiques.....	194
2.4.1.2.	Les milieux forestiers.....	196
2.4.1.3.	Les prairies .....	196



2.4.2.	<b>Bilan qualitatif et quantitatif de la flore</b>	198
2.4.2.1.	<i>Les espèces qui font l'objet d'une protection réglementaire</i>	198
2.4.2.2.	<i>Les espèces interdites à la cueillette</i>	199
2.4.2.3.	<i>Les espèces inscrites sur liste rouge</i>	199
2.4.2.4.	<i>Les espèces invasives</i>	199
2.4.2.5.	<i>Les autres espèces végétales</i>	201
2.4.2.5.1.	<i>Les arbres remarquables</i>	201
2.4.2.5.2.	<i>Les arbres « remarquables »</i>	201
2.4.2.5.3.	<i>Les arbres « d'avenir »</i>	202
2.4.3.	<b>Bilan qualitatif et quantitatif de la faune</b>	203
2.4.3.1.	<i>L'avifaune</i>	203
2.4.3.2.	<i>Les oiseaux protégés</i>	205
2.4.3.3.	<i>La biodiversité</i>	205
2.4.4.	<b>Les ZNIEFF de type I</b>	205
2.4.5.	<b>Les projets de rénovation de ZNIEFF</b>	206
2.4.6.	<b>Les ZNIEFF de type II</b>	214
2.4.7.	<b>Les sites inscrits</b>	214
2.4.8.	<b>Les zones Natura 2000</b>	214
2.4.9.	<b>L'inventaire régional des tourbières</b>	215
2.4.10.	<b>Les corridors biologiques</b>	215
2.5.	<b>LES RISQUES</b>	220
2.5.1.	<b>Les risques naturels</b>	220
2.5.1.1.	<i>Définitions des phénomènes présents sur la commune</i>	220
2.5.1.2.	<i>Approche historique des phénomènes naturels</i>	221
2.5.1.3.	<i>Les aléas</i>	222
2.6.	<b>GESTION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS</b>	222
2.6.1.	<b>Les différentes catégories de déchets</b>	222
2.6.2.	<b>La collecte des déchets ménagers</b>	222
2.6.3.	<b>L'apport en déchetterie</b>	224
2.6.3.1.	<i>Les points d'apports volontaires</i>	225
2.6.3.2.	<i>Les déchetteries</i>	225
2.6.3.3.	<i>Traitement/Élimination</i>	225
2.6.3.4.	<i>Eco emballages</i>	226
2.6.4.	<b>Prospectives</b>	226
2.7.	<b>LE BRUIT</b>	227
2.7.1.	<b>Les voies de circulation</b>	227
2.7.2.	<b>Les formes secondaires ou bruits « domestiques »</b>	228
PARTIE III :		230
<b>LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE, LA DELIMITATION DES ZONES ET DE LEURS REGLES, ET LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT</b>		230
1.	<b>EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D</b>	232
1.1	<b>LE RESPECT DE L'ARTICLE L.121-1</b>	232
1.1.1	<i>L'équilibre</i>	232
1.1.2	<i>La mixité</i>	232
1.1.3	<i>La préservation de l'environnement</i>	233
1.2	<b>LE RESPECT DE L'ARTICLE L.123-1</b>	234
1.2.1	<i>Le Schéma directeur</i>	234
1.2.2	<i>Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)</i>	234
1.2.3	<i>Le Programme local de l'habitat (PLH)</i>	235
1.2.3.1.	<i>Traduction dans le PADD</i>	235
1.2.3.2.	<i>Traduction dans le règlement graphique</i>	236
1.2.3.3.	<i>Traduction dans les orientations d'aménagement</i>	236
1.2.3.4.	<i>Traduction dans le règlement écrit</i>	236
1.2.3.5.	<i>Application de l'article L. 127-1 et L.127-2 du Code de l'urbanisme</i>	237
1.2.3.6.	<i>Application du droit de préemption urbain (D.P.U.)</i>	237
1.2.3.7.	<i>Mise en place de dispositifs spécifiques</i>	237
1.2.4.	<b>La loi Montagne</b>	238
2	<b>MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES APPLICABLES</b>	239
2.1.	<b>LES CHANGEMENTS APPORTÉS PAR LA LOI</b>	239

2.1.1.	La nomenclature.....	239
<b>2.2.</b>	<b>LE ZONAGE ET LE RÈGLEMENT .....</b>	<b>241</b>
2.2.1.	Les changements d'ordre général .....	241
2.2.1.1.	Pour les occupations du sol.....	241
2.2.1.2.1.	Dispositions générales.....	242
2.2.1.2.2.	Les articles du règlement .....	243
2.2.2.	Les zones urbaines.....	245
2.2.2.1.	Les zones UA.....	245
2.2.2.2.	Les secteurs UA.....	246
2.2.2.4.	Secteur UBa.....	248
2.2.2.5.	La zone UC.....	249
2.2.2.6.	La zone UD.....	250
2.2.2.7.	Les secteurs UDa.....	251
2.2.2.9.	La zone UI.....	252
2.2.3.	Les zones de future urbanisation.....	254
2.2.3.1.	La zone AU.....	254
2.2.3.2.	La zone AUA.....	255
2.2.4.	La zone agricole (A).....	256
2.2.5.	Les zones naturelles et forestières.....	258
2.2.5.1.	La zone N.....	258
<b>2.3.</b>	<b>LES TRAMES .....</b>	<b>260</b>
2.3.1.	Les trames générales.....	260
2.3.2.	Les emplacements réservés.....	261
<b>3.</b>	<b>JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT.....</b>	<b>281</b>
3.1.	DÉFINITION DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT.....	281
	Article L 123-1 du Code de l'urbanisme.....	281
3.2.	JUSTIFICATION.....	282
3.2.1.	Saint-Nizier, En Marguai .....	282
3.2.2.	Saint-Nizier, centre .....	282
3.2.3.	Saint-Nizier, est .....	283
3.2.3.1.	Le secteur nord.....	283
3.2.4.	Le Rossin .....	283
3.2.5.	Le Bourg, chemin du Tapas .....	283
3.2.6.	Le Bourg, chemin des Aveux.....	284
3.2.6.1.	Le secteur CHAMP PALET.....	284
3.2.6.2.	Le secteur PRE LA VACHERE.....	284
3.2.7.	Bouloud est .....	284
3.2.8.	Bouloud ouest .....	285
3.2.8.1.	Le secteur sud.....	285
3.2.8.2.	Le secteur nord.....	285
3.2.9.	Les Oddoz.....	285
3.2.10.	Uriage.....	285
<b>PARTIE IV :</b>	<b>.....</b>	<b>288</b>
<b>1.</b>	<b>INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>289</b>
1.1.	EFFETS SUR LE CADRE PHYSIQUE .....	289
1.1.1.	Effets sur l'hydrographie .....	289
1.1.2.	Effets sur l'hydrogéologie .....	289
1.2.1.	Les effets paysagers .....	289
1.2.1.1.	La conservation de l'identité de bocage urbanisé.....	289
1.2.1.2.	La conservation de l'identité du parc d'Uriage.....	290
1.2.1.3.	La préservation des boisements ripisylves et des haies remarquables.....	290
1.2.1.4.	La garantie de coupures vertes.....	290
1.2.1.5.	L'aménagement paysager de certains secteurs.....	290
1.2.2.	Les effets patrimoniaux.....	290
1.3.	EFFETS SUR LA DEMOGRAPHIE .....	291
1.4.	EFFETS SUR L'HABITAT .....	291
1.5.	EFFETS SUR LES EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS .....	291
1.6.	EFFETS SUR L'ACTIVITE ET L'EMPLOI .....	292
1.6.1.	L'agriculture .....	292
1.7.	EFFETS SUR LES INFRASTRUCTURES ET RESEAUX.....	292

<b>1.7.1. Les réseaux</b>	292
1.7.1.1. Pour l'eau potable	292
1.7.1.2. Pour l'assainissement collectif	292
1.7.1.3. Pour l'assainissement non collectif	293
1.7.1.4. Pour les eaux pluviales	293
<b>1.7.2. La voirie</b>	293
<b>1.7.3. Les déplacements</b>	293
<b>1.8.1. Effets sur le cadre biologique ou écologique</b>	294
<b>1.8.2. Effets sur le cadre urbain</b>	295
<b>TABLE DES FIGURES</b>	<b>296</b>
<b>TABLE DES PLANCHES</b>	<b>298</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>300</b>